



John Adams Library.



IN THE CUSTODY OF THE
BOSTON PUBLIC LIBRARY.



SHELF N^o

★ ★ ADAMS
231.12
J.12

LES LOISIRS

D U

CHEVALIER D'EON

TOME DOUZIEME.

LES LOISIRS

CHENAILLE DE

TOME D'OUVERTURE

LES LOISIRS

D U

CHEVALIER D'EON

D E B E A U M O N T,

Ancien Ministre Plénipotentiaire de France,

S U R

Divers sujets importans d'Administration, &c.

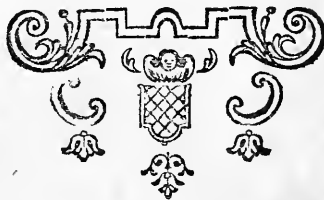
P E N D A N T

SON SÉJOUR EN ANGLETERRE.

Eruditio inter prospera ornamentum, inter adversa refugium.

LAERTIUS.

T O M E D O U Z I E M E.



A A M S T E R D A M.

M D C C L X X I V.

LES LOISIRS

CHEVALIER DEON

LE DEUTERONOME

Adams, John, 1791-1848

1848

Adams, John, 1791-1848

ADAMS.

Adams, John, 1791-1848

Adams, John, 1791-1848

Adams, John, 1791-1848

ADAMS

ADAMS

ADAMS

ADAMS

ADAMS

DÉTAIL GÉNÉRAL

*De toutes les parties des Finances du
Royaume de France,*

A V E C

*Des Observations Politiques & Intéressantes
tant sur la multiplicité des Impôts, que sur
l'administration & la régie des Finances
de ce royaume.*

AVIS PRÉLIMINAIRE.

JE ME propose dans le détail que je présente au public, de lui faire connoître de la manière la mieux circonstanciée, non seulement, toutes les parties qui regardent le trésor & en général ce qui concerne les revenus du roi très chrétien : mais encore les différentes fermes qui en font le recouvrement, & les droits divers qui en font le principal objet.

On jugera facilement que, dans une matière d'une étendue aussi importante, ne voulant rien donner au hasard, j'ai dû me borner à ces tems, où j'ai pu être instruit par moi-même de tout ce qui y avoit rapport.

Tome XII.

A

mais la généralité que je donne à mes recherches, l'ordre & l'exactitude que j'y ai apportés, mettront tout lecteur intelligent en état de ramener avec facilité les choses au point où elles sont actuellement.

C H A P I T R E I.

Idee succinte de l'origine des principaux droits imposés sur les François.

LES domaines des rois de France aussi anciens que la monarchie, n'ont presque jamais été en état de suffire à ses dépenses. Chaque siecle a exigé des moyens d'y suppléer, qui se renouvelloient ou qui varioient selon les circonstances jusqu'à ce que des événements, dont il étoit difficile de prévoir la fin, aient donné lieu à en substituer de durables, dont les tems n'ont fait que perpétuer & affermir l'institution.

La noblesse ayant épuisé ses biens dans la guerre des croisades, Louis IX. se vit obligé en 1255. de permettre aux roturiers d'acquérir des biens nobles, il y consentit: mais en les astreignant à payer le droit de franc-fief.

Cette guerre procura , comme chacun le fait , beaucoup d'héritages à l'église , & ce monarque jugea à propos en 1275. d'affujettir les ecclésiastiques au droit d'amortissement des biens qu'ils possédoient.

Ce même prince pour soutenir les dépenses de l'Etat , se trouva ensuite dans la nécessité d'introduire une espece de taille , dont le nom & la régie furent confirmés , par les besoins qui en exigèrent la continuation.

Philippe le Long commença en 1318. l'établissement des gabelles.

La rançon du roi Jean , prisonnier en Angleterre , fut l'époque des droits d'aides , de gros , & autres d'entrées & de consommation , sur les besoins , marchandises & denrées.

Les grandes guerres que soutint Louis XIV. le bon ordre & la nécessité de pourvoir aux besoins de l'Etat , qui ne cessèrent de se multiplier sous un regne continuellement agité , donnerent lieu en 1655. à l'établissement de la formule : en 1693. au contrôle des actes de notaires , qui avoit déjà été introduit en 1581. & 1606. sous les regnes de Henri III. & de Henri le grand : en 1695. à la capitation & en 1710. à l'in-

stitution du dixieme, actuellement réduit au vingtieme depuis le premier janvier 1750.

Le tabac, les quatre & deux sous pour livre, le sceau des actes, les droits de grefes, les droits réservés, & autres établis à l'instar des précédens, ou qui ont été attribués à différentes charges ou à divers offices de judicature, charges de ville & autres de quelque nature que ce soit, ainsi que les dites charges & les dits offices, comme ensuite les cours, tribunaux & juridictions nécessaires pour prononcer sur les contestations à naître, ont été également appliqués au profit de la couronne, à mesure que les circonstances l'exigeoient.

Ces droits n'ont pas toujours été affermés : mais tantôt ils ont été en régie, traités ou aliénés, & tantôt en fermes, dont les baux ont, pour l'ordinaire, été de six ans. Depuis 1726. ils ont continué sans interruption sur ce pied, pour tous les objets dont les produits sont connus ; & l'usage d'aliéner ou de faire régir n'a été réservé que pour les especes de droits, dont l'établissement moderne ne présente encore rien de certain.

Toutes ces différentes régies ou fermes

se sont ordinairement traitées sous des noms supposés, ou sous le nom d'un seul, pour en faciliter l'administration. C'est par ces noms qu'on désigne chaque affaire, ainsi que le tems & le lieu où elle a existé, & les véritables intéressés ou fermiers ne sont que les cautions des personnes qui ont prêté leurs noms, pour paroître en public sous la qualité de traitans.

CHAPITRE II.

Des fermes générales & royales unies.

ON comprend, sous le nom de fermes générales, les droits de toute nature, qui étoient autrefois divisés en plusieurs fermes: mais qui en 1728. ont été unis dans une, dont le bail, appelé en conséquence bail général des fermes royales unies, se renouvelle tous les six ans à une compagnie de soixante fermiers généraux ou intéressés.



A R T I C L E I.

Droits qui composent la ferme générale.

1^o. **T**OUTES les gabelles de France grandes ou petites. Les premières comprennent les ventes de sel par impôts ou les ventes volontaires dans toute l'étendue du royaume, conformément à l'ordonnance de 1680. & réglemens faits en conséquence; à l'exception des pays exempts, qui sont les généralités & provinces de Poitou, Xaintonge, la Rochelle, Angoumois, Limousin, Haute & Basse-Marche, Périgord, Guienne, Gascogne & Bretagne. Les petites gabelles ont lieu dans les provinces du Lyonnais, Dauphiné, Provence, Languedoc, Roussillon & pays étrangers.

2^o. Les domaines du roi situés en Franche-Comté, conformément à l'édit de 1701. à l'égard des casuels.

3^o. Les cinq grosses fermes, consistantes aux droits d'entrées & de sorties du royaume, sur toutes sortes de marchandises, & qui comprennent les diverses espèces suivantes.

4°. Péages de Péronne.

5°. Droits de sortie sur les vins , droits locaux d'Anjou consistans au parisis, droits des officiers établis, prévôté de la Rochelle, Courtis de Maraude.

6°. Convention par doublement , droits d'abord & consommation sur le poisson.

7°. Contrôle sur les toiles.

8°. Cendres, soudes & gravelées.

9°. Droits de sortie & entrée de Flandres, consistans dans tous les droits de 5 pour cent, de transit & généralement tous ceux qui y sont existans.

10°. Douane de Lyon & de Valence.

11°. Douane de Paris.

12°. Denier saint-André.

13°. Droits de poids & mesures, table de marbre, vingtaine de carène, deux pour cent d'avenues, hard & tarroir, drogueries, épiceries & par quintal d'alun &c.

14°. Foraine & domaine de Provence.

15°. Foraine & domaine en patentes de Languedoc.

16°. Droits d'entrée & de sortie du Roussillon.

17°. Foraines d'Arzac.

8 D É T A I L G É N É R A L

- 18°. Coutumes de Baïonne.
- 19°. Convois, comptable, courtages de Bourdeaux.
- 20°. Traites de Charente.
- 21°. Prevôté de Nantes.
- 22°. Ports & havres de Bretagne.
- 23°. Droits de vingt pour cent sur les marchandises du Levant.
- 24°. Droits sur l'étain qui entre dans le royaume.
- 25°. Droits sur tous les ports du royaume.
- 26°. Droits sur les huiles & savons.
- 27°. Les quatre & deux sous pour livres.
- 28°. Domaines d'occident, en Canada, réduits à rien depuis la paix de 1762.
- 29°. Capitation aux isles de l'Amérique, & greffes y établis.
- 30°. Domaines d'occident en France.
- 31°. Droits de rivières, gros & augmentations, aides & entrées de Paris.
- 32°. Six deniers de crédit à la halle aux vins.
- 33°. Pieds fourchus qui entrent dans Paris.
- 34°. Domaines, barages & poids-le-roi dans Paris.
- 35°. Formule ordinaire dans Paris, plat pays de ce pays & lieu où les aides & domaines ont cours.

36°. Aides des plats pays & élection de Paris, à l'exception de Pontoise.

37°. Tous les droits d'Aides, à l'exception de ceux de la ville de Paris, avec les droits y joints.

38°. La marque d'or & d'argent.

39°. La marque des fers.

40°. Contrôle des bières dans Paris.

41°. Droits sur les suifs.

42°. Inspecteurs aux boucheries de Metz, du Dauphiné & du Roussillon.

43°. Impôts & billons de Bretagne.

44°. Vente exclusive du tabac dans tout le royaume.

Il est bon de remarquer qu'il y a en France beaucoup d'autres droits, qui font partie des domaines du Souverain, & ne font pas cependant partie de ses fermes générales: tels sont

Les droits d'entrée de Paris sur les marchandises & denrées.

Ceux des officiers sur les ports.

Les quais & halles.

Les Aulseurs de toiles.

Les droits sur les cartes, la poudre & le salpêtre.

ARTICLE II.

Distribution de la régie des fermes générales.

CETTE ferme étant la principale & la plus considérable partie de la finance, le détail en est par conséquent immense; & les intéressés ne pouroient en suivre, aussi exactement qu'ils le font, la régie, sans un ordre aussi simple que parfait dans tous ses points.

Outre le nombre de directeurs, & l'ordre d'administration qui s'exerce sous eux, les fermiers généraux députent encore chaque année plusieurs d'entre eux, pour suivre les différentes affaires du royaume, tant pour les mettre à portée de s'instruire par eux-mêmes de la manutention de leurs employés, que pour veiller plus particulièrement au maintien de leurs intérêts, & à l'exécution de leurs réglemens. Ils se distribuent en outre le travail entre eux, de façon que sans aucune confusion, chaque partie se trouve régie: & voici l'ordre qu'ils y observent.

1^o. Le soin de la remise des fonds à la caisse générale de Paris, & l'acquittement des

charges locales de l'Etat du roi, & tout ce qui concerne la comptabilité.

2°. Le soin de vérifier les bordereaux de recette & dépense du receveur général & les états produits.

3°. La garde & enregistrement de tous les actes, comptes, soumissions, cautionnements & autres pièces déposées aux armoires de la compagnie.

4°. L'assistance au conseil de la ferme, la sollicitation des affaires & la suite des procédures.

5°. Le dépôt & la poursuite des saisies d'étoffes prohibées.

6°. Le soin de rassembler les états du roi; la reddition des comptes qui se fait aux Maîtres-des-comptes de Paris, Grenoble, Aix, Montpellier jusqu'à leur appurement & passage à la correction.

7°. Le fournissement des grandes & petites gabelles, achats, voitures, emplacement des sels & les comptes des entrepreneurs.

8°. La régie des grandes gabelles.

9°. La régie des gabelles de Lorraine, de la Franche-Comté, des Trois-Evêchés & du domaine d'Alsace, avec l'examen des comptes qui en résultent.

- 10°. La régie des petites gabelles.
- 11°. La régie des cinq grosses fermes & des domaines d'occident.
- 12°. Le soin des manufactures du tabac.
- 13°. La régie du tabac.
- 14°. L'examen des comptes des grandes gabelles.
- 15°. L'examen des comptes des cinq grosses fermes, la vérification des passeports, l'état des marchandises entrées & forties franches, avec la suite des acquits & cautions.
- 16°. L'examen des comptes des Gabelles du Lyonnais, de la Provence, du Dauphiné & du Languedoc.
- 17°. L'examen des comptes du tabac.
- 18°. La régie des aides & domaines.
- 19°. Suite du magasin général de tabac, sa régie à Paris & celle des bureaux de la manufacture des tabacs de Hollande.
- 20°. Le soin de veiller sur le travail, & d'examiner la capacité des commis de Paris & de tout le royaume, ainsi que celui de réformer les états des frais de régie.
- 21°. La suite & le rapport des affaires au Garde-des-sceaux & aux intendants des finances.

ARTICLE III.

Droits qui forment les fermes & domaines.

1. **D**ROITS de contrôle des actes de notaires & de ceux faits sous seing privé.
2. Insinuations mobilières des actes translatifs de propriété.
3. Centième denier des acquisitions d'immeubles à tel titre que ce puisse être.
4. Petits frais des sentences, jugemens & autres actes réputés judiciaires.
5. Contrôle des exploits, & troisième pour saisie mobilière, opposition & main levée.
6. Emolumens des greffes de toutes les juridictions royales.
7. Droits de représentation, affirmation de voyage, défaut & congé.
8. Droits de contrôle d'iceux.
9. Les deux sous pour livre de ces droits.
10. Droits réservés sur les dépens des cours & juridictions royales, dans les lieux seulement où elles ont été créées.
11. Les amendes de consignation, de contravention à la police, de condamnation pour crimes, & autres semblables.

12. Les domaines fixes , tant anciens , réunis ou acquis , que ceux usurpés.

13. Les halles, boucheries, échopes, terres vaines & vagues, herbages & pâturages.

14. Les domaines & droits domaniaux donnés à bail emphytéotique, à vie ou autrement, qui rentreront dans la main du roi depuis le 22. octobre 1749. & ceux réunis au domaine jusqu'à ce jour, excepté ceux dont le prince a pu disposer.

15. Rentes d'indemnité, cens, ventes, reventes, redevances dûes au roi à cause de ses domaines, & celles dûes par ses engagistes, provenant des reventes des domaines & autres aliénations.

16. Lods en cas d'échanges & excédens d'iceux selon les coutumes.

17. Domaines casuels, tels que les lods & ventes qui sont requis pour relief ou rachat dû aux mutations dans les mouvances du roi, réunis par édit de mai 1730. à l'exception de six sous par livre des dits droits, comme appartenans aux receveurs généraux des domaines & bois à la charge d'en faire la recette.

18. Les quatorze sous pour livre des droits

de bâtardise , déshérences & confiscations de biens des condamnés à mort , & autres semblables droits appartenans au roi ou aux seigneurs des lieux de la mouvance.

19. Les six sous pour livres d'excédant appartiennent aux receveurs généraux.

20. Amortissement, nouveaux aquets & le franc-fief.

21. Les deux sous pour livre de ces droits appartiennent aux receveurs généraux des domaines & bois : mais les fermiers en font la recette à la charge de leur en compter.

22. Formule ou timbre des papiers & des parchemins dans les généralités & provinces qui y sont sujettes.

23. Les quatre & deux sols pour livre de tous les droits qui y sont sujets.

On remarquera qu'au bout de deux ans, toutes demandes en restitution se prescrivent contre les fermiers.

ARTICLE IV.

Droits des fermes des Aides.

1. **D**roits sur les boissons dans tous les lieux d'Aides.

2. Anciens & nouveaux cinq sous par muid de vin qui entre dans les villes & bourgs.

3. Inspecteurs aux boissons, aux entrées des villes & bourgs, fixées à 10. sous par muid de vin, à 30. f. par muid d'eau-de-vie, à 5. f. par muid de cidre & de bière, & à 2. f. 6. d. par muid de poiré.

4. Jauge & courtage, ou détail sur le contenu des futailles, fixé à 15. f. par muid de vin, 45. f. par muid d'eau-de-vie, & 9. f. par muid de bière ou poiré.

5. Première moitié des octrois des villes réunie à la ferme des Aides, & dont la perception se fait aux entrées, ou détail des boissons, selon l'ordre de leur établissement.

6. Courtiers, jaugeurs pour les impôts sur les boissons en pièces : & le droit, à chaque mutation des propriétaires annuels, établi, & fixé à 8. L. par an dans les villes & à

6. L.

6 L. II. f. dans les autres lieux, pour chaque commerce ouvert des vins, eaux-de-vie, cidre, poiré tant en gros qu'en détail, & moitié pour celui de la bière.

ARTICLE V.

Droits particuliers aux pays de Gros.

1. **G**ros, ou fou pour livre, imposé dès l'an 1355. sur le prix des boissons, & qui se perçoit annuellement, soit au lieu du crû, soit à celui de la vente en gros, soit à la sortie ou refuge; en marquant, lors des inventaires chez chaque particulier, le nom du pays, du sujet & de la destination, pour laquelle il faut désigner les endroits de passage, de séjour ou d'arrivée, & spécifier s'il vient d'un pays exempt.

3. Augmentation, ou droit inséparable de celui de gros, fixé à 16 f. 3 d. par muid de vin, à 6 f. par muid de vin de liqueur, à 8 f. par muid de cidre, à 1 f. 6. d. par muid de poiré, & le tiers du gros seulement dans les lieux.

4. Les jauges & courtages se perçoivent avec les dits droits.

ARTICLE VI.

Droits particuliers aux pays de Huitieme.

Huitieme ou augmentation sur les boissons vendues en détail, que la cour des Aides de Paris a fixé, à 5 L. 8 f. par muid de vin vendu à pot, & à 6 L. 15 f. vendu à assiette, à 20 L. 3 f. 9. d. par muid de vin de liqueur, à 3 L. 10 f. par muid de biere, à 2 L. 14. f. par muid de cidre à pot; à 3 L. 7 f. 6 d. par muid de cidre vendu à assiette, & à la moitié de ces droits sur la biere & poiré.

2. Subvention au détail, droit inféparable de celui de huitieme, & fixé à 27 f. par muid de vin, à 13 f. 6 d. par muid de cidre, & 8 f. 9 d. par muid de poiré.

ARTICLE VII.

Autres Droits particuliers.

I. **D**ROITS de Maubeuge ou de Subvention à l'entrée, ordonnée & fixée comme dessus.

2. Quatrieme réduit au cinquieme, & augmentation y jointe sur toutes les boiffons vendues en détail à pot & à affiette; & fixée par la cour des Aides de Rouen à 3 L. 18 f. par muid de vin, par chaque fou du pot, & à 1 L. 18. par muid de cidre & poiré, pour chaque 6. d. le pot.

ARTICLE VIII.

Autres droits sur les boiffons suivant les différens lieux.

1^o. **D**ROIT de 50 L. 8 f. sur les eaux-de-vie destinées pour le plat pays de Paris, & 35 L. 18. f. pour celles qui passent debout.

2. Droit de 45 f. de riviere fixé à 3 L. par muid de vin descendant ou montant la Seine & les rivières y affluentes.

3. Droit de 3 L. ou 45. f. de riviere au grand droit de Normandie, fixé à 7 L. par muid de vin dans les huit lieux de la riviere de Seine: à 9 L. 18 f. par tonneau, outre l'augmentation fixée à 4 L. 4 f. 6 d. par muid de vin entrant dans les villes de Picardie.

4. Droit du fou par pot, fixé à 6 L. 17 f.

par muid de vin, qui est vendu en détail dans la dite province.

5. Droit du pont de Joigni fixé à 53 f. par muid de vin.

6. Droit du pont de Meulan fixé à 3. L. par année dans l'élection de Lyon.

7. Droit de 9 L. par tonneau, fixé à 4. L. 9 f. par muid de vin entrant dans les villes du Havre & autres ports circonvoisins.

8. Contrôle des bières, dont sont exemptes celles de la ville de Paris.

9. Droits de subsistance accordés à certaines villes à l'instar des octrois, & réunis depuis à la ferme des aides.

A R T I C L E I X.

Droits sur différentes marchandises.

1°. **L**E sou pour livre sur la consommation du poisson de mer, frais, salé & sec, le long des côtes où les droits sont en usage, en Normandie & en Picardie.

2°. Droit de pied-fourchu établi en Cotentin & uni aux aides en 1664.

3°. Inspecteurs des boucheries payés à rai-

son de 2 L. par bœuf, 12 f. par veau, 4 f. par mouton & 2. f. par livre des viandes qui entrent & se consomment dans les villes & bourgs.

4. Formule ou droits sur les papiers & parchemins timbrés.

5. Les quatre & deux sous pour livre de ceux des dits droits qui y sont sujets.

ARTICLE X.

Observation sur la régie des droits d'Aides.

LA régie de ces droits demande un soin, une vigilance & une assiduité des plus parfaites. Les employés, qui en sont chargés, se nomment commis à l'exercice des Aides.

Ils sont au-moins deux par département, & leur fonction est de suivre, le plus exactement qu'il leur est possible, le débit & la destination des boissons, & d'en faire état sur un registre ou portatif, qu'ils tiennent à cet effet à compte ouvert, & où ils écrivent, jour par jour, leurs opérations dans chaque lieu.

Ils comptent de leur produit au directeur de la généralité, par un état en forme qu'ils

délivrent tous les deux mois, en même tems qu'ils changent de registre.

Dans les pays de quatriemé ils n'en changent que tous les quartiers: mais ils comptent chaque mois.

Le contrôleur ambulant & les inspecteurs sont au-dessus d'eux, pour vérifier leur travail & exciter de plus en plus leur émulation.

Il y a encore des commis qui ne sont occupés qu'à suivre la destination des boissens & à veiller aux fraudes que peuvent commettre les habitans.

Les contraventions & toutes les actions au sujet des dits droits, se portent devant les officiers des élections, & par appel à la cour des Aides: mais il faut en excepter les droits établis pour les inspecteurs aux boissens, les deux & quatre sous pour livre, dont la connoissance est attribuée aux intendans de la province & qui passe de-là au conseil des finances.

ARTICLE XI.

Ferme de la marque de l'or & argent.

CETTE ferme consiste dans le droit de marque & de contrôle des ouvrages d'or & d'argent, qui se fabriquent & se vendent dans le royaume par les marchands & maîtres orfèvres & par les ouvriers en or & argent.

ARTICLE XII.

Ferme de la marque des fers.

CETTE Ferme a le droit de visite & de marque sur les fers, les mines, les fontes, l'acier, la quincaillerie de fer ou d'acier qui se tirent & se fabriquent dans le royaume, ou qui y sont apportés des pays étrangers ou des lieux exempts.

Les droits qui en résultent se paient par les maîtres de forges, les marchands & autres trafiquans, à raison du quintal ou 5 pour cent du pesant de chaque marchandise.

Les contestations en provenant se portent en première instance devant les maîtres des

ports ou autres juges à cet effet commis par le roi, selon les différens lieux; & l'appel s'en relève toujours à la cour des aides du ressort.

Les employés par cette ferme dans les provinces, sont des directeurs, des receveurs, des inspecteurs, des contrôleurs & des commis, qui doivent veiller à la réception des droits, à la visite des forges & à la suite des contraventions, ainsi qu'il se pratique dans les autres parties des aides.

A R T I C L E X I I I .

Suifs de la ville de Paris.

LES droits de cette ferme se perçoivent sur chaque livre de suif de toute nature, fondu ou non fondu, provenant de l'abbatis des bœufs, vaches ou moutons du dehors ou pays étrangers, ou dans l'étendue de la ville, faux-bourgs & banlieue de Paris.

La connoissance des contestations qui en naissent est attribuée en première instance au Lieutenant général de police & par appel au conseil des finances.

Les employés ont pour objets, la découverte des fraudes, la suite des déclarations de fonte que les bouchers, tripiers & autres sont tenus de faire au bureau, & le recouvrement des droits qui en résultent.

ARTICLE XIV.

Inspecteurs des Boucheriers dans les Généralités de Metz, Dauphiné & Roussillon.

LES DROITS qui y sont destinés se perçoivent conformément à l'édit de leur établissement qui est du mois de février 1704. & aux arrêts & réglemens rendus au sujet des dits droits par tout le royaume.

Le recouvrement s'en fait de même que dans les autres lieux où les aides sont établies, & les deux sous pour livre, imposés par l'édit de janvier 1709. y sont également joints.

ARTICLE XV.

Bieres de Paris.

CES DROITS qui consistent dans ceux autrefois attribués aux offices de contrôleurs, essayeurs & visiteurs à la fabrication des bier-

res dans la ville, fauxbourgs & banlieue de Paris, & qui se perçoivent conformément à l'ordonnance de 1680. & autres réglemens subséquens, sont ordinairement pris à ferme par la communauté des marchands Brasseurs de Paris, qui en ont la régie au profit de leur corps.

ARTICLE XVI.

Bureau des correspondances des eaux-de-vie.

COMME cette liqueur est un objet important par rapport aux droits considérables auxquels elle est assujettie; & que le transport, souvent fort éloigné des lieux de la fabrication, pourroit occasionner beaucoup d'inconvéniens dans l'acquittement des droits, le roi par déclaration du 30 janvier 1717. & autres réglemens faits ensuite à ce sujet, a assujetti les marchands en gros, facteurs ou commissionnaires, à rapporter un certificat de la décharge & acquit des droits dûs à l'arrivée des eaux-de-vie à leur destination, à peine de 500. L. d'amende & de confiscation. En conséquence, par lettres patentes du 20 mai 1728. il a été établi un bureau général de correspondance à Paris, pour la sui-

te de ces certificats, & la décharge des soumissions faites au lieu du départ, dans les différentes fermes d'aides du royaume.

CHAPITRE III.

Autres fermes séparées des fermes générales.

ARTICLE I.

Ferme générale des Postes & Relais.

CETTE ferme est des plus utiles, parce qu'elle sert à la remise des lettres & au transport des voyageurs, dans toutes les parties du royaume. Elle est dirigée avec tout l'ordre & toute l'exactitude possible sous les yeux & l'autorité du grand-maître.

La discussion des affaires concernant la régie se porte au conseil des finances: mais celles qui concernent les prévarications des employés, vont devant les baillifs, sénéchaux & autres juges ordinaires, & ressortissent par appel aux cours du département.

On remarquera qu'il n'y a point de direction à Paris, parce que les fermiers régissent eux-mêmes: mais en province il y a des directeurs dans chaque lieu où il se trouve des bureaux de poste.

ARTICLE II.

Bourse des marchés de Sceaux & Poissy.

CETTE Bourse ou caisse, rétablie par édit de mars 1744. avoit déjà eu lieu sous le règne de Louis XIV. par l'établissement de cent offices de trésoriers de la caisse des marchés de Sceaux & Poissy, créés par édit du mois de janvier 1707. & supprimés en 1710.

L'objet de cette affaire, aujourd'hui érigée en ferme, est de payer comptant par les intéressés aux marchands forains, le prix des bestiaux qu'ils vendent dans ces marchés, pour les bouchers, à la retenue d'un sou pour livre sur le prix de la vente, & de 4 s. pour livre du dit droit par édit de septembre 1747.

Outre les commis particuliers & les inspecteurs pour veiller aux fraudes, les sous-caissiers chargés de payer le prix des bestiaux, les receveurs préposés au recouvrement des avances faites aux bouchers de Paris, & les autres employés à la régie de la dite ferme, il y a chaque semaine deux des fermiers à

chacun des dits marchés, pour veiller par eux-mêmes à la sûreté de leurs intérêts, lesquels rapportent à la compagnie les affaires qui se sont élevées sous leurs yeux, & en suivent eux-mêmes l'événement au conseil, s'il y a lieu.

Les contestations au sujet de ces droits, se portent par attribution devant le Lieutenant général de police, dont l'appel s'interjette au conseil des finances.

ARTICLE III.

Droit sur les Cartes à jouer.

LE rétablissement de ce droit a commencé par la déclaration du 16 février 1745. par laquelle il a été fixé à 1 f. 6 d. par jeu jusqu'au 13 janvier 1751. que le roi, en ayant destiné le produit à l'édification & à l'entretien de l'hôtel royal de l'école militaire, créée par édit du mois de mai, a fixé le dit droit, tel qu'il se perçoit actuellement.

ARTICLE IV.

Droits rétablis aux entrées de Paris.

CES droits consistent dans le rétablissement de ceux qui avoient été retranchés par édit de mai 1715. sur les déchiremens de bâteaux, l'étain, le papier & carton, les veaux, les vins, les eaux-de-vie & esprits de vin; la faïence & les verreries, les tans & écorces; les œufs, beurre, fromage, graines, toiles, porcs & chaux: dans le rétablissement des droits sur les officiers des ports & halles, de ceux qui concernent la bière, la volaille, le gibier, les cochons de lait, agneaux, chevreaux; & de ceux sur le bois quarré, le bois & charbon à brûler.

Ce rétablissement a été ordonné par édit de décembre 1743. & le tarif rédigé en conséquence est du 24. du dit mois pour 15. années.

Depuis ce tems les 4. s. pour livre y ont été ajoutés par édit de novembre 1747. mais par arrêt du 18. novembre 1751. la levée de ces droits a été suspendue, en considération de la chéreté des grains & farines.

ARTICLE V.

Charges & Offices.

Tout ce qui est sujet à un exercice annuel pour la maison & le service du roi, ce qui est employé à l'administration de la justice dans les différens tribunaux, ce qui est chargé de veiller à maintenir l'intérêt du public, tout s'erige ordinairement en charge, dont le prix de l'acquisition, qui se paie au trésor royal ou au bureau des parties casuelles selon la nature de la charge ou de l'office, se nomme finance, & s'augmente ou diminue selon le mérite de l'emploi, ou les cas qui le requierent.

Ces charges se créent par édit, & la liquidation des premières ou subséquentes finances se règle au conseil, & se paie entre les mains des receveurs ou trésoriers indiqués par les édits, arrêts ou déclarations qui en fixent la levée.

ARTICLE VI.

Entreprise des Etapes ou vivres des troupes de terre.

EN tems de guerre, cette partie est considérable, aussi demande-t-elle un grand nombre d'employés pour sa régie : outre les entrepreneurs ordinaires, on nomme encore des munitionnaires généraux pour la subsistance de chaque armée.

En tems de paix, la distribution est infiniment moins étendue, parce qu'elle ne consiste que dans la subsistance des troupes en garnison, & la fourniture des étapes pendant les passages des soldats dans les différentes villes du royaume. Cette dernière partie est actuellement administrée par une seule compagnie, qui en est chargée par adjudication au rabais : mais les fournitures nécessaires aux troupes en garnison, aux hôpitaux militaires & autres semblables, se font par diverses compagnies distribuées par cantons.

ARTICLE

ARTICLE VII.

Vivres de la Marine.

L'ENTREPRISE des vivres de la marine s'adjuge, comme la précédente, au rabbaïs, & tout le service qui concerne la fourniture des vivres aux troupes de mer, & toutes les choses qui sont nécessaires à leur subsistance, se fait sous les yeux du grand Amiral & du ministre chargé du département de la marine.

ARTICLE VIII.

Poudre & Salpêtre.

CETTE entreprise consiste dans la fabrication des poudres & salpêtres, qui se vendent & s'emploient dans toute l'étendue du royaume, tant pour l'utilité du public, que pour la consommation des armées du roi.

Les contestations qui peuvent en provenir se portent directement à la chambre royale de l'Arsenal, à qui la connoissance en est attribuée.

CHAPITRE IV.

Parties détachées des Finances.

ARTICLE I.

Parties Casuelles.

LE bureau des parties casuelles a été établi dès le regne de Louis XII. pour recevoir le prix de la finance des charges de nouvelle création, & de celles qui viennent à vaquer par la mort des titulaires.

On y reçoit aussi le droit de Paulette établi en 1605. & celui du prêt annuel créé depuis.

ARTICLE II.

Caisse des Amortissemens.

L'ÉDIT de mai 1749. a établi cette caisse, & en a destiné les fonds à acquitter les dettes, qui étoient hypothéquées sur ceux du vingtième & autres qu'on y avoit spécialement attribués.

Le trésorier de cette caisse est en outre chargé du paiement des rentes créées sur les

2. f. pour livre du dixieme par édit du mois de Décembre 1746. des rentes sur les postes créées par les édits de Novembre 1735. Juillet 1738. & Juin 1742. du remboursement de celles de Novembre 1735. & Juin 1742. de celui des rentes sur les postes ordonné par arrêt du 7 Octobre 1752. & du paiement des billets aux porteurs sur la dite caisse & des annuités à 65 L.

ARTICLE III.

Du payement des Rentes sur le roi.

LES tontines, les rentes sur l'hôtel de ville de Paris, sur les aides & gabelles se paient par les officiers qui en ont le titre de Payeurs des rentes ordinaires; & celles sur les tailles sont acquittées par les Receveurs généraux des finances.

CHAPITRE V.

Etat, arrangement & produit des finances de la France.

10. **D**omaines, bois, terres & seigneuries qui appartiennent au roi, six millions. . . . 6,000,000 L.
20. Recettes générales, ou tailles & capitations du royaume, à l'exception de la ville de Paris, quatre vingt dix sept millions huit cents mille livres. 97,800,000

103,800,000 L.

<i>De l'autre part.</i>	103,800,000 L.
3°. Capitation de la ville de Paris fix millions cinq cents mille livres.	6,500,000
4°. Capitations particulieres retenues sur les pensions faites par le roi, sur les gages des officiers en charge, sur les appointemens des officiers employés par commission, sur les commis dans les affaires du roi, & même sur le militaire; six millions sept cents mille livres.	6,700,000
5°. Dixieme particulier sur les pensions royales, sur les gages des officiers en charge, sur les appointemens des offi- ciers employés par commission, & sur les commis dans les affaires du roi, à l'exception des corps de troupes, six millions huit cents mille livres.	6,800,000
6°. Revenus des hôtels de monnoie deux millions quatre cents mille livres.	2,400,000
7°. Décimes & capitation du clergé de France & des églises frontieres, quinze millions huit cents quarante mille livres.	15,840,000
8°. Droit de Paulette sur les charges & offices, deux millions cinq cents mille livres.	2,500,000
9°. Dons gratuits des pays d'état dix mil- lions.	10,000,000
10°. Taxe du Clergé Luthérien d'Alsace, trois cents mille livres.	300,000
	<hr/>
	154,840,000 L.

<i>Ci-contre.</i>	154,840,000 L.
11 ^o . Droit de régale pour les grands bénéfices ecclésiastiques, pendant leur vacance seulement, un million quatre cents mille livres.	1,400,000
12 ^o . Fermes royales & générales unies faveur	
1 ^{ere} . Les gabelles de France ou droits sur les sels dans tout le royaume, la propriété des salines, les amendes & confiscations pour fait de sel prohibé, vingt huit millions.	28,000,000
2 ^e . Les cinq grosses fermes, ou droits d'entrée & de sortie sur toutes sortes de denrées, douze millions.	12,000,000
3 ^e . Ferme des aides, ou droits d'entrée sur les vins, eaux-de-vie, & autres boissons, sur le bétail à pied fourchu, sur la volaille, le gibier, le poisson de mer & d'eau douce, & sur toutes sortes de denrées, à l'exception cependant des bleds, froments, méteil & seigle.	
Droits de marque sur les fers, aciers, étains & plombs.	
Droits de contrôle sur les ouvrages d'orfèvrerie; & la moitié des revenus des hôtels de ville du royaume.	
Droits de la marque des papiers & parchemins timbrés, & plusieurs autres droits que j'ai déjà détaillés: le tout montant ensemble à trente huit millions six cents mille livres.	38,600,000
C 3	<hr/> 234,840,000 L.

<i>De l'autre part.</i>	234,840,000 L.
4 ^e . Ferme des domaines, consistante en droits de greffes & notariats des cours souveraines du royaume, au droit de contrôle des actes de notaires ; au droit de la marque des étoffes, toiles, bas & chapeaux fabriqués dans le royaume & à celui sur les faïences & verreries, le tout produisant quinze millions quatre cents mille livres.	15,400,000
5 ^e . Ferme des domaines d'occident, qui consiste en tous deniers royaux qui se lèvent dans les colonies de l'Amérique, trois millions cinq cents mille livres.	3,500,000
6 ^e . Ferme du tabac, ou le privilege exclusif de la vente de cette denrée dans le royaume produisant quinze millions.	15,000,000
Total des Revenus ordinaires du roi.	<u>268,740,000 L.</u>

C H A P I T R E V I.

*Etat des dépenses ordinaires du roi de France,
assignées sur ses revenus ordinaires.*

A R T I C L E. I.

Dépenses de la Cour.

1. L a maison du roi, six millions.	6,000,000
2. La maison de la reine, lorsqu'il y en a une, un million huit cents mille livres.	1,800,000
	<u>7,800,000 L.</u>

<i>Ci - contre.</i>	7,800,000 L.
3. La maison de la dauphiné, un million six cents mille livres.	1,600,000
4. Dépenses qu'exigent l'argenterie, les bijoux de la couronne, les menus plai- sirs du roi, de la reine & du dauphin, quatre millions six cents mille livres.	4,600,000
5. Les haras & écuries du roi, deux millions huit cents mille livres.	2,800,000
6. La vénerie, fauconnerie & louverie, un million six cents mille livres.	1,600,000
7. Offrandes & aumônes ordinaires du roi, un million huit cents mille livres.	1,800,000
8. Solde & gages des compagnies de maréchaussées & des compagnies mi- litaires des gardes de la porte & de l'hôtel, trois millions quatre cents mille livres.	3,400,000
9. Dépenses ordinaires des bâtimens du roi, six millions.	6,000,000

Total 29,600,000 L.

A R T I C L E 11.

Dépenses militaires.

10. Ordinaire de la guerre, ou solde de toutes les troupes de la maison du roi : dix millions.	10,000,000
11. Extraordinaire de la guerre, ou solde de toutes les troupes de terre, évalué à cinquante cinq millions.	55,000,000
12. Dépenses des fortifications comprises dans le service de terre, huit millions.	8,000,000
13. L'artillerie du service de terre, six millions cinq cents mille livres.	6,500,000
14. Les gratifications militaires, les appointemens des officiers généraux des provinces, & particuliers des places de guerre, pour ce qui concerne le service de terre, douze millions.	12,000,000
15. Solde des compagnies de maréchaussées, & celle de la prévôté générale des monnoies, trois millions.	3,000,000
16. Les prisons d'Etat, deux millions trois cents mille livres.	2,300,000
Total des frais du service de terre.	96,800,000
17. Les dépenses ordinaires de la marine, vingt cinq millions.	25,000,000
Total général des dépenses militaires.	<u>121,800,000 L.</u>

ARTICLE III.

Pensions royales.

18. **P**ensions faites aux princes & princesses du sang en leur qualité ou pour récompense de services : celles attachées aux ordres du S. Esprit & de S. Louis ; les particulières sur le trésor royal ; celles assignées sur les affaires & dépenses militaires, & toutes autres pensions montent ensemble à dix millions huit cents mille livres. 10,800,000 L.

ARTICLE IV.

Dépenses du Ministère Intérieur.

19. **L**es affaires concernans le dedans du ministère du royaume coutent quatre millions cinq cents mille livres. 4,500,000 L.

ARTICLE V.

Cours Souveraines & royales.

20. **A**ppointemens des premiers présidens du royaume, des officiers du bureau de l'imprimerie & de la librairie ; frais des procès criminels sur le compte du roi faits dans les cours souveraines & royales ; les dépenses des prisons d'Etat sur le compte du prince ; le tout monte ensemble à quatorze millions six cents mille livres. 14,600,000 L.

A R T I C L E V I.

Officiers en charge & comptables.

21. **L**es gages des officiers en charge & des comptables dans les différentes affaires du royaume, tels que sont les trésoriers, receveurs, payeurs & contrôleurs, dont les appointemens montent ensemble à douze millions cinq cents mille livres. 12,500,000 L.

A R T I C L E V I I.

Ouvrages publics.

22. **F**onds ordonnés pour les dépenses des ponts & chaussées, quatre millions huit cents mille livres. 4,800,000
23. Dépenses pour les tircies & levées, un million cinq cents mille livres. 1,500,000
- Total des ouvrages publics. 6,300,000 L.

A R T I C L E V I I I.

Dépenses diverses.

24. **L**es Académies royales, un million quatre cents mille livres. 1,400,000
25. La bibliothèque & les archives du roi, un million huit cents mille livres. 1,800,000
- 3,200,000 L.

<i>Ci-contre.</i>	3,200,000 L.
26. Dépenses casuelles évaluées parmi les ordinaires à quatre cents mille livres.	400,000
27. L'entretien des lanternes publiques, l'enlèvement des boues & immondices; huit cents quarante mille livres.	340,000
28. Appointements du secrétaire du cabinet du roi, & les frais de couriers ordinaires & extraordinaires, un million quatre cents mille livres.	1,400,000
Total des dépenses diverses.	<u>5,840,000 L.</u>

ARTICLE IX.

Rentes & intérêts.

29. Rentes perpétuelles au denier 40 portant vingt quatre millions sept cents cinquante mille livres.	24,750,000
30. Rentes perpétuelles au même denier, provenant de la compagnie des Indes, que le roi a prises sur son compte en 1752. deux millions trois cents cinquante mille livres.	2,350,000
31. Paiement des dividendes des actions de la compagnie des Indes montant à deux millions quatre cents mille livres.	2,400,000
32. Rentes viagères de seize millions.	16,000,000
Total des fonds pour l'acquit des rentes.	<u>45,500,000 L.</u>

ARTICLE X.

Affaires étrangères.

3. **F**onds ordonnés pour les appointemens des ambassadeurs & des ministres dans les pays étrangers, des consuls dans les villes maritimes, fournies à d'autres monarques ou états & pour une quantité d'affaires particulières, qui ont rapport à ce que l'on appelle affaires étrangères, vingt quatre millions. 24,000,000 L.

ARTICLE XI.

Récapitulation des Dépenses ordinaires.

1 ^o .	P our la cour.	29,600,000 L.
2 ^o .	Dépenses militaires.	121,800,000
3 ^o .	Pensions royales.	10,800,000
4 ^o .	Le ministère intérieur.	4,500,000
5 ^o .	Cours Souveraines & royales.	14,600,000
6 ^o .	Officiers en charge & comptables.	12,500,000
7 ^o .	Ouvrages publics.	6,300,000
8 ^o .	Dépenses diverses.	5,840,000
9 ^o .	Rentes & intérêts.	45,500,000
10 ^o .	Affaires étrangères.	24,000,000
Total des dépenses ordinaires.		275,440,000 L.
Affectées sur les revenus ordinaires de		<u>268,740,000 L.</u>

Il sùit donc que les dépenses ordinaires excèdent les revenus ordinaires, puisque ceux-ci laissent ici un vuide de six millions sept cents mille livres. . 6,700,000 L.

CHAPITRE VII.

Revenus royaux dont on a disposé pour un tems limité.

ARTICLE I.

Vingtieme denier.

- 1^o. V ingtieme des biens du royaume, à l'exception de ceux qui appartiennent au roi, à l'hôtel royal des Invalides, à la maison royale de S. Cir, au clergé de France & des églises frontieres, aux colleges, séminaires & hôpitaux, produisant vingt trois millions huit cents mille livres. . 23,820,000
- 2^o. Vingtieme denier de l'industrie des corps de marchands, arts & métiers, dans les villes où sont établies les maîtrises des dits corps, faisant six millions cinq cents mille livres. . 6,500,000
- 3^o. Capitation & vingtieme denier imposés sur les juifs, montant, en y comprenant les quatre sous pour livre en sus, à un million quatre cents mille livres. . 1,400,000
-
- 31,700,000 L.
-

Ces produits annuels ont été destinés
lors de leur institution.

1^o. Pour le remboursement, pendant dix
années qui commençoient en 1757.
des contrats de rentes perpétuelles au
denier 40. L'édit du roi de 1756.
permettoit aux propriétaires des dits
contrats, de porter au trésor royal,
jusqu'à la concurrence de cinquante
millions, sur le pied actuel du denier
vingt; attendu qu'un contrat de vingt
mille livres de rente au denier 40. ne
produit que 500. *L.* de rentes par an;
ce qui fait, dans les affaires publiques,
un fond de dix mille livres, avec
autant d'argent que la valeur de leur
contrat, ensemble au principal de
vingt millions, & dont le rembourse-
ment devoit en revenir à ceux qui
voudroient se défaire de leurs contrats.

Cette affaire ayant été remplie, les rentes
perpétuelles se trouverent diminuées
par an de la somme de 1,250,000 *L.*
ce qui formoit un remboursement
annuel pendant dix années de la som-
me de cinq millions, ci.

5,000,000

2^o. A la compagnie des Indes on en don-
noit deux millions par an pendant dou-
ze ans qui commençoient en 1752.
pour l'aider à payer les rentes dont
elle étoit annuellement chargée, mon-

5,000,000 *L.*

<i>Ci-contre.</i>	5,000,000 L.
tantes à 5,500,000. & qui ne devoient être éteintes qu'en 1764.	2,000,000
3°. Pour le paiement des primes & lots de la lotterie royale, créée au mois d'octobre 1756. au principal de trente millions, dont la révolution étoit de douze années: ainsi employé ici pour trois millions huit cents mille livres.	3,800,000
4°. Pour fournir au supplément des dépen- ses ordonnées au fond ordinaire de la guerre, aux affaires étrangères & à d'autres affaires particulières, la somme de dix - neuf millions six cents mille livres.	19,600,000
5°. Pour balancer les dépenses de l'hôtel royal de l'école militaire, dont le fond ordinaire est assigné à perpétuité sur le produit des cartes à jouer montant à 2,500,000 auquel on ajoutoit un million trois cents mille livres à pren- dre sur ces fonds.	1,300,000
La destination égalant le produit.	<u>31,700,000 L.</u>

A R T I C L E I I .

Les Postes , Relais & Marque des cuirs.

1 ^o . LA ferme des postes & relais de France, dont le produit est de quinze millions, sur lesquels, trois millions étant annuellement remis aux fermiers pour les grands frais de régie, il reste ici la somme de douze millions, ci.	12,000,000
2 ^o . La ferme sur la marque des cuirs & les droits levés sur les tans & écorces, faisant deux millions cinq cents mille livres.	2,500,000
	<u>14,500,000 L.</u>

Cette somme fut destinée au paiement annuel des rentes perpétuelles & héréditaires créées pendant la guerre, & pour durer pendant quinze années à commencer en 1760.

A R T I C L E I I I .

Poudres & salpêtres.

LA ferme des droits sur les poudres & salpêtres, qui produisent un million huit cents mille livres.	1,800,000
---	-----------

Laquelle somme fut destinée à accomplir, dans un espace de douze ans à commencer en 1752. le reste & parfait paiement des sommes dûes aux entrepreneurs de l'artillerie, pour les fournitures qu'ils avoient faites dans les magasins du roi pendant la guerre précédente.

A R T I C L E

ARTICLE IV.

Seconds deux-sous.

1.	T AXE des seconds deux-sous pour livre en sus de toutes les capitations du royaume, établis en 1758. pour douze années, dont le produit annuel est de quatre millions cinq cents mille livres.	4,500,000
2.	Taxe des seconds deux-sous pour livre en sus des vingtièmes deniers des biens du royaume & de l'industrie, dont le produit annuel est de trois millions huit cents mille livres. .	3,800,000
		<u>8,300,000 L.</u>

Destinées à servir de supplément aux affaires étrangères & à fournir à quelques autres affaires particulières.

On remarquera que les premiers deux-sous pour livre prélevés en sus des articles ci-dessus, sont appropriés à fournir aux frais de recouvrement soit des capitations, soit des vingtièmes & de l'industrie.

ARTICLE V.

Récapitulation des revenus royaux destinés pour un tems limité.

10.	V INGTIÈME des biens & de l'industrie, y compris la taxe des juifs.	31,700,000 L.
	<i>Tome XII.</i>	D

<i>De l'autre part.</i>	31,700,000 L.
2 ^o . Postes & relais, marque des cuirs & droits sur les tans & écorces.	14,500,000
3 ^o . Poudres & salpêtres.	1,800,000
4 ^o . Taxe des seconds deux-sous pour livre.	8,300,000

Total des revenus destinés à tems limité. 56,300,000 L.

CHAPITRE VIII.

Revenus royaux aliénés pour toujours.

1 ^o . T axe des premiers deux-sous pour livre en sus de toutes les capi- tations du royaume, abandonnée pour fournir aux frais de recouvrement de l'impôt, & y produisant quatre mil- lions cinq cents mille livres.	4,500,000
2 ^o . La même taxe en sus des vingtie- mes sur les biens fonds & l'industrie, trois millions huit cents mille livres, destinées de même à la régie de l'impôt.	3,800,000
3 ^o . Revenus de l'hôtel royal des Inva- lides qu'on porte sur les états du roi à trois millions deux cents mille li- vres, destinées à fournir aux dépen- ses de cette maison, qui a rarement ce revenu annuel.	3,200,000
	<u>11,500,000 L.</u>

DES FINANCES DE FRANCE. 51

<i>Ci - contre</i>	11,500,000 L.
4°. Abandonné pour l'entretien de la maison royale de S. Cir, deux millions, six cents mille livres.	2,600,000
5°. La ferme des cartes à jouer, dont le produit de deux millions cinq cents mille livres, est abandonné pour fournir aux dépenses de l'hôtel royal de l'école militaire.	2,500,000
6°. Taxes miliciennes levées dans toutes les villes, bourgs & paroisses du royaume, montantes à cinq millions six cents mille livres destinées à l'entretien & à l'armement des milices.	5,600,000
7°. Revenus des péages royaux aliénés en 1746. pour cent ans & valant un million trois cents mille livres.	1,300,000
8°. Taxe des eaux & fontaines dans les villes de Versailles, S. Germain en laie, Fontainebleau & autres lieux, produisant un million deux cents mille livres, servant à l'entretien de ces fontaines.	1,200,000
9°. Revenus particuliers des hôtels de ville du royaume, montant à dix-huit millions, dont la première moitié appartient au roi, qui laisse l'autre aux villes pour l'entretien des ponts, du pavé & autres ouvrages, & pour fournir aux gages des officiers municipaux: ainsi pour	9,000,000
	<hr/> 32,700,000 L.

<i>De l'autre part.</i>	33,700,000 L.
10°. Revenus de la police des villes du royaume, montant à six millions employés annuellement pour les gages des officiers, le salaire des espions, & un grand nombre d'autres dépenses qui concernent la police.	6,000,000
11°. Taxe sur les bois & charbons de la ville de Paris rétablie en 1756. pour quinze ans, & aliénée pour ce tems, rapportant année courante trois millions quatre cents mille livres.	3,400,000
12°. Taxe sur la volaille, le gibier, cochons de lait, agneaux, & chevreaux, sur le beure & fromage, rétablie dans la ville de Paris pour quinze années, & aliénée pour ce tems-là, dont le produit est évalué, année commune, à deux millions quatre cents mille livres.	2,400,000
13. Droits de greffe, sentences & épices des cours souveraines & royales qui produisent trente millions par an, dont le roi se réserve les deux fous pour livre, abandonnant ainsi vingt sept millions, pour tenir lieu de gages aux officiers.	27,000,000

On remarquera que lors de la création des officiers des cours souveraines & royales, qui sont les présidens, conseillers, gens du roi & greffiers en chef, les gages de la finance de leurs

72,500,000 L.

Ci - contre. 72,500,000 L.

charges étoient au denier vingt : mais peu à peu & par succession de tems, depuis le règne de Louis XII. il n'y a pas eu de souverain en France qui n'ait diminué ces gages, en augmentant à proportion les droits de greffes, de sentences & d'épices ; tellement qu'à la mort de Louis XIV. les officiers des cours souveraines & royales jouissoient encore de six à sept millions de gages, qui ont été entièrement supprimés des états de dépenses du monarque en 1744.

Pour dédommager ces officiers supérieurs, on a en même tems augmenté les droits de greffes, de sentences & épices de deux sous pour livre ; ce qui est très onéreux aux familles qui ont le malheur d'avoir des procès ; car une sentence qui, lors de la création des offices, ne coûtoit pour sa levée, après le gain d'un procès du fond de 20,000 L. que 7 à 800 L. revient depuis à 18,000 L. par où l'on peut juger du coût des sentences dans d'autres procès plus ou moins importants.

A l'égard des officiers subalternes de ces cours, comme commissaires, notaires, procureurs, & huissiers, ils n'ont jamais eu de gages attachés à

De l'autre part. 72,500,000 L.

leurs charges : mais on leur a attribué des droits qui leur tiennent lieu d'un salaire raisonnable, pour eux & qui n'en devient pas moins à charge au peuple, qui est en outre exposé à mille vexations qu'ils exercent, & sur lesquelles on ferme les yeux, surtout en province, où en général ces sortes d'officiers sont dans la misère.

14°. Droits de corvées pour l'entretien & les réparations des ponts & chaussées, qui à la vérité, ne se levant point en argent comptant, mais en journées d'hommes, de voitures & de chevaux, ne font rien rentrer dans le trésor du roi, mais depuis leur établissement en 1738, lui sauvent chaque année une dépense de deux millions quatre cents mille livres qui sont destinées à ces ouvrages. 2,400,000

*Autres aliénations ou diminutions
des revenus du roi.*

15°. Sur l'article 1. des domaines, bois, terres & seigneuries, le roi perd fix cents mille livres, auxquelles est évalué le bénéfice des fermiers, qui sont tenus des frais de régie. 600,000

16°. Sur l'article 2. concernant les re-
cettes générales, c'est-à-dire seule-
ment sur les tailles proprement dites,

75,500,000 L.

Ci - contre 75,500,000 L.

dont le produit est de cinquante six millions six cents mille livres, il perd les deux-sous pour livre qui se levont en sus, faisant cinq millions six cents soixante mille livres, abandonnées pour les frais de recouvrement.

5,660,000

17°. Sur les articles 3 & 4. des capitulations, il se leve en sus quatre sous pour livre : mais dont le montant étant compris dans le produit total de la taxe, ne se trouve ici cité que pour *Mémoire*.

18°. Sur l'article 6. qui fixe les revenus des hôtels des monnoies, le roi aliene deux millions quatre cents mille livres, qui tournent en bénéfice aux fermiers, qui y prennent les frais de régie.

2,400,000

19°. Sur l'article 7. concernant la capitation du clergé de France, le roi abandonne aux prélats, les quatre sous pour livre levés en sus, montant à deux millions quatre cents mille livres, afin de mettre le clergé en état de fournir aux frais soit de régie de la taxe, soit des assemblées générales.

2,400,000

20°. Sur l'article 8. les fermiers du droit de Paulette ont un bénéfice annuel évalué à quatre cents mille livres, y compris les frais de régie.

400,000

86,360,000 L.

De l'autre part. . . .

86,360,000 L.

21^o. Sur l'article 9. des dons gratuits accordés par les pays d'Etats , les états levent en sus trois millions cinq cents mille livres par an , que le roi leur laisse , pour les frais des assemblées & les dépenses qu'occasionnent les ponts & chaussées. . .

3,500,000

22^o. Sur l'article 10. concernant le clergé Luthérien d'Alsace pour *Mémoire*.

23^o. Sur l'article 11. comme les droits de régale , dont il y est fait mention , sont abonnés au clergé , on évalue qu'il peut y gagner par an cinq cents mille livres , qui autrement feroient au profit du roi. . .

500,000

24^o. Sur l'article 12. traitant des six fermes royales & générales unies , on évalue le bénéfice des fermiers à quatorze millions par an , sur quoi l'on compte qu'ils dépensent huit millions en frais de régie & qu'ainsi il ne leur reste que six millions à partager , ce qui fait cent mille livres pour chacun y compris quelques faux-frais particuliers : le roi leur abandonne donc. . .

14,000,000

25^o. Sur les vingtièmes , dont il est parlé article 1. du chapitre VII. on leve en sus quatre sous pour livres , compris dans la taxe & ici pour *Mémoire*.

104,360,000 L.

Ci-contre. . . . 104,360,000 L.

26^o. Sur le N^o. 1. de l'article 2. des
postes & relais de France, le roi perd
le bénéfice des fermiers, qu'on éva-
lue sans frais de régie à huit cents
mille livres. . . . 800,000

27^o. Sur le N^o. 2. du dit article 2.
concernant la marque des cuirs &
les droits sur les tans & écorces, les
bénéfices des fermiers, chargés des
frais de régie, sont évalués à six
cents mille livres aliénées par le roi. 600,000

28^o. Sur l'article 3. qui regarde la fer-
me des poudres & salpêtres, le bé-
néfice des fermiers, au préjudice du
propriétaire est évalué à huit cents
mille livres, y compris les frais de
régie des magasins & moulins à pou-
dre. . . . 800,000

Total des revenus aliénés à perpétuité. 106,560,000 L.

CHAPITRE IX.

Affaires extraordinaires.

ON entend en France, sous le nom d'affaires extraordinaires, toutes les levées de deniers que l'esprit fertile d'un chef des finances invente, pour subvenir aux dépenses qu'exigent des circonstances imprévues, ou la nécessité de réparer un désordre passé. C'est enfin un moyen de suppléer à l'insuffisance des revenus du roi qu'ils augmentent. On conçoit que, depuis longtems, ce royaume est dans le cas d'y avoir recours : mais comme je prétends en donner une idée au lecteur, sans m'exposer à censurer ou à faire le panégyrique des gens actuellement en place, je me bornerai à détailler les affaires extraordinaires que la dernière guerre a occasionnées depuis l'année 1755. jusques à la conclusion de la paix du 10. février 1763.

ARTICLE I.

Affaires extraordinaires en 1756.

Au mois d'octobre 1755. se fit le renouvellement du bail des fermes royales & généra-

les unies pour fix années qui devoient commencer en 1756. Par cet arrangement le roi a augmenté le nombre des fermiers généraux en les portant à 60. de 40. qu'ils étoient. On les a obligés en conséquence de financer volontairement & d'avance , pour le cautionnement du bail des dites fix années , la somme d'un million de livres , à la charge par le roi de leur en payer l'intérêt à quatre pour cent par an , & de rembourser le principal à ceux qui voudront quitter , soit à l'expiration du bail , soit auparavant.

Au moyen de cette augmentation des fermiers généraux , les sous-fermiers ont été abolis sans espoir de retour , & le prix de l'adjudication du bail augmenté au profit du roi de la somme annuelle de sept millions de livres.

La finance du cautionnement du nouveau bail des dites fermes générales étoit de soixante millions , remplacés & remboursés aux quarante anciens , pour pareille somme qu'ils avoient financée en 1749. pour le cautionnement du bail des fermes qui alors leur avoit été adjugé , à la charge par le roi de leur en payer les intérêts à cinq pour cent , &

de rembourser le principal à ceux qui voudroient quitter à la fin du bail. Ainsi il restoit net au roi la somme de quarante millions qui furent remis au trésor royal pendant les trois derniers mois de la susdite année.

40,000,000 L.

Dans le même mois, renouvellement du bail de la ferme des postes & relais de France, pour six années à commencer en 1756.

Ce bail adjuge au roi, outre les trois millions de frais de régie, la somme de 6,120,000. & en conséquence on a obligé les fermiers de financer d'avance, pour le cautionnement du bail, la somme de trois millions de livres, à la charge par le roi de leur en payer les intérêts à 4. pour cent par an, ou de ne recevoir annuellement des fermiers que la somme de 6,000,000. ce qui revenoit au même: & ce dernier parti ayant été accepté, la dite somme de trois millions a été remise au trésor royal.

3,000,000

Dans le même mois renouvellement du bail de la ferme de la marque des cuirs, & des droits sur les tans & écorces, pour six années à commencer en 1756.

Ce bail adjugé au roi pour la somme de 2,540,000. par an, a mis dans le cas

43,000,000 L.

Ci-contre. 43,000,000 L.

d'obliger volontairement les fermiers à financer d'avance pour le cautionnement du bail, la somme d'un million de livres, à la charge par le roi de leur en payer l'intérêt à 4. pour cent, ce qui faisoit la somme de 40. mille livres, ou par les fermiers de ne rendre par année de cette ferme que 2,500,000. ce qui a été accepté, & le trésor a reçu. . . . 1,000,000

Dans le même mois renouvellement du bail de la ferme du droit de Paulette, pour six années à commencer en 1756.

Ce bail adjugé au roi pour la somme de 2,040,000. a mis les fermiers généraux dans le cas de financer volontairement & d'avance la somme d'un million de livres, à la charge par le roi de leur en payer l'intérêt à 4. pour cent, ce qui faisoit 40,000. par an, ou par les fermiers de ne rendre annuellement de cette ferme que 2,000,000. & cela ayant été agréé le roi reçut. . . . 1,000,000

Dans le même mois le bail de la ferme des droits sur les poudres & salpêtres fut renouvelé pour six ans à commencer en 1756.

Il fut adjugé au roi pour 3,040,000. par an, ce qui fit obliger volontairement les fermiers, à financer d'avance, pour le cautionnement de ce bail, la somme

45,000,000 L.

De l'autre part. 45,000,000 L.

d'un million de livres, à la charge par le roi de leur en payer l'intérêt à 4. pour cent, ou par les fermiers de ne rendre que 3,000,000. par an de cette ferme :

& le Tresor reçut. 1,000,000

Dans le même mois le bail de la caisse ou bourse commune des marchés de Sceaux & de Poissy fut renouvelé pour sept années & le produit aliéné pour le même espace de tems, moyennant la somme de quinze millions à payer comptant en novembre. 15,000,000

Don gratuit du clergé de France pour le rachat du vingtième auquel le roi l'avoit imposé, qui produisit la somme de quinze millions pour les années 1755. 1756. 1757. 1758. 1759. & 1760. 15,000,000

Don gratuit des églises frontieres pour le rachat du vingtième des mêmes cinq années la somme de trois millions. 3,000,000

Edit du mois d'octobre 1755. portant création d'une loterie royale, au principal de trente deux millions de livres, portant trois millions huit cents mille livres d'intérêts viagers par an, pendant douze années, en primes & lots, qui sortiront de la roue à chaque tirage; & la dite somme ayant été remplie peu de tems après la publication de l'édit, a été versée au trésor royal. 32,000,000

111,000,000 L.

En contre. 111,000,000 L.

Edit du mois de novembre 1756.
portant établissement de nouveaux droits
à Paris, sur les bois & charbons, avec
une augmentation de dix sous par voie
de gravier & au prorata sur tous les
autres bois en général; ce qui fit que
les aliénataires, pour jouir des dites aug-
mentations pendant sept années, paye-
rent au trésor royal la somme de dix
millions de livres. 10,000,000

Total des affaires Extraord. en 1756. 121,000,000 L.

ARTICLE II.

Affaires extraordinaires en 1757.

Edit du mois de mars 1757. portant
création d'une loterie royale, au prin-
cipal de trente six millions, portant trois
cents quatre-vingt mille livres d'intérêts
viagers, pendant douze années à com-
mencer en 1758, en primes & lots qui
fortiront de la roue, à chaque tirage
de cette loterie; & la dite somme ayant
été remplie peu de tems après la publi-
cation de l'édit, il en fut compté au
trésor royal. 36,000,000

Edit du mois de juin 1757. portant
que le roi, pour se mettre en état de
_____ 36,000,000 L.

De l'autre part.

36,000,000 L.

fournir aux dépenses extraordinaires de la guerre qu'il est dans le cas de soutenir, & se procurer un nouveau secours, s'est déterminé à un emprunt au principal de quarante millions de livres remboursables en onze années, portant quatorze millions d'intérêts viagers par an à commencer au 1. septembre 1758. qui seront départis à titre de primes & lots par la voie du sort en forme de loterie, ce qui étant bientôt rempli, la dite somme entra au trésor royal.

40,000,000

Edit du mois de novembre 1757. portant que le roi, voyant la continuation de la guerre qu'il est dans la nécessité de soutenir par mer & par terre, pour les droits de sa couronne, le commerce de ses sujets & les intérêts de ses alliés, se trouve dans la nécessité de faire un nouvel emprunt, pour satisfaire aux dépenses extraordinaires de la présente année, & se préparer à celles qu'exigera la suivante. A ces causes, il a jugé ne pouvoir mieux se le procurer que par une création de rentes viageres au principal de quarante millions, sur le pied actuel de dix pour cent d'intérêt par an.

Pour cet effet il fut vendu & aliéné aux Prévôt des marchands & Echevins

76,000,000 L.

de la

Ci-contre. 76,000,000 L.

de la ville de Paris, par les commissaires du conseil royal députés du prince, quatre millions de livres actuelles & effectives de rentes viageres, à prendre sur tous les deniers, provenans des droits d'aides, gabelles & cinq grosses fermes, lesquels demeureront affectés, obligés & hypothéqués, même par préférence à la partie du trésor royal, au paiement des arrérages des dites rentes. Cette affaire ayant été remplie avec beaucoup de succès, le fond n'a pas tardé à en passer au trésor royal.

40,000,000

Edit du mois de décembre 1757. portant création de rentes viageres au principal de vingt millions de livres, sur le pied actuel de dix pour cent d'intérêt par an, pour lesquelles on vendit aux Prévôt des marchands & Echevins de la ville de Paris deux millions de livres actuelles effectives de rentes viageres, par augmentation aux quatre millions de livres déjà aliénées au mois de novembre précédent, à prendre de même sur tous les deniers provenans des droits d'aides, gabelles & cinq grosses fermes, que le roi affecte, oblige & hypothèque, même par préférence à la partie du trésor royal, au paiement des arrérages des dites rentes, qui furent exemptées des vingtieme,

116,000,000 L.

De l'autre part. 116,000,000 L.
 deux - sous pour livre du dixieme & au-
 tres impositions quelconques. Cette af-
 faire ayant rencontré le même succès que
 la précédente, a procuré le fond au tré-
 sor royal. 20,000,000

Total des affaires extraordinaires en 1757. 136,000,000 L.

ARTICLE III.

Affaires extraordinaires de 1758.

EDIT du mois d'août 1758. portant créa-
 tion de trois millions deux cents mille livres
 actuelles & effectives de rentes héréditaires,
 au principal de quarante millions, vendus &
 aliénés aux Prévôts des marchands & Eche-
 vins de la ville de Paris, à prendre sur tous
 les deniers provenans des droits d'aides, ga-
 belles & cinq grosses fermes: pour les arré-
 rages des dites rentes être exempts de tou-
 tes impositions quelconques.

Il étoit déclaré dans cet édit que les capi-
 taux des dites rentes seroient remboursés en
 deniers comptans, à raison de quinze cents
 mille livres par chaque année; & par aug-
 mentation de la somme à laquelle se trouve-
 roient montés les capitaux des dites rentes,
 qui auroient été remboursées chaque année,

jusqu'à leur extinction; & que les remboursemens en seroient faits au premier janvier de chaque année, à commencer du premier janvier 1761. pour continuer ainsi d'année en année.

Cette affaire ayant été promptement remplie, le fond en fut porté au trésor royal.

40,000,000

Edit du même mois portant création d'un million de livres d'augmentation de gages à repartir entre tous les pourvus & propriétaires des charges du royaume; à l'effet de quoi il sera fait annuellement un fond des dites augmentations de gages dans les états des fermes générales des domaines du roi, pour être exemptes de toutes impositions: & les dits officiers & propriétaires, pour jouir des dites augmentations de gages, financerent au trésor royal une somme de vingt millions.

20,000,000

Déclaration du roi du même mois portant qu'outre le prix auquel les différentes especes de tabac sont vendus dans les bureaux de la vente exclusive, il seroit payé au roi, entre les mains de l'adjudicataire général des fermes, ses commis ou préposés pendant le tems de dix années à compter du premier octobre suivant, quatre nouveaux sous pour livre, ou le cinquieme du prix princi-

E 2

60,000,000 L.

De l'autre part. 60,000,000 L.

pal, déduction faite sur les tabacs ficelés de deux sous pour livre accordés aux adjudicataires, de laquelle il compteroit au par-dessus de son bail.

Les fermiers, pour jouir de la perception des dits droits de quatre sous pour livre pendant le tems de dix années ont financé la somme de trente millions. 30,000,000

Edit du mois de novembre portant que le roi, dans la vue de prévenir les desseins ambitieux de ses ennemis & de se procurer un nouveau secours, a résolu de faire une nouvelle création de trois millions, six cents mille livres de rentes viageres, au principal de quarante cinq millions, à raison de huit pour cent d'intérêt soit sur une seule tête soit sur deux suivant l'âge des acquéreurs, ou à dix pour cent indistinctement à tout âge.

Pour cet effet il fut vendu & aliéné aux Prévôt des marchands & Echevins de Paris, trois millions six cents mille livres actuelles & effectives de rentes viageres, à prendre sur tous les deniers provenans des droits d'aides, gabelles & cinq grosses fermes, lesquelles furent déclarées exemptes d'impositions généralement quelconques affectées & hipo-

90,000,000 L.

DES FINANCES DE FRANCE. 69

Ci - contre. 90,000,000 L.
 théquées par préférence même à la par-
 tie du trésor royal, au paiement des ar-
 rérages des dites rentes. 45,000,000

Total des affaires extraordinaires de
 1758. 135,000000 L.

ARTICLE IV.

Affaires extraordinaires en 1759.

EDIT du mois d'août 1759. qui ordonne
 qu'il soit payé au roi, à titre de don gratuit,
 pendant le tems de dix années à commencer
 du premier janvier 1760. par les villes, faux-
 bourgs & bourgs, les sommes pour lesquelles
 chacun d'eux est employé dans l'Etat de fixa-
 tion, arrêté au conseil ainsi qu'il suit; favoir.

La généralité d'Amiens.	153,300	}	3,361,287 L.
d'Orléans.	256,000		
de Paris.	1,457,800		
de Châlons.	200,900		
de Poitiers.	165,800		
de Soissons.	60,700		
de Tours.	34,434		
de la Rochelle.	131,800		
de Bourges.	105,600		
de Moulins.	91,770		
de Riom.	155,628		
de Lyon.	397,555		
La province d'Artois.	150,000		

De l'autre part.

3,361,287 L.

On remarquera que ces droits devoient être payés par toutes sortes de personnes, exemptes ou non, privilégiées ou non, même par les ecclésiastiques & les communautés religieuses, excepté les hôpitaux & Hôtels-Dieu pour leur consommation particulière.

Arrêt du même mois portant création de soixante & douze mille actions intéressees dans les fermes générales, au principal de mille livres chacune, pour porter intérêt de cinq pour cent exempt de la retenue des vingtième & deuxièmes pour livre du dixième, & pour être acquitté annuellement à la caisse des coupons, avec l'action payable de six mois en six mois, à commencer au premier octobre de la présente année; & le remboursement des dites soixante douze mille actions sera à la charge de l'adjudicataire du prochain bail des fermes générales, à raison de douze mille actions par mois, qui seront tirées au sort.

Le roi abandonnoit en sus aux actionnaires de leurs mises à cinq pour cent, la moitié qu'il s'étoit réservée par arrêt du jour dans le total des bénéfices des fermes générales, à compter de ce jour, desquels bénéfices ils seront payés à la caisse des fermes, sur les dividendes

3,361,287 L.

Ci - contre. 3,361,287 L.

particulieres, qui commençoient à courir
du jour: & le roi reçut les soixante
douze millions. 72,000,000

Don gratuit du clergé de France ac-
cordé pour le rachat du vingtieme des
années 1761. 1762. 1763. 1764. &
1765. la somme de seize millions. . . 16,000,000

Edit du mois de novembre qui accepte
les offres des magistrats & des chefs-col-
leges de la Flandre maritime, pour obte-
nir que les droits qui se levent dans la
dite province, sous le nom des quatre
membres, seront distraits du bail des fer-
mes générales, pour être perçus par les
dits magistrats à commencer au 1. janvier
1760. au profit de la dite province:
sous la condition de procurer actuelle-
ment à l'état une somme proportionnée
à l'aliénation qu'il voudroit bien leur
faire de tout ou de partie des droits,
dont ils demandent la cession.

En conséquence le roi permit aux
dits magistrats d'emprunter, dans le pu-
blic, au denier-vingt la somme de huit
millions de livres, & en outre celle qui
seroit nécessaire pour les frais de l'em-
prunt, pour être la dite somme de huit
millions par eux portée au trésor royal,
à mesure que l'emprunt en sera fait, &
au plus tard dans le courant de l'année
prochaine 1760. & il leur a été permis

De l'autre part. 91,361,287 L.

en outre d'affecter, pour sûreté de l'emprunt sus dit, tant en capitaux qu'en intérêts, la somme de six cents mille livres, qu'ils doivent remettre annuellement au trésor royal pour prix de la cession qui leur est faite des droits expliqués ci-dessus; & à cet effet le roi a cédé & aliéné, cede & aliene, par le présent édit la dite somme de six cents mille livres à commencer du premier janvier 1760. Les sus dits magistrats, pour jouir à l'avvenir des droits ci-dessus expliqués, ont financé la somme de huit millions. . . . 8,000,000

Edit du mois de décembre 1759. portant création de trois millions de rentes viageres, dites Tontines, à raison de huit cents livres chacune, distribuées en huit classes, sur la ferme des aides & gabelles, en aliénant pour cet effet à la ville de Paris trois millions de livres actuelles & effectives de rentes viageres à prendre sur tous les deniers provenans de la ferme des postes aides & gabelles: que le roi déclare, par privilege, affectés, obligés & hipothéqués, même par préférence à la partie du trésor royal, au paiement des arrérages des dites rentes, & tant d'avantages ayant bientôt fait remplir cette partie, elle versa soixante millions au trésor royal. . . . 60,000,000

Total des extraordinaires en 1759. 159,361,287 L.

ARTICLE V.

Affaires Extraordinaires en 1760.

EDIT du mois de février en 1760. qui ordonne qu'il soit payé au roi par tous les sujets, à compter du premier octobre suivant & pendant l'année 1761. à titre de secours extraordinaire, un nouveau vingtième & deux-sous pour livre du dixième, à l'exception néanmoins des parties comprises dans les rôles d'industrie, & les propriétaires des maisons de la ville de Paris, au moyen & en considération du rachat des boues & lanternes, que sa Majesté a dispensé du vingtième ordonné par le présent édit.

Il y est de plus ordonné, que tous les sujets, autres néanmoins que les taillables, dont la capitation s'impose au marc la livre de la taille, seront tenus de payer le double de leur capitation avec les quatre sous d'icelle; & que les officiers des grandes & petites chancelleries, ensemble les particuliers, banquiers, fermiers, régisseurs des droits de sa Majesté, pourvus de charges, emplois ou commissions de finances, ou autres places emportant recette de deniers du roi, même

ceux qui, après avoir exercé de semblables emplois, se feroient retirés, seront tenus de payer, outre le premier doublement, un second doublement de leur première cote, ensemble les quatre sous pour livre, comme il est ordonné ci-dessus pour la présente année ainsi que la suivante 1761. & le produit de ces nouveaux impôts, suivant la supputation qui en fut faite, monta à la somme de soixante douze millions trois cents quarante mille livres.

72,340,000 L.

On remarquera qu'en conséquence de ces nouvelles impositions, le roi subprima alors la Subvention générale qui avoit été établie par édit du mois de septembre 1749.

Edit du mois de mai portant que les officiers créés & établis sur les ports, quais, halles, marchés & chantiers de la ville de Paris, seront & demeureront rétablis dans leurs offices & fonctions, pour les exercer avec jouissance des droits, qui leur avoient été autrefois attribués par les édits des mois de septembre 1727. & juin 1730.

Ces droits rétablis par les édits de septembre 1743. & d'octobre 1744. sont prorogés par le présent jusqu'au 1. janvier 1782. pour être pendant la dite prorogation, énoncés au tarif affecté au rem-

72,340,000 L.

Ci-contre. 72,340,000 L.

boursement tant des dits officiers que de leurs créanciers.

Le roi, pour se procurer un secours qu'il a reconnu n'être point onéreux, & dont il se propose d'affecter une partie aux besoins de l'hôpital général de la ville de Paris, a de nouveau ordonné la perception des droits sur les œufs, le beurre & le fromage, sur le même pied où ils avoient été perçus jusqu'au 1^{er}. octobre précédent : & a mis le même impôt sur la volaille & le gibier qui arrivent à Paris sous le titre de présens, & chargé les Bourgeois de Paris de payer, pour les vins qui sont destinés à leur usage, les mêmes droits que paient ceux qui entrent dans cette ville à l'adresse des marchands.

Au moyen de la jouissance de tous ces droits, les officiers rétablis doivent acquitter & payer, comme par le passé, les arrérages échus ou à écheoir des rentes dont leurs communautés sont chargées, jusqu'à ce qu'il ait été autrement pourvu au remboursement des dites rentes, tant en intérêts que capitaux.

En conséquence de cette prorogation, les officiers aliénataires, pour jouir des dits droits ci-dessus expliqués, ont financé la somme de trente millions deux

72,340,000 L.

De l'autre part. . . . 72,340,000 L.
cents quatre - vingt trois mille neuf cents
livres. 30,283,900

Edit du mois de mai 1760. portant création de dix-huit cents mille livres de rentes héréditaires au principal de soixante millions qui ont été vendus & aliénés aux officiers municipaux de la ville de Paris, à prendre sur les droits auxquels sont soumis les cuirs tanés & apprêtés; & les dites rentes sont déclarées exemptes de toutes retenues & impositions généralement quelconques: & pour le fond d'icelles reçu au trésor royal la somme de soixante millions. . 60,000,000

Edit du même mois portant un emprunt de cinquante millions de livres, remboursables en onze années, par la voie du sort en forme de loterie, & dont les billets seront payables à raison de trois cinquièmes en effets, & de deux cinquièmes en argent, que le roi attribue aux dits billets, pour tenir lieu des intérêts que les propriétaires doivent recevoir, jusqu'à l'actuel remboursement; laquelle attribution ne sera sujette à aucune retenue ni à aucunes impositions; & les coupons seront payables d'année en année à commencer au 1^{er}. avril 1761. Cette affaire fut remplie & versée au trésor royal cinquante millions. 50,000,000

Total des extraordinaires en 1760. 212,623,900 L.

ARTICLE VI.

Affaires Extraordinaires en 1761.

EDIT du roi de la fin de l'année 1760. portant augmentation & fixation de la finance des charges de contrôleurs des rentes de l'hôtel de ville de Paris, favoir, les titulaires des offices de conseillers généraux des 64 parties de rentes actuellement établies sur l'hôtel de ville de Paris, fourniront pour chacune de leurs charges la somme de six mille livres, à raison de trois mille pour chaque office de contrôleur ancien triennal, & de même somme pour chaque office de contrôleur ancien quatriennal; laquelle nouvelle finance sera par eux payée es mains du trésorier général des revenus casuels, & au moyen de cette augmentation, ils jouiront à l'avenir, à commencer du 1 juillet 1761. de trois cents livres de nouveaux gages sur le pied du denier vingt, à raison de cent cinquante livres par chacun office, desquels nouveaux gages & droits d'exercice les fonds seront & demeureront assignés sur les aides, gabelles & cinq grosses fermes. En conséquence les

aits officiers ont remis au trésor royal la somme de vingt cinq millions huit cents quarante mille livres. 25,840,000 L.

Edit du mois de mai 1761. portant création de deux cents mille livres de rentes actuelles & héréditaires au profit de l'ordre du S. Esprit; en vendant & aliénant aux officiers du dit ordre deux cents mille livres héréditaires, à prendre sur tous les deniers provenans de la ferme des postes, lesquelles rentes ont été affectées & hypothéquées, même par préférence à la partie du trésor royal, au paiement des arrérages des dites rentes; & pour procurer au dit ordre la facilité d'avancer au roi la somme de deux millions qu'il a offerts à titre de prêt, le prince lui a permis de l'emprunter dans le public, savoir, un million à constitution de rentes héréditaires sur le pied du denier vingt, & un million à constitution de rentes viagères indistinctement à tout âge: lesquelles seront les unes & les autres exemptes de toutes retenues & impositions.

Les remboursemens seront faits par la voie du fort en forme de loterie, tirée annuellement le 28. décembre de chaque année en présence & sous la direction des grands officiers du dit ordre chez le grand Trésorier.

25,840,000 L.

Ci-contre. 25,840,000 L.

Cette affaire ayant eu un succès rapide, la somme de deux millions fut remise au trésor royal. 2,000,000

Edit du mois de juillet portant création de neuf cents mille livres actuelles & effectives de rentes viagères, au principal de trente millions, sur le pied de trois pour cent, indistinctement à tout âge. Pour cet effet il a été vendu & aliéné aux prévôt des marchands & échevins de la ville de Paris, neuf cents mille livres actuelles & effectives de rentes viagères à prendre sur les deniers provenant des droits établis sur les cuirs tanés & apprêtés: pour les remboursemens en être faits aux premiers jours de janvier & de juillet de chaque année, par la voie du sort en forme de loterie, à commencer au premier janvier 1763. & continuer ainsi de six en six mois. Les dites rentes étant déclarées exemptes de toutes retenues & impositions, furent bientôt acquises, ce qui produisit trente millions au trésor royal. 30,000,000

Edit du mois de novembre portant création de quatre millions de livres actuelles & effectives de rentes viagères, au principal de cinquante millions vendus & aliénés aux officiers municipaux de la ville de Paris, à prendre sur tous

57,840,000 L.

De l'autre part. . . . 57,840,000 L.
 les deniers provenans des droits d'aides,
 gabelles & cinq grosses fermes spéciale-
 ment affectées & hypothéquées au paie-
 ment des arrérages des dites rentes, sur
 une seule tête, à raison de huit pour
 cent d'intérêt, indistinctement à tout
 âge, devant les dites rentes être exemp-
 tes de toutes retenues & impositions,
 & ayant produit au trésor royal la dite
 somme de cinquante millions. . . . 50,000,000

Il faut ajouter à ces nouvelles levées
 le produit du nouveau vingtième, établi
 par l'édit du mois de février 1760. pour
 deux autres années, dont le montant est
 de soixante douze millions, trois cents
 quarante mille livres. . . . 72,340,000

Plus on doit y ajouter la somme de
 trois millions trois cents soixante un
 mille deux cents quatre-vingt sept livres,
 que les généralités doivent annuellement
 payer, à titre de don gratuit extraordi-
 naire, pendant le terme de dix années
 à commencer du premier janvier 1760.
 en vertu de l'édit du mois d'août 1759. 3,361,287

Total des extraordinaires de 1761. 183,541,287 L.

ARTICLE VII.

Affaires extraordinaires en 1762.

Au mois d'octobre se fit le renouvellement du bail des fermes royales & générales unies, pour six années à commencer en 1763. en vertu duquel les fermiers s'obligerent volontairement de financer d'avance, pour le cautionnement du dit bail, la somme de soixante millions de livres, à la charge par le roi de leur en payer l'intérêt à cinq pour cent par an; & de rembourser le principal à ceux qui voudront quitter soit à l'expiration du bail soit auparavant.

Le conseil d'état a rendu en conséquence un arrêt, qui ordonne que tous les particuliers, gens du commun, qui demeurent dans les lieux où les aides ont cours & qui sont sujets aux droits de la taille, qui feront entrer des vins, cidres, poirés, bières, au-delà de la quantité raisonnablement nécessaire à leurs facultés, états, qualités & professions, & au nombre de personnes dont leur famille est composée, ensemble aux impositions qu'ils paient à la taille ou capitation,

seront tenus de déclarer, s'ils entendent les vendre en gros ou en détail : & que ceux, qui auront déclaré vouloir les vendre en détail, seront tenus de souffrir les visites, exercices, & marques des commis aux aides ; & payeront les droits de l'excédent des quantités, qui leur sont raisonnablement nécessaires eû égard à leurs facultés : & s'il naît des contestations à ce sujet, elles seront soumises au jugement des intendans & commissaires des provinces.

En conséquence le prix de l'adjudication des dites fermes a été augmenté de deux millions cinq cents mille livres par an, & la finance pour le trésor royal en a été de soixante millions.

60,000,000 L.

Dans le même mois le renouvellement du bail des postes & relais de France pour six ans à commencer en 1763. fut adjugé au roi pour six millions trois cents mille livres, par dessus les trois millions de frais de régie, ce qui obligea volontairement les fermiers à financer d'avance, pour le cautionnement du dit bail, la somme de quatre millions de livres, à la charge par le roi de leur en payer les intérêts à quatre pour cent, ce qui fait

60,000,000 L.

Ci-contre.

60,000,000 L.

160,000 L. par an, ou les fermiers avoient la liberté de ne rendre que 6,140,000 L. par année de cette ferme, produisante au trésor.

4,000,000.

Dans le même mois, on renouvela pour six années à commencer en 1763. le bail de la ferme de la marque des cuirs & des droits sur les tans, & écorces qui, ayant été adjugé au roi pour la somme de trois millions de livres, obligea les fermiers de financer volontairement & d'avance, pour le cautionnement du dit bail la somme d'un million de livres, dont le roi se chargeoit de leur payer l'intérêt à quatre pour cent ou 40,000 L. par an, s'il n'aimoit mieux que les fermiers ne lui comptassent annuellement que vingt neuf millions six cents mille livres, pour prix de cette ferme, dont le nouveau bail fit passer un million au trésor royal.

1,000,000

Dans le même mois fut de même renouvelé le bail de la ferme du droit de Paulette, pour le même tems & à commencer en 1763. adjugé au roi pour la somme de 2,000,000. ce qui obligea volontairement les fermiers à financer d'avance, pour le cautionnement du dit bail, la somme d'un million, à la charge par le roi de leur en payer l'intérêt à quatre

65,000,000 L.

De l'autre part. 65,000,000 L.

pour cent, ce qui fait 40,000 L. par an,
ou avec liberté aux fermiers de ne ren-
dre par année de cette ferme, que la
somme d'un million neuf cents soixante
mille livres, ce qui étant accepté se trou-
ve ici pour.

1,000,000

Dans le même mois, renouvellement
du bail de la ferme du droit sur les pou-
dres & salpêtres, pour six années à com-
mencer en 1763. qui ayant été adjudgé
au roi pour la somme de 3,040,000. mit
les fermiers dans la contrainte de financer
volontairement, pour le cautionnement
du bail, la somme d'un million, dont
l'intérêt devoit leur être payé à 4. pour
cent, ce qui faisoit 40,000 L. ou à ce
défaut ils avoient le droit d'en retenir le
montant sur le prix annuel du bail, dont
alors ils ne devoient remettre que trois
millions au trésor, qui reçut comptant
un million.

1,000,000

Dans le même mois le roi en renou-
vellant pour sept années le bail de la
caisse ou bourse commune des marchés
de Sceaux & Poissy, en aliéna les droits
pour ce tems-là, moyennant une somme
de quinze millions. à payer comptant à
son trésor dans le mois de novembre
suivant.

15,000,000

82,000,000 L.

Ci-contre 82,000,000 L.

Il faut ajouter à ces sommes 1^o. celle que les généralités doivent annuellement payer à titre de don gratuit pendant dix années à compter du 1. janvier 1762. montant à celle de trois millions trois cents soixante un mille deux cents quatre-vingt sept livres.

3,361,287

2^o. Le produit du nouveau vingtième & du doublement de la capitation montant à soixante douze millions trois cents quarante mille livres.

72,340,000

Total des extraordinaires en 1762. 157,701,287 L.

ARTICLE VIII.

Récapitulation.

DES affaires extraordinaires faites en France pendant l'espace de sept ans de 1755. à 1762.

En 1756.	. . . . .	121,000,000
En 1757.	. . . . .	136,000,000
En 1758.	. . . . .	135,000,000
En 1759.	. . . . .	159,361,287
En 1760.	. . . . .	212,623,900
En 1761.	. . . . .	183,541,287
En 1762.	. . . . .	157,701,287
Total.	. . . . .	<u>1,105,227,761 L.</u>

D'où il est clair que par balance, les affaires extraordinaires peuvent, dans le besoin, ajouter, année commune aux revenus du roi la somme de.

143,603,827 L. 14 s. 3 d. 7/8

C H A P I T R E X I.

ETAT de plusieurs autres taxes qui ne sont pas royales, mais qui, se levant annuellement dans le royaume de France, pourroient le devenir & accroître d'autant les revenus du souverain.

A R T I C L E I.

1^o. **D**ROITS d'Annates payés à la cour de Rome, pour la première année des revenus des évêchés, abbayes & prieurés : ensemble les droits de dispenses de mariages entre proches parens, & autres sommes qui passent à la cour de Rome & qui sont évaluées par an à la somme de trois millions six cents mille livres.

3,600,000 L.

2^o. Droits des officialités attribués aux archevêques, pour les droits de dispenses de mariages entre parens au

3,600,000 L.

<i>Ci - contre.</i>	3,600,000 L.
troisième degré & au - delà , avec les droits de greffe des dites officialités : le tout ensemble évalué , année commune , à la somme de deux millions huit cents mille livres.	2,800,000
3°. Droits de baptêmes , mariages & enterremens , avec ceux pour rendre le pain béni , lesquels droits sont attribués aux curés des paroisses , & évalués année commune , le fort portant le foible , à la somme de trois millions cinq cents mille livres.	3,500,000
4°. Droits des octrois qui se lèvent dans toutes les villes franches du royaume au profit du roi , & dont ce prince abandonne douze deniers par livre aux hôpitaux généraux de la ville de Paris , & cet abandon est évalué à deux millions par an.	2,000,000
5°. Les octrois des autres villes du royaume sont portés annuellement à deux millions cinq cents mille livres.	2,500,000
6°. Taxes spéciales sur le lait & la farine des pauvres enfans , & sur les autres denrées fournies aux pauvres des paroisses. Ces taxes levées dans toutes les villes franches du royaume à trois sous par livre en sus de la capitation , & payées par toutes sortes de personnes , même par les ec-	

 14,400,000 L.

<i>De l'autre part.</i>	14,400,000 L.
cléricales , sont évaluées , année commune , à quatre millions.	4,000,000
7 ^o . Taxe d'un sou sur chaque livre pesant de viande vendue dans le royaume pendant le carême & les jours maigres de l'année , dont le produit évalué à trois millions est en faveur des hôtels-Dieu des villes.	3,000,000
8 ^o . Droits de dixièmes , attribués aux seigneurs de paroisses , qui se prennent sur les récoltes , & sont évalués , année commune , le fort portant le foible , à six millions de livres.	6,000,000
9 ^o . Droits de lots & ventes , cens & rentes qui sont attribués aux seigneurs de paroisses sur les biens en roture qui se trouvent situés en leurs seigneuries , & qui sont évalués année commune , le fort portant le foible , à la somme de quatre millions six cents mille livres.	4,600,000
10 ^o . Grand nombre de péages appartenans aux seigneurs de paroisses dans le royaume , évalués à quatre millions cinq cents mille livres.	4,500,000
11 ^o . Droits sur les boissons vendues en détail dans les villes , bourgs & paroisses formant une duché-pairie ; qui sont d'un verre par pot , se paient en espèces , sont attribués aux ducs ,	
	<hr/> 36,500,000 L.

<i>Ci-contre.</i>	36,500,000 L.
ou comtes & pairs & s'évaluent annuellement à la somme de cinq cents mille livres.	500,000
12°. Droits de consignation, qui sont attribués aux gouverneurs généraux des provinces & aux gouverneurs particuliers des places de guerre, sont évalués à trois millions.	3,000,000
13°. Droits spécialement abandonnés aux officiers de justices royales, qui sont en grand nombre dans le royaume, & montent à douze millions.	12,000,000
Total des dits droits.	<u>52,000,000</u>

CHAPITRE XI.

Récapitulation.

DE tous les revenus royaux & des recettes qui se font annuellement dans le royaume au profit du trésor du Souverain.

Revenus ordinaires du roi, selon le détail qui en est donné <i>Chapitre V.</i>	268,740,000
Revenus royaux destinés pour un temps limité, selon leur état <i>Chapitre VII.</i>	56,300,000
Revenus royaux aliénés pour toujours dont l'exposé se trouve <i>Chapitre VIII.</i>	106,560,000
	<u>431,600,000 L.</u>

<i>De l'autre part.</i>	431,600,000 L.
L'on peut y ajouter l'évaluation des affaires extraordinaires, ainsi qu'elle se trouve établie	
<i>Chapitre IX.</i>	143,603,827 - 14 - 3 - $\frac{3}{4}$
De plus les droits spécialement abandonnés portés <i>Chapitre</i>	
<i>X. à.</i>	57,000,000 - : - : - :
Total des recettes annuelles de France.	632,203,827 - 14 - $\frac{3}{4}$

C H A P I T R E X I I .

Affaires particulieres.

QUOIQUE les affaires, dont j'entens parler dans ce chapitre, ne dépendent point des finances de sa Majesté, je crois néanmoins nécessaire de les faire connoître à cause du rapport qu'elles y ont, puisqu'elles sont de même des fardeaux que le peuple supporte, & des impôts qu'il doit acquitter.

A R T I C L E I .

Deuxieme moitié des octrois.

LES octrois en général sont, comme on a déjà dû le voir, des droits, qui ont été anciennement accordés par les rois de France,

à certaines villes, communautés ou à certains hôpitaux, pour les mettre en état de fournir à leurs différens besoins.

La première moitié de ces droits a été réservée aux souverains par déclaration du mois de décembre 1663, & fait en conséquence partie de la ferme des aides.

L'autre moitié de ces octrois, dont il est ici question, est la portion demeurée aux villes & communautés, qui se leve de même que la première, sur l'entrée & la consommation des boissons & sur plusieurs marchandises & denrées, conformément aux lettres de concession des dits droits, à l'ordonnance du mois de juillet 1681. aux arrêts rendus & aux réglemens faits en conséquence.

La perception s'en fait de la même manière que celle des droits d'aides; & les instances qui peuvent en provenir se portent également devant les officiers des élections; sauf toutefois l'appel aux cours des aides des ressorts respectifs, ou par devant les intendants de provinces, & de-là au conseil, selon l'ordre de juridiction établie dans les lieux différens où naissent les contestations.

A R T I C L E I I .

Ferme des Devoirs, Impôts, Billots & Formule pour la province de Bretagne.

CETTE affaire spéciale pour la province de Bretagne est composée de deux fermes.

La première comprend les grands & petits Devoirs, qui sont les droits qui se perçoivent, au profit de la province, sur les différentes marchandises, conformément aux pancartes des lieux & aux lettres patentes d'avril 1738.

Elle s'adjuge de deux en deux ans, sur les lieux & par les Etats de la province, à la compagnie qui en offre le plus.

La deuxième, qui a pour objets les impôts & billots, ou droits sur les vins & autres boissons, a été unie depuis 1664. à la ferme des aides. Elle est régie, quant aux vins & boissons ordinaires, conformément aux arrêts des 24 mars 1667. & 20 décembre 1689. pour les eaux-de-vie & la Formule ou papier timbré, elle l'est en se conformant aux déclarations du 19 juin 1691. & 1^{er} juin 1711.

Cette seconde ferme de Bretagne fait partie des fermes générales du roi, & s'adjuge en conséquence par les fermiers généraux, sous les yeux du conseil, mais aux adjudicataires de la ferme des Devoirs, pour la tenir de même que celle-ci pendant l'espace de deux ans.

La connoissance des contestations, qui naissent sur la ferme des devoirs & du commerce, appartient en première instance aux sénéchaux & va par appel au parlement de Bretagne.

Celles qui concernent les impôts, billots & formule sont du ressort de l'intendant de la province, dont les jugemens sont soumis à la révision du conseil des finances.

A R T I C L E III.

Apanage de M. le Duc d'Orléans.

LE chef de la maison d'Orléans, qui est duc d'Orléans, de Valois, de Chartres, de Nemours, de Montpensier, &c. &c. outre les droits domaniaux qui lui appartiennent dans toutes les terres qui relient de lui, jouit de ceux de Paulette, prêt & annuel des

charges de police & de judicature, des droits d'insinuation, centieme-denier, contrôle des actes, petit scel & des droits d'aides sur les boissons. Ces derniers qui partout ailleurs sont perçus au profit du souverain, sont, dans les terres de ce prince, partie de son apanage.

Tous ces droits, à l'exception des deux sous pour livre dont la recette se fait par les fermiers au nom du roi, se lèvent à l'instar de ceux du souverain, & en vertu des mêmes réglemens.

Le recouvrement des premiers se fait par les officiers du prince; les droits d'insinuation & de centieme denier qui lui ont été cédés dans l'étendue de son apanage, de ses domaines & terres patrimoniales, ainsi que le dernier ressort dans le comté de Soissons par déclaration du 19. janvier 1751. ceux de contrôle des actes & de petit scel dans ses domaines de Normandie, & les droits d'aides sur les vins & boissons dans plusieurs élections de l'Orléanois, s'afferment de six ans en six ans à une compagnie dont le bail commence comme celui des fermes royales unies.

CHAPITRE XIII.

Conclusion.

Si je n'ai pas conduit plus loin la connoissance détaillée des finances de la France, si je me suis arrêté à l'époque, qui en donnant la paix à ce royaume, lui promettoit des adouciffemens aussi justes que nécessaires, on ne sauroit l'imputer à l'impossibilité d'aller plus avant, mais à la prudence qui veut que je me renferme dans des bornes équitables.

J'ai voulu faire voir aux François que les produits ordinaires de leur empire étant insuffisans, pour fournir aux dépenses habituelles que la nécessité prescrit à leur souverain, ils doivent supporter avec docilité le fardeau des moyens propres à y suppléer. D'un autre côté, j'ai eu pour but de manifester aux ennemis de ce royaume, les ressources qu'il lui est facile de se procurer pour parer aux événemens imprévus ou réparer des malheurs passés: & cela m'a paru suffire à la satisfaction de mes lecteurs.

Je ne doute pas qu'il ne s'en puisse trouver, qui auroient souhaité de me voir discu-

ter, si ses citoyens sont plus heureux depuis la conclusion de la paix, de me voir entrer dans le mérite ou faire la censure des divers projets de finances, exécutés depuis ce moment, où ses ministres ne devoient naturellement s'occuper que des moyens d'y faire régner l'abondance & la félicité intérieure: mais sans entrer dans ce détail qui entraîneroit des personnalités favorables ou désagréables, que je veux également éviter, je croirai avoir rempli tout mon plan, si l'idée que je vais donner de la France actuelle, n'est malheureusement que trop conforme à la vérité.

Tous les ordres de ce royaume sont alarmés de la multiplicité des impositions, dont l'insuffisance donne sans cesse lieu à de nouvelles, si elle ne porte pas à leur ôter ou du moins à leur diminuer la faculté d'y satisfaire.

Des magistrats, qui ont acquis chèrement le dangereux & pénible honneur d'administrer la justice, tremblent de se voir un jour forcés d'abandonner leurs fonctions, faute de moyens de soutenir la décence qui est inséparable de leur état.

La noblesse pauvre, si distinguée par sa bravoure, devra désormais se concentrer dans la campagne, & y languir dans l'obscurité & la misère, fatiguée d'impôts qui dévoreront les restes d'un patrimoine sacrifié à l'Etat.

Des propriétaires d'offices, après avoir épuisé leur fortune pour acquérir des exemptions dont ils ne jouissent plus, & des gages qui ne pourront suffire à tant d'impositions, seront encore obligés d'abandonner leurs offices, & de chercher d'autres moyens de procurer une fortune à leur famille, qu'ils ne pourront plus soutenir suivant leur état.

Les campagnes où la misère est la plus générale & la moins secourue, offrent de toutes parts un aspect digne de compassion.

Déjà des réductions fort récentes ont ravi le nécessaire au plus grand nombre de sujets; il en est même peu qui jouissent entièrement de l'utile; & s'il reste encore chez une partie d'entre eux des dehors qui semblent distinguer les conditions, ce ne sont presque plus que des dehors trompeurs, employés pour masquer une véritable indigence, d'autant plus cruelle que celui qui l'éprouve est plus soigneux à la cacher.

L'agriculture, les arts, le commerce, tout gémit dans l'accablement. Le laboureur épuisé a peine à subsister du produit que lui donne le sol qu'il cultive. Dans le désespoir qui l'agite & qui seul le rappelle aux sentimens que l'excès de ses charges lui ravit, il est tenté de jeter les instrumens de son travail, comme devenus ceux de son malheur. Les arts & les métiers craignent de même l'abondance de leurs productions, & l'immensité des impositions qui en font les suites, arrête la consommation & conduit à l'indigence. Victime des mêmes coups, le commerce en général présente la même langueur. Un repos morne & silencieux a succédé par degrés à cette action vivifiante qui l'animoit autrefois, & le rendoit également fécond pour le Citoyen & pour l'Etat. De là l'esprit patriotique si puissant chez les autres peuples, dispaeroit de plus en plus chez les François.

Celui que rien n'arrête sur une terre qui dévore ses habitans, va porter ailleurs ses talens & son industrie, apprend aux nations voisines à se passer de la sienne, & laisse à sa patrie, pour dédommagement de la perte

qu'elle fait par sa fuite, la portion solidaire du fardeau qu'il partageoit. Ainsi périt insensiblement & sans retour la ressource la plus abondante de l'Etat; & l'étranger, en s'enrichissant des pertes de la France, se fortifie par son affoiblissement qui augmente de jour en jour.

Les arts, les talens, les professions honnêtes & utiles n'offrent plus par elles-mêmes un moyen de subsister. Les emplois de finances, les commissions de toutes especes multipliées à l'infini, sont un objet de concupiscence pour tous les hommes que les besoins réunissent alors pour disputer à leurs concitoyens le droit de vivre.

L'humanité, cette vertu touchante, dont le principe est dans le cœur, cette vertu qui ne s'acquiert point, qui ne doit son existence ni au préjugé ni à l'éducation, cette vertu universelle qui unit tout être raisonnable au monde entier, a peine dans ce royaume à conserver les sujets unis avec ceux-mêmes qui les approchent le plus.

Tandis que ses frontieres ou celles de ses voisins sont en proie aux horreurs d'une guerre sanglante, il s'en fait dans son sein

une mille fois plus cruelle, sur-tout contre le pauvre, la veuve & l'orphelin.

Les exactions multipliées, dont le régisseur & le fermier, chacun dans les parties qui les concernent, accablent à l'envi & comme de concert les peuples, rendront toujours inutiles les fruits de leurs travaux, si on ne daigne en arrêter le cours.

L'Etat n'a plus droit de rien demander à des malheureux que la vexation & l'injustice ont dépouillés de leur nécessaire le plus étroit. C'est un créancier de plus pour lui ; & c'est un Citoyen de moins, dont la triste situation réclame sans cesse, pour l'intérêt de l'Etat contre la personne de l'oppresseur.

Il est en France un nombre de sujets gémissans, dont la misère & la douleur dénoncent l'industrie du régisseur qui, par les immenses faux-frais du recouvrement, fait si bien que, malgré la sagesse des réglemens, il se dédommage amplement de l'obligation de verser le montant des impositions dans le trésor public. Ces saisies rigoureuses, ces garnisons multipliées, ces exécutions odieuses, présentent assez familièrement aux peuples, même dans leurs villes & leurs campagnes, le spec-

tacle touchant d'un pays mis à contribution par des forces ennemies, où le pain est inhumainement disputé aux larmes d'une famille languissante. Elles dénotent cette insatiable avidité des fermiers & cet abus excessif qu'occasionne le droit dangereux qu'ils achètent de se payer, par leurs mains, des avances intéressées qu'ils ont faites à l'Etat. Fruit, hélas! trop funeste de cette facilité qu'ils trouvent à tourner le conseil à leur gré, pour en surprendre, tantôt des augmentations secrètes sur les droits anciens, & tantôt de nouvelles impositions, qu'ils savent dérober à la connoissance publique, au mépris des loix du royaume. La douleur & les larmes de la plus grande partie des sujets dénoncent au tribunal de la nation, cette multitude immense de commis de toutes les especes qui couvrent la surface de l'empire des François.

Citoyens avarés & inhumains, qui cherchent le germe ou l'accroissement de leur fortune dans la ruine de celle du propriétaire & du cultivateur; la plupart membres inutiles de la Société qu'ils dévorent, ils n'y portent qu'une industrie fatale qui loin de leur faire partager, avec leurs concitoyens, les char-

ges de l'État, les rend eux-mêmes un fardeau onéreux.

Supposons en effet que le nombre de tous ces préposés au recouvrement des impôts répandus dans le royaume, soit seulement de cinquante mille, & il y en a certainement d'avantage : supposons encore que, les uns dans les autres, ils gagnent chacun vingt sous par jour ; il s'ensuit qu'au bout de l'an ils absorbent une somme de 18,250,000 L. qui doivent être prises ou sur les peuples ou sur les revenus de l'État.

Les suites nécessaires de l'union de tous ces abus frappèrent tellement le ministre célèbre du plus grand & du meilleur des rois qu'ait eu la monarchie Françoisse, qu'il crut devoir attentivement considérer ces objets : & il en fut frappé de la plus vive indignation. „ Je
„ vis, *dit-il*, avec une horreur, qui augmen-
„ te mon zèle, que pour trente millions qui
„ revenoient au roi, il sortoit de la bourse
„ des particuliers, j'ai presque honte à le
„ dire, cent cinquante millions. La chose
„ me paroissoit impossible ; mais à force de
„ travail, je m'assurai de la vérité. *Mém. de*
„ *Sulli. Tom. II. p. 296. Edit. de 1752.*

C'est ainsi que, dans le court espace d'un an, la cupidité enlevoit au peuple des moyens, qui leur auroient suffi pour payer quatre fois le tribut annuel au souverain. Quels avantages n'étoit-ce donc pas enlever à l'Etat? Ces moyens laissés entre les mains du peuple qui les auroient utilement mis à profit, auroient soutenu l'industrie, fourni à la culture, circulé dans le commerce, & mis tous les ordres de l'Etat dans l'heureuse situation de payer avec aisance les droits au souverain, & ils l'auroient fait sans peine & sans murmure.

Les maux sous lesquels les François gémissent de nos jours ne sont-ils pas les mêmes? & ne leur fera-t-il jamais permis d'espérer qu'un ministre aussi éclairé que Sulli sur la source de leurs justes gémissemens, prenne enfin sur lui de s'occuper des moyens de les terminer? Qu'on ne m'objecte pas l'exigence tyrannique des besoins de l'Etat? Ils peuvent être grands, mais quelles ressources immenses ne renferme-t-il pas? Il en est d'une abondance infinie que la France peut s'ouvrir à son gré, ses voisins & ses envieux lui en ont donné l'exemple, qu'il profite des fau-

tes qu'ils ont commis dans l'usage qu'ils en ont fait, & en s'en servant avec plus de ménagement, ils peuvent en tirer une source intarissable de richesses. Ce Pérou, auquel on ne fait point attention, parce que ses mines sont dans le sein du royaume, offriroit un moyen heureux, aisé & perpétuel de diminuer les impôts qui, dès lors régis avec plus d'ordre & exigés avec moins de rigueur, permettroient au Citoyen de vivre dans cette tranquille sécurité, qui donne l'ame au commerce, aux arts & aux sciences, trois branches qui assureront toujours le bonheur & la gloire du royaume.

MÉMOIRE INSTRUCTIF

*Sur ce qu'on appelle en France le Domain
d'Occident.*

LE DOMAINE d'Occident n'a plus la même étendue qu'il avoit avant le traité de 1763. qui en a cédé la plus grande partie à la Grande-Bretagne, pour en jouir en toute propriété : mais il ne me paroît pas moins intéressant de faire autant connoître ce qu'il étoit avant cette époque, que ce qu'il est maintenant. En lisant d'ailleurs ce mémoire, on se trouvera en état de prononcer sur la grande question qui, depuis la dernière paix, partage les politiques ; les uns prétendant que les cessions qu'y a fait la France l'ont dépouillée de revenus immenses, & les autres s'imaginant, que ces sacrifices si amples en apparence, n'ont fait que la soustraire à une multitude de dépenses, dont le poids lui devenoit chaque jour plus onéreux : il n'est que la voie de comparaison entre les produits & les frais pour porter un jugement droit & solide sur cette matière.

Louis XIV. par un édit du mois de mai 1664. créa une compagnie des Indes-Occidentales, à laquelle il accorda, en toute propriété, seigneurie & justice, les îles & terres fermes de l'Amérique, tant celles où les François pouvoient avoir fait des établissemens, que celles que la compagnie pourroit conquérir, avec la faculté d'y faire le commerce à l'exclusion de toute autre personne ou société, pendant l'espace de quarante années.

Pendant les dix premières, la compagnie s'étoit mise en possession de toutes les terres qui lui avoient été cédées par l'édit, elle avoit formé des colonies considérables, dans lesquelles elle avoit nommé des officiers de guerre & de justice & établi plusieurs droits seigneuriaux & domaniaux; en un mot on ne se laissoit de vanter ses progrès & d'admirer sa sagesse, lorsqu'elle s'aperçut elle-même que les dépenses immenses, que lui avoient occasionnées & l'étendue de ses établissemens, & les guerres qu'elle avoit eu à soutenir pour défendre ses acquisitions & protéger son commerce, la mettoient dans l'impossibilité de supporter plus longtems le fardeau qu'elle

s'étoit imposé. Elle eut recours au Prince qui, instruit de la situation de ses affaires, lui fit rembourser les avances qu'elle avoit faites, & réunit à son domaine toutes les terres & isles qu'elle possédoit, ainsi que le produit des droits qu'elle y avoit établis, en se chargeant de continuer & de soutenir les diverses colonies qu'elle y avoit formées.

Ce fut en conséquence que l'édit du mois de décembre 1674. supprima la compagnie des Indes-Occidentales, & permit à tout Négociant François d'y aller trafiquer, en déclarant réunis & incorporés au domaine du roi, sous le nom de Domaine d'Occident, toutes les terres, & tous les pays & droits qui se trouvoient dans l'Amérique appartenir à la compagnie, pour commencer à en jouir par la couronne en date du premier janvier 1681.

Il a été fait dans tous les tems, soit avant, soit depuis la suppression de la compagnie divers réglemens pour la bonne administration de ces établissemens. Les gouverneurs, lieutenans généraux & intendans qui y ont été envoyés par le roi, y ont ajouté des ordonnances : & cette union est proprement le code qui ayant été autrefois constamment suivi

dans ces vastes pays, sont encore ponctuellement exécutés dans les parties importantes que la France y a conservées. Ils fixent la nature & la levée des droits qui y sont établis.

Ils consistent en ceux de capitation, de poids, d'ancrage, greffe, amendes, confiscations, droits seigneuriaux & domaniaux, aubaine, bâtardise, déshérence, épars, cinquante-pas-de-roi, biens vaquans, naufrage, sauvement, échoûtment, & autres expressément stipulés dans les édits de création & de suppression des mois de mai 1664. & décembre 1674.

Comme la plupart de ces droits sont assez connus parce que j'en ai dit *tom. IX. § XI.* je n'établirai ici que ce qui est propre au Domaine d'Occident. Depuis leur union à la couronne, ces droits ont toujours été afferlés à différentes compagnies, sous la condition d'en jouir conformément aux réglemens faits par la compagnie, aux ordonnances & arrêts du conseil qui ont été rendus depuis à ce sujet.

Les droits qui composent cette ferme sont de deux especes, savoir, ceux qui se levent dans les établissemens même d'Amérique & ceux qui se perçoivent en France.

Dans le tems que le Canada étoit soumis à la Domination Française, il y avoit des droits qui lui étoient propres, comme relatifs seulement au commerce de ce pays; savoir,

1°. Le droit exclusif que le fermier avoit de recevoir seul des habitans toutes les peaux de castor, qui provenoient de la traite avec les Sauvages, de les leur payer à un prix fixé, & de pouvoir seul les transporter, vendre, débiter soit en France soit dans les pays étrangers.

Il est vrai que ce privilege si gênant pour le commerce de ce pays avoit été révoqué par arrêt du 19. février 1700. & que depuis cette époque jusqu'à la cession du Canada aux Anglois, la liberté de ce commerce étoit demeurée aux habitans.

2°. Le droit de quart en especes sur ces mêmes peaux de castor qui, établi dès l'origine, fut suspendu le 10. mai 1706. pour l'espace de onze ans, & la dite suspension fut après leur expiration prorogée pour 25. ans sans avoir jamais depuis été révoquée.

3°. Le dixieme des vins, eaux-de-vie & tabac qui se transportoient de France en Canada, dont l'on n'exceptoit que ce qui de-

voit servir à l'avitaillement des vaisseaux de roi. Ce dixieme consistoit en 9 L. par barrique de vin contenant 220 pintes; en 22 L. 10. pour chaque barrique d'eau-de-vie, de 27. veltes de 8. pintes chacune: & en 5. f. par livre de tabac: mais ce dernier n'a presque jamais été d'aucune valeur, parce que les habitans du Canada s'étant habitués à se servir du tabac qu'ils cultivoient, n'en tiroient que très peu du dehors.

4°. Le dixieme des peaux d'Origneaux qui venoient des traites avec les Sauvages, qui se recevoit en nature, parce que le fermier avoit le privilege exclusif de les vendre dans le pays à la traite de Tadoussac, ce qui lui donnoit tout le commerce depuis l'isle aux coudres, qui est à douze lieues au dessous de Quebec, jusqu'à deux lieues au-dessous des sept isles.

5°. Les droits de lods & ventes, quint & requint, cens & rentes, aubaine & tous autres droits domaniaux & seigneuriaux qui, dans l'origine, avoient été établis par la compagnie des Indes-Occidentales, ont subsisté au Canada, tant que la France en est demeurée en possession.

Les droits que cette couronne tiroit avant 1763. de toutes les isles Américaines qu'elle possédoit, & qu'elle continue de tirer sur celles qui lui ont été rendues, ou qui sont demeurées parties du Domaine d'Occident, consistent dans les suivans.

1°. La capitation fixée constamment à cent livres pesant de sucre, par tête de negre, négresse, mulâtre & autres personnes, à l'exception des privilégiés, conformément à l'ordonnance du sieur de Baas du 12. février 1671. Ce droit se paie de deux manieres, savoir, en nature par les habitans sucriers, & en argent par le reste des colons, mais sur le pied des abonnemens, fixés depuis longtems à 6 L. pour le quintal de sucre qui revient à la taxe.

2°. Le droit de poids, qui s'évalue à raison d'un pour cent en essence de toutes les marchandises sujettes au poids, tant à l'entrée des isles sur les effets qui s'y importent de France, qu'à la sortie sur ceux du cru du pays qui en partent pour la France, ainsi qu'il a été réglé par l'ordonnance du S. de Baas 13 février 1671. & par celle du S. Be-
gon en datte du 11 juillet 1684. Comme

la régie de ce droit seroit aussi difficile pour le fermier que gênante pour les habitans, si on établissoit des poids dans chaque quartier des isles & dans tous les ports d'embarquement, il a été fait une convention entre les colons & le fermier, par laquelle ce dit droit est payable par abonnement, savoir par les habitans sur les marchandises du cru des isles qu'ils en font sortir, & par les capitaines de navires sur celles qu'ils font dans le cas d'y apporter de France.

3°. Le droit d'ancrage, qui se paie en especes, à raison de cinquante livres de poudre à canon, pour chaque navire ou bâtiment, qui mouille à la rade des isles; à l'exception cependant des vaisseaux de roi, & cela en conformité de la même ordonnance du S. de Baas, qui regle aussi la convention, en vertu de laquelle ce droit s'acquitte entre les mains du fermier, par les capitaines de navires.

4°. Le droit nommé l'Espace de cinquante pas, par lequel on entend, que, si les habitans vouloient construire une habitation, ou mettre en valeur un terrain, qui se trouveroit renfermé dans l'espace de cinquante pas depuis les bords de la mer, ils devroient

en

en acheter l'emplacement au profit du fermier, qui représente le roi, propriétaire réel : mais il n'est point d'exemple que ce droit ait jamais eu lieu.

5°. Les droits de nomination, de profit & émolumens des offices de greffiers, ainsi que les droits seigneuriaux & domaniaux que la compagnie des Indes Occidentales y avoit établis.

Ces droits se prélevont dans toutes les isles que les François occupent à l'Amérique, si l'on excepte les quartiers de celle de S. Domingue qui relevent de leur couronne. Les fermiers ont envain fait les plus grands efforts pour les y introduire : les gouverneurs & intendans s'y sont constamment opposés, sous le prétexte spécieux que les habitans étant pour la plupart flibustiers & aventuriers devoient être ménagés. Pour connoître la solidité de cette excuse, il suffit de savoir que ces mêmes gouverneurs & intendans, si zélés en apparence pour les intérêts des Colons François de S. Domingue, sans crainte de les irriter, les ont chargés eux-mêmes d'autres impôts, dont ils prétendent que le produit est employé au profit du roi, mais dont d'une part on connoît peu l'usage, & qui de l'autre

sont plus onéreux aux habitans de ces quartiers, que ne le seroient ceux imposés indistinctement sur toutes les isles de l'Amérique Françoisse.

Outre les droits ci-dessus détaillés qui se levent dans les isles, il en est d'autres qui, comme je l'ai dit plus haut, ne se paient qu'en France: savoir.

1°. Le droit originaire de quarante sous pour cent pesant de sucre brut, terré, raffiné & moscovate, sans distinction, qui venant des isles de l'Amérique, entre dans le royaume, à l'exception cependant des sucres qu'on débarque dans les provinces de Bretagne ou dans la ville de Marseille.

Ces quarante sous furent établis par les arrêts des 24. & 31. mai 1675. pour être payés outre & par-dessus les droits des cinq grosses fermes; & ont toujours été afferméés, sous la condition de restituer sur ce produit la somme de 4 L. 10. s. par quintal de sucres raffinés, qui sortent du royaume pour passer à l'étranger.

Les lettres patentes du mois d'avril 1717. portant règlement pour le commerce des colonies Françoises, ont réduit ce droit, sans en changer le nom, savoir, sur les sucres

bruts à 33 f. 6 d. & la restitution sur les raffinés à 3 L. 15. mais elles le laissent au même taux de 40 f. sur les sucres terrés & raffinés.

Je ne puis m'empêcher de remarquer que la restitution, dont je viens de parler, donne lieu à beaucoup d'abus, dont le principal est que le fermier ne peut rien avoir de fixe & de certain. Il conviendrait, je crois, pour y remédier, de diminuer le droit & de supprimer la restitution qui les occasionne, en rendant ce changement commun à la ferme générale, parce qu'elle est exposée aux mêmes inconvéniens, en levant 16 f. 8 d. sur les sucres brut, & devant restituer 1 L. 17 f. 6 d. sur les sucres raffinés qui vont à l'étranger.

2°. Le droit de trois pour cent en espèces des sucres & autres marchandises du crû des îles qui s'envoient en France, & qui étoit de cinq pour cent lorsqu'il fut premièrement établi par la compagnie des Indes Occidentales. Ce droit est naturellement dû aux îles, lorsque les marchandises en sortent : mais depuis longtems on ne le leve qu'à leur entrée en France, sans que cependant cela en change en rien la nature. Il se paie sur le pied de l'estimation des denrées, qui chaque année se fait dans le royaume, d'un commun

accord entre le fermier & les négocians de chaque port.

3°. Le droit de 18 L. pour cent pesant du sucre royal & candi, qui entre par le bureau d'Ingrandes, & qui provient des sucres bruts des isles qui ont été apportés à Nantes.

4°. Le droit de 12 L. pour cent pesant des sucres raffinés à Nantes, établi par arrêt du conseil du 20. mai 1675. & par autre arrêt du 2. mars 1700. diminué de 1 L. 5. s. ce qui l'a réduit à 10 L. 15 s.

5°. Le droit local de 50 s. pour cent pesant des cires & sucres venant des isles & entrant dans la ville & banlieue de Rouen, sans qu'il en résulte, en faveur de cette ville, aucune diminution du droit de 40 s. mentionné ci-dessus.

6°. Le droit de 4 L. par cent pesant des sucres raffinés à Marseille qui entrent dans l'intérieur du royaume, & qui proviennent des sucres bruts apportés des Isles à Marseille. Ce droit a été premièrement établi par arrêt du conseil du 16 mai 1675.

Après la réunion des droits de la compagnie des Indes Occidentales au domaine du roi, & l'établissement des differens droits ci-dessus spécifiés, on en fit une ferme sous le

titre de Domaine d'Occident, dont le premier bail fut passé pour sept ans en date du 24. mai 1675. Lorsqu'il fut expiré, on jugea à propos d'en unir la recette aux fermes générales, dont elle fut de nouveau séparée par arrêt du conseil du 1^{er}. 8^{bre} 1697.

Suivant les baux qui ont été passés, les ordonnances, arrêts & réglemens faits depuis l'établissement de ce domaine, tant pour la régie de la ferme que pour celle du commerce des Isles Françoises de l'Amérique, aucuns marchands ou négocians ne pouvoient y envoyer leurs navires, qu'autant qu'ils étoient munis des passeports du roi; mais l'édit du mois de février 1716. les affranchit de cette contrainte, en les assujettissant seulement à en prendre du grand Amiral.

Ceux qui en obtiennent ne peuvent porter aux Colonies Américaines, que les marchandises du royaume qui n'y paient aucun droit de sortie; & tout ce qu'ils en rapportent, doit être conduit en France, sous peine de confiscation des navires & de leurs cargaisons, outre une amende de 1500 L. pour la première faute; & en cas de récidive le coupable doit être soumis à une punition exemplaire.

Ces mêmes réglemens interdisent aux habitans des Isles Françoises de l'Amérique tout commerce avec les étrangers, & même avec les Colons des isles qui sont sous la domination d'une autre puissance. Il est même stipulé qu'on ne pourra accorder aucuns passeports donnant liberté de porter des sucres ou autres marchandises des isles à l'étranger, parce qu'elles doivent toutes entrer dans le royaume, & si l'on en accordoit au préjudice de cette loi, il faudroit en tenir compte au fermier.

Les marchandises, chevaux, munitions, vivres, meubles & hardes, en un mot tout ce qui est destiné pour le service du roi, est sujet aux droits de la ferme, à moins que les passeports émanés directement du monarque n'en stipulent expressément l'exemption: & dans ce cas le prince en dédommage le fermier.

S'il arrive quelque diminution dans les monnoies, la cour fait bon à la ferme de la perte que peut lui avoir causé l'altération.

En cas que la guerre oblige le souverain d'interdire le commerce de quelques marchandises ou d'en diminuer le débit, enfin de gêner le commerce par des défenses générales ou particulières, de façon à priver le

fermier de la totalité ou de partie des droits compris dans son bail, il en doit être dédommagé soit par une indemnisation réelle, soit par surseance des paiemens du prix de sa ferme.

Les lettres patentes du mois d'avril 1716. appellent les négocians du royaume, qui font le commerce de la côte de Guinée, en participation du privilege qui étoit originairement exclusif pour les seules compagnies d'Afrique & de Guinée; & qui consiste à ne payer en France que la moitié des droits imposés sur les marchandises des isles, provenant de la vente des negres qu'elles y portoient & des retours qu'elles en recevoient.

Cette extension de privilege n'a fait que multiplier les abus qu'a toujours causé sa premiere concession, & auxquels il me paroît impossible de mettre un terme, tant que la grace subsistera. En effet, sous prétexte que les productions des isles qui entrent dans le royaume, proviennent de la vente des negres, il n'est presque plus aucune denrée des colonies qui paie plus que la moitié des droits de la ferme: ce qui donne lieu d'ailleurs à une infinité de contestations entre les fermiers & les négocians, les premiers voulant, aux ter-

mes des ordonnances, restreindre cette grace aux droits établis pour être levés en France; & les autres prétendant l'étendre à ceux qui de leur nature devroient être perçus aux isles, mais dont le paiement se fait dans le royaume, par un esprit de tolérance qui tend à soulager le planteur.

Le prix du bail de cette ferme se paie suivant les états de distribution arrêtés au conseil pour chaque année, dans lesquels sont assignées les charges réelles des Colonies, ainsi que les épices & les frais qu'exigent les redditions de compte, & le résidu se porte au trésor royal.

Les charges de la Martinique, la Guadeloupe, Marie-Galande, S. Martin & S. Barthelemi se paient aux isles, ainsi que se faisoient celles de S. Christophe & de la Grenade avant leur cession: mais celles de S. Dominique s'acquittent en France.

Outre les états de distribution de charges arrêtés au conseil de Marine, il en est encore d'autres qui de même sont arrêtés chaque année par les intendans des isles, qui mettent au bas leurs ordonnances, savoir, un pour les charges principales, un pour les nouvelles cures & un autre pour les pro-

fits qui peuvent se faire sur les dites charges par la mort des officiers ou par le défaut de service de quelques-uns d'entre eux pendant le cours de l'année: mais il est bon de remarquer que le total de ces trois états ne peut excéder celui de distribution qui a été premièrement arrêté au conseil de la marine.

Quand il arrive que le produit annuel des Colonies n'est pas suffisant, pour acquitter les charges qui doivent se payer aux îles, les commis du fermier tirent des lettres de change pour le surplus sur la caisse générale de Paris; & cela arrive quand les sucres sont à bas prix, qu'ils ne se vendent pas sur les lieux, ou que le fermier se trouve dans l'obligation de les faire venir en France pour les y vendre.

Quand le Canada appartenoit à la France, les charges qu'imposoit son administration devoient être payées dans la colonie sur le produit des droits de la ferme; mais comme depuis que le droit de quart des castors avoit été ôté au fermier, sa recette ne pouvoit plus produire les 96,000 L. qu'il falloit pour les acquitter, les commis étoient chaque année dans l'obligation de tirer pour environ 50,000 L. sur la caisse générale à Paris,

afin de remplir les vuides que laissoit l'insuffisance de la recette.

Les intendans du Canada faisoient chaque année divers états pour la province, outre ceux de distribution qui émanoient du conseil de la marine. On les divisoit de la manière suivante.

- 1^o. Etat pour les charges principales de la colonie.
- 2^o. Etat pour la subsistance des prêtres du séminaire de Québec.
- 3^o. Etat pour l'entretien de l'évêque, dignitaires, chanoines & autres ecclésiastiques du chapitre de Québec.
- 4^o. Etat pour l'entretien des prêtres qui ne sont plus en possibilité de servir.
- 5^o. Etat pour l'entretien des curés répandus dans la colonie.
- 6^o. Etat pour la distribution des 3000 *L.* destinées à marier 60. filles, à chacune desquelles on donnoit 50 *L.* de dot.
- 7^o. Etat pour le fond de 1000 *L.* approprié à payer les menus frais de la justice.
- 8^o. Etat des revenans-bon sur les charges du pays.
- 9^o. Etat tendant à pourvoir aux frais de voyages & de courses à faire par les archers.

10°. Etat pour les frais de justice qui excèdent le fond de 1000 L. dont j'ai fait mention article 7.

On remarquera en général que s'il survient, dans les Colonies Françoises, quelques dépenses extraordinaires & imprévues qui ne soient point comprises dans les états ci-dessus, le fermier est obligé d'y pourvoir sur les ordonnances des intendans, mais il en est dédommagé sur le prix de son bail.

Lorsque toutes les parties employées dans ces états divers ont été acquittées, toutes les quittances & autres pieces des parties prenantes sont envoyées des isles en France, où le fermier délivre d'abord au conseil un état au vrai des recettes & dépenses, & rend ensuite à la chambre des comptes le compte du prix de son bail.

Il lui reste à payer les frais de ceux qu'il est obligé d'employer pour la régie de sa ferme. Ceux qui y sont préposés dans les Isles Américaines ont de forts appointemens, tant à cause de la chéreté excessive des vivres, que parce que les habillemens & autres choses nécessaires y content beaucoup plus qu'en France, d'où elles doivent y être apportées.

On y a toujours conservé l'usage de laisser aux directeurs & aux contrôleurs généraux le soin de nommer aux emplois subalternes les bons sujets qu'ils trouvent sur les lieux, parce que ceux que dans l'origine le fermier y envoyoit de France, mouroient presque tous peu de tems après leur arrivée.

Pour mettre le lecteur en état de connoître les frais que les employés coutent dans les isles, je crois devoir en donner ici l'Etat.

1^o. Lorsque le Canada appartenoit à la France, la régie des droits y entretenoit

Un directeur, qui étoit chargé de la recette & de la dépense de la ferme, avec obligation d'en rendre compte chaque année, & avoit d'appointemens. 2000 L.

Un commis aux écritures & expéditions de la direction par an. 600

Un autre commis servant aux écritures & à la décharge des navires à leur arrivée, pour appointemens depuis le 1^{er}. octobre jusqu'au dernier décembre de chaque année. 150

Un capitaine commandant les gardes, & chargé du soin de la recette du dixieme des peaux d'Orignaux pour toute l'année. 600

Un brigadier qui avoit six mois & demi d'appointemens à 40 L. par mois depuis le 1. mai jusqu'au 15. de novembre. 260

Un garde pour le même tems à 37 L. 10 s. par mois. 243 -- 15

3853 L. 15 s.

Ci-contre. 3853 L 15 s.

Cinq gardes pour le même tems à 37 L. 10 s. 1,218 -- 15

Quatre autres gardes qui étoient appointés pendant cinq mois du 15. juin au 15. novembre à 37 L. 10. par mois. 750 - 0 -

Deux autres gardes aux mêmes appointemens pour deux mois du 15. Septembre au 15. novembre. 150 - 0 -

Un portier du bureau pour l'année. 150 - 0 -

Loyer du bureau. 300 - 0 -

Total des frais nécessaires. 6,422 L. 10 s.

On alloit de plus, chaque année au directeur, outre la liberté d'augmenter, à sa volonté, le nombre des commis & des gardes les articles qui suivent.

Pour achat & entretien des canots qui étoient à l'usage des gardes. 90 L.

Pour bois, chandelles, papiers, plumes, encre & autres dépenses de bureau. 100

Pour visites & menues réparations de bureau. 30

Etrences au secrétaire du gouverneur général. 75

Etrences au secrétaire de l'intendant. 145

Pain béni qu'on rendoit au nom de la ferme dans le jour de la conception de la vierge. 60

Il avoit de plus été accordé au gouverneur général pour le dédommager des droits qu'il payoit sur l'entrée des vins qu'il faisoit venir de France pour sa maison. 600

Pour une semblable indemnisation à l'intendant, 450 - 0 -

7972 - 10

De l'autre part. 7972-10 L.

Les frais de voyages & les autres dépenses casuelles étoient évaluées par année à la somme de.

127-10-

Total des frais que la ferme dépensoit en Canada.

8,100-0-

Quant aux dépenses actuelles que la ferme est obligée de faire, je les distinguerai en celles qui se font aux isles, dont la Martinique me servira d'exemple, & en celles qu'elle fait dans les différens ports de France.

Etat des frais qu'occasionnent les Officiers de la Martinique.

Au directeur général. 4000 L.

Au contrôleur & receveur général. 3000

Au receveur particulier de la Martinique. 1200

Au teneur de livres. 1500

A trois commis pour les déclarations, les écritures, & les dénombremens à 800 L. chacun.

2400

A deux commis ambulans pour aller continuellement en campagne, par les ordres des directeurs & contrôleurs généraux, afin de vérifier les dénombremens de la capitation & presser les recouvremens, à 1200 L. chacun.

2400

Loyers de bureau & de magasins. 1200

Registres, papiers, plumes, encre & autres frais de bureau. 1000

Frais de quittances des parties prenantes & des états de charges, qui se déposent

16700

Ci-contre. 16700 L.

ordinairement chez un notaire, pour en être
fait par les commis aux isles, des expéditions
qu'ils signent, & qui sont envoyées en
France par duplicata & triplicata. 200

Frais d'huissiers pour les recouvrements &
autres frais généraux; le tout évalué par an. 1000

17900 L.

J'ai pris la Martinique comme l'isle qui
paroît l'entrepôt de toutes les Antilles Fran-
çoises, puisque c'est là où se portent presque
toutes les productions des autres, ainsi que
je vais l'exposer en peu de mots.

1^o. La Guadeloupe est une des plus con-
sidérables, étant plus étendue que la Marti-
que-même. C'est le meilleur climat de toutes
les isles du vent, & elle est arrosée par plu-
sieurs petites rivières dont les eaux sont ex-
cellentes. Il n'y a que la partie de l'est, con-
nue sous le nom de Grandterre, où il n'y a
point de rivière, mais l'eau de puits & de
citerne y est très bonne. Cette isle a un bon
port, qu'on appelle le cul-de-sac de la pointe
à pitre, dans lequel les navires se mettent en
sûreté dans la saison des ouragans. Lorsque
les Anglois l'ont prise dans la dernière guer-
re, ils ont trouvé le secret de faire entrer
dans ce port leurs plus gros vaisseaux de

guerre , chose qu'on n'avoit pas cru praticable jusqu'alors.

Cette isle a plusieurs rades dans la partie de l'ouest, dont la principale est celle de la Basse-terre, qui donne son nom à la capitale où est le gouvernement. On compte communément qu'elle contient cinq à six mille habitans blancs, & trente mille negres libres ou esclaves. Presque toutes les terres propres à être cultivées y ont été défrichées, mais en général les negres y manquent pour les mettre en valeur; sans quoi le produit de l'isle qu'on évalue au moins à douze millions, argent de France, seroit facilement porté à seize & peut-être à vingt millions année commune.

Les habitans de cette isle, dont le terrein produit du sucre, du café, du coton, du gingembre, du cacao, & des vivres en abondance, ont de tout tems fait un commerce clandestin très considérable, avec les Hollandois de saint-Eustache & les Anglois d'Antigua & des autres isles voisines. Celui que la France fait directement avec eux ne va pas au-delà de 10. à 12. navires: parce que la Martinique en absorbe la plus grande partie. On compte en effet, & avec raison, que plus de la moitié des marchandises, qui
passent

passent de la Martinique en France, provient du commerce de cette île avec celle de la Guadeloupe & de ses dépendances.

2°. La Desirade est une très petite île située à trois ou quatre lieues de la Guadeloupe dont elle est une dépendance, & dont elle suivra toujours le sort. Les Espagnols ne l'ont pas cru digne d'un établissement quoique son terrain soit assez bon, & si elle est de quelque avantage à la France, c'est qu'elle est l'attérage ordinaire des vaisseaux qui vont directement de France à la Guadeloupe.

3°. Les trois îles appelées saintes situées au sud-sud-est de la Guadeloupe, sont une dépendance naturelle de cette dernière, & portent de même à la Martinique la plus grande partie des productions qu'elles produisent, & elles en tirent celles qui leur sont nécessaires.

4°. Marie - Galante à six lieues de la Guadeloupe verse aussi ses productions à la Martinique. Le terrain en est fertile & l'air fort sain, & cette île est arrosée par deux rivières dont l'eau est très bonne.

5°. S. Martin qui a quinze ou seize lieues de tour n'a ni ports ni rivière, ni d'autre eau fraîche que celle qui vient de la pluie.

qu'on conserve dans des citernes. Les Espagnols, qui ont été les premiers habitans de cette île l'abandonnerent en 1648. après avoir détruit tout ce qui auroit pu servir à de nouveaux habitans. Ils transporterent les anciens à Porto-Ricco : ce qui n'empêcha pas quelques François & Hollandois de s'y établir & de signer un traité, par lequel ils partagerent l'île entre les deux nations, & se promirent de s'affister & de se secourir mutuellement en toute occasion. Ils vécurent dans cette intelligence jusqu'en 1666. que les François, après avoir chassé les Anglois de l'île de S. Christophe, y appellerent leurs compatriotes qui étoient à S. Martin, pour accroître leur nouvelle colonie comme meilleure & plus considérable : mais les Anglois y ayant repris le dessus, détruisirent presque tous ces nouveaux habitans, à la réserve d'un petit nombre qui se retira à S. Martin en 1698. Envain le gouvernement à l'occasion de la guerre crut devoir ordonner aux François qui étoient habitués à S. Martin, de quitter cette île & de passer dans les autres Colonies Américaines de leur nation, ils refusèrent d'obéir, & renouvelèrent leur traité avec les Hollandois, en s'obligeant par ser-

ment à forcer les corsaires des deux nations qui prendroient rade ou terre d'observer la plus exacte neutralité. On ne voit pas que cette isle fasse avec la France aucun commerce direct, elle paroît se borner à celui des isles voisines, aussi le gouvernement n'y a-t-il jamais envoyé commandant ni garnison.

6°. A quatre lieues de S. Martin est la petite isle de S. Barthelemi, qui n'a que sept à huit lieues de tour ; & dont le terrain montagneux est peu fertile, si l'on en excepte les parties qui sont sur le bord de la mer. On y cultive le tabac & quelque indigo, l'air y est assez bon quoique fort chaud, & il y a un très beau port, où les plus gros vaisseaux trouvent un excellent mouillage à l'abri de tous vents.

Les Espagnols en furent les premiers habitans & l'abandonnerent en 1648. ce qui mit M. de Poinci dans le cas de s'en emparer pour la France. Les Anglois s'en rendirent maîtres en 1689. & la restituerent par la paix de Riswick en 1698. Cette isle a un très bon port, & elle & St. Martin se trouvent au centre des possessions Angloises depuis Antigua au Sud-est, jusqu'aux Vierges dans l'Ouest.

7°. S. Lucie isle considerable restituée à la France par la dernière paix a trente lieues de tour, dont le terrain fertile produit du café, du coton & du bois de charpente que les habitans font passer à la Martinique, quoique les étrangers puissent y trafiquer librement comme dans une isle neutre.

Elle est arrosée par plusieurs belles rivières dont l'eau est excellente, elle a deux ports & trois belles rades. Le principal de ces ports est celui qu'on appelle le Petit Carénage, où est le plus beau bassin qu'il y ait dans toutes les isles du vent. Il contiendrait à l'aise 35. à 40, vaisseaux de ligne & 150. navires marchands à l'abri des ouragans les plus furieux. L'entrée de ce port est fort étroite & d'autant plus avantageuse que la Brise du Nord-est qui est continuelle, venant du dedans du port, fait qu'un vaisseau ne peut y entrer qu'en se touant. La rade cependant la plus fréquentée est celle du Gros-Islet, qui est grande, spacieuse, dont le mouillage est bon, & où se trouve le principal bourg du lieu.

La restitution qu'en ont fait les Anglois lors de la dernière paix doit étonner lorsqu'on considère que, non seulement ils pou-

voient y faire un arsenal imprenable & tel qu'il n'en ont aucun dans toutes les isles du vent de leur dépendance, mais qu'encore ils auroient considérablement gêné en toute occasion le commerce de la Martinique & de toutes les isles Françoises.

On voit par ce détail abrégé que le plus grand produit du Domaine d'Occident provient de la Martinique, où se versent presque toutes les marchandises des isles qui en font partie, aussi est ce dans cette isle que le fermier à la plus grande régie pour la perception des droits qui se paient en Amérique. Comme il a d'autres droits qui se paient en France, il est sujet à d'autres frais pour l'entretien des bureaux qu'il a dans les différens ports du royaume favoir.

B O R D E A U X.

Au directeur des fermes générales, chargé de celle du Domaine d'Occident.	500 L.
Au receveur particulier.	300
Au même pour ports de lettres.	100
Au contrôleur.	200
Evaluation des ports de lettres & paquets pour les isles de l'Amérique.	150
Registres & frais de bureau.	70
La remise des deniers à la caisse générale de Paris se fait à raison de 30 s. par sac de 9 L.	

De l'autre part frais de régie en France. . . 1320 L.

LA ROCHELLE

Au Directeur.	500 L.	} 2575
Au receveur.	500	
Au contrôleur.	400	
Au visiteur.	200	
Au contrôleur du visiteur.	200	
Au commis aux déclarations.	100	
Au commis du receveur.	200	
Au commis à la direction.	100	
Ports de lettres des receveur & Contrôleur.	225	}
Ports de lettres & paquets pour les isles.	150	
Les remises comme à Bourdeaux.		

N A N T E S.

Au directeur général chargé tant pour le bureau de Nantes que pour celui d'Ingrandes appointemens. & ports de lettres.	650 L.	} 2930
Au receveur appointemens & lettres.	550	
Au contrôleur.	200	
3. Commis ou gardes qui servent de contrôleurs aux gardes de la prévôté de Nantes & aux clercs qui n'ont aucun appointemens pour le domaine d'occident à raison de 400 L. chacun.	1200	
Au 1 ^{er} . contrôleur des clercs.	100	
Au second.	60	
Registres & papiers timbrés.	70	
Au Receveur pour les paquets qu'on envoie aux isles.	100	
Les frais de remise sont les mêmes qu'aux autres bureaux.		

6825 L.

SUR LE DOMAINE D'OCCIDENT. 135

De l'autre part frais de régie en France. . 6825 L.

P A I M B O E U F.

Le receveur des cinq grosses fermes a pour
appointemens 2 pCt de sa recette & le
contrôleur a la moitié.

I N G R A N D E S.

Au receveur avec les lettres. .	410 L.	} 610
Au contrôleur.	200	

R O U E N.

Au directeur ayant inspection sur les bureaux de Rouen, du Havre & de Dieppe.	500 L.	} 2415
Au receveur.	400	
Au contrôleur.	400	
Au visiteur.	150	
A un autre visiteur.	150	
Au peseur du principal poids.	200	
Au contrôleur au dit poids.	100	
Au 1 ^{er} . commis aux expéditions.	100	
Au second.	30	
Au peseur au poids de la chevre.	50	
Au contrôleur au dit poids.	50	
A l'huissier de bureau.	30	
Au marqueur.	25	
Au capitaine de la brigade.	30	
Registres & papiers timbrés.	60	
Au directeur pour ports de lettres.	100	
Au receveur pour ports de lettres.	40	
La remise de même qu'aux autres		

9,850 L.

136 MÉMOIRE INSTRUCTIF &c.

Ci-contre frais de régie en France. 9,850 L.

H A V R E.

Au receveur, & ports de lettres.	410 L.	} 610
Au contrôleur.	200	

D I E P P E.

Au receveur & ports de lettres.	310 L.	} 610
Au contrôleur.	200	
Au visiteur.	100	

H O N F L E U R.

Au receveur avec ports de lettres.	310	} 510
Au contrôleur.	200	

D U N Q U E R Q U E.

Au receveur pour appointemens & frais
6 d. par livre de sa recette.

S. M A L O.

Au receveur.	300	} 540
Au contrôleur.	200	
Frais de bureau.	30	
Registres & papier timbré.	10	

Total des frais de la régie en France. 12110 L.

DÉTAIL

DÉTAIL GÉNÉRAL

ET ABRÉGÉ DE

L'HÔTEL-ROYAL

DES

INVALIDES

A P A R I S.

J'AI laissé incertain dans le Chapitre VIII. N^o. 3. du détail général des revenus du Roi, si l'Hôtel-Royal des Invalides, ce monument éternel de la magnificence des Monarques François, avoit des revenus proportionnés aux dépenses qu'il exige; c'est pourquoi je vais exposer ses états de recette & de dépense, tels qu'ils sont & doivent être, année commune. Si je me borne à des calculs, c'est pour donner à mes lecteurs une idée plus claire & plus distincte de la façon dont ce somptueux établissement est gouverné, il y verra les moyens qui y entretiennent la splendeur & l'abondance, en y assurant la tranquillité & le bonheur des militaires qui y trouvent la récompense des services qu'ils ont rendus à l'Etat.

Tome XII.

A

CHAPITRE I.

Revenus de l'Hôtel Royal des Invalides.

ARTICLE I.

Revenus en Biens-fonds.

L'Hôtel Royal des Invalides jouit : 1. De deux cents vingt-six maisons, grandes & petites, situées aux environs ou au lieu dit le Gros-Cail-lou, attenant au dit Hôtel, affermées ensemble la somme de cent six mille livres. 106,000

2. De plusieurs jardins nommés Ma-raï, situés aux environs du dit Hôtel & au dit lieu du Gros-Caillou, affer-més ensemble douze mille quatre cents livres. 12,400

3. De huit cents trente arpens de ter-res labourables, prés & pâturages, si-tués aux environs du dit Hôtel, & dans les plaines de Grenelle, de Vaugirard & de Mont-rouge, produisant de ferme annuelle quatorze mille sept cents qua-rante livres. 14,740

4. Plusieurs autres biens de différente nature ; dans diverses provinces du ro-yaume, provenant de la sécularisation

 133,140

Ci-contre.

133,140

de plusieurs bénéfices ecclésiastiques, ou de confiscations faites au profit du monarque qui les a cédés au dit Hôtel; ces biens affermés ensemble, trois cents soixante mille six cents livres.

360,600

5. Quelques droits de pêches & de chasses dans différentes provinces du Royaume, qui joints à d'autres de péages, bacs & batteaux, sont affermés pour la somme de vingt quatre mille six cents vingt livres.

24,620

Total des revenus en Biens-fonds.

518,360

ARTICLE II.

Revenus provenant de la retenue sur tout le militaire, dont on excepte seulement la Marine & les Galeres.

Cette retenue est de trois deniers pour livre

1. Sur les appointemens des Officiers Généraux de l'armée; des Gouverneurs & Officiers de l'Etat-Major des provinces & des places, à l'exception des Gouvernemens des villes maritimes; des Gouverneurs des maisons royales; des Gouverneurs & Officiers de l'Etat-Major des châteaux de la Bastille, Vincennes, Pierre-en-Cize, & des Isles de Ste. Marguerite & de S. Honorat; ce qui monte

4 DÉTAIL GÉNÉRAL ET ABRÉGÉ

à la somme de quatre-vingt deux mille cent cinq livres. - - - - - 82,105

2. Sur la solde des troupes de la maison du Roi, y compris les gardes de la Porte & de la Prévôté de l'Hôtel: mais sans y comprendre la masse pour l'habillement de ces troupes, parce qu'elle est exempte de toute retenue; & cet article produit cent sept mille huit cents quatre-vingt douze livres. - - - - - 107,892

3. Sur la solde des troupes d'infanterie, cavalerie & dragons en général, & selon qu'elle est comprise dans l'état de l'extraordinaire des guerres, ce qui s'évalue, année commune, à cinq cents quarante mille trois cents dix sept livres. - - - - - 540,317

4. Sur les appointemens des Officiers & Employés dans l'artillerie, trois cents douze mille cent deux livres. - - - - - 312,102

5. Sur les appointemens des Officiers & Employés dans les fortifications, deux cents six mille cent dix livres. - - - - - 206,110

6. Sur les gratifications & indemnités militaires, soixante & dix mille sept cents cinquante livres. - - - - - 70,750

7. Sur les pensions attribuées aux ordres du St. Esprit, de St. Louis & du

1,319,276

DES INVALIDES. 5

Ci-contre. 1,319,276

Mérite-militaire, vingt deux mille cinq cents cinquante livres. 2, 550

8. Sur la partie des pensions militaires payées au trésor royal, vingt trois mille sept cents soixante dix livres, année commune. 23,770

9. Sur la solde de la compagnie de la prévôté générale des monnoies, des compagnies de maréchauffées, tant sur les parties à la charge du Roi, que sur celles que paient les villes & les provinces, ce qui monte à trente six mille huit livres. 36,008

Total de la Retenue sur le militaire. 1,401,604

Récapitulation des Revenus.

1. En fonds de terres. 518,360

2. En retenues sur le militaire. 1,401,604

Total des revenus des Invalides. 1,919,964

C H A P I T R E II.

Dépenses de l'Hôtel Royal des Invalides.

A R T I C L E I.

Régie des Biens-fonds & Entretien de l'Hôtel.

L'entretien & les réparations annuelles des maisons qui appartiennent à cet Hôtel, ensemble avec les frais & faux-frais que demande la conservation de ses biens, montent, année commune.

6 DÉTAIL GÉNÉRAL ET ABRÉGÉ

ne, le fort portant le foible, à la somme de trente quatre mille six cents livres. 34,600

Appointemens des Commis & Employés pour la régie & manutention des dits biens six mille livres. 6,000

Les fonds annuels destinés pour l'entretien de l'Hôtel Royal & des bâtimens qui en dépendent font de trois cents cinquante mille livres. 350,000
390,600

ARTICLE II.

Gouvernement Séculier.

Appointemens du Gouverneur. 12,000

Pour sa table. 8,000

Appointemens du Lieutenant de Roi. 4,000

Pour sa table. 2,000

Appointemens du Major. 2,400

Pour sa table. 1,200

Deux aides-Majors 1,200. chacun font. 2,400

Pour les tables des Aides-Majors 600, 1,200

Appointemens du Garçon-Major. 900

Pour sa table. 600

34,700

ARTICLE III.

Officiers de Plume.

Appointemens de l'Intendant. 12,000

Pour sa table. 6,000

18,000

DES INVALIDES. 7

Ci-contre.

	18,000
A l'inspecteur, qui est aussi contrôleur & commissaire aux revues. - -	6,000
Pour sa table. - - -	3,000
Deux trésoriers généraux de l'Hôtel, qui sont en charge & ont chacun 9,600 liv. ce qui fait. - -	19,200
Appointemens du secrétaire de l'Hôtel.	1,500
Au garde des archives. - -	1,200
Au sous-contrôleur. - - -	600
Au sous-inspecteur. - - -	600
Au prévôt & commissaire d'artillerie.	3,000
A six archers du prévôt 360 liv. chacun.	2,160
Au médecin. - - -	3,000
Au chirurgien-major. - - -	1,500
Au chirurgien aide-major. - -	600
A l'apothicaire. - - -	1,800
A douze chirurgiens servans 120 liv. chacun. - - - -	1,440
Deux apoticaire servans 120 liv. cha- cun. - - - -	240
Un capitaine des clefs. - -	144
Trois portiers à 72 liv. chacun. -	216
Aux deux secrétaires du Gouverneur 600 liv. chacun. - - -	1,200
Au secrétaire du Lieutenant de Roi.	500
Dix secrétaires attachés aux dix princi- paux Officiers de plume, à 400 liv. cha- cun. - - - -	4,000
	<hr/> 69,900

8 DÉTAIL GÉNÉRAL ET ABRÉGÉ

Ci-contre.

69,900

Douze autres secrétaires ou commis
pour le service des autres Offices de plu-
me à chacun 270 liv.

3,240

73,140

ARTICLE IV.

Gouvernement Ecclésiastique.

Au curé. 1,200

Au vicaire. 600

A dix prêtres desservans 300 liv. cha-
cun. 3,000

A dix clercs chacun 120. 1,200

A douze enfans de chœur à 60 liv.
chacun. 720

Une Supérieure des Sœurs-grises atta-
chées au service des infirmeries qui a 360

Vingt quatre sœurs grises pour le servi-
ce des malades , ayant chacune 90 liv.
pour leur entretien annuel. 2,160

9,240

ARTICLE V.

Domestiques & Serviteurs.

Au chef de cuisine. 1,200

A quatre cuisiniers 300 liv. chacun. 1,200

A huit aides-cuisiniers 150 liv. chacun. 1,200

A cent quatre-vingt deux hommes ser-

3,600

DES INVALIDES. 9

Ci-contre. 3,600

vans à la cuisine , aux tables des Offi-
ciers, à la lingerie, à la boulangerie &
aux autres endroits , 120 liv. chacun
pour habillemens & gages. 21,840
25,440

ARTICLE VI.

Officiers des troupes de l'Hôtel.

Cinquante cinq Capitaines à 72 liv. cha-
cun. 3,960

Quatre-vingt-deux Lieutenans à 36 li-
vres chacun, 2,952

Vingt sept Lieutenans des Compagnies
de l'Hôtel à 18 liv. chacun. 486

Au maître trompette. 1,500

A son aide. 600

A trente Cavaliers apprentifs-trompet-
tes chacun 72 liv. 2,160

Pensions des Officiers d'Invalides, les-
quelles se trouvent assignées sur les reve-
nus de cet Hôtel. 18,000
29,658

ARTICLE VII.

Dépenses des Tables.

On sent que ce qui sera établi dans cet ar-
ticle, ne peut l'être, comme dans les suivans,

10 DÉTAIL GÉNÉRAL ET ABRÉGÉ

que par évaluation , & année commune, le fort portant le foible.

1. L'entrepreneur général de la fourniture du pain, pour 676,000 rations destinées aux soldats & fervans de l'Hôtel à quatre sous la ration, reçoit par année cent trente huit mille quatre cents livres. - - - 138,400

2. Il a de plus trente six mille livres pour 144,000 rations de pain à 5 sols qu'il fournit aux Officiers de l'Hôtel. - 36,000

3. Enfin le même reçoit par année quinze mille huit cents quatre-vingt quatre livres, pour 90, 640 rations de pain fourni pour les Officiers inférieurs à raison de 4 f. 6 d. la ration. - - 15,884

4. L'entrepreneur du vin a la somme de quatre-vingt mille sept cents vingt livres, pour la quantité de 402,600 pintes de vin fournies aux Officiers & Soldats du dit Hôtel. - - - 80,720

5. Le boucher reçoit annuellement la somme de deux cents quatre-vingt mille quatre cents cinquante huit livres, pour la quantité de 885,666 livres de viande, bœuf, mouton & veau, fournies pour le service de l'Hotel à 6 f. 4. d. la livre. 280,458

6. Le pourvoyeur de l'Hôtel à la somme de quatre cents quinze mille livres

551,462

Ci - contre

551,462

pour le sel, poivre, huile, vinaigre & autres menues épiceries; fromage, beurre, chandelles, huile à brûler, œufs, ris, lait, poix, fèves, lentilles, & autres légumes; ainsi que pour la volaille & gibier qui se servent aux tables des Officiers dans les jours marqués par le roi; & pour le poisson de mer frais, sec & salé, celui d'eau douce & pour autres denrées suivant les états certifiés par l'intendant

415,000

7. L'entrepreneur du bois à brûler reçoit la somme de deux cents vingt mille livres, pour onze mille cordes de bois qu'il fournit aux cuisines de l'Hôtel, ou pour le chauffage des Officiers, Soldats, Employés & Servans à raison de 20 liv. la corde

220,000

8. Le même reçoit de plus, pour 800 voies de charbon, à 4 liv. 2 s. la voie, la somme de trois mille deux cents quatre-vingt livres

3,280
 1,189,742

ARTICLE VIII.

Linge de corps & de tables.

On paie à l'entrepreneur du linge de corps la somme de quarante huit mille huit cents soixante &

12 DÉTAIL GÉNÉRAL ET ABRÉGÉ

quinze livres pour chemises, cravattes, mouchoirs, coëffes-de-nuit & chaufsons des Officiers & des Soldats - - - - - 48,875

Dé plus pour le blanchissage du dit linge pendant le cours de l'année la somme de trente deux mille cinq cents dix sept livres, suivant les états certifiés par le Commissaire de l'Hôtel - - - - - 32,517

L'entrepreneur du linge de table reçoit de son côté la somme de vingt-deux mille cent livres pour napes & serviettes fournies, & pour le blanchissage pendant l'année - - - - - 22,100

Il touche de plus neuf mille quatre cents trente deux livres pour la fourniture & le blanchissage des draps de lit 9,432
112,924

A R T I C L E IX.

Frais d'habillement.

L'entreprise de l'habillement s'évalue, année commune, ainsi qu'il suit.

I. Pour l'habillement complet de deux cents vingt-huit Officiers, tant partie de ceux de l'Hôtel, que partie de ceux détachés : le dit habillement qui consiste en habit, veste & deux culottes pour deux années est porté à deux cents livres

pour chaque.Officier, faisant la somme de quarante-cinq mille six cents livres	-	45,600
2. Deux cents vingt-huit chapeaux à 20 liv. chaque, font deux mille deux cents quatre-vingts livres	-	2,280
3. Quatre-cents cinquante-six paires de bas à 6 liv. font deux mille sept-cents trente-six livres	- - -	2,736
4. Neuf-cents douze paires de souliers à 4 liv. 10 f. font quatre mille cent quatre livres	- - -	4,104
5. Quatre cents cinquante six paires de guêtres à 3 liv. font mille trois cents soixante huit livres	- -	1,368
6. Menues fournitures faites aux Officiers, comme poudre à poudrer, essence, boutons, boucles &c. estimées à deux-cents seize livres	- -	216
7. L'habillement complet de 6,200 Soldats, partie à l'Hôtel, partie en détachement, pour deux ans, payé à raison de 72 liv. chaque, coute quatre cents quarante six mille quatre cents livres		446,400
8. Six mille deux-cents chapeaux à 3 liv. font dix huit mille six-cents livres		18,600
9. Douze mille quatre-cents paires de bas à 2 liv. 10 f. font trente-un mille livres		31,000
		<hr/> 552,304

14 DÉTAIL GÉNÉRAL ET ABRÉGÉ

<i>Ci- contre</i>	552,304
10. Douze mille quatre cents paires de fouliers à 3 liv. font trente sept mille deux-cents livres	37,200
11. Six mille deux-cents paires de guê- tres à 20 f.	6,200
12. Menues fournitures aux Soldats	300
	<hr/> 596,004

A R T I C L E X.

Dépenses diverses.

1. Au curé de l'église, pour hosties, vin de messes & entretien d'ornemens	1,000
2. A l'épicier chargé de la fourniture de la cire pour l'église	600
3. A l'apothicaire major pour drogues qu'il doit annuellement placer à l'infirmerie	6,420
4. A l'entrepreneur des poudres de l'ar- senal de Paris, pour la poudre à canon qu'il fournit au magasin de l'Hôtel	600
5. Achat de meubles & raccomodage des anciens	36,140
6. Raccomodage de chaises & bancs	62
7. Journées d'ouvriers employés à rac- commoder les ustenciles de l'Hôtel	2,895
8. Achat de batteries de cuisine, leur entretien & autres choses nécessaires	2,500
9. Achat de vaisselle d'étain & refonte de l'ancien	300
10. Achat de potteries de toutes natures	380
	<hr/> 50,897

ARTICLE XI.

Récapitulation des Dépenses.

1. Régie des Biens fonds & entretien de l'Hôtel	390,600
2. Gouvernement séculier de l'Hôtel	34,700
3. Officiers de plume	73,140
4. Gouvernement ecclésiastique	9,240
5. Domestiques & Serviteurs	25,440
6. Officiers des troupes de l'Hôtel	29,658
7. Dépenses des tables	1,189,742
8. Linge de corps & de tables	112,924
9. Frais d'habillement	596,004
10. Dépenses diverses	50,897
Total des dépenses année commune	2,512,345

B A L A N C E.

Les dépenses montent ici à celle de 2,512,345

Les revenus de l'Hôtel Royal des Invalides sont portés ci-dessus à la somme de 1,919,964

Il suit donc qu'année commune la dépense excède la recette de 592,381

Dont le roi fait fond dans l'état de ses dépenses, sous le titre de supplément accordé à l'Hôtel Royal des Invalides.

On remarquera que ce supplément doit même annuellement monter plus haut, parce que,

dans les états donnés ci-dessus, je ne comprends pas les frais qu'occasionent nombre d'Employés nécessaires pour les différentes directions. Ils sont à la vérité payés par les entrepreneurs : mais l'Hôtel fournit la table à chacun d'eux selon son grade, ainsi qu'à tous les Officiers, employés ou domestiques dénommés ci-dessus, sans spécification de supplément d'honoraires pour la table.

D E S

MARÉCHAUSSEES DE FRANCE.

ON comprendroit difficilement ce qui est dit, dans le détail général des finances de France *art. 2. chap. VI.* sur les dépenses que les Maréchaussées occasionnent au roi, si je n'en donnois ici un détail, qui fera voir que ce prince en partage le fardeau avec les provinces de son royaume. L'idée d'ailleurs que cela donnera au lecteur de la manière dont est distribué ce corps nombreux, lui fera voir avec quelle sage économie, la France, sans peine & sans embarras, pourvoit efficacement à la sûreté publique dans toutes les parties de ses Etats.

I.

*Compagnie Colonelle des Maréchaussées
ou la Connétablie.*

Le Prevôt général, qui a rang de premier colonel de la cavalerie légère, & titre de Prevôt général des camps & armées du roi, a d'appointemens annuels - - - - - 3,600

Les deux premiers Lieutenants 1800
chacun - - - - - 3,600

Le troisieme Lieutenant a - - - - - 1,600

Les deux premiers Exemts 1400 chacun 2,800

Les troisieme & quatrieme 1200 chacun 2,400

Deux Brigadiers & 4 Sous-Brigadiers
1116 chacun - - - - - 6,696

Quarante quatre Gardes 1080 chacun 47,520

Le Commissaire à la suite - - - - - 2,400

Son Contrôleur - - - - - 1,580

Le Procureur pour le roi - - - - - 1,580

Le Greffier - - - - - 1,200

74,976

Cette compagnie est payée par les trésoriers de l'ordinaire des guerres, sur les fonds faits pour la solde de la Gendarmerie: & au moyen de la solde ci-dessus, les Officiers, Brigadiers, Gardes & autres sont obligés de se monter à leurs dépens, de nourrir leurs chevaux & de se fournir leur habillement uniforme.

2.

Compagnie de l'Isle de France.

Au Prevôt général commandant	-	3,600
Au premier Lieutenant inspecteur		2,400
Au second & troisieme 1800 chacun		3,600
Au quatrieme & cinquieme 1600 chacun		3,200
Au Guidon	- - -	1,200
A neuf Exemts 1440 chacun	-	12,960
46 Cavaliers compris deux Trompettes		
1080 chacun	- - -	49,680
Au Commissaire à la suite	-	2,400
A son Contrôleur	- -	1,200
Au Procureur du Roi	- -	1,500
Au Greffier	- - -	1,200
		<hr/> 82,940

Les Officiers , Brigadiers & autres sont de même tenus sur cette paie, de l'achat, du remplacement ainsi que de la nourriture de leurs chevaux , & de se fournir un uniforme de deux ans : ce qui étant presque généralement l'usage dans toutes les Compagnies de Maréchaussées, je me contenterai de faire remarquer celles qui en obtiennent l'exemption ou le soulagement.

3.

Compagnie de la Généralité de Paris.

Au Prevôt général qui réside à Melun	2,400
Au premier Lieutenant - - -	1,200
A sept autres Lieutenants 1152 chacun	8,064
Vingt quatre Exemts à 1080 chacun	25,920
Douze Brigadiers à 1008 chacun	12,096
Six Sous-Brigadiers à 936 chacun	5,616
Cent quarante cinq Cavaliers, y compris le Trompette à 900 liv. chacun	<u>130,500</u>
	185,796

4.

*Compagnie de la Généralité de Picardie
& Artois.*

Au Prevôt général à Amiens	1,800
A trois Lieutenans 1080 chacun	3,240
A six Exemts mille livres chaque	6,000
A six Brigadiers 900 chacun	5,400
A cinq sous Brigadiers 800 chacun	4,000
A 69 Gardes y compris le Trompette	
720 chacun	<u>49,680</u>
	70,120

Cette folde n'est point à la folde du roi : mais la partie qui concerne la Picardie se prend sur les revenus particuliers de l'Hôtel de ville d'Amiens ; & celle qui regarde l'Artois est à la charge des Etats de la Province.

5.

Compagnie de la Généralité de Soissons.

Au Prevôt général à Soissons	-	1,800
A trois Lieutenans mille livres chacun		3,000
A huit Exemts 900 chacun	-	7,200
A trois Brigadiers & 6 Sous-Brigadiers		
800 chacun	- - -	7,200
A 57 Cavaliers y compris le Trom-		
pette 720 chacun	- -	<u>41,040</u>
		60,240

6.

Compagnie de la Généralité de Champagne.

Au Prevôt général à Châlons	-	1,800
A quatre Lieutenans mille livres chacun		4,000
A vingt deux Exempts 900 chacun		19,800
A 9 Brigadiers & 11 Sous-Brigadiers		
800 chacun	- - -	16,000
A 137 Cavaliers y compris le Trom-		
pette à 720 chacun	- -	<u>98,640</u>
		140,240

7.

Compagnie de la Généralité d'Orléans.

Au Prevôt général à Orléans	-	1,800
A cinq Lieutenans 1000 chacun	-	5,000
A sept Exemts 900 chacun	-	6,300
A 8 Brigadiers & 11 Sous-Brigadiers		
800 chacun	- - -	15,200
A 105 Cavaliers 720 chacun	-	<u>75,600</u>
		103,900

8.

Compagnie d'Anjou, Touraine & le Maine.

Au Prevôt général à Angers	-	1,800
A cinq Lieutenans 900 chacun	-	4,500
A douze Exemts 800 chacun	-	9,600
A 13 Brigadiers & 13 Sous-Brigadiers		
650 chacun	- - -	16,900
A 161 Cavaliers y compris le Trom-		
pette 540 chacun	- - -	86,940
		<hr/> 119,740

N. B. Dans ces Provinces, les Officiers, Cavaliers & Trompette ont le fourage & le logement aux dépens des villes de la Généralité.

9.

Compagnie de la Généralité de Berri.

Au Prevôt général à Bourges	-	1,800
A trois Lieutenans 900 chacun	-	2,700
A quatre Exemts 800 chacun	-	3,200
A 7 Brigadiers, 8 Sous-Brigadiers 650		
chacun	- - -	9,750
A 77 Cavaliers compris le Trompette		
540 chacun	- - -	41,580
		<hr/> 59,030

N. B. La Compagnie jouit des mêmes avantages que celle de Tours; ce qui est également commun aux six Compagnies suivantes.

10.

Compagnie de la Généralité du Bourbonnois.

Au Prevôt général à Moulins	-	1,800
Trois Lieutenans 900 chacun	-	2,700
Cinq Exempts 800 chacun	-	4,000
Six Brigadiers, 8 Sous-Brigadiers 650 chacun	- - -	9,100
173 Cavaliers compris le Trompette 540 chacun	- - -	<u>93,420</u>
		111,020

11.

Compagnie de la Généralité du Poitou.

Prevôt général à Poitiers	-	1,800
4 Lieutenans 900 chacun	-	3,600
6 Exempts 800 chacun	- -	4,800
6 Brigadiers, 10 Sous-Brigadiers 650 chacun	- - -	10,400
89 Cavaliers 600 chacun	-	<u>53,400</u>
		74,000

NB. La solde de cette Compagnie est payée par la province, sur la seconde moitié des revenus des villes & communautés, dont la première appartenante au roi est comprise dans le bail des fermes générales.

12.

Compagnie de la Généralité du Limousin.

Prevôt général à Limoges	-	1,800
3 Lieutenans 900 chacun	-	2,700
11 Exemts 800 chacun	-	8,800
8 Brigadiers , 7 Sous-Brigadiers	650	
chacun	-	9,750
85 Cavaliers à 540 chacun	-	45,900
		<u>68,950</u>

13.

Compagnie de la Généralité d'Auvergne.

Prevôt général à Clermont	-	1,800
2 Lieutenans chacun 900	-	1,800
8 Exemts chacun 720	-	5,760
5 Brigadiers , 4 Sous-Brigadiers	cha-	
cun 600	-	5,400
69 Cavaliers à 540 chacun	-	37,260
		<u>52,020</u>

14.

Compagnie de la Généralité du Lyonnais.

Prevôt général à Lyon	-	2,400
3 Lieutenans 1200 chacun	-	3,600
3 Exemts 900 chacun	-	2,700
5 Brigadiers , 7 Sous-Brigadiers	800	
chacun	-	9,600
61 Cavaliers 720 chacun	-	43,920
		<u>62,220</u>

N. B. Cette folde est à la charge de la ville de Lyon; mais le fourage & le logement sont comme à Tours fournis par les villes de la Généralité.

15.

Compagnie du Pays d'Aunis.

Prevôt général à la Rochelle	-	2,000
2 Lieutenans chacun 1000	-	2,000
3 Exemts chacun 800	-	2,400
4 Brigadiers, 5 Sous-Brigadiers chacun 640	-	5,760
49 Cavaliers & Trompette 560 chacun		<u>27,440</u>
		39,600

N. B. Les villes de la Rochelle & de Xaintes paient cette Compagnie.

16.

Compagnie de la Généralité de Rouen.

Prevôt général à Rouen	-	3,000
3 Lieutenans chacun 1200	-	3,600
6 Exempts chacun 1000	-	6,000
6 Brigadiers, 8 Sous-Brigadiers chacun 756	-	10,584
81 Cavaliers & Trompette à 720 chacun		<u>58,320</u>
		81,504

N. B. La folde de cette Compagnie est à la charge de la ville de Rouen; & les Officiers

& Cavaliers font obligés de nourrir leurs chevaux & de se fournir d'uniforme.

17.

Compagnie de la Généralité de Caën.

Prevôt général	-	-	3,000
3 Lieutenans 1200 liv. chacun	-	-	3,600
4 Exemts à 1000 chacun	-	-	4,000
5 Brigadiers, 4 Sous-Brigadiers	756		
chacun	-	-	6,804
49 Cavaliers & Trompette à 720 chaque			<u>35,280</u>
			52,684

N.B. Cette folde payée par la ville de Caën, foumet les Officiers & Cavaliers à s'habiller uniformément & à la nourriture de leurs chevaux.

18.

Compagnie de la Généralité d'Alençon.

Prevôt général d'Alençon.	-	-	3,000
2 Lieutenans 1200 chacun	-	-	2,400
6 Exemts 1000 chacun	-	-	6,000
3 Brigadiers, 6 Sous-Brigadiers	756		
chacun	-	-	6,804
57 Cavaliers & Trompette 720 chacun			<u>41,040</u>
			59,244

N.B. Les Officiers & Cavaliers, tenus aux mêmes charges que ceux des Compagnies de

26 DES MARECHAUSSEES

Rouen & de Caën, reçoivent leur solde sur les revenus de la ville d'Alençon.

19.

Compagnie de la Généralité de Guyenne.

Prevôt général à Bordeaux	-	2,100
4 Lieutenans 1000 chacun	-	4,000
7 Exemts 800 chacun	-	5,600
8 Brigadiers , 8 Sous-Brigadiers 756 chacun	-	12,096
77 Cavaliers & Trompette 720 chacun		<u>55,440</u>
		79,236

N.B. La ville de Bordeaux fournit seule à la solde de la Compagnie, qui reçoit le fourage & le logement de toutes les villes de la Généralité.

20.

Compagnie de la Généralité du Querci.

Prevôt général à Montauban	-	2,000
3 Lieutenans 1000 chacun	-	3,000
7 Exemts 800 chacun	-	5,600
5 Brigadiers , 6 Sous-Brigadiers 720 chacun	-	7,920
61 Cavaliers ou Trompette 600 chacun		<u>36,600</u>
		55,120

N.B. Montauban paie la Compagnie, & les villes de la Généralité fournissent logement & fourage.

21.

Compagnie de la Généralité du Dauphiné.

Prevôt général à Grenoble	-	3,000
3 Lieutenans 1000 chacun	-	3,000
5 Exempts 800 chacun	-	4,000
3 Brigadiers , 7 Sous-Brigadiers 700 chacun	-	7,000
61 Cavaliers ou Trompette 600 chacun		<u>36,600</u>
		53,600

N.B. Les villes du Dauphiné portent en commun, la folde, le fourage & le logement de cette Compagnie.

22.

Généralité de Bourgogne.

Prevôt général à Dijon	-	2,400
9 Prevôts particuliers 1000 chacun		9,000
10 Lieutenans chacun 1200	-	12,000
17 Brigadiers 950 chacun	-	16,150
17 Sous-Brigadiers 900 chacun	-	15,300
107. Cavaliers & Trompette 800 chacun		<u>85,600</u>
		140,450

N.B. Moyennant cette paie les Officiers & Cavaliers se fournissent de tout pour eux & leurs chevaux, & ils reçoivent leur folde des Etats de la Généralité.

23.

Compagnie de la Généralité de Béarn.

Prevôt général à Pau	-	-	1,800
4 Lieutenans chacun 1080	-	-	4,320
3 Exemts chacun 1000	-	-	3,000
5 Brigadiers, 10 Sous-Brigadiers 900 chacun	-	-	13,500
73 Cavaliers & Trompette 720 chaque			<u>52,560</u>
			75,180

N. B. Cette Compagnie sert pour les provinces d'Auch & de Béarn, & n'est à la charge du roi, que pour la partie qui regarde la Généralité d'Auch pays d'élection; car les Etats de Pau, nommés vulgairement les Etats de la Basse-Navarre, fournissent à la solde des Officiers & Cavaliers servans dans le Béarn.

24.

Compagnie de la Généralité de Provence.

Prevôt général à Aix	-	-	2,400
3 Lieutenans 1200 chacun	-	-	3,600
3 Exemts 1000 chacun	-	-	3,000
4 Brigadiers 900 chacun	-	-	3,600
9 Sous-Brigadiers 850 chacun	-	-	7,650
61 Cavaliers & Trompette à 800 chacun			<u>48,800</u>
			69,050

N. B. La province paie la folde , & ceux qui la reçoivent doivent pourvoir à la nourriture de leurs chevaux & à leur habillement uniforme.

25.

Compagnie de la Généralité de Rouffillon.

Prévôt général à Perpignan.	2,400
2. Lieutenans chacun 1200.	2,400
2. Exemts chacun 1000.	2,000
4. Brigadiers 2 Sous-Brigadiers chacun 800.	4,800
25 Cavaliers & Trompette 720 chacun	18,000
	<u>29,600</u>

N. B. La folde est à la charge de la province, & le reste à celle de l'Officier ou Cavalier: ce qui se pratique de même dans les Généralités qui vont suivre.

26.

Compagnie de la Généralité de Bretagne.

Prévôt général à Rennes.	2,400
4 Lieutenans 1200 chacun.	4,800
9 Exemts 1000 chacun.	9,000
9 Brigadiers 950 chacun.	8,550
12 Sous-Brigadiers. 900 chacun.	10,800
117 Cavaliers & Trompette 800 chacun	93,600
	<u>129,150</u>

27.

Compagnie de la Généralité de Languedoc.

Prevôt général à Montpellier.	2,400
4 Lieutenans 1200 chacun.	4,800
9 Exemts 1000 chacun.	9,000
8 Brigadiers 16 Sous-Brigadiers 900 chacun.	21,600
133 Cavaliers & Trompette 800 cha- cun.	106,400
	<u>144,200</u>

28.

Compagnie des Trois-Evêchés.

Prevôt général à Metz.	2,400
2 Lieutenans chacun 1200.	2,400
9 Exemts chacun 800.	7,200
4 Brigadiers chacun 750.	3,000
5 Sous-Brigadiers chacun 700.	3,500
57 Cavaliers & Trompette chacun 682.	38,874
	<u>57,374</u>

29.

Compagnie de Flandres & Artois.

Prevôt général à Lille.	3,000
3 Lieutenans 1500 chacun.	4,500
9 Exemts 900 chacun.	8,100
	<u>15,600</u>

D E F R A N C E.

31

Ci-contre.

15,600

4 Brigadiers & 6 Sous-Brigadiers 800	
chacun.	8,000
53 Cavaliers & Trompette 520 chacun.	38,160
	<u>61,760</u>

30.

Compagnie de la Généralité du Hainault.

Prevôt général à Valenciennes.	3,000
Le Lieutenant.	1,500
3 Exemts chacun 900.	2,700
4 Brigadiers 2 Sous-Brigadiers 800 cha-	
cun.	4,800
27 Cavaliers & Trompette 720 chacun.	19,440
	<u>31,440</u>

31.

Compagnie de la Généralité d'Alsace.

Prevôt général à Strasbourg.	3,000
2 Lieutenans chacun 1500.	3,000
3 Exemts chacun 1000.	3,000
3 Brigadiers 3 Sous-Brigadiers 750 cha-	
cun.	4,500
17 Cavaliers & Trompette à 720 cha-	
cun.	12,240
	<u>25,740</u>

32.

Compagnie de la Généralité de Franche-Comté.

Prevôt général à Besançon.	3,000
	<u>3,000</u>

32 DES MARÉCHAUSSÉES

<i>Ci-contre.</i>			3,000
3	Lieutenans chacun 1500.	-	4,500
5	Exemts chacun 900.	-	4,500
4	Brigadiers 4 Sous-Brigadiers chacun 800.	-	6,400
53	Cavaliers & Trompette 720 cha-		
cun.	-	-	38,160
			<hr/> 56,560

33.

Compagnie de Lorraine & Barrois.

Prévôt général à Nanci			3,000
4	Lieutenans chacun 1200.	-	4,800
21	Exemts chacun 1000.	-	21,000
16	Brigadiers chacun 900.	-	14,400
11	Sous-Brigadiers chacun 800.	-	8,800
112	Cavaliers & Trompette à 720 cha-		
cun.	-	-	80,640
			<hr/> 132,640

N. B. Cette compagnie differe des autres, en ce qu'elle a à sa suite 4 Affesseurs, 4 Procureurs du Roi & 4 Greffiers, lorsque les autres n'en ont qu'un; qui tous sont pris des juridictions du pays, & n'ont d'autres appointemens que les émolumens casuels qu'ils partagent au marc la livre avec les Prevôt, Lieutenans & Exemts, selon le tarif que j'en donnerai ci-après.

34. *Bri-*

34.

Brigade particuliere de Versailles.

Le Lieutenant.	-	-	1,200
Le premier Exemt.	-	-	900
Le second.	-	-	800
Le troisieme.	-	-	600
12 Cavaliers à 360 chacun.	-	-	4,320
Le Roi est chargé envers les Officiers & Cavaliers, de les monter, de fournir le fourage sans retenue & de donner un uniforme complet de deux ans; ce qui, ainsi que la solde, est payé par les trésoriers généraux de la Maison du Roi, & monte à treize mille cent quatre-vingts livres.			
			<u>13,180</u>
			21,000

35.

Compagnie de la Prevôté générale des Monnoies.

Le Prévôt général.	-	6,000
Le premier Lieutenant.	-	3,000
Le second.	-	2,400
Le troisieme.	-	1,800
L'Affesseur.	-	1,200
10 Exemts mille livres chacun.		10,000
8 Brigadiers à 936 chacun.	-	7,488
8 Sous-Brigadiers à 918 chacun.		<u>7,344</u>
		39,232

<i>Ci-contre.</i>	39,232
72 Gardes compris un Timbalier & deux Trompettes à 900 chacun.	64,800
Au commissaire aux revues.	1,200
Au Procureur du Roi.	600
Au Greffier.	300
	<hr/> 106,132

Cette folde , sur laquelle les Officiers & Cavaliers doivent s'habiller , se monter & nourrir leurs chevaux , est remise aux trésoriers généraux des maréchaussées , par le directeur général des Monnoies du Royaume , sur le produit du bénéfice des Monnoies , qui en déduit le montant dans l'état des dépenses du Roi sur le dit produit.

OBSERVATIONS.

L'édit du 17 Septembre 1769 donne le rang de Lieutenant-Colonel au Prevôt général, celui de Capitaine aux Lieutenans , & celui de Lieutenans de Cavalerie aux Exemts de chaque Compagnie des Maréchaussées de France, qui ont quatre Inspecteurs généraux avec rang de Mestres-de-Camp.

Il y a dans chaque compagnie un Assesseur, un Lieutenant-prevôtal , un Procureur du Roi & un Greffier, qui sont Officiers de

justice, par commission du premier Maréchal de France. Ils n'ont, ainsi que je l'ai dit plus haut, que les émolumens casuels qui naissent de l'exercice de leurs charges, & qui consistent dans les droits de greffes pour affaires criminelles portées au tribunal du Prevôt général, dans les amendes, confiscations, captures des brigands, dépouilles de l'or & argent monnoyé & effets trouvés sur ces fortes de gens, dont le partage se fait ainsi qu'il suit à raison de 20 f.

Au premier Maréchal de France.	2 fols
Au Rapporteur du point d'honneur.	o 6 d.
Au Secrétaire général des Maréchaux de France.	o 6
Au Prevôt général.	2
Au Lieutenant du district.	1
Aux Exempts.	o 6
Aux Brigadiers & Sous-Brigadiers.	o 6
Aux Cavaliers.	2
Aux Trompettes pour la dorure de leur habillement uniforme & l'équipage de leurs chevaux.	1
A l'Assesseur.	2
Au Procureur du Roi.	2
Au greffier.	2
Pour les frais des procès criminels.	4
	<hr/> 20 f.

Le produit total de ces émolumens forme une masse dans chaque greffe, dont au commencement de chaque année on envoie l'état au premier Maréchal de France, qui en ordonne la répartition, conformément au tarif ci - derriere.

Les Maréchaussées de France ont leurs trésoriers généraux & particuliers à la charge du Roi, qui leur fait les appointemens suivans.

Deux trésoriers généraux	6,400	cha-	
cun.	-	-	12,800
Trésorier particulier de Picardie & Ar-			
tois.	-	-	410
De Soissons.	-	-	300
De Champagne.	-	-	380
D'Orléans.	-	-	460
D'Anjou, Touraine & Maine.	-	-	450
De Berri.	-	-	290
Du Bourbonnois.	-	-	360
Du Poitou.	-	-	310
Du Limoufin.	-	-	340
D'Auvergne.	-	-	410
Du Lyonnois.	-	-	580
Du Pays d'Aunis.	-	-	230
De Rouen.	-	-	400
De Caën.	-	-	350
D'Alençon.	-	-	350
			<hr/> 18,420

<i>Ci - contre.</i>	18,420
De la Guienne.	500
Du Querci.	600
De Dauphiné.	410
De Bourgogne.	600
De Provence.	400
De Rouffillon.	310
De Bretagne.	600
De Béarn.	300
De Languedoc.	600
Des Trois-Evêchés.	450
De Flandre & Artois.	320
Du Hainault.	300
D'Alsace.	400
De Franche - Comté.	550
	<hr/> 24,760

La compagnie des Gardes de la Connétablie est payée par les trésoriers de l'ordinaire des guerres, sur les fonds faits pour la solde de la Gendarmerie.

La brigade de Versailles est payée par les trésoriers généraux de la Maison du Roi, sur les fonds destinés à fournir aux dépenses des Maisons du Roi.

La Compagnie de la prévôté Générale des Monnoies est payée par le Directeur Général des Monnoies du Royaume.

Toutes les compagnies de Maréchaussées sont militaires; & dans un besoin pressant, le Roi s'en serviroit dans ses armées: aussi plusieurs Officiers ont-ils des pensions sur le trésor royal, & les Cavaliers obtiennent-ils les Invalides après 20 ans de service.

Ces Compagnies ont été établies sous le regne d'Henri III. pour la police, le bon ordre & la sûreté des grands chemins.

En 1716. M. le Duc d'Orléans régent doubla le nombre des Maréchaussées du Royaume.

- En 1724. le Duc de Bourbon, qui étoit principal Ministre en France, fit une réforme dans quelques-unes: mais en 1769. Louis XV. a donné une ordonnance, qui en confirmant tous les privileges dont ce corps avoit antérieurement joui, accorde aux principaux Officiers les rangs militaires dont j'ai parlé au commencement de ces observations, y établit la distribution que l'on vient de voir, & qui fait monter actuellement la Maréchaussée à 3550 hommes, y compris les Officiers supérieurs & subalternes & la Compagnie de la prévôté générale des Monnoies.



Récapitulation de la Solde de ce corps.

Compagnies.	A la charge du Roi.	A la charge des Provinces.
La Conétablie. - -	74,976	
Ile de France. - -	82,940	
Paris. - -	185,696	
Picardie & Artois. - -	-	- 70,120
Soissons. - -	60,240	
Champagne. - -	139,440	
Orléannois. - -	103,900	
Anjou, Touraine & Maine.	119,740	
Berri. - -	59,030	
Bourbonnois. - -	111,020	
Poitou. - -	-	- 74,000
Limoufin. - -	68,950	
Auvergne. - -	52,020	
Lyonnois. - -	-	- 62,220
Pays d'Aunis. - -	-	- 39,600
Rouen. - -	-	- 81,504
Caën. - -	-	- 51,684
Alençon. - -	-	- 58,244
Guienne. - -	-	- 79,236
Querci. - -	-	- 56,120
Dauphiné. - -	-	- 53,600
Bourgogne. - -	-	- 140,450
Béarn. - -	30,100	- 45,080
Provence. - -	-	- 69,050
Rouffillon. - -	-	- 29,600
Bretagne. - -	-	- 129,150
C 4	1,088,052	1,039,658

40 DES MARÉCHAUSSÉES DE FRANCE.

Compagnies.	A la charge du Roi.	A celle des Provinces.
<i>Ci-contre</i>	1,088,052	1,039,658
Languedoc.	-	144,200
Trois-Evêchés.	-	- 57,374
Flandre & Artois.	-	- 61,760
Hainault.	-	- 31,440
Alsace.	-	- 25,740
Franche-Comté.	-	- 56,760
Lorraine & Barrois.	-	132,640
Brigade de Versailles	21,000	
Prevôté générale des monnoies.	105,132	
Gages des Trésoriers.	24,760	
Diverses compagnies d'Ar- chers à pied dans les villes d'Orléans, Tours, Rheims, Troies & autres.	82,200	
Autres dans celles de Dijon, Rennes, Aix, Toulouse, Lyon & autres.		106,300
Total.	1,321,144	1,655,872
A la charge du Roi.		1,321,144
A la charge des villes ou Provinces.		1,655,872
		2,977,016

On remarquera, avant que de terminer cet article, que le 27 Décembre 1769 le Roi a créé une compagnie de maréchaussée pour l'Isle de Corse, & l'a composée d'un Prevôt général, 3 Lieutenans, 8 Exemts, 3 Brigadiers, 3 Sous-Brigadiers, 47 Cavaliers & un Trompette.

ETAT GÉNÉRAL

*Et abrégé des Troupes de Terre que la France
a sur pied dans la présente année 1772.*

CHAPITRE I.

Des Officiers généraux.

IL N'Y A jamais eu de monarchie , qui ait eu un corps d'Officiers Généraux plus nombreux, que celui qui se trouve actuellement en France. Il est composé de

Maréchaux de France.	12
Lieutenans-Généraux.	201
Maréchaux-de-Camp.	419
Brigadiers-d'Infanterie.	295
Brigadiers-de-Cavalerie.	162
Brigadiers-de-Dragons.	35
Inspecteurs - Généraux des trois Corps.	31
Maréchaux - Généraux des Camps & Armées.	3
Et Commissaires des guerres qui sont employés.	212
Ce qui forme un total de	1370

CHAPITRE II.

Troupes de la Maison du Roi.

ARTICLE I.

Infanterie.

1. Le régiment des Gardes Françoises, composé

fé de six bataillons, formant trente trois compagnies, dont trois de grenadiers & trente de fusiliers, qui les unes & les autres font de cent dix hommes chacune, conformément à l'ordonnance du 19 Janvier 1764: ce qui forme un corps de 3630 Soldats commandés par 86 Officiers, auxquels le Roi a accordé 16 musiciens, formant donc en totalité.

Hommes.

3,762

2. Le régiment des Gardes Suisses de quatre bataillons, qui ont chacun quatre Compagnies, dont une de Grenadiers & trois de Fusiliers, ces dernières de 115 Hommes & les premières de 56 seulement, ce qui avec son Etat-Major forme un corps de - 2,389

3. La compagnie des Cent-Suisses, qui outre son complet a 13 vétérans 15 Officiers & 4 fourriers. - - 137

4. La Compagnie des 50 Gardes de la Porte commandée par cinq Officiers. 55

5. La Compagnie du Prevôt de l'Hôtel, formée de 19 Officiers 1 Maréchal des Logis & 88 Gardes. - - 108

6,451

ARTICLE II.

Cavalerie.

1. Quatre Compagnies des Gardes du corps, chacune de deux Escadrons de 336 Hommes,

commandés par 22 Officiers supérieurs, 12 Brigadiers, 12 Sous-Brigadiers & un Fourrier, ayant de plus six Trompettes & un Timbalier, ce qui porte les Compagnies à 389: ainsi les quatre avec six Officiers de l'Etat-Major montent à 1,563

2. La Compagnie des Gendarmes de la Garde, qui est de 210 Maîtres, aux ordres de onze Officiers supérieurs & de 8 Maréchaux de Logis. 229

3. La Compagnie des Chevaux-légers de la Garde composée de 200 Maîtres, outre 25 furnuméraires qui ont paie, tous commandés par dix Officiers supérieurs & dix Maréchaux de Logis. 245

4. Dix Compagnies de Gendarmerie qui à l'armée servent pour la garde extérieure du Roi. Chacune est composée de 96 Gens-d'armes avec quatre Officiers supérieurs, six Maréchaux de Logis, trois Brigadiers, trois Sous-Brigadiers, un porte étendart, 3 Fourriers & 3 Trompettes, ainsi les Compagnies étant de 119 Hommes, les dix avec 15 Officiers d'Etat-Major font

1,205
3,241

ARTICLE III.

Dragons.

1. Deux Compagnies de Mousquetaires de 200

jeunes gentils-hommes chacune, commandés par sept Officiers & dix Maréchaux de logis avec un Porte-étendart, ayant en outre 6 tambours & 4 haut-bois: ainsi les deux compagnies forment un corps choisi de - 458

2. La Compagnie des Grenadiers à cheval de cent cinquante hommes & onze Officiers faisant, -

161

619

A R T I C L E IV.

Récapitulation de la Maison du Roi.

Infanterie.	-	-	6,451
Cavalerie.	-	-	3,241
Dragons.	-	-	619
Total des troupes de la Maison du Roi.	10,311		

C H A P I T R E III.

Troupes de Campagne.

A R T I C L E I.

Infanterie.

I. Dix-neuf régimens d'Infanterie Françoisse, tous composés de quatre Bataillons, à huit Compagnies chacun, favoir une de cinquante deux Grenadiers & sept de 53 Fusiliers, également aux ordres de trois Officiers: ce qui fait pour les qua-

tre Bataillons par Régiment 220 Grenadiers & 1566 Fusiliers, non compris le Major, Aide-Major & deux Porte-drapeaux par Bataillon, & un Major, un Quartier-maître & un Tambour-Major : ainsi chacun de ces régimens a 1807 hommes, ce qui fait pour les dix-neuf ci-dessus. 34,333

2. 39 Régimens d'Infanterie Françoisse de deux Bataillons composés comme dessus, & faisant. - 35,295

3. Huit Régimens d'Infanterie Françoisse d'un Bataillon formé comme dessus, qui font. - 3,632

4. Vingt deux bataillons Suisses formant onze Régimens composés comme les François, outre deux Prevôts par bataillon, faisant en tout. - 19,954

5. Trois Régimens Allemands de trois bataillons, composés comme dessus de 902 hommes par bataillon, faisant pour le Régiment, en y ajoutant un Colonel-Commandant, un Major, un Quartier-maître & un Tambour-major, 2710 & pour les trois Régimens. - 8,130

6. Quatre Régimens Allemands de 2 Bataillons composés comme dessus font. 7,232

7. Deux Régimens Allemands d'un bataillon. - 1,812

8. Deux Régimens Corfès d'un bataillon. 1,812

9. Un Régiment Italien d'un bataillon

112,200

Ci-contre.

112,200

formé comme dessus, mais auquel il faut ajouter sept personnes attachés à l'Etat Major: ainsi de

905

10. Sept Régimens d'Infanterie Irlandoise d'un bataillon absolument semblable au précédent ce qui fait pour les sept.

6,335

11. Le corps des Grenadiers-Royaux composé de quatre Brigades, ayant chacune 12 Compagnies dont chaque doit être de 45 à 52 hommes: qui évaluée à 48 rendra le corps de 4224 hommes, auxquels il faut ajouter 104 Officiers, ce qui donne en tout

4,328

12. Sept Légions uniformément composées de 17 Compagnies, dont une de Grenadiers, huit de Fusiliers & huit de Dragons; si l'on excepte la Légion de Conflans qui a des Hussards au lieu de Dragons. Comme chaque Légion est composée de 398 Hommes, auxquels commandent 25 Officiers, les sept font un corps de

2,961

13. Le Corps de Royal-Artillerie composé de sept régimens, qui sont formés chacun de 20 Compagnies, savoir, 14 de Canoniers, 4 de Bombardiers & 2 de Sapeurs, à 52 Hommes par compagnie, ce qui fait pour les 140 Compagnies qui

126,729

Ci-contre.

126,729

composent les sept Régimens.	7280	}
------------------------------	------	---

Chaque Régiment a 13 Officiers d'Etat-Major.	91	
--	----	--

Plus 20 Capitaines en premier.	140	
--------------------------------	-----	--

Deux Régimens ont 14 Capitaines en second.	28	
--	----	--

Deux autres en ont 13. & un en a onze.	37	
--	----	--

Six Compagnies de Mineurs de 55 hommes, y compris les Officiers, mais non les quatre de l'Etat-Major.	334	}
---	-----	---

Neuf Compagnies d'ouvriers de 43 hommes compris les Officiers.	387	}
--	-----	---

Le Corps a de plus, dix Inspecteurs généraux, sept commandans d'écoles, quatre commandans d'élèves, soixante élèves & quatre aspirans qui reçoivent paie ; 89. préposés aux directions, y compris ceux employés actuellement dans l'Isle de Corse, quatre inspecteurs de manufactures & 14 Commissaires ce qui fait.	192	}
--	-----	---

Ce corps est donc composé de	8,489	
------------------------------	-------	--

14. Le corps du Génie a vingt directeurs des fortifications, 90 Ingénieurs en chef & 290 ingénieurs ordinaires. Les

135,218

Ci-contre.

135,218

élevés qui font de 30 à 50 & se trouvent actuellement 49 ont rang de Lieutenans en second, & au bout de deux ans de travail celui de Lieutenans en premier. -

450

15. Quatre dépôts de recrues sous la direction d'un Major ; formant quatre Compagnies, aux ordres d'un Capitaine & d'un Lieutenant, à qui le Roi s'est réservé de faire savoir chaque année ses intentions sur le nombre d'hommes, dont la Compagnie doit être formée : pour les évaluer je les porte année commune à 50 outre 16 Bas-Officiers & le Tambour que le Roi exige, ce qui fait par compagnie 69 hommes, & pour les quatre avec le Commandant. - -

277

16. Régiment de recrues des Colonies, composé d'un Bataillon de 6 Compagnies à 53 hommes y compris les Officiers, auxquels il faut en ajouter quatre qui composent l'Etat-Major. - -

322

17. Une Compagnie de 104 hommes, dont trente cinq grenadiers royaux qui, sous trois Officiers, sont employés aux camps & aux opérations de la généralité de Paris.

107

136,374

ARTICLE II.

Cavalerie.

1. La Cavalerie à son Etat-Major général composé de vingt huit Officiers, ci - 28

2. Soixante deux Régimens de Cavalerie, composés de 8 Compagnies, formant quatre escadrons chacune. Les Compagnies font de 56 maîtres, y compris trois Officiers, treize bas Officiers, huit carabiniers & un trompette; ainsi l'escadron est de 113 hommes avec le Porte-étendart, les quatre forment donc le Régiment de 452 auxquels il faut ajouter six Officiers d'Etat-Major & un timbalier, ce qui fait 459 hommes, & par conséquent pour les 62 régimens, le Roi à - - 28,458

3. Les Carabiniers de M. le Comte de Provence, composés de cinq brigades, ayant chacune deux escadrons de 3 Compagnies, ce qui avec les hauts & bas Officiers rend l'escadron fort de 165 hommes & la Brigade avec son Etat-Major de 334. & ainsi les cinq Brigades, avec huit Officiers de l'Etat-Major Général font monter ce corps à - -

1,670

 30,156

A R T I C L E III.

Dragons.

1. Dix sept Régimens de Dragons de quatre Escadrons, de deux Compagnies, chacun de 46 Dragons dont 30 montés: ainsi la Compagnie est de 49, l'Escadron de 99, le Régiment de 396 & l'Etat-Major de 12 ce qui fait 408. par Régiment & pour les 17.

6,936

2. Quatre Régimens de Huffards, chacun de huit Compagnies composées de 40 hommes & trois Officiers, faisant pour le Régiment 344 Hommes & sept Officiers de l'Etat-Major: ainsi les quatre Régiments à 351 font.

1,404

8,340

A R T I C L E IV.

Récapitulation des Troupes de Campagne.

Infanterie.	136,374
Cavalerie.	30,156
Dragons & Huffards.	8,340
Total des Troupes de Campagne.	<hr/> 174,870

C H A P I T R E IV.

Troupes de Garnisons.

A R T I C L E I.

Milices.

1. Cent Bataillons de Milices Françaises de

douze Compagnies chacun, & les Compagnies à 52 hommes y compris les Officiers, font avec quatre Officiers d'Etat-Major 628 hommes par Bataillon, & pour les cent. - 62,800

2. Six bataillons de Milices de Lorraine & de Bar comme dessus font. - 3,768

3. Six bataillons de Troupes Boulonoises sur le pied de Milices, composés de 13 Compagnies dont celle de grenadiers de 47 hommes, & les 12 autres de 42 y compris les Officiers; ce qui avec les Officiers de l'Etat-Major forme un corps de 3,310. dont moitié est employé sur l'Etat de la Marine pour le service de mer, & l'autre sur celui de l'extraordinaire des guerres pour le service de terre, ce qui donne ici. - 1,655

4. Quatre Compagnies Franches dont une de 33 hommes pour la garde des châteaux de Ste. Marguerite & de S. Honorat en Provence, une de 62 hommes pour la garde du château de la Bastille à Paris, une de 72 hommes pour la garde du château de Vincennes près Paris & une de 63 à Pierre en Cize à Lyon; ce qui, avec les Officiers, forme 243 hommes regardés comme milices. - 243

68,466

A R T I C L E II.

Invalides.

1. Cent cinquante cinq Compagnies d'Invalides, détachées de l'Hôtel pour la garde de plusieurs forts & châteaux, dont 144 de 62 hommes, une de 82. une de 106. une de 74. deux de 52. trois de 142. une de 83. & deux de 108. hommes le tout faisant avec les Officiers. - 10,354

2. 26 Compagnies pour la garde de l'Hôtel royal des Invalides dont une de 65 & les autres de 26 hommes chacune, en y comprenant les Officiers, ce qui forme. - - - 715

Une Compagnie pour l'école des trompettes de Cavalerie. - - - 32

Je ne parle point des Invalides, que leurs infirmités rendent incapables de faire aucun service, ni de ceux que le Roi a chargés de la garde extérieure de la Bastille, du Louvre & autres Maisons Royales ou villes de résidence de la cour. -

 11,101

A R T I C L E III.

Troupes nationales qui ne sont point à la solde du Roi.

1. Trois Bataillons de troupes Béarnaises, pour la garde des places de guerre de la Province de la

Basse-Navarre, & des côtes de mer du pays de Labour, où est située la ville de Baïonne. Chaque Bataillon est composé de 13 Compagnies, de 58 hommes chacune, en y comprenant les Officiers, ce qui avec l'Etat-Major fait un corps de 2,274

N. B. La Généralité de Pau soudoie ces troupes sur ses revenus particuliers.

2. Une Compagnie Franche, pour la garde du château du Taureau, aux frais de la Province de Bretagne, & composée avec les Officiers de - - -	63
	<hr/> 2,337

ARTICLE IV.

Troupes pour la sûreté de l'intérieur du Royaume la police & le bon-ordre, dont partie à la solde du Roi & partie à celle des Provinces ou Villes.

1. La Compagnie de la Connétablie de France, dont on a vu le détail ci-devant. -	62
--	----

2. Les Maréchaussées du royaume montant avec celle de Corse ainsi qu'il est dit plus haut à - - -	3,295
---	-------

3. La Compagnie de la Prevôté générale des monnoies, montante avec les Officiers à - - -	103
	<hr/> 3,460

A R T I C L E V.

Gardes des Gouverneurs généraux de Province.

Vingt-sept Compagnies, soit à pied soit à cheval, plus ou moins fortes, mais qui n'ont d'autres fonctions que la garde des Gouverneurs Généraux des Provinces, & lesquelles sont à la charge des villes, si l'on excepte celle de la principauté de Monaco que le Roi foudoie. Ces 27 Compagnies avec leurs Officiers sont 2,269

On remarquera 1. qu'il y a dans le Royaume plusieurs Compagnies à pied & à cheval, pour entretenir la tranquillité dans les principales villes qui montent à plus de - - - 6,000

2. Qu'en cas de besoin la Province d'Alsace, pour sa sûreté, tire de ses paroisses environ. - - - 32,000
38,000

A R T I C L E VI.

Récapitulation des Troupes de Garnisons.

Milices.	68,466
Invalides.	11,101
Troupes nationales non à la solde du Roi.	<u>2,337</u>
	81,904

DES TROUPES DE FRANCE. 55

Ci-contre. 81,904

Troupes pour la sûreté intérieure du	
Royaume.	3,462
Gardes des Gouverneurs.	2,269
Gardes pour la sûreté des villes, en-	
viron	6,000
Gardes toujours prêts en Alsace.	32,000
	<u>125,635</u>

Récapitulation générale des Troupes de France.

Officiers généraux.	1,370
Maison du Roi.	10,311
Troupes de Campagne.	174,870
Troupes de Garnisons.	<u>125,635</u>
Total des Troupes de France en 1772.	312,186



RECHERCHES HISTORIQUES

Sur les Trois Evêchés

METZ, TOUL ET VERDUN.

AVERTISSEMENT.

Les Recherches historiques sur les Trois-Evêchés, seroient restées dans mon portefeuille, comme celles que j'ai sur la plus grande partie des provinces de France, si je ne les croyois essentiellement nécessaires, pour achever l'idée parfaite que je veux donner au lecteur des finances de ce Royaume. Cette généralité, ainsi que celle d'Alsace, dont j'ai parlé dans mon premier volume, a ses droits, ses franchises & ses usages qui mettent une différence dans son administration, & je dois la faire connoître.

CHAPITRE I.

Détails sur l'origine de la Généralité & spécialement de la ville de Metz.

L'antiquité a laissé plusieurs monumens,

qui prouvent que non seulement le pays qui comprend les Trois-Evêchés a été sous l' domination des Romains, mais que même sous leur empire, Metz étoit une ville célèbre & alliée de la capitale du monde.

Tout le pays que renferme la généralité fut une des premières conquêtes de Clovis, qui le laissa à son fils aîné Thierry l'an 511. sous le titre de royaume d'Austrasie, qui par la suite prit souvent le nom de royaume de Metz, & qui comprenoit alors la Franconie, la Souabe, les bords du Rhin, la Lorraine & toute la Belgique, dont Metz a été longtems la capitale & le séjour des Rois.

Il n'est pas de mon sujet de rapporter la succession chronologique des princes qui ont porté cette couronne, & les divers événements de leur regne, je ferai seulement mention des révolutions qui ont enlevé les Trois-Evêchés à la France & qui les lui ont restitués.

Louis le Débonnaire, successeur des Rois Mérovingiens, ayant été assez mauvais politique pour partager ses Etats entre ses trois fils, Lothaire eut pour son partage l'Austrasie qui de son nom prit celui de Lorraine. Ce Royaume qui depuis 555. avoit été réuni à

la France par Clotaire, ne fut pas moins puissant par cette nouvelle séparation, qu'il l'avoit été sous Thierri. Il fut en effet formé de l'Alsace, du Palatinat, des électors de Trêves & de Cologne, des duchés de Juliers, de Cleves & de Luxembourg, du Hainault, du Brabant; de la Hollande, & des pays de Namur, de Liege, de Gueldres, d'Utrecht & de Zélande. Il avoit de plus pour tributaires les Frisons, les Saxons, les Allemands, les Thuringiens & les Bavares, d'où il est évident que le pays qui porte aujourd'hui le nom de Lorraine, n'en étoit qu'une très-petite partie.

Ce Lothaire est le premier des souverains qui ait éprouvé la témérité des foudres de la cour de Rome, dont l'ambition en a fait depuis ce tems un si funeste usage. Pour épouser Valdrade qu'il aimoit beaucoup, ce prince fit déclarer nul son mariage avec Thietberge qu'il haïssoit extrêmement. La sentence en fut rendue par plusieurs Evêques assemblés à Aix-la-Chapelle; mais Thietberge en appela au pape, qui cassa tout ce qui avoit été fait, déposa les Evêques, malgré les oppositions de l'Empereur & menaça Lothaire d'ex-

communication, s'il ne renvoyoit Valdrade. La crainte engagea ce prince à la quitter, mais bientôt après l'amour la lui fit reprendre. Il fut cité à Rome : & le pontife étant mort sur ces entrefaites, Adrien II. qui lui succéda, offrit l'absolution à Lothaire, sous le serment que, depuis la sentence du pape son prédécesseur, il n'avoit eu aucune habitude charnelle avec Valdrade. Il exigea, par une précaution inouïe, le même serment des principaux Seigneurs qui avoient accompagné leur prince, & pour le rendre plus authentique & plus redoutable, il leur donna la communion au même lieu & au même instant. Comme quelques-uns moururent peu après, & que Lothaire se traîna à peine à Plaisance, où il finit ses jours le 7 Août 869. des auteurs ont débité que le ciel avoit puni le parjure par la mort de tous, lorsque d'autres n'ayant pas le même respect pour les prélats de Rome, veulent que l'on attribue cet événement à une cause d'autant plus naturelle, qu'on y a toujours eu plus recours dans le pays où s'étoit passée cette étonnante cérémonie.

Ce prince ne laissoit point de fils légitimes,

ainsi ses Etats, selon le droit commun, devoit revenir à ses freres, savoir, Louis de Germanie & Charles le Chauve: mais celui-ci, plus puissant & plus voisin de l'Austrasie que le Germanique, se transporta en diligence à Metz & s'y fit couronner dès le 9 Septembre 869. ce qui devint le sujet d'une guerre cruelle entre les deux freres, qui fut terminée par le traité de Procaspipe, ou Aix-la-Chapelle, l'an 870. suivant lesquels ils partagerent entre eux la succession de Lothaire.

Depuis ce tems la Lorraine fut divisée en haute & basse: la premiere connue sous le nom de Lorraine Mosellanique, à cause du cours de la Moselle qu'elle renfermoit avec les dioceses de Strasbourg, de Metz, de Toul & de Verdun, jusqu'à la Meuse; & la seconde dite Ripuaire comprenoit le Brabant, la Flandre moderne &c.

Louis-le-Begue succéda à Charles le Chauve, & à celui-là Carloman sur lequel Louis Roi d'Allemagne enleva la Lorraine. Ce dernier mourut en 882. & l'autre en 884. & Charles le simple monta sur le trône sous la tutelle de Charles le Gros.

Cependant Hugues l'Abbé, fils de la con-

cubine Valdrade, soutenue par Godefroi le Normand Duc de Frise, voulut faire valoir des prétentions sur la succession de Lothaire : mais son protecteur ayant été arrêté en trahison dans une Isle du Rhin par Charles le Gros, Hugues le fut pareillement à Joinville, aveuglé & confiné dans l'abbaye de St. Gal en Suisse l'an 885.

Charles le Gros avoit ainsi réuni sous sa puissance presque toute la monarchie de Louis le Débonaire, & il en jouit jusqu'à ce qu'ayant fait manifestement paroître l'égarement de son esprit, dans l'assemblée générale qui se tint au palais de Tibur ; tous ses sujets l'abandonnerent, en sorte qu'il ne lui resta pas même un valet pour le servir, ni la moindre ressource pour subsister : Luitberg évêque de Mayence eut seul pitié de ce prince malheureux, dont l'état cependant dura peut-être encore moins qu'il n'auroit voulu, car il mourut ou fut étranglé par ses ennemis le 3 Janvier 888.

Charles le simple, voyant que l'empereur Henri I. dit l'Oiseleur, qui venoit de succéder à Conrad, n'étoit pas encore bien affermi sur le trône, crut qu'il ne devoit pas lais-

ser échapper cette occasion qui lui paroissoit favorable pour s'emparer du Royaume de Lorraine. Il y porta en effet ses armes, & tout plia devant lui jusqu'à Worms: mais les Seigneurs François & Lorrains, craignant que, si ce prince devenoit trop puissant, il ne leur ôtât les terres qu'ils vouloient se rendre héréditaires, se souleverent ouvertement contre lui, & ayant entraîné les peuples par leur exemple, tout se rangea du parti de Henri; & Charles le simple se trouva universellement abandonné l'an 922. comme l'avoit été Charles le Gros en 887.

Plutôt que de demeurer sans couronne, Charles se résolut à implorer l'assistance de son ennemi, & de lui céder tous ses droits sur la Lorraine, à condition qu'il l'aideroit à châtier ses Sujets François. Henri en conséquence lui amena de grandes forces: mais avant l'expédition de cet armement, Charles fut fait prisonnier par la trahison d'Hébert comte de Vermandois, qui le renferma dans le château de Péronne, où il finit sa captivité & sa vie le 7 Octobre de l'an 929.

La Reine cependant s'étoit sauvée en Angleterre auprès d'Edouard son frere, & y avoit

emmené avec elle son fils Louis qui, par cette raison, fut appelé Louis d'Outre-mer. Il revint en France en 936. & ayant employé trois ans à mettre sur pied de grandes forces, il pénétra jusqu'en Alsace, & reconquit presque toute la Lorraine, sur l'empereur Othon, qui ensuite l'en dépouilla entièrement. Louis mourut l'an 954.

Charles son fils & frère de Lothaire Roi de France, fut déclaré Duc de la Basse-Lorraine, à laquelle l'empereur Othon joignit les pays situés autour de Metz, Toul, Verdun & Nanci, ainsi que d'autres territoires entre la Meuse & le Rhin, afin de témoigner la satisfaction qu'il avoit de ce que ce prince lui avoit rendu hommage: soumission vile & basse, & qui parut si odieuse aux François, qu'ils déclarèrent Charles déchu du droit de succéder à la couronne, qui fut en conséquence déferée à Hugues-Capet. Depuis ce tems les empereurs d'Allemagne s'arrogèrent la puissance de disposer des deux Lorraines.

Après Othon, fils de Charles, mort sans postérité l'an 992. la Basse-Lorraine passa successivement aux Seigneurs de Verdun, de Louvain, de Bouillon, & de Limbourg, sur

les derniers desquels Godefroi le Barbu, Duc de Brabant la conquit l'an 1106. & la confondit avec les Etats de sa Maison qui finit en la personne de Jean III. l'an 1355. Elle passa par succession dans la Maison de Bourgogne, qui à son tour se fonda dans celle d'Autriche l'an 1477. par le mariage de Marie, fille & unique héritière de Charles le Hardi, avec Maximilien I. & c'est en conséquence de ce droit que la Maison d'Autriche jouissoit des Trois-Evêchés, lorsque Henri II. Roi de France s'en empara.

A l'égard de la Haute-Lorraine, Henri petit-fils de Henri l'Oiseleur, étant mort sans enfans, on prétend que Brunon Archevêque de Cologne, qui étoit aussi fils du même empereur, s'empara de cette souveraineté, & prit le titre d'Archiduc de Lorraine. Quoiqu'il en soit, il est certain qu'il ne la posséda point & qu'il abandonna à l'empereur les droits qu'il prétendoit y avoir.

Les Etats ecclésiastiques & séculiers, qui se sont formés dans l'étendue des deux Lorraines, tels que sont ceux de Namur, de Luxembourg, de Limbourg, de Lorraine & de Bar, de Cleves & de Juliers, des Deux-Ponts,

Ponts, de Liege, de Treves, de Cologne & autres, ont pris naissance vers l'an 960. & doivent leur premier établissement aux conseils, ou plutôt à l'orgueil de l'archevêque Brunon.

Les empereurs, tantôt exposés aux courses & aux invasions des François, tantôt fatigués par les soulevemens des chefs de ces provinces, & souvent hors d'état de s'opposer aux uns & aux autres, se laisserent persuader que le moyen le plus sûr & le moins onéreux de leur résister, étoit de les intéresser, par une propriété mitigée, à défendre leurs territoires contre l'ennemi commun : mais par la suite ces nouveaux propriétaires étant devenus trop puissans, & la foiblesse des empereurs ne leur permettant pas de réprimer leurs violences & leurs usurpations, ils chercherent à les abaisser par cette même politique qui les avoit élevés. Ils animèrent eux-mêmes les sujets de ces Seigneurs à l'indépendance & à la liberté : ils offrirent des privilèges & des exemptions aux grandes villes, ils leur accorderent la supériorité territoriale, les constituèrent Etats immédiats de l'empire, se réservant seulement le suprême domaine & le

ressort, enforte que la puissance & la force se trouvant divisées & presque toujours opposées, cette balance & cet équilibre rétablirent en partie le pouvoir & l'autorité des empereurs, ou du moins servirent de barrière à celle que les Seigneurs héréditaires vouloient s'attribuer.

C'est à ce titre de Ville Impériale que Metz reçut d'Othon II. qu'elle doit les honneurs régaliens, ainsi que la faculté de créer ses Magistrats, de faire battre monnoie à son coin, de disposer de la vie & des biens de ses citoyens. Ce fut aussi ce titre qui lui donna droit de séance & de voix délibérative aux diettes de l'empire.

Les choses subsisterent à peu-près de la sorte jusqu'en 1552. que l'Allemagne redoutant l'excessive puissance de Charles-Quint, & étant d'ailleurs divisée par les factions des Protestans, la plupart des princes mécontents & jaloux conclurent la ligue de Smalcade & implorèrent le secours de la France.

Henri II. envoya une puissante armée sur cette frontière, qui s'empara d'abord de Toul & de Verdun & enfin de la ville de Metz, qui lui ouvrit ses portes, & dans laquelle le

monarque fit son entrée le 11. Avril de l'année 1552. Il ne prit que le titre de protecteur; & quoiqu'il y mit M. de Gonnor pour Gouverneur, la ville ne cessa point de jouir de ses anciennes prérogatives, dont elle ne fut réellement dépouillée qu'en 1559. par la paix conclue au Cateau-cambresis.

Cependant l'empereur intimidé par la rapidité des conquêtes de Henri, se débarrassa des princes protestans par un traité, & vint assiéger Metz le 20 Octobre 1552. avec une armée de plus de cent mille hommes : mais il fut obligé d'en lever le siege le 1. Janvier 1553. ainsi le Roi demeura possesseur des Trois-Evêchés, & les garda pour s'indemniser des frais de la guerre.

Quoique le pays fût occupé par les François, cependant les empereurs y donnoient toujours les investitures aux évêques, & y exerçoient quelques autres actes de Souveraineté ; ce qui dura jusqu'à ce que Louis XIII. s'étant assuré de Moyenvic & de Marfal, & ayant fait construire une citadelle à Verdun, se déclara Seigneur souverain & immédiat des Trois-Evêchés, supprima toutes les petites justices qui se prétendoient sou-

veraines, abolit l'usage de porter les appels à la chambre de Spire, & institua à Metz un Parlement qui commença ses fonctions le 26 Août 1633. Enfin l'empire ayant reconnu l'inutilité de ses tentatives pour le recouvrement des Evêchés, ils ont été solennellement cédés par le 44^e Article du traité de Munster du 24 Octobre de l'an 1648. qui contient en substance : „ que la souveraine „ puissance sur les villes de Metz, Toul & „ Verdun, leurs droits & territoires, & „ nommément sur Moyenvic, appartiendra „ désormais à perpétuité à la couronne de „ France, & lui sera irrévocablement incor- „ porée, en la même manière que jusqu'a- „ lors elle avoit appartenu à l'Empire Ro- „ main, réservant le droit de métropolitain „ à l'Archevêque de Trêves.

Louis XIV. ayant été informé qu'il ne jouissoit pas de toute la faveur de cet article, érigea à Metz en 1684. une chambre royale, pour rechercher les fiefs mouvans des évêchés. Plusieurs Seigneurs comparurent, rendirent sans peine foi & hommage, & se soumirent à la souveraineté du Roi de France. Ceux qui refusèrent, furent condamnés

à la peine de félonie ; & l'Historien Heifs assure que , si on avoit fait valoir les titres de l'évêché de Toul, le Duc de Lorraine auroit eu peine à conserver un pouce de terre en Souveraineté. Le traité de Ryswick a véritablement annullé la plupart des arrêts de cette chambre : mais les droits de mouvances & de servitude sur les dits Etats n'en sont pas moins constans : c'est ainsi que ce pays a été réuni au corps , dont il avoit été séparé pendant environ six siècles.

Le domaine de la couronne étant inaliénable, il s'ensuivoit que ni le traité de Charles le simple, ni l'usurpation des empereurs, quelque droit que puisse donner la possession, ne pouvoient donner atteinte aux droits de la France sur la Lorraine; cependant, avant sa réunion à cette couronne, on pouvoit dire que le consentement tacite des rois durant cinq cents ans , les alliances qu'ils avoient contractées avec la Maison de Lorraine, & l'hommage de la partie du Duché de Bar mouvant de leur couronne, reçu sans réclamation sur les autres biens des mêmes princes, leur en avoient assuré la possession tranquille.

Le Duc Charles III. s'étant attiré l'indignation du Roi Louis XIII. fut réellement dépouillé de ses Etats en 1631. mais ils lui furent rendus en 1660. en conséquence du traité des Pyrénées, sous les conditions humiliantes qui suivent : „ Que les fortifications de Nanci seroient démolies, que l'artillerie & les munitions en seroient emportées; que la place de Moyenvic, qui avoit appartenu à l'empire & à l'Evêque de Metz, & qui avoit été cédée à la France par le traité de Munster, y demeureroit unie conformément au dit traité, que pareillement le Duché de Bar demeureroit à la même couronne en son entier, avec le Comté de Clermont & son domaine; les prévôtés & terres de Stenai, Dun & Jar Metz avec tous leurs revenus, places & territoires; s'obligeant en outre le Duc de Lorraine de livrer passage, au travers de ses Etats, aux troupes Françoises commandées pour l'Alsace & autres lieux sous l'obéissance du Roi; comme aussi de fournir aux sujets des Trois-Evêchés une certaine quantité de sel de ses salines, au prix qu'il avoit été réglé en 1631. avant

„ la guerre, ce qui devoit être ratifié par
 „ l'empereur.

Ce traité ayant rencontré des difficultés dans son exécution, il en fallut venir à un second, qui fut signé le dernier Février 1661. par lequel, en explication du précédent, il fut dit principalement que les articles concernant Nanci & Moyenvic seroient exécutés selon leur forme & teneur: mais qu'à l'égard du Duché de Bar, dont le Roi s'étoit retenu la possession, il le rendroit au Duc, moyennant des équivalens, qui furent entre autres les places de Sarrebourg & Phalsbourg, Sierck avec trente villages de sa dépendance au choix du Monarque François; la partie du lieu & prévôté de Marville qui appartenoit au Duc comme relevant de Bar, l'autre moitié ayant déjà été cédée à la France par le Roi d'Espagne; les droits de souveraineté sur l'abbaye de Gorze & ses dépendances, de même que sur les lieux & dépendances de Malatour, Marcheville, Harville, la Beuville & Mezeray sur le chemin de Verdun à Metz, & plusieurs autres villages sur la Saarre.

Ce traité, en vertu duquel le Duc de Lor-

raïne fut remis dans ses Etats , & le traité de Paris de 1718. devoient fans doute être regardés , d'une part comme le sceau de la souveraineté & de l'indépendance du Duc de Lorraine , & de l'autre comme le titre particulier de ce qui appartenoit au Roi de France hors l'étendue des Trois-Evêchés.

Les préliminaires de la paix signés à Vienne le 3 Octobre 1735. décidèrent enfin cette grande contestation. Il y fut stipulé que le Duc de Lorraine auroit l'expectative du Grand-Duché de Toscane , & qu'en échange, il céderoit les Duchés de Lorraine & de Bar, au Roi Stanislas pour prix de son abdication de la couronne de Pologne en faveur d'Auguste III. sous la condition expresse que la propriété de ces duchés seroit reverfible à la France , ce qui a été irrévocablement exécuté dans toutes ses parties.

CHAPITRE II.

Gouvernement Ecclesiastique des Trois-Evêchés.

LE traité de Munster ayant conservé à l'Electeur archevêque de Trêves les droits

de métropolitain, il suit que les Evêchés de Metz , Toul & Verdun sont suffragans de cet Archevêché.

On a vu ci-devant de quelle maniere s'étoient formés les grands fiefs ecclésiastiques & séculiers. Les Evêques de Metz , Toul & Verdun participerent à cette munificence générale des empereurs, & ayant accru leur temporel autant qu'il leur avoit été possible, ils furent reconnus princes de l'empire: mais foibles à leur tour, la Lorraine & d'autres voisins se font par la suite aggrandis à leurs dépens, & ont réduit le temporel des prélats dans la situation resserrée où il se trouve aujourd'hui.

Les tentatives que les Evêques ont faites en différens tems, pour obliger les Ducs de Lorraine à restituer les territoires qu'ils avoient usurpés, ont toujours été arrêtées par l'autorité, & notamment par l'article 29 du traité du 21 Janvier 1718. par lequel il est dit que, non obstant les représentations des dits Evêques, les Ducs ne rendroient foi & hommage pour les fiefs & terres qui pouroient provenir du temporel des dits Evêques, qu'en justifiant que les Ducs Henri ou

Charles les auroient rendus avant les traités de 1624 & 1661.

Les Evêchés de Metz , Toul & Verdun avoient été mis en 1558. en vertu d'un bref de Léon X. sous le concordat Germanique. Ce concordat ou transaction passée par la Nation Germanique le 1 Avril 1447. entre le Pape Nicolas V. & l'empereur Frideric III. confirmée le 19 Mars 1448. par une bulle du même Pape , ainsi qu'ensuite par celles de Clément VIII. & de Grégoire XII. réservait au Pape le droit de confirmer les élections des Archevêques, Evêques, Abbés & prieurs sujets immédiatement au siege de Rome ; & ordonnoit que les bénéfices collatifs dans les églises comprises sous ce concordat , seroient conférés alternativement de mois en mois par le Pape & par les collateurs ordinaires ; au moyen de quoi les bénéfices vacans dans les mois de Janvier, Mars, Mai, Juillet, Septembre & Novembre, étoient conférés par les Papes ; & ceux qui tomboient dans les autres mois étoient à la disposition des collateurs ordinaires qui en jouissent encore à présent.

Le Pape Alexandre VII. accorda à Louis

XIV. un indult en datte du 11 Septembre 1664. pour nommer aux Evêchés de Metz, Toul & Verdun , tant que ce monarque vivroit : & Clément IX. lui en donna un ampliatif & perpétuel le 24 Mars 1668. pour nommer non-seulement à ces trois Evêchés, mais encore à toutes fortes de bénéfices qui pouvoient ou pouroient être situés dans ces trois diocèses.

C'est en vertu de cet indult , que le Roi de France nomme aux dits Evêchés & aux abbayes & prieurés ci-devant électifs , qui sont dans ces diocèses ; ainsi qu'à tous autres bénéfices séculiers , canonicats , prébendes , dignités de quelque rang qu'elles soient , quoique jusqu'alors , dit Clément IX. il eût été d'usage d'y pourvoir par élection ou par quelque autre moyen que ce fût.

L'indult de Clément IX. comprend encore les personats, les administrations & offices , aussi bien que les bénéfices réguliers, les monastères consistoriaux , les prieurés conventuels, les prévôtés, les offices claustraux & les commanderies, exceptés néanmoins celles de l'ordre de Malthe.

Le spirituel des dits Evêchés s'étend non-

seulement, sur ce qui s'appelle vulgairement les Trois-Evêchés, mais encore sur la plus grande partie de la Lorraine, & sur plusieurs souverainetés de l'empire, dont la plupart étoient autrefois mouvantes de l'Evêché de Metz pour le temporel.

Lorsque la France est en guerre avec l'Archevêque de Treves, le Parlement de Metz nomme un official métropolitain, pour connoître des appellations simples entre les sujets du Roi, & celles comme d'abus se relèvent au Parlement de Metz.

CHAPITRE III.

Du Gouvernement civil des Trois-Evêchés.

La forme ancienne du gouvernement des peuples qui habitoient les Trois-Evêchés étoit extrêmement barbare. Les procès & les moindres difficultés se vuidoient au champ de bataille & à coups de main.

Les Evêques travaillèrent avec succès à diminuer cette férocité; Bertrand un de ces prélats institua la charge de Maître-Echevin, dont il s'attribua la nomination & qu'il rendit d'abord annuelle; il établit le conseil des trei-

ze , les Amans ou notaires & les archives publiques.

Du tems de l'Evêque Wala l'an 880 les nobles gouvernoient la cité , ils étoient hommes de l'Evêque & Pairs de l'Evêché ; & voilà l'origine des Pareges ou Pairages , qui étoient au nombre de fix ; savoir cinq nobles ou patriciens , qui avoient chacun leur dénomination particuliere & le fixieme commun ou plébéien.

Chaque des cinq premiers pairages étoit composé de plusieurs familles nobles , dont la totalité comprenoit toute la noblesse de la ville partagée en cinq quartiers , qui avoient chacun des armes & des enseignes particulieres. Le Pairage commun n'avoit d'autres armes que celles de la ville , qui étoient simplement d'argent & de sable : mais auxquelles on a ajouté dans la suite pour chef une pucelle , tenant d'une main une fleur de lis & de l'autre une palme. On voit encore une infinité de titres publics & particuliers , où sont apposés les fix sceaux des Pairages , & c'étoit alors l'unique maniere d'assurer la validité des actes.

On choissoit dans ces pairages douze hom-

mes à la pluralité des voix, deux dans chacun, & tous ensemble avec le Maître-Echevin composoient la justice des Treize, dont la juridiction s'étendoit dans l'origine sur toutes les matieres tant civiles que criminelles, & dont les appels se portoient en dernier ressort par devant le Maître-Echevin & son conseil, qui étoit composé de vingt notables Bourgeois. Les empereurs y mirent quelques changemens, en ordonnant que dans le civil, toute affaire au-delà de mille florins seroit portée par appel à la chambre impériale.

Le Maître-Echevin étoit regardé comme chef de la république, il avoit une grande autorité sur les habitans. Nommé d'abord par l'Evêque, sa place devint ensuite élective, & le choix s'en faisoit ordinairement le 21 Mars de chaque année par le Princier de la Cathédrale, & par les Abbés de Gorze, de St. Vincent, de St. Arnould, de St. Simphorien & de St. Clément, qui avoient été déclarés électeurs perpétuels d'un commun accord de toute la ville. Cette forme d'élection fut confirmée par les lettres de l'empereur Frédéric données à Constance le 14. des Calendes de Mai 1181.

L'exercice de cette place non-seulement conféroit la noblesse au pourvu, mais encore il la communiquoit à la parenté de sa femme, ce qui prodigant trop généralement cette distinction, fit prendre la résolution en l'an 1300. qu'à l'avenir le Maître-Echevin seroit tiré de la noblesse. Une ordonnance du mois de Juillet 1305. lui donne le titre de chevalier.

L'édit du mois de Décembre 1640. veut que tous les trois ans on procede à l'élection d'un Maître-Echevin & de dix Echevins, à la pluralité des voix, & que ces Officiers soient pris entre les plus notables Bourgeois de la ville. On assemble à cet effet les députés des paroisses, jusqu'au nombre de soixante, pour donner leurs voix à ceux qu'ils jugent les plus capables d'administrer les affaires publiques; & leur choix étant fait, c'est-à-dire, lorsqu'ils ont désigné trois sujets pour chaque place vacante, on dresse un procès-verbal contenant les noms de ceux qui ont le plus grand nombre de suffrages, & il est envoyé au souverain qui en choisit le tiers pour remplacer les Officiers municipaux qui ont fini le tems de leurs fonctions.

L'ancienne autorité du Maître-Echevin est presque entièrement perdue , & les seules prérogatives qui lui restent de son ancienne splendeur , paroissent se réduire à être debout , quand il harangue les Rois & les Reines , & non à genoux , ainsi que le font ceux des autres villes du Royaume : & à présider à l'assemblée des trois ordres de la ville , quand il est question de délibérer sur des dépenses extraordinaires ou sur des affaires importantes qui concernent la communauté.

Ces trois ordres sont composés du bureau de l'Hôtel de Ville , des nobles résidens dans la ville , des députés du clergé , du bailliage & du tiers-état. Il ne s'assemblent qu'après en avoir eu la permission du Gouverneur , & le syndic y remplit les fonctions de partie publique.

Metz a eu des comtes héréditaires depuis l'an 1049. jusqu'en 1119 : tems où le Maître-Echevin , qui représentoit les trois Etats ou le corps politique de la ville , reprit toute son autorité malgré les oppositions des Evêques. On recommença aussi dans le même tems à choisir dans les pairages quatre septaines , c'est-à-dire quatre fois sept personnes ,
pour

pour partager entre elles l'intendance des diverses parties du gouvernement , ainsi il y avoit les sept de la guerre , les sept de la monnoie , les sept des portes , les sept du pain , & tel étoit l'état de Metz lorsque cette ville se mit sous la protection de la France.

Le premier acte de souveraineté que fit le Roi Henri II. après s'être emparé de la ville de Metz , fut d'y établir un président , pour connoître seulement des différends qui pourroient survenir entre les bourgeois & les soldats de la garnison , & cette charge a subsisté jusqu'à l'année 1633. que Louis XIII. y établit un parlement par édit du mois de Janvier , qui supprima les appellations à la chambre de Spire , les juges en dernier ressort & les régales des Seigneurs , mais qui conservoit cependant au Maître-Echevin sa juridiction ordinaire.

Ce Parlement est en même tems , chambre des comptes , cour des aides , cour des monnoies & table de marbre , & a autorité , pouvoir & juridiction en dernier ressort , dans la connoissance de toutes matieres civiles , criminelles , bénéficiales , mixtes , réelles & personnelles , aides & finances & toutes au-

tres sans aucune exception, à l'instar du Parlement de Paris, avec cette différence que, comme les Officiers qui le composent ne servent que par semestre, ils ont deux rentrées solennelles, savoir en Février & en Août.

Ce Parlement avoit autrefois une juridiction très-étendue, car il comprenoit les Trois-Evêchés, la Lorraine, l'Alsace, le Luxembourg & le Comté de Chini : mais par la restitution du Luxembourg, du Comté de Chini, & par l'établissement du conseil suprême d'Alsace, son autorité se trouve bornée aux Trois-Evêchés & au Présidial de Sedan.

La juridiction du Maître-Echevin & des Treize fut réduite en 1633. lors de la création du Parlement de Metz, à connoître seulement en première instance de toutes les matieres civiles & criminelles, & à juger souverainement jusqu'à la somme de cent livres, les appels de leurs jugemens pour des sommes plus fortes devant se porter au Parlement.

Cet ancien tribunal ne conserva pas longtemps ce foible reste de sa puissance, & il fut supprimé par l'édit du mois d'Avril 1634.

qui créa les présidiaux de Metz, Toul, Verdun, Sedan, Sarrelouis, & les Bailliages de Thionville & Mouzon. Il y fut ordonné que les plus notables de la ville de Metz nommeroient quatre d'entre eux qui, sous les titres de Maître-Echevin & Echevins, auroient l'administration des affaires municipales.

L'établissement du présidial de Metz ayant été traversé pendant plusieurs années par les remontrances du Maître-Echevin & des Juges-Treize, le Roi donna une déclaration au mois de Décembre 1640. par laquelle, considérant la ville de Metz comme la Capitale de la Province, il ordonna qu'il y auroit un Maître-Echevin & dix Echevins pour le Gouvernement & l'administration de la Maison commune, à l'instar, & aux mêmes fonctions, honneurs, autorités, prérogatives, prééminences & libertés dont jouissent les Prevôt-des-Marchands, Echevins & Conseillers de la Ville de Paris; lesquels seront choisis, à la pluralité des voix, entre les plus notables Bourgeois de la Ville.

Ce nouvel établissement ayant été la matière de différentes contestations, elles furent réglées par Arrêt du Conseil du 19 Décembre.

bre 1644. & par celui du 6 Novembre 1650. qui décident que les Maître & Conseillers-Echevins de la ville de Metz jouïront paisiblement de la juridiction civile & criminelle, qu'ils jugeront tous différends concernant les droits & deniers domaniaux, qu'ils exerceront toute juridiction sur leurs Officiers, fermiers & sous-fermiers, pour les abus & exactions qu'ils pourroient commettre en leurs charges seulement ; comme aussi sur les fermiers des usines publiques & maltôtes, en ce qui concerne les dits abus jusqu'à peine capitale & de mort inclusivement, suivant & conformément aux ordonnances.

L'arrêt du Conseil du 22 Octobre 1657. & les lettres patentes du mois de Décembre suivant vérifiées au Parlement le 7 Mai 1658. portent encore qu'il appartiendra aux Magistrats de la ville de Metz, à l'instar de ceux de Paris, toute juridiction & police sur les rivières, ports & quais ; officiers, gagnes-deniers, marchands & marchandises.

En 1661. le même Roi créa les prévôtés de Sierck, Saarbours, Phalsbourg & Longwy : mais il conserva le bailliage de Vic, ressortissant au Parlement à l'instar des bail-

liages royaux , en faveur de l'évêque de Metz qui en nomme tous les Officiers.

Enfin l'autorité & la juridiction qui avoient été conservées au Maître-Echevin , lors de l'établissement du Parlement, finirent entièrement l'an 1666. par la création de plusieurs Officiers de ville: de façon que ses fonctions actuelles se bornent au logement des gens de guerre & à l'administration & régie des biens & revenus patrimoniaux, des deniers communs & des octrois qui, depuis l'agrandissement que feu le Maréchal de Belle-Isle a donné à la ville, peuvent produire une somme de trois cents ou trois cents vingt mille livres, somme qui ne peut certainement suffire à toutes les dépenses dont cette ville est tenue.

L'intendant préside à l'adjudication des baux; & s'il naît des contestations au sujet de la perception des droits qui y sont compris , elles sont jugées en première instance par les Officiers de l'Hôtel de ville, & l'appel de leurs sentences se porte au Parlement.

Metz, Sedan, Thionville & Vic sont gouvernés par leurs coutumes particulières: Toul & Verdun suivent le Droit Romain; & la

coutume de Lorraine est en usage dans les pays que comprennent les quatre grandes routes cédées par le traité de Riswick.

La situation des Trois-Evêchés & des Etats de Lorraine, leur voisinage, les enclaves mutuelles, les alliances & la conformité de mœurs & de loix avoient engagé Louis XIV. à confirmer, par le 56^e Article du traité de Paris, la réciprocité d'hypothèques & d'actes des deux Etats; de façon que, dès ce tems, tout arrêt, jugement, acte ou contrat rendu ou passé dans l'un ou l'autre pays, emportoient réciproquement hypothèque, & s'exécutoient sans avoir besoin de *Visa* ni de *Pareatis*; ce que n'a pu qu'autoriser & confirmer l'union de la Lorraine à la France qu'a consommé la mort de Stanislas Roi de Pologne.

Il y a dans cette généralité deux sieges de traites, qui ont été créés en 1661. l'un à Metz & l'autre à Verdun.

Le premier, outre la connoissance de ce qui concerne les cinq grosses fermes, juge encore du tabac, du contrôle des exploits & de la formule, en conséquence des Arrêts des 24 Février 1693. & 28 Avril 1694.

Le second connoît des mêmes matieres, à l'exception de la formule. La juridiction de Ville-Franche sur Meuse y avoit été jointe, parce que les offices créés pour ce dernier endroit n'avoient pas été levés : mais ceux de Verdun étant par la suite tous tombés aux parties casuelles, faute d'acquéreurs, il a été ordonné par Arrêt du Conseil du 8 Avril 1727. que tous les procès occasionnés pour cause de la perception des droits du Roi des fermes-unies dans les bureaux de Ville-franche sur Meuse, d'Annevoux, de Brielle sur Meuse, Brielle-sur-Bar, Baricourt, Beaufort & Buzanci, seroient portés à la juridiction des traites de Mouzon, ainsi & de la même maniere qu'elles l'étoient auparavant à Verdun.

L'intendant de la province connoît seul de la perception des deniers du Roi & de la gabelle ; les fonctions du bureau des finances sont bornées à l'arrêté des états au vrai, & il n'y a point d'élus.



CHAPITRE IV.

Du gouvernement militaire des Trois-Evêchés.

Cette province est défendue par plusieurs places fortes , qui sont Metz , Toul , Verdun , Thionville , Sarrelouis , Longwy , Montmédi & Phalsbourg , qui toutes ont un Gouverneur particulier , un Lieutenant de Roi & un Etat-Major : Marfal n'a qu'un Commandant ; & c'est le Commandant de la Province d'Alsace qui a l'autorité militaire dans Phalsbourg , quoique pour le reste cette place relève des Evêchés.

La Province a un Gouverneur Général & un Commandant Général qui est , en même tems , Lieutenant-Général de Metz & du pays Messin.

Toul a un Gouverneur particulier , qui prend la qualité de Gouverneur de Toul & Pays Tulois , & qui n'est point soumis au Gouverneur Général de la Province.

Le Gouvernement Général a 1^o. une Compagnie de vingt-quatre Hallebardiers commandés par un Lieutenant , un Sous-Lieutenant & deux Brigadiers , qui doivent faire

le service chaque jour chez le commandant de la capitale , pour y recevoir & délivrer les clefs des portes de la ville: 2°. une Compagnie de vingt quatre gardes à cheval , commandés de même par un Lieutenant , un Sous-Lieutenant & deux Brigadiers , & dont la fonction est d'avoir chaque jour un cavalier d'ordonnance chez le Commandant de la capitale , pour exécuter les différens ordres & les commissions diverses qu'il en peut recevoir: 3°. une Compagnie des archers des Bandes , qui est à la suite de l'Etat-Major de la Ville & de la Citadelle de Metz , & qui est composée d'un Prevôt , d'un Lieutenant , d'un Greffier & de douze gardes.

Les fonctions du Prevôt consistent à instruire le procès contre les criminels sujets du conseil de guerre , lorsque la plainte a été présentée & décrétée par le Commandant de la place. Cet Officier est chargé des informations , de faire prêter interrogatoire à l'accusé , de procéder aux recolemens & confrontations , pour rapporter le tout au Conseil de guerre , qui alors prononce.

Le Greffier écrit les procédures , assiste aux inventaires des Officiers morts , & procede à

la vente de leurs effets , sur le produit desquels il a le sou pour livre.

Quant aux archers des Bandes , un d'eux doit se trouver tous les jours à la garde & à l'ordre , pour recevoir les ordres de Messieurs de l'Etat-Major ; & ils assistent tous aux cérémonies publiques & à l'exécution de ceux qui sont jugés par le Conseil de guerre.

Les différentes villes de la généralité ont leur Milice Bourgeoise qui , dans la capitale , est composée de quatre bataillons , qui sont assujettis à monter la garde , lorsqu'il n'y a point ou qu'il y a peu de troupes , mais qui en tout tems fournissent la patrouille. Les Officiers sont brevetés , & nommés par le Maître-Echevin de la ville , qui en est Colonel né. Ils jouissent tous d'exemptions de loger les gens de guerre. Leur uniforme est habit bleu , paremens & collets rouges , boutons & boutonnières en or , culottes d'écarlatte & chapeau bordé d'or. Les drapeaux de ce corps sont noirs & blancs par opposition.

Chaque Compagnie est formée de six Sergens & de deux tambours : mais le nombre des fusiliers n'est déterminé que par celui des

Bourgeois fujets à la garde, qui se trouvent dans l'étendue de la paroisse, dont la Compagnie porte le nom.

CHAPITRE V.

Des Finances.

La taille porte, dans les Trois-Èvêchés, le nom de subvention : mais la capitation & les autres impositions extraordinaires, qui y ont lieu comme dans les pays d'élections, y conservent leur dénomination.

Le domaine foncier est d'un très-petit objet, & ne consiste qu'en quelques droits de justice, terrages, moulins, fours banaux &c. mais le Roi y a établi le contrôle des exploits, celui des actes de notaires, la ferme du tabac, le papier timbré, la marque du fer & celle de l'or & de l'argent.

La vente du sel fait une des plus considérables parties des revenus de cette province, dont on évalue le produit annuel à peu près de la manière suivante :

Recette générale	-	850,000 liv.
Gabelle produit brut.	-	360,000
Marque des fers, non compris		
Sedan.	-	24,000
Contrôle & Domaines.	-	266,000
Pied-fourchu, ou droits de		
boucheries.	-	45,000
Tabac produit brut.	-	65,000
Marque d'or & d'argent.	-	4,000
Décimes.	-	20,000
Huiles & favons en déduisant		
3000. liv. comprises dans la re-		
cette générale sans frais.	-	400
		<hr/> 1,634,400

CHAPITRE VI.

Du Commerce des Trois - Evêchés.

Quoique le pays soit généralement assez bon, cependant les grains qui y croissent ne suffisent pas à la subsistance de ses habitans, parce qu'il est fort peuplé. Cet inconvénient étoit encore plus considérable, quand la Lorraine formoit un Etat distinct de la France, parce que ce Duché seroit de toute

part les Evêchés , & occupe les meilleures Campagnes.

Il est vrai que le canton dont je traite est le plus gras. Il s'y recueille quantité de vins, dont les meilleurs viennent de la côte opposée à celle sur laquelle est située la ville de Metz. La vente de ces vins jette beaucoup d'argent dans le pays ; cependant les Lorrains sont parvenus à en diminuer le produit, parce que les vignes qu'ils ont plantées produisent à la vérité des vins de moindre qualité, mais que le soldat préfère à cause de la médiocrité du prix.

On trouve aussi dans le canton de Vic quantité de ruisseaux & de petites rivières, qui forment des étangs, dont il y en a d'une grande étendue, & dont les pêches abondantes font une partie considérable du commerce.

Les marchandises du crû de la Province qui s'y consomment, & dont l'excédent passe à l'étranger, sont quelques eaux-de-vie, de l'huile de navette, des cuirs de bœufs, vaches, & veaux tannés, des fruits, des toiles, quelques ouvrages de lainerie & de boutonnerie, des ratines, des ferges, des droguets, des étamines, le tout en petite quantité.

Les marchandises qui entrent dans cette Province, sont de toutes sortes de clinquail-
lerie & mercerie qui viennent de Hollande,
de Francfort, de Maïence & de Worms; de
la poterie qui vient de Cologne, des bijoute-
ries & étoffes de soie qui viennent de Lyon,
& on y porte des bestiaux, du froma-
ge, du beure, des pelleteries, du bois de
sciage qui vient des Vosges & des chevaux
qui sortent d'Allemagne.

Comme la Meuse & la Moselle passent en
descendant sur plusieurs petites souverainetés,
les droits de péage deviennent si considéra-
bles des Evêchés en Hollande, ainsi que pour
le retour, qu'ils excèdent quelquefois la va-
leur des marchandises, de sorte que presque
tout le commerce se fait par terre.

Il y a eu plusieurs projets pour rendre la
Moselle navigable le plus près de sa source
qu'il seroit possible, afin de faciliter, entre
autres choses, le transport des mats de navi-
res & des planches que l'on tire de la Vos-
ge, on avoit même dessein de la faire com-
muniquer à la Meuse par un Canal entre
Toul & Pagny: mais on ne voit pas qu'au-
cun de ces projets, formés avant la restitution

de la Lorraine en 1661. aient été mis à exécution depuis que le feu Roi Stanislas en avoit été mis en possession.

CHAPITRE VII.

Population des Trois-Evêchés.

Suivant le dernier dénombrement, le total des paroisses de l'intendance de Metz est de six cents vingt cinq, dans lesquelles on compte 30,801. feux qui, à raison de quatre personnes par feu, doivent faire.

Pour la Campagne • - -	123,800
Pour la Ville de Metz - -	45,000
Ce qui forme un total de -	168,800*

Suivant M. de Vauban, les Trois-Evêchés contiennent deux cents vingt deux lieues quarrées qui font 1,040,736. arpens quarrés.

Je ne puis laisser passer cet article, sans donner une idée de l'antiquité de l'établissement que les Juifs ont dans la Ville de Metz, & des privileges dont ils y jouissent.

On trouve dans un Concile tenu à Reims en 625. ou 630. qu'il est fait mention des

* 30,801 multipliés par 4, ne produisent que 123,204. Il y a par conséquent erreur dans les résultats de l'Auteur. Note de l'Editeur.

Juifs établis à Metz : & un Concile assemblé dans cette capitale même des Trois-Evêchés en parle en 888. Les registres de l'Hôtel de Ville conservent une ordonnance du Maître-Echevin, en datté du 2 Juillet 1562. qui condamne le Juif Mardochée, son serviteur, & un autre Juif nommé Isaac, à sortir de la ville. Il y eut même l'année suivante une pareille injonction faite à tous les Juifs qui résidoient à Metz : mais par ordonnance du 6 Août 1567. il fut permis seulement aux familles de Mardochée, Isaac, Michel & Gerson, de demeurer & trafiquer en cette ville, aux conditions par eux offertes de payer sur le champ deux cents écus, & deux cents francs Messins chaque année au profit des pauvres.

Les Juifs ont depuis été tolérés à Metz par le Roi Henri III. & par une ordonnance de M. le Duc d'Epéron Gouverneur, du 1 Janvier 1603. les huit ménages, désignés par ce Roi, avec leurs descendans, au nombre de cent vingt personnes, faisant vingt quatre ménages, ont été maintenus dans leur résidence. Cette ordonnance a été confirmée par les Lettres Patentes de Henri IV. du 24

Mars

Mars 1609. renouvelées le 24 Janvier 1632. par Louis XIII. & entérinées au Parlement de Metz par arrêt du 3 Mai 1635.

Le 25 Septembre 1657. les Juifs, étant alors au nombre de quatre-vingt seize familles issues des quatre premières, obtinrent de Louis XIV. des lettres de confirmation de leurs privilèges, à charge de ne pouvoir à l'avenir faire le choix d'un Rabin, ni appeler des Juifs du dehors du Royaume, sans en avoir obtenu la permission du Monarque. Ils ont le libre exercice de leur Religion; mais à l'exception de leurs maisons, ils sont dans l'interdit d'acquérir ou de posséder aucuns immeubles en propriété. Ils occupent un quartier séparé & limité à droite de la Moselle près du retranchement de Guise. Leur nombre actuel est de plus de trois mille, en sorte que leur quartier étant fort resserré, ils sont obligés d'élever leurs maisons jusqu'à cinq & six étages pour pouvoir se loger.

On distingue à Metz les Juifs par un manteau noir, un petit rabat blanc & leur barbe. Leur Sinagogue n'a rien de remarquable; elle est fort petite; & ainsi que dans les autres, les femmes y sont séparées des hommes, &

placées dans une falle élevée , où elles ne font pas vues , mais d'où elles peuvent entendre ce qui se dit & voir ce qui se passe dans la Sinagogue. Ils y font des prieres pour le Roi , les Princes & les Magistrats.

Tous les trois ans au mois de Juillet il se fait une assemblée , dans laquelle on procede , en forme d'élection , à commettre sept nouveaux Sindics ou à confirmer les anciens. Ces Officiers font chargés de la police , administrent les affaires de la communauté , & imposent par rôle toutes les choses nécessaires à remplir leurs charges & les autres objets relatifs.

Dans les affaires qui naissent entre eux , les Juifs n'ont d'autres juges que leur Rabin , qu'ils font venir ordinairement de loin afin que n'ayant point de parens dans le lieu , il ne favorise personne : mais sa décision n'a de force , qu'autant que les deux parties veulent bien s'y soumettre. A l'égard des affaires qu'ils ont avec les Chrétiens , ils sont traduits devant les tribunaux ordinaires , & s'ils sont dans le cas de prêter serment , ils le font sur le texte de la loi que le Rabin apporte en justice.

Les Juifs de cette ville observent des coutumes & des usages extraits du Cahier par eux présenté le 2 Mars 1743. au Parlement de Metz, en exécution des Lettres Patentes du 20 Août 1742. registrées au même Parlement le 30 du dit mois. Les Officiers de leur Sinagogue sont un Grand-Rabin, sept Sindics & un Secrétaire de la communauté.

CHAPITRE VIII.

Etablissement de la Gabelle dans les Evêchés.

La vente & l'achat du sel, avant l'an 1633. étoient aussi libres dans les Evêchés, que le trafic des autres marchandises peut l'être. Le sel qu'on y débitoit, se tiroit de Lorraine ou de Malines : cependant malgré cette liberté, quelques Seigneurs obligeoient leurs sujets & vassaux à acheter d'eux cette denrée nécessaire, & c'est la raison pour laquelle, lors de l'aliénation de la Saline de Moyenvic faite au Duc Charles de Lorraine en 1571. l'évêque de Metz s'étoit réservé quatre cents muids de sel.

C'est ce que M. le Bret crut devoir remontrer au conseil du Roi en 1626. en ces ter-

mes. „ Outre plus, Sire, *dit ce Magistrat*,
 „ je vis la gabelle établie en toutes ces Vil-
 „ les, & spécialement dans Verdun, au pro-
 „ fit des étrangers, même qu'il y avoit des
 „ Officiers créés pour la perception des Im-
 „ pôts, avec défenses aux habitans, tant de
 „ la ville que de la campagne, d'user d'autre
 „ sel, que de celui de Lorraine, sur peine
 „ d'amende & de confiscation, comprenant,
 „ dans ces termes généraux, le sel de Fran-
 „ ce: en effet le Duc de Lorraine faisoit con-
 „ fisquer le sel qui en venoit, & les che-
 „ vaux & équipages, ce qui ne pouvoit être
 „ qu'au prejudice de l'autorité de Votre Ma-
 „ jesté qui, par son titre de Protecteur, étoit
 „ obligé de conserver la liberté publique,
 „ telle qu'elle a toujours été parmi ces peu-
 „ ples. Tout cela, provient d'avoir autrefois
 „ vendu & aliéné les Salines de Marfal qui
 „ dépendoient de l'évêche de Metz.

Sur ce principe M. le Bret leva les défenses, & donna permission à toutes personnes de prendre indifféremment du sel pour leur usage où bon leur sembleroit.

Le Roi ayant créé un Parlement à Metz,

en 1633. & voulant assigner un fond pour les gages des Officiers qui le composoient, établit par édit du mois de Septembre de la même année, la gabelle à son profit, à l'exemple, mais à l'exclusion des Seigneurs & des Communautés.

Les trois ordres s'opposèrent envain à l'exécution de cet édit, & n'en ayant pu obtenir la révocation, les députés chargés des propositions de la Province, se réduisirent à demander la préférence sur le fermier, & s'obligèrent à payer au Parlement le prix de l'adjudication, qui étoit de 1,800,000 liv. par an.

Ils en jouirent pendant l'espace de douze années, pendant lesquelles la guerre étant survenue, le recouvrement fut troublé, & le Parlement mal payé demanda en 1646. la régie de cette ferme pour lui tenir lieu de gages, ce qui lui fut accordé : mais ces juges peu au fait de cette matière, manœuvrèrent mal ; le désordre augmenta : au lieu de le diminuer, ils doublerent le prix du sel, comptant doubler leurs produits. Le peuple se mutina en beaucoup d'endroits & entre autres à Toul, le mélange des terres de Lor-

raine avec celles des Evêchés favorisa le faux faunage, que les troupes & les habitans firent impunément; de façon qu'en 1661. le Parlement supplia le Roi de reprendre cette ferme, & de lui accorder un fond fixe, ce qu'il obtint; & depuis ce tems le Prince l'a fait régir pour son compte.

En 1670. la gabelle des Evêchés fut incorporée à celle de Lorraine, dont elle fut ensuite désunie en 1697.

La gabelle des Evêchés & les domaines d'Alsace & de Franche-Comté avoient toujours composé une ferme particuliere, séparée des cinq grosses fermes: mais la Compagnie des Indes, ayant reconnu que le pays faisoit un versement très ruineux aux gabelles de Champagne & de Bourgogne, la fit réunir en 1720. à la ferme générale, dont elle fut encore séparée en 1724. sous le nom de Grillau, & réunie en 1726. par les raisons ci-devant alléguées; & je crois pouvoir dire qu'il sera toujours de l'intérêt du Roi qu'elles demeurent jointes.

Les sels qui se consomment dans les Evêchés & dans une partie de l'Alsace, se tirent de Moyenvic, où il y a des sources

salées ; desquelles le sel s'extrait par le moyen du feu.

CHAPITRE IX.

Des Huiles & Savons.

L'huile est une matiere onctueuse, grasse & inflammable , qui sort ou que l'on tire de plusieurs corps naturels. Il y en a de près de cent fortes, dont le commerce est un des plus considérables du Royaume de France.

Louis XIV. ayant estimé que , pour l'entretenir & augmenter , il étoit nécessaire d'établir des personnes capables & intelligentes pour veiller à tout ce qui pourroit en perfectionner la fabrication & la qualité , s'y porta d'autant plus volontiers, qu'en procurant l'avantage du public, il trouvoit en même tems des secours , pour subvenir aux dépenses de la guerre , dans laquelle il se trouvoit alors engagé.

Ce sont les motifs de l'édit du mois de Mai 1705. par lequel il a été créé des offices de Jurés-Contrôleurs & Essayeurs d'huiles , dans toutes les Villes principales du Royaume , avec attribution , pour leur tenir lieu de

gages , de 6 deniers pour livre pesant de toutes fortes d'huiles , d'amandes-douces , d'olives , de noix , de graisse & de poisson ; & d'un sou pour livre aussi pesant de toutes les autres huiles de plus grande valeur : mais le droit de six deniers pour livre pesant sur les huiles de graine ayant paru trop considérable & préjudiciable au commerce , il fut modéré à 3 deniers par déclaration du 8 Septembre 1705.

Les droits ci-dessus établis ne devant être perçus que dans les villes dénommées dans l'édit de création , les commerçans pour en éviter le paiement , firent leurs magasins & entrepôts dans d'autres villes , ce qui ayant occasionné des plaintes de la part des acquéreurs , le même Roi , par sa déclaration du 15 Mai 1707. ordonna que les dits droits auroient lieu dans tout le Royaume , à l'exception toutefois du Languedoc , de la Provence & de la ville de Metz , qui s'en étoient affranchis moyennant finance.

Ce Prince , informé par la suite que cet établissement gênoit extraordinairement le commerce , supprima les dits offices par édit du mois de Décembre 1708. & ordonna que

les droits qui leur avoient été attribués , seroient à l'avenir perçus à son profit.

Les besoins de la guerre qui continuoit toujours avec chaleur , exigeant des secours fréquens , ce prince se détermina de nouveau à aliéner les dits droits , en créant cent offices d'inspecteurs & visiteurs de toutes sortes d'huiles pour Paris seulement , se réservant pour les autres villes du Royaume d'en établir en tel nombre qu'il seroit jugé suffisant , avec attribution des mêmes droits dont avoient joui les anciens pourvus , mais la ville de Metz en fut encore exceptée.

Enfin guidé par un nouveau motif , ce Roi supprima ces offices , & en réunit les droits à son domaine par édit d'Octobre 1710. qui révoque en même tems tous les abonnemens ; notamment celui de Metz , & par-là cette ville se trouve maintenant assujettie au paiement de ces droits , ainsi que les autres villes du Royaume.

En conséquence des offres & des différens arrangemens de la Compagnie des Indes , tous les droits sur les huiles & savons , qui avoient été adjugés à Henri Vanneffon , pour six cents mille livres par an , furent supprimés ,

& les baux réfilés par Arrêt du 19 Septembre 1719. mais le succès de tous les plans de cette Compagnie n'ayant point répondu aux espérances qu'elle avoit annoncées, il fallut abandonner la nouvelle & retourner à l'ancienne: de sorte que, par Arrêt du 22 Mars 1722. le bail fut rendu au dit Vanneson, qui n'en jouit qu'environ trois ans & demi, le Roi ayant jugé à propos de mettre cette partie en régie, sous le nom de Martin Girard, ce qui fut exécuté en vertu de l'Arrêt du 20 Novembre 1725: mais elle est maintenant comprise dans le bail général des fermes - unies.

Le Savon est une pâte ou composition faite de plusieurs sortes d'huiles de graines, mêlées avec des cendres de chêne, & de quelques autres végétaux & corps nitreux ou salés, comme la Soude, la Potasse, la Védasse, la Chaux, la Couperose, l'Eau-forte, l'Amidon &c. avec lesquels, pour rendre le Savon jaspé, on emploie du Cinnabre, de l'Ocre-rouge, de l'Indigo & autres semblables couleurs.

Il y a cinq bureaux établis dans les Evêchés, pour la perception des droits sur les

huiles & savons , allans à l'étranger ou qui en viennent , dont le produit est à peine suffisant pour payer les frais de régie. A l'égard des droits de ce qui se consomme dans l'intérieur , la Province s'est abonnée à la somme de 3,000 livres , dont l'imposition se fait annuellement sur les contribuables , en vertu de l'Arrêt du premier Mai 1717.

La déclaration du 28 Novembre 1705. attribue la connoissance des contestations qui naîtront sur cette matiere , à Messieurs les Intendans. Celle du 21 Mars 1716. prescrit la forme de la régie & de la perception ; & celle du 4 Avril suivant , regle le droit de contrôle à 6 sous , & dispense de l'usage du papier timbré tout ce qui a rapport à l'exploitation de cette partie.

CHAPITRE X.

Maniere de procéder à l'assiette & à la répartition des impôts dans le département des Evêchés.

Lorsque ce pays étoit sous la domination des Empereurs & membre du corps germanique , les impôts s'y levoient par Mois Romains ,

suivant la matricule de l'Empire, dont j'ai donné, dans le premier volume, l'explication, en parlant des impositions d'Alsace, parce que la mémoire de cette contribution est plus récente dans cette dernière province.

Après que les Evêchés se furent soumis à la France, comme ce n'étoit qu'à titre de protection, les habitans ne payoient presque aucune imposition, le Roi se contentant d'y mettre des troupes & d'y établir des commandans, sans exiger ni droits ni tributs, laissant aux villes & communautés la puissance & la liberté dont elles jouissoient en qualité de membres médiats ou immédiats de l'Empire.

En 1633. le Roi, après avoir réglé la forme de la justice par la création du Parlement, voulut aussi en donner une certaine à la finance: mais ce pays étant devenu le théâtre de la guerre avec l'Empire, l'Espagne & la Lorraine depuis 1635. jusqu'en 1661. ce Prince ne put parvenir qu'à cette dernière époque à soumettre les Evêchés à une imposition générale, à laquelle on donna le nom de subvention, pour tenir lieu de taille, & qui fut réglée par an à cent mille livres, & le

fou pour livre; au moyen de quoi il étoit dit que les autres levées, impositions, contributions, droits de conduit, & autres charges de quelque nature qu'elles pussent être, seroient éteintes & supprimées. Pour rendre même cette imposition plus insensible aux sujets de ces pays, le monarque leur permit de la faire de telle manière, & sur telles denrées qu'ils aviseront, autres néanmoins que le sel.

L'intendant faisoit seulement la répartition de ce que chaque pays, prévôté ou chatellenie devoit porter, que le Magistrat divisoit ensuite sur les villages qui en dépendoient, ainsi qu'il se pratiquoit anciennement pour les Mois Romains; ce qui a subsisté jusqu'en 1670. que le Roi a jugé à propos de prescrire la forme qui est en usage aujourd'hui & que je vais expliquer.

La Lorraine ayant été conquise fut jointe en 1678. au département de Metz; & pour rendre les levées uniformes, le Prince supprima, au grand contentement des peuples, l'impôt appelé *de Lorraine*.

Cet impôt avoit été accordé au Duc Charles par les Etats de ses pays assemblés à Bar au mois d'Avril 1603.

Il confiftoit au dixieme pot de tous les vins qui fe confommoient, & s'appelloit l'*Aide de S. Remi*, & en 6. d. par Franc-Barrois de toutes les marchandifes & denrées qui fe vendent dans la Lorraine & Barrois; lequel droit de 6 d. avoit lieu autant de fois que la chofe étoit vendue & changeoit de main, enforte que cette perception étoit très-onéreuse par la multiplicité des commis, par le trouble & le dérangement qu'elle portoit dans le commerce, & par les procès & contestations perpétuelles dont elle étoit fufceptible. Le Clermontois appartenant à la Maifon de Condé, qui y jouit des droits quafi régaliens, eft maintenant le feul endroit ou l'impôt de *Lorraine* ou *Aide S. Remi* ait lieu.

La maniere aétuelle de faire l'affiette, la répartition & le recouvrement des impofitions dans les Evêchés, refsemble prefqu'entièrement à ce qui fe pratique dans les pays d'élection; & l'on pourroit même dire qu'il n'y a de différence, qu'en ce que la diftribution de l'impôt s'y fait avec plus d'équité, quoique l'on y foit encore fort éloigné d'une juftte proportion. Il n'y a point d'élections & par conféquent l'on n'y eft point ex-

posé à cette procédure ruineuse pour abus, furtaux, malversations &c. qui ruine presque tous les pays, où ces misérables tribunaux sont établis. Dans les Evêchés, toutes les contestations au sujet de l'impôt sont jugées par l'intendant sommairement & sans frais, sur le rapport de ses subdélégués.

C'est lui qui, après avoir reçu l'arrêt & les lettres patentes qui ordonnent l'imposition, procède à l'affiette qui en doit être faite sur chaque communauté ; à l'effet de quoi il se fait représenter un état contenant le nom de chaque paroisse, la qualité du terroir, le nombre des feux, celui des charues & des artisans, avec leurs taux, année commune prise sur les six dernières, ensemble les requêtes & mémoires des communautés qui se prétendent surchargées par l'affiette précédente.

Les mandemens sont ensuite envoyés aux Maires de chaque paroisse, dans la huitaine, à la diligence des receveurs particuliers, & sans frais.

Le Maire ou Maimbourg est nommé annuellement par le Seigneur, qui peut le continuer, s'il le juge à propos ; & pendant qu'il

est en place, il fait les fonctions de Syndic, relativement aux impôts.

Aussitôt que le mandement lui est parvenu, il doit assembler les habitans de sa communauté, pour nommer des asséeurs à la pluralité des voix, dont il est dressé procès-verbal. Ces asséeurs sont au nombre de 3. 5. ou 7. suivant la force des lieux, & prêtent serment de bien & fidèlement vaquer à la fonction de leur office. Ils sont tenus de procéder, dans la quinzaine, à la répartition de la subvention & des impositions extraordinaires par un seul & même rôle; faute de quoi ils peuvent être contraints par les receveurs & même par corps, au paiement de la moitié des dites impositions.

Les asséeurs ayant achevé les rôles, les remettent aux collecteurs, qui sont pareillement nommés par la communauté, & passent en charge suivant l'ordre du tableau, en nombre proportionné à la force du lieu, étant fort rare qu'il en soit nommé d'office.

Huitaine après la confection du rôle, il doit être vérifié & rendu exécutoire par le subdélégué, dans le département duquel la communauté se trouve située, auquel il en reste une copie en forme.

Il ne peut être imposé aucune & plus grande somme que celle portée par le mandement, sous quelque prétexte, & pour quelque cause que ce puisse être, à peine d'être procédé extraordinairement contre les contrevenans.

Les collecteurs qui ont été en charge l'année précédente, ne peuvent être augmentés qu'au sou la livre de l'augmentation générale, ou en cas d'augmentation de leurs biens, ou de nouvelles exploitations.

Les contribuables qui prétendent être surtaxés, sont tenus de former leur opposition en surtaux, dans trois mois du jour de la vérification du rôle; & pour éviter aux communautés les frais des voyages & autres dépenses, les plaignans doivent se pourvoir par requête, devant le subdélégué de leur département, lequel entend les parties contradictoirement, dresse mémoire de leurs raisons respectives, & envoie le tout avec son avis à l'intendant, qui prononce ensuite, sommairement & sans frais, ce qu'il estime convenable : après les trois mois passés, ils sont non recevables, conformément à l'arrêt du Conseil du 25 Février 1666.

S'il y a lieu à la modération, le rejet s'en fait sur le champ sur tous les habitans au marc la livre de la subvention, mais le cas ne se présente pas souvent.

En conséquence d'une ordonnance du dernier Janvier 1717. rendue par M. de Harlay alors intendant de la province, les receveurs ne peuvent décerner leurs contraintes avant le 15 Mai pour le premier quartier, ni avant le 15 Novembre pour le dernier.

Ces contraintes doivent être visées par l'intendant ou ses subdélégués, & il doit y être fait mention des noms des huissiers ou garnisonniers, & des sommes pour raison desquelles elles sont décernées.

Les receveurs doivent remettre, dans la quinzaine de l'envoi du mandement au greffe de l'intendance, un état contenant les noms des huissiers ou porteurs de contraintes dont ils entendent se servir, avec le détail des communautés dont chacun d'eux fera chargé.

Les huissiers ou garnisonniers ne peuvent sortir d'une communauté pour aller dans une autre, que la première n'ait entièrement satisfait au paiement des sommes pour lesquelles

les la contrainte avoit été décernée, ni exiger des frais de deux communautés en un même jour, à peine de concussion.

Le garnisonnier est logé par le Maire chez ceux des habitans qui sont en retard de paiement, en commençant par ceux d'entre eux qui doivent la plus grosse somme, & successivement chez les autres jusqu'à fin de paiement, & le dit Maire doit certifier & signer l'arrivée, le départ & le paiement de la garnison.

Les receveurs doivent tenir un registre cotté & paraphé par les subdélégués, pour y écrire toutes les contraintes qu'ils décerneront datte par datte, & le tems que les porteurs de contraintes auront été dans chaque communauté; duquel registre il doit être dressé procès-verbal, par le subdélégué, à la fin de chaque exercice.

Les frais de contrainte & de garnison doivent être supportés en entier par les particuliers en demeure de payer leurs cottes, sans qu'ils puissent être à la charge de la communauté.

La remise du mandement tient lieu du premier commandement pour la confection.

& vérification des rôles , & pour le paiement de la première & seconde moitié de la somme portée en icelui.

Au défaut de paiement de la part d'un contribuable , le collecteur seroit en droit de saisir les bestiaux : mais il n'y a pas d'exemple qu'on en soit encore venu à cette extrémité.

Il y avoit ci-devant des huissiers en titre, mais ils ont été supprimés ; & les contraintes ne sont mises à exécution que par des garnisonniers, auxquels il est payé vingt sous par jour pour tous frais.

Les poursuites qui se font sur la subvention , sont sujettes au papier timbré & au contrôle : mais pour en éviter les frais, toutes les contraintes se délivrent sur la capitation , que les receveurs laissent toujours en arrière pour cette raison.

Lorsqu'il y a des non-valeurs, les mêmes assésés qui ont fait le rôle , se font autoriser par l'Intendant ; & le rejet s'en fait sans frais dans la même année sur tous les habitants au marc la livre de la subvention : mais le cas se présente rarement.

L'a solidité pourroit avoir lieu dans cette Province , comme dans les pays d'élection ,

mais il n'y a pas d'exemple que l'on ait été obligé d'avoir recours à cette procédure.

Il est ordinaire que tous les collecteurs paient la totalité de la subvention & crues y jointes dans le courant des mois de Juin, Juillet, & Août; & la capitation avec les impositions extraordinaires y jointes en Novembre, Décembre & Janvier: avec cette observation que chaque communauté paie la totalité de son imposition, soit capitation, soit subvention, en un seul paiement, dans l'espace du tems susdit.

A la fin de l'année, le Maire fait rendre compte, par-devant lui & les auditeurs nommés par la communauté à cet effet, aux collecteurs qui sortent d'exercice, qui peuvent y être contraints par corps, en cas de refus; & si par l'événement du compte il eût dû aux dits collecteurs, la somme est imposée l'année suivante, après en avoir obtenu la permission de l'intendant.

CHAPITRE XI.

Observations sur les Exempts, les Privilèges & sur la Translation de Domicile.

Les gens d'église & ceux vivans noblement, les Officiers des cours supérieures, ceux des bureaux des finances, les secrétaires du Roi, & tous les autres Officiers, dont les privilèges & exemptions n'ont point été révoqués, ne doivent point être compris dans les rôles, de même que les commeneaux des Maisons Royales, pourvu qu'ils reçoivent au moins 60 livres de gages & qu'ils servent actuellement.

Les valets domestiques des Ecclésiastiques & gentils-hommes qui font valoir, par leurs mains, une de leurs fermes ou métairies, dont l'exploitation n'excede pas quatre charues, doivent pareillement jouir de l'exemption, conformément à la déclaration du Roi du 21 Août 1703. pourvu toutefois que les dits valets domestiques n'aient pas été précédemment taxés à la subvention, qu'ils ne possèdent aucuns propres, & ne fassent commerce ni trafic.

Les Officiers commensaux des Maisons Royales peuvent tenir, par leurs mains, deux charues sans déroger, suivant le règlement du mois d'Août 1670.

Les Officiers & archers des maréchaussées jouissent de l'exemption entière des impositions.

Les fermiers des droits du Roi, leurs commis & employés doivent jouir des exemptions & privileges qui leur ont été attribués par l'ordonnance du mois de Juillet 1681. à moins qu'ils n'aient été imposés dans la communauté, avant leur commission, qu'ils n'y aient acquis des immeubles, & qu'ils n'y fassent trafic ou commerce, conformément à l'Arrêt du Conseil du 12 Juillet 1681.

Les maîtres des postes ne peuvent être imposés, qu'après en avoir eu la permission de l'intendant.

Les translations de domicile se reglent comme dans les pays d'élections, c'est-à-dire, que ceux qui vont demeurer d'une paroisse dans une autre de la même généralité, sont suivis pendant un an, & s'ils changent de généralité, la suite dure trois ans pour ceux de

la campagne & sept pour ceux de la ville.

Les habitans de Lorraine, qui cultivent des terres dans les Evêchés faisant partie du corps des domaines situés en Lorraine, ne doivent point être imposés pour raison de cette exploitation.

A l'égard de ceux qui ne font point leur demeure dans la communauté, & qui y cultivent des héritages appartenans à autrui, qui ne dépendent d'aucun corps de domaine, ils sont taxés sur le pied de 4 s. par Journal de terre labourable en valeur pour toutes les impositions, indépendamment de leurs cottes dans le lieu de leur résidence.

Ceux qui cultivent des corps de métairies en entier situés dans d'autres communautés, sont taxés à proportion de l'étendue de la métairie & des cottes des autres laboureurs du lieu.



CHAPITRE XII.

Détail abrégé sur les principales villes des Trois-Èvêchés.

ARTICLE I.

Bureau de Metz.

La ville de Metz située sur la Moselle, avec Èvêché, parlement, cour des aides & des comptes, bureau des finances, présidial, cour des monnoies &c. étoit déjà célèbre & illustre du tems des Romains, puisqu'elle étoit alliée de leur république, comme je l'ai remarqué dans l'abrégé historique de la Province. Ammian Marcellin la place avant Trêves sa métropole, sous laquelle elle avoit été mise lors de la division de la Belgique. Elle fut totalement détruite par Attila, & ce ne fut qu'après son rétablissement que Thierri, fils de Clovis, y fixa sa résidence; & après lui elle fut le séjour ordinaire des Rois de la France orientale ou de l'Austrasie.

Pendant les différentes révolutions arrivées dans l'Empire, les Èvêques & les Comtes ou Gouverneurs héréditaires s'étoient presque

emparés de tous les droits de la Souveraineté ; cependant les empereurs François , & après eux ceux d'Allemagne retinrent toujours le suprême domaine.

Les Comtes héréditaires subsisterent environ 250 ans , & finirent en 1219. après quoi le Maître - Echevin , qui représentoit les trois Etats ou le corps politique de la ville , eut toute l'autorité , malgré les oppositions des Evêques.

On voit que , sous l'empire de Charles-Quint , cette ville étoit libre & impériale , ne reconnoissant que l'empereur pour la souveraineté , & que la chambre de Spire pour le ressort.

En 1552. elle ouvrit ses portes à l'armée de France commandée par le connétable de Montmorenci ; & le Roi Henri II. y fit son entrée le 18 Avril en prenant seulement le titre de protecteur. L'empereur Charles-Quint l'attaqua l'année d'ensuite : mais il fut obligé d'en lever le siege. Elle fut enfin cédée à la France par le traité de Cateau-cambresis de l'année 1559. confirmé par celui de Vervins de l'an 1598 : mais Louis XIII. s'en déclara Seigneur souverain & absolu , & y

établit le Parlement, qui commença ses fonctions le 26 Août 1633. ce qui fut enfin définitivement reconnu par le traité de Westphalie de l'an 1648. comme je l'ai ci-devant observé.

Cette ville a été considérablement aggrandie, embellie & fortifiée sous les ordres & par les soins de feu M. le Maréchal de Belle-Isle, en sorte qu'elle peut être actuellement mise au rang des plus belles & des plus fortes places de l'Europe.

La ville de Metz paie sur ses revenus vingt mille livres, pour sa cote-part de la subvention & des autres impositions y jointes, & une capitation fixée à trente quatre mille livres, qui sont distribuées par les échevins sur les bourgeois, artisans & domestiques seulement, attendu que les Officiers de justice dans toutes les juridictions paient séparément la capitation sur leurs gages.

Cette ville étant encore impériale, lorsque les Juifs furent chassés de France, ils y ont conservé une Sinagogue, & ils y jouissent des mêmes privilèges que les autres Juifs répandus dans l'empire. Cette Sinagogue peut être composée de 300 familles faisant 12 à 1500 âmes.

Metz est le premier bureau de recette du département, il consiste en 250 paroisses, qui renferment environ 30,000 ames, lesquelles exploitent environ 2000 charues, & paient de toutes impositions, année commune, la somme de 240,000 liv.

ARTICLE II.

Bureau de Toul.

Toul sur la Moselle, à dix lieues de Metz, est une ville fort ancienne. César en fait mention dans ses commentaires, ainsi que plusieurs auteurs. Son temporel étoit autrefois aussi étendu que l'Evêché l'est aujourd'hui pour le spirituel.

Cette ville étoit comprise dans le Royaume d'Austrasie, & fut assujettie, comme les autres, par Othon I. sous le regne de Louis d'Outremer.

Elle eut des Comtes héréditaires pendant plus de 200 ans; mais la race s'en étant éteinte environ l'an 1150. les Evêques en prirent le titre, & les Ducs de Lorraine celui d'Avoué, dont ces derniers prenoient l'investiture des Empereurs.

En 1552. cette ville se mit sous la protection de Henri II. ce qui n'empêcha pas le Duc Charles de Lorraine d'y exercer son droit de protection & d'y lever le tribut, malgré l'opposition des Officiers Royaux. Cette prétention a toujours été agitée dans les différens traités faits avec la Maison de Lorraine, ainsi qu'il paroît par celui des Pyrénées, par le dernier article de celui de Vincennes en l'an 1661. par le dixieme de celui de l'an 1663. & lors de la restitution de la Lorraine faite au Duc Léopold petit-neveu du Duc Charles, qui en avoit été dépouillé en 1670. Mais enfin ce Duc Léopold se désista de toutes prétentions à ce sujet, par le VII. Article du traité de Paris de l'an 1718. ne pouvant plus faire valoir les droits de l'Avouerie qu'il tenoit des empereurs & de l'empire, & la souveraineté de la Ville & de l'Evêché ayant été cédée à perpétuité à la couronne de France par le traité de Westphalie.

Le bureau de Toul étoit très-considérable, lorsque la Lorraine étoit réunie aux Evêchés: mais il est un des moindres, parce qu'il est le même qu'il fut, lorsque cet Etat eût été

restitué à ses princes. Il n'y reste que 58 paroisses ou communautés, qui renferment environ 10,000 âmes n'exploitant au plus que 900 charues, & payant par année au receveur général du bureau de Toul, pour toutes impositions environ 92 ou 93 mille livres.

A R T I C L E III.

Bureau de Sedan.

Sedan, Ville de guerre sur la Meuse à 30 lieues de Metz, avec Etat-Major, Corps de ville, Présidial, Eaux & Forêts, juridiction des Traités & Maréchaussée, est la capitale d'une principauté, qui appartenait anciennement aux Archevêques de Rheims. Ces prélats l'échangèrent avec le Roi pour Cormi-
ci; elle passa ensuite à la Maison de la Marck, & par le Mariage de Charlotte de la Marck, elle fut transférée dans celle de la Tour d'Auvergne, qui en 1642. l'échangea avec le Roi Louis XIII. pour les Duchés d'Albret, de Château-Thierry & le Comté d'Evreux. Louis XIV. en prit possession en 1644. Cet échange fut vérifié au Parlement

l'an 1652. & les choses subsistent aujourd'hui en cet état.

Le ressort de cette principauté est composé de la ville, de ses fauxbourgs & de dix-sept villages.

Son commerce est très-considérable, & consiste principalement en draps, serges, bas au métier, armes, cuirs, faux & fers en verge, qui se fabriquent à Givonne village de la principauté.

La manufacture de draps est composée d'environ cent cinquante métiers, & occupe plus de 400 métiers, qui fabriquent tous ensemble 10 à 11000 pieces de draps.

Les deux manufactures Royales des Sieurs Pagnon & Rousseau entretiennent près de 40 métiers chacune, & fabriquent 15 à 1600 pieces de draps, ce qui fait en tout environ 12,000 pieces qui consomment 3,800 ballots de laine du poids de 200 livres chacun.

La manufacture des bas au métier est composée de 75 métiers, dont chacun fabrique communément par jour deux paires $\frac{1}{2}$ de bas.

La manufacture des armes n'est plus si considérable, depuis l'établissement de celle de Charleville.

Avant la révocation de l'édit de Nantes, Sedan , Mouzon & Château-Regnault avec 58 paroisses ou communautés qui dépendent de ces trois Seigneuries, étoient de la généralité de Metz pour toutes les natures d'impositions : mais après la révocation de cet édit, c'est-à-dire, sur la fin de l'année 1685. le Roi, ayant jugé à propos de veiller Sedan de plus près que les autres villes, tant à cause de sa situation frontiere, que parce qu'il y avoit peu d'habitans qui ne fissent profession de la religion réformée, y envoya un commissaire ordonnateur qui y fit les fonctions d'intendant jusqu'en 1694. qu'il fut rappelé, parce que cette précaution ne paroissoit plus nécessaire.

Dans cette circonstance, l'intendant de Champagne y établit un subdélégué, & imposa la capitation sur les 58 communautés, celui de Metz s'étant contenté d'y envoyer à l'ordinaire les mandemens de la subvention, sans réclamer l'autre partie.

Ce mélange & cette confusion d'autorité ayant donné lieu, en différens tems, à plusieurs inconvéniens, & le Roi étant prévenu de cette maxime générale, que le com-
man-

Commandement & la justice ne doivent point être en deux mains pour les choses qui ont le même objet, il ordonna par Arrêt du 11 Juillet 1730. que les habitans des villes & communautés du territoire de Sedan, Raucourt & Saint-Manges, des prévôtés de Château-Regnault, & de Mouzon, & des villages de Vaux, Euvilli, Testaigne & de Villefranche avec tout ce qui en dépend, seroient & demeureroient joints & réunis à l'avenir, à commencer en 1731. au département de Metz, pour les impositions, droits, charges & affaires, tant ordinaires qu'extraordinaires, & généralement pour tout ce qui regarde & concerne le service du souverain.

Le Bureau de Sedan est composé de 109. paroisses ou communautés, qui renferment environ 9000 ames, lesquelles exploitent onze cents charues & qui paient, année commune, au receveur général des finances de Sedan, la somme de 138,981 livres.

Les villes de Montmédi & Carignan ont été exemptées de la subvention pour y attirer des habitans : mais ces privilèges sont surannés, & si les habitans en jouissent encore, ce n'est que par tolérance.

ARTICLE IV.

Bureau de Vic.

Vic, sur la rivière de Seille, à dix lieues de Metz, est une ville principale de l'Evêché, avec bailliage qui relève nûment au Parlement.

Ce lieu étoit à peine connu avant le XII^e. siècle. Il appartenoit originairement aux Ducs de Lorraine, qui le céderent à l'Evêque de Metz, à la suite d'une longue guerre survenue entre eux à l'occasion des fortifications que le Duc Mathieu I. avoit fait faire à Château-Salins; l'Evêque ayant prétendu qu'il n'en avoit pas le droit.

Depuis cette cession, Vic est devenu la place principale de l'Evêché, quoique les Ducs de Lorraine eussent conservé une portion du domaine: mais Jaques de Lorraine, qui fut Evêque, fit don au siege qu'il occupoit de cette portion réservée par les souverains de sa famille, au moyen de quoi l'Evêque fut le seul seigneur, ce qui a subsisté jusques à présent.

Avant le traité de Paris de l'année 1718. le Bureau de cette ville étoit composé de

211 paroisses ou communautés: mais comme il en avoit été rendu 23 à la Lorraine par ce traité, & qu'elles formoient la prévôté de Rembervillers qu'on n'en a point désunié, il ne reste plus au bureau de Vic que 188 paroisses, qui contiennent environ 78000 âmes, lesquelles exploitent 1950 charues & paient, année commune, la somme de 133.000 livres pour toutes impositions.

La ville de Sarrebourg, qui dépend de ce bureau, a été exemptée de la subvention, parce qu'elle est exposée au passage continu des troupes qui vont en Alsace ou qui en reviennent.

A R T I C L E V.

Bureau de Thionville.

Thionville est sur la Moselle à cinq lieues de Metz. C'étoit dans le VIII. Siècle une Maison Royale, où Pepin premier Roi Carolingien tint une assemblée. Il y en a été tenu par la suite plusieurs autres tant politiques qu'ecclésiastiques; & les Empereurs & Rois François y ont souvent demeuré dans le neuvième siècle.

Dans le dixieme siecle Thionville vint au pouvoir de Seigneurs particuliers qui en prirent le nom: mais la race masculine en étant éteinte en 1200 les Comtes de Luxembourg l'unirent à leur domaine.

Cette ville fut fortifiée par Charles-Quint, & prise en 1558 par l'Armée Françoisé sur Philippe II. Elle fut rendue par le traité de Cateau-cambresis, & reprise l'an 1643. par l'armée de France commandée par le Prince de Condé.

Enfin par le XLI. Article du traité de paix des Pirénées, cette ville & toute sa gouvernance a été cédée à la couronne de France: mais cet Article n'a jamais été bien entendu de la part de la France, ni exécuté par les Espagnols.

Le territoire anciennement compris dans la Gouvernance de Thionville, commence à la Moselle à deux lieues au-dessous de Metz, & s'étend en avant des deux côtés de cette riviere jusqu'à Trêves, sur la droite jusqu'à la riviere de la Saare, & sur la gauche jusqu'à celle de la Saure: mais l'empereur, à qui ces pays n'ont été cédés que pour en jouir conformément au traité des Pirénées,

occupe actuellement la mairie de Remeek , & la prévôté de Greffmaker avec leurs enclaves , ce qui coupe la navigation & la communication de la France avec le Haut-Rhin d'un côté , & de l'autre avec le pays de Liege , de Cleves , de Juliers , de Guel-dres &c. & trouble entièrement le commerce des Evêchés , outre que le domaine & les impositions rapporteroient à la France plus de quatre cents mille livres. Il a été fourni à ce sujet d'excellens mémoires aux Ministres dans les tems des différens congrès qui se sont tenus , sans qu'aucun d'eux en ait fait usage , apparemment que des affaires plus importantes les ont détournés d'y faire attention.

Suivant l'état qui se trouvoit joint à l'édit de création du bureau de Thionville , il étoit composé de la ville & prévôté de Thionville , de celle de Sierck , du ban de Bazaille & de la ville & prévôté de Bric & Treistroff.

La Lorraine ayant été rendue à son Prince par le traité de Riswick , on démembra , du dit bureau la dite ville & prévôté de Bric & Treistroff : mais la France s'étant réservé la ville de Sarre-Louis avec la banlieue & la

ville & prévôté de Longwy, à la charge de donner au Duc de Lorraine, un équivalent dans les Evêchés, leurs territoires furent joints & unis au dit bureau par Arrêt du Conseil du 25 Mars 1698. de maniere qu'il se trouva composé de 204 paroisses. On remarquera que les deux villes de Sarre-Louis & de Longwy sont exemptes de subvention, par tacite reconduction des Lettres Patentes de leur établissement de l'année 1683. par lesquelles il leur avoit été accordé, pour un tems qui est expiré, plusieurs privileges afin de favoriser la formation de la colonie.

C'est sur le pied de cet établissement & de cette étendue que les deux offices de Receveurs furent levés, dont la finance payée aux parties casuelles monta à près de 50,000 livres: mais le V. Article du traité conclu à Paris au mois de Janvier 1718. ayant rendu au Duc de Lorraine cinquante-une paroisses dépendantes de la prévôté de Longwy, qui par la réunion de ce Duché à la couronne de France, n'en ont point été démembrées, ce bureau ne se trouve plus être composé que de 153 paroisses, qui renferment en tout environ 6000 ames, qui exploitent 1300

charues environ, & qui paient pour toutes impositions annuelles la somme de 108,901 liv. 12. f. 3 d.

ARTICLE VI.

Bureau de Verdun.

Verdun sur la Meuse à douze lieues de Metz, n'est connu que depuis l'établissement des François dans les Gaules. Elle étoit comprise dans le Royaume d'Austrasie, & fut conquise avec le reste de la Lorraine sur Louis d'Outremer par Othon I. qui y établit des Comtes. Lothaire fils de Louis la reprit l'an 984. mais il la rendit l'année suivante.

Frédéric, fils de Godefroi premier Comte de Verdun, la donna à l'Evêque & à son Eglise, ce qui fut confirmé par Othon III. Les Ducs de Lorraine s'y opposerent & s'en rendirent maîtres par force. Godefroi de Bouillon la donna à Baudouin qui fut ensuite Roi de Jérusalem, & qui la vendit à l'Evêque & à son Chapitre. Le prélat la donna à Thierrî Comte de Bar, pour la tenir sous l'autorité de son siege, mais il s'empara du dépôt qui lui avoit été confié.

Après que cette usurpation eût causé de longues & de cruelles guerres entre les parties, le Comte Renaud céda enfin cette ville à l'Evêque, qui lui donna, par forme d'indemnité, Clermont en Argonne avec d'autres fiefs, ce qui fut confirmé par l'empereur Frédéric Barberousse l'an 1156.

Ce qui s'étoit passé faisant craindre aux Evêques le pouvoir & l'autorité des grands, ils firent administrer la charge de Vicomte par les citoyens, & Raoul de Torotte la leur vendit pour la somme de 2000 livres. L'Evêque Louis d'Apremont la retira à la vérité: mais bientôt après il l'engagea de nouveau pour pareille somme; ce qui fit jouir les habitans de la liberté des villes impériales, n'étant tenus qu'à un simple serment.

Soit que les habitans abusassent de leurs privilèges, soit que les Evêques trouvassent que leur autorité en étoit affoiblie, ils furent souvent troublés dans l'exercice de leur juridiction; jusqu'à ce que s'étant mis en 1552. sous la protection de Henri II. on les laissa jouir tranquillement de leur ancienne liberté.

Louis XIII. y fit bâtir une citadelle en 1627. malgré les oppositions & même l'ex-

communication de l'Evêque qui se retira en Allemagne, & dont le temporel fut confisqué ; mais qui fut rétabli après la paix de Munster ; & suivant le traité de Westphalie, Verdun & le Verdunois fut cédé à la France en toute souveraineté. Depuis ce tems les Evêques ont cessé de prétendre à la souveraineté, & ont prêté sans résistance le serment de fidélité.

Le Bureau de Verdun est composé de 156 paroisses ou communautés, qui renferment autour de 18000. ames, qui exploitent environ 1800. charues, & dont toutes les impositions versent, année commune, dans la caisse du receveur particulier des finances résidant à Verdun, la somme de 185,372. livres.

A R T I C L E VII.

Récapitulation du produit des Trois - Evêchés.

Bureau de Metz.	-	240,000 liv.
Bureau de Toul.	-	93,000
Bureau de Sedan.	-	138,981
Bureau de Vic.	-	134,000
Bureau de Thionville.	-	108,901
Bureau de Verdun.	-	185,372

Total du produit des 3 Evêchés 900,254 liv.

SITUATION AVANTAGEUSE

D E L A

F R A N C E

DANS L'INDE ORIENTALE AVANT LA
DERNIERE GUERRE,

O U

Description de Mazulipatam & de ses dépendances, ainsi que des autres provinces, que la France tenoit, à cette époque, dans le Décan, par concession des Vice-Rois de Golconde.

LA DISSERTATION que je présente ici au public, m'a paru d'autant plus intéressante, qu'en faisant connoître la grandeur des pertes que la France a faites dans l'Inde par la dernière paix, elle met en état de décider, si les Anglois ont raison de s'élever, avec autant de force qu'ils le font, contre le traité qui en a été conclu en 1763. Que l'esprit de parti qui divise la Grande-Bretagne expose

toutes les mesures, telles qu'elles soient, à la censure de ceux de ses orateurs, dont l'intérêt personnel est de s'opposer au ministre qui les a inventées, protégées ou fait réussir, cela ne paroîtra jamais étonnant à un homme qui connoît la base du patriotisme de ce peuple: mais qu'un traité, par lequel l'Angleterre s'est rendue la puissance dominante dans l'Inde, a arboré & fixé ses pavillons dans toutes les parties de l'Amérique; en se faisant rendre tout ce qu'on lui avoit enlevé dans ces deux immenses contrées, lorsqu'elle n'en restituoit que ce qu'elle jugeoit ne pas lui convenir: qu'un pareil traité, dis-je, ait mis les Ministres Anglois, qui ont concouru à son heureuse conclusion, en butte aux clameurs, aux invectives & même à la haine de leurs concitoyens, c'est ce que les siècles à venir auront certainement peine à croire.

Si je n'avois pas donné des bornes si étroites à mon ouvrage, quel vaste champ n'aurois-je pas à parcourir, en suivant les progressions réelles & possibles de commerce que la dernière paix promettoit aux Anglois? mais je ne puis quitter la plume, sans donner une idée de ce que je puis produire sur cette ma-

tiere , en faisant appercevoir les avantages que l'Inde seule leur présentoit. En privant les François, par l'Article XI. de ce traité, de toutes les acquisitions qu'ils y avoient faites depuis 1749. ils se sont assurés dans l'Inde une autorité que leurs ennemis doivent désespérer de détruire , & qu'ils n'affoibliront même qu'avec peine.

On connoîtra combien les pertes de la France ont enrichi l'Angleterre , en parcourant avec moi les terrains considérables que la première de ces deux Puissances tenoit dans l'Inde de la générosité ou de la gratitude des Vice-Rois de Golconde. Pour en avoir une idée bien exacte , il faut les envisager sous trois points de vue ; l'HISTORIQUE , qui en développera le principe & l'origine ; le TOPOGRAPHIQUE , qui en donnera les propriétés & l'étendue : & l'ECONOMIQUE , qui servira à découvrir quel en doit être le Gouvernement & la régie.



CHAPITRE I.

Origine des Concessions faites aux François par les Vice-Rois de Golconde.

L'ORIGINE de ces concessions est simple & naturelle, telle peu vraisemblable qu'elle puisse paroître. Elles ont pris leur source dans des révolutions de l'Inde que l'on ne pouvoit prévoir ni par conséquent prévenir. Elles ont été faites en récompense & en dédommagement des secours que la Compagnie Françoisé des Indes, ou son Gouverneur pour elle, a été forcé de donner aux Vice-Rois de Golconde, par une suite d'événemens qui se sont enchaînés, & qui ne pouvoient manquer d'intéresser tout-à-la-fois, & le commerce de cette Compagnie, & la gloire de la nation qui la protégeoit dans l'Inde.

Pour les bien comprendre, il faut sçavoir que Nizam-Elmolouck (a) Souba ou Vice-Roi du Décan, irrité contre son fils Nazerzingue (b) qui s'étoit révolté contre lui &

(a) Les Rois d'Asie, en montant sur le trône, ont l'usage de prendre des noms fastueux: *Elmolouck* signifie *Roi de toute la terre*.

(b) Ou présent de guerre parce qu'il étoit né pendant la guerre.

avoit voulu le détrôner, jetta les yeux sur son neveu Idaïd-Modinekan, pour le déclarer son successeur au royaume de Golconde : mais quelque tems après Nazerzingue s'étant soumis & étant rentré en grace, Nizam rétablit l'ordre de la succession, & pour dédommager son neveu de la perte de la couronne qu'il lui avoit d'abord assurée, il lui abandonna la Nababie d'Arcatte, pour en jouir en toute propriété sa vie durant, & lui en fit sur le champ expédier les patentes.

Nizam étant mort avant que son neveu eût pris possession de son gouvernement, Nazerzingue ne se vit pas sur le trône, que n'ayant aucun égard aux dispositions de son pere, ou ne voulant point démembrer de sa puissance une province aussi considérable sur la côte de Coromandel, dont dépendent Madras, Pondichéri & tous les comptoirs Européens, refusa de ratifier l'abandonnement d'Arcatte fait en faveur d'Idaïd-Modinekan son cousin, & maintint dans le gouvernement Anaverdikan, Seigneur Maure de la famille royale, qui en étoit en possession sous ses ordres.

C'est dans cette position qu'étoient à-peu-près les affaires de l'Inde parmi les Princes

Maures, lorsque la guerre d'Europe entre la France & l'Angleterre donna lieu à l'expédition de Monsieur de la Bourdonnaie sur la ville de Madras. Les Anglois qui, malgré leur capitulation, n'avoient pu conserver cette place, s'adressèrent au Nabab d'Arcatte Anaverdikan, sous le Gouvernement duquel étoit leur ville, & le prièrent d'employer son autorité pour obliger les François à la rendre. Le Nabab consentit volontiers à leur demande, & envoya pour cet effet ses deux fils, Mahamet-Allikan & Mafouskan, à la tête d'environ douze mille hommes: mais M. Dupleix, inquiet de cette déclaration du Nabab en faveur des Anglois, en arrêta l'effet. Il eut recours à la négociation, & il y réussit au point d'engager Anaverdikan à retirer ses troupes, & à venir lui-même à Pondichéri pour y conclure un traité, par lequel il s'engageoit à une exacte neutralité, sans se mêler des querelles qu'avoient ou pouvoient avoir entre eux les Européens.

Cependant vers le milieu de l'année 1748. l'Amiral Boscawen étant venu descendre à la côte, proposa de nouveau à ce Nabab de se joindre à lui pour assiéger Pondichéri, en lui

promettant de lui remettre cette place, & de la lui céder même en cas de succès ; & ce Prince Maure, entraîné par la cupidité à oublier ses promesses, ne fit point difficulté d'envoyer une armée d'observation devant Pondichéri, pour y attendre le succès du siège. L'on fait quelle en fut l'issue : il fallut le lever après cinquante deux jours de tranchée ouverte, & le Nabab frustré de ses espérances fut contraint de retourner dans ses Etats & d'y demeurer tranquille.

Dans ce même tems Idaid-Modenikan, autrement nommé Mouzaferzingue (c) irrité de la conduite de Nazerzingue son Cousin, Vice-Roi de Golconde, & du refus qu'il lui faisoit d'une Province, que le testament du dernier souverain lui avoit donné en apanage, préparoit en secret une révolution, dont les progrès ont été aussi rapides que singuliers.

Aidé des conseils de Saudersaheb (d) qui en

1740

(c) Il prit ce nom pour marquer l'effet de son avènement au trône : ce mot signifiant *Moïse* ou *sauveur de son peuple*.

(d) Ce Seigneur Maure gendre d'Août-Alikan, Nabab d'Arcatè ayant été fait prisonnier par les Marattes en 1740. s'étoit racheté & se trouvoit à la cour de Golconde. Son attachement déclaré pour la Nation Françoisè, la détermina à protéger son parti.

1740. s'étoit retiré à Pondichéri après la mort de son beau-pere tué par les Marattes, il se confirma dans le dessein qu'il avoit formé depuis long-tems, de s'emparer du gouvernement d'Arcatte & de s'y établir lui-même à force ouverte.

Instruit du mécontentement des François contre Anaverdikan; il songea à s'appuyer de leurs forces; il négocia sous main, fit valoir ses droits & demanda au conseil de Pondichéri des secours suffisans pour se rendre maître de la province, & en chasser le Nabab qui y commandoit.

M. Dupleix, outré d'une part de la mauvaise foi de ce dernier, sur lequel il ne pouvoit compter, après en avoir été trahi deux fois, l'une à la prise de Madrás, & la seconde au siege de Pondichéri; & flatté sans doute, de l'autre côté, de procurer à sa nation les plus grandes facilités de commerce dans la protection d'un Nabab; qui lui devoit son élévation, crut pouvoir accepter les offres qui lui étoient faites. La paix qui venoit de se conclure en Europe; le mit en état de fournir à ce prince un secours de quatre à cinq cents hommes & de l'artillerie. A la tête de ce

renfort. Mouzaferzingue s'avança dans la province, & alla camper devant Amour-Cotté, bourg ou village d'Arcatte près duquel son ennemi s'étoit avancé & retranché. Il laissa d'abord aux Troupes Françaises le soin d'engager le combat qui fut bientôt décidé; elles furent à la vérité deux fois repoussées; mais revenues à la charge, elles forcerent le camp, emporterent les retranchemens d'assaut, pénétrèrent jusqu'au Nabab & le tuerent sur son éléphant.

Mouzaferzingue témoin de ces succès ne tarda pas à les appuyer; & tombant sur les fuyards, il acheva de mettre en déroute toutes les forces, dont la réunion auroit pu retarder sa marche. Après cette expédition, il se fit proclamer Nabab d'Arcatte, & toujours secondé de ses alliés victorieux, il alla assiéger Trichenapali, forteresse considérable, munie d'une double enceinte & entourée d'un large fossé plein d'eau & rempli de Crocodiles, où les deux fils du défunt Nabab, Mahamet-Alikan & Mafouskan s'étoient mis à couvert du ressentiment du vainqueur. Ce prince fut bientôt obligé d'en lever le siège, pour aller au-devant de Nazerzingue lui-même, qui ve-

noit de Golconde pour le punir avec une armée de deux cents mille hommes & quatre-vingt mille Marattes qu'il avoit attirés dans son parti.

En effet ce Vice-roi piqué de ce que Mouzaferzingue , aidé des François , s'étoit emparé, malgré lui, de la province d'Arcatte, n'eut pas appris la mort d'Anaverdikan & la suite de la révolution, qu'il se mit en marche & s'avança à grandes journées, dans le dessein de réparer le désordre par le châtiment exemplaire des rebelles.

Néanmoins avant que d'entrer dans la province, il voulut essayer les voies de négociation ; il fit solliciter Mouzaferzingue de recourir à sa clémence, & de se rendre auprès de lui, ne ménageant aucunes promesses pour l'y décider, & d'un autre côté, il pressoit M. Dupleix de rappeler ses troupes, & de lui livrer Saudersaheb, qu'il regardoit comme le premier moteur de tous ces troubles.

L'honneur de la nation qu'il représentoit, conforme aux principes de l'équité naturelle, engagea le Commandant François à refuser d'écouter aucune proposition : & Nazerzingue, qui avoit entendu parler des François

comme d'un peuple belliqueux, les redoutant d'autant plus qu'il craignoit de compromettre sa réputation, ne pouvoit se résoudre ni à continuer sa marche, de peur de les rencontrer, ni à flétrir sa gloire en se retirant honteusement. Il étoit dans cette perplexité qui sembloit présager un heureux accommodement, lorsque les Anglois qui, jusques-là, s'étoient tenus tranquilles, commencèrent à paroître sur la scène & ranimèrent le courage de Nazerzingue.

L'espérance de voir les François entièrement détruits, pour peu que le Vice-Roi voulût soutenir ses premières démarches, les engagea dans une manœuvre, dont il paroît difficile d'excuser la perfidie. Ils lui envoyèrent des députés, en apparence pour le complimenter; mais en effet pour l'engager à passer les gorges qui forment l'entrée de la province, en le pressant de châtier les François qui mettoient, selon eux, le désordre dans son Royaume. Ils lui offrirent, pour l'y aider, un secours de quatre à cinq cents hommes, dont la jonction se fit réellement aussitôt que le Nabab eût passé le défilé: mais comme ces troupes auxiliaires n'avoient été

promises & données, que pour attirer ce prince dans les terres, & dans la persuasion que son armée formidable étoit plus que suffisante pour écraser les ennemis, les Anglois ne virent pas Nazerzingue assez avancé pour ne pouvoir reculer, qu'ils refuserent de combattre, sous le prétexte qu'ils n'étoient point en guerre avec les François. Le Vice-Roi se vit obligé de les congédier & de venir avec sa seule armée camper en présence de celle de Mouzaferzingue.

Ce dernier prince, qui ne se voyoit à la tête que de douze à quinze mille hommes au plus, même en y comprenant huit à neuf cents blancs & cinq ou six mille Spahis, espèce de Soldats noirs formés aux évolutions militaires, que commandoit M. d'Auteuil, se laissa intimider par le nombre; & craignant l'issue du combat, il ne put tenir contre ses frayeurs. Malgré les représentations du Commandant François, il quitta le camp & alla se mettre à la discrétion de Nazerzingue, qui le fit arrêter & enfermer étroitement.

M. d'Auteuil qui se voyoit alors abandonné & enveloppé de toutes parts par l'ennemi, n'écoutant que son courage, fit retraite en

bon ordre en s'ouvrant passage ; & ne consultant que la sûreté de Saudersaheb , qui n'avoit garde de se livrer entre les mains de son souverain , il se replia jusques sous les murs de Pondicheri.

Cette retraite étonna Nazerzingue sans le déconcerter : mais la nuit suivante ayant reçu dans son camp une alerte des plus vives de la part des François , il abandonna le projet d'assiéger Pondicheri , & se retira vers Arcatte à trente lieues de-là , se contentant de nommer Mahamet-Allikan , fils d'Anaverdikan , Gouverneur de la province ; & après lui avoir donné une partie de son armée pour soutenir les droits qu'il venoit de lui conférer , il lui laissa le soin de continuer seul la guerre.

Il n'étoit pas naturel qu'un Souba du Décan subît la honte d'être venu de si loin pour se voir arrêté par une poignée de François. M. Dupleix qui ne pouvoit l'ignorer , instruit d'ailleurs de la résolution où étoit ce Vice-Roi de ne pas retourner dans sa capitale qu'il n'eût eu raison de Saudersaheb & des Européens qui le protégeoient ; résolution que ce prince avoit rendue publique , en faisant construire son tombeau près d'Arcatte , & en ju-

rant qu'il y feroit enterré avant qu'il se défistât de son entreprise, M. Dupleix, dis-je, vit bien qu'il n'y avoit plus rien à espérer de la négociation & se détermina à tenter le sort des armes.

Un peu d'expérience & de pratique avec ces peuples, lui ayant fait connoître que le moyen de leur inspirer de la crainte, étoit de montrer foi-même de la confiance, il envoya M. de la Touche à la tête d'un corps d'environ douze cents Européens & cinq à six mille Spahis, avec ordre de se porter devant le camp de Mahamet-Allikan, quoique soutenu par un renfort d'Anglois qui s'étoient de nouveau rangés auprès de lui.

Les deux armées restèrent en présence l'espace de deux mois, au bout desquels les Anglois, pour des raisons que l'on ignore, mais que l'on rejetta alors publiquement sur le défaut de paiement, étant venus à se retirer, le Sr. de la Touche saisit l'occasion; & tombant tout-à-coup sur le camp de l'ennemi, y mit le feu & dissipa en un instant toute cette armée.

Après une telle déroute, Mahamet-Allikan n'eut rien de plus pressé que de se retirer au-

près de Nazerzingue : mais le Sr. de la Touche eut ordre de le suivre & en chemin faisant s'empara de Gengi , forteresse située sur un roc , que sa position avantageuse rendoit très importante , & qui fut prise à la vue du camp du Vice-Roi : le vainqueur y ayant mis garnison , vint se camper au bas de la montagne.

Pendant ces expéditions à la côte de Coromandel , M. Dupleix faisoit diversion à celle d'Orixa. La détention de deux Employés François pris à Mazulipatam par ordre de Nazerzingue , lui donna occasion d'assiéger cette place. Deux vaisseaux furent envoyés , le débarquement se fit sans obstacle ; les troupes se présentèrent devant la ville qui , dans l'absence du gouverneur , se rendit d'elle-même , & les Sieurs Coquet & de la Selle le cadet , qui avoient été faits prisonniers , furent délivrés.

Cependant l'armée de Nazerzingue restoit toujours dans l'inaction , & les Troupes Françaises ne cessoient de la harceler par de continuelles attaques , lorsqu'un événement inopiné mit fin à la guerre , & termina la campagne d'une manière qui changea tout-à-coup la face du Décan.

Mouzaferzingue qui avoit eu tout le tems de se repentir de s'être livré à un ennemi, dont il n'avoit plus rien que de funeste à espérer, de concert avec le Nabab de Cadoul, Serkar ou gouvernement sur le chemin d'Arcatte à Golconde, & avec Ramadas-Pendet Secrétaire du Divan ou premier ministre, imagina de se défaire de Nazerzingue, dont la tyrannie & la débauche révoltoient tous les esprits ; & faisant revivre les premières prétentions au trône de Golconde, que lui avoit données le choix de Nizam son oncle, il forma le projet d'en faire descendre son cousin & de s'y placer lui-même. Il étoit d'autant plus dans le cas de presser cette catastrophe, qu'il favoit parfaitement que les ordres avoient été donnés de le mettre à mort, & qu'il ne devoit le jour qu'à ce que cet ordre n'avoit pas encore été trois fois répété, suivant l'usage nécessairement observé pour l'exécution des princes.

Pour mieux assurer le projet, l'on convint que M. de la Touche prendroit son jour, pour attaquer le camp de Nazerzingue, dans le tems que l'ennemi ne s'y attendroit pas ; & que, dans la chaleur du combat, le parti

formé se déclareroit ; ce qui fut exécuté avec tout le bonheur & le succès qu'on pouvoit espérer.

Le seize Décembre mille sept cent cinquante, le Sieur de la Touche, ayant caché sa marche, pénétra dès la pointe du jour & sans être apperçu, jusqu'au milieu du camp, qui occupoit un terrain de trois lieues de long. Dès qu'il fut à portée du quartier de Nazerzingue, il fit faire un feu très vif vers l'endroit où il étoit placé. Le Vice-Roi averti par le bruit de cette artillerie, monte aussitôt sur son éléphant, & commande à tous les Nababs subalternes de se joindre à lui pour ranger ses troupes. Celui de Canoul fait d'abord quelques difficultés d'avancer, Nazerzingue n'écoute aucune raison & lui ordonne de le suivre ; celui-ci le refuse, le Vice-Roi insiste & accompagne ses ordres de propos outrageans & d'invectives, dont il n'étoit jamais avare : c'étoit où le Nabab de Canoul l'attendoit. Feignant de paroître outré d'un pareil traitement, il s'approche de Nazerzingue, comme pour lui obéir : mais dans le tems que ce prince ne peut soupçonner son dessein, il lui décharge un coup de pistolet

dans la tête , & le renverse roide mort sur la place. Aussitôt l'on fit venir Mouzaferzingue qui étoit encore dans sa prison. On le fait monter sur l'éléphant du feu Roi , & l'on élève devant lui le drapeau blanc , signal extraordinaire dont on étoit convenu pour instruire M. de la Touche ; dans l'instant même le feu cesse , les deux armées se confondent , & le camp retentit de toutes parts des cris multipliés de Vive Mouzaferzingue.

Telle fut l'issue de cette entreprise hardie , qui fit périr Nazerzingue , & mit à sa place le neveu de Nizam qui , n'aspirant d'abord qu'au simple gouvernement de la province d'Arcatte , se vit , par le moyen de cette révolution , maître en entier de la Vice-Royauté de Golconde.

Il ne pouvoit se dissimuler quels avoient été les auteurs d'un événement si avantageux pour lui ; la reconnoissance ou plutôt l'intérêt le porta à venir lui-même à Pondichéri , soit pour y remercier la nation , soit pour y demander de nouveau les mêmes secours qui , dans la circonstance , lui devenoient plus nécessaires que jamais , tant pour s'affermir sur le trône que pour forcer ses vassaux à le re-

connoître. M. Dupleix mit à profit la conjoncture ; & ayant représenté les dommages considérables que la guerre lui avoit fait essuyer , le nouveau Vice-Roi n'eut pas de peine à signer les patentes , qui abandonnoient au Roi & à la Compagnie de France , Mazulipatam , ou Matchilipatnam , ville connue à la côte d'Orixa , capitale du gouvernement de ce nom , qui signifie ville de poisson ; & ce Nabab de son propre mouvement joignit à ce don , en faveur des troupes , Narzapour grand Paragané ou bourg dépendant de Mazulipatam , & l'Isle de Divy située sur le bord de la mer au bas de Mazulipatam , formée d'un côté par la mer & de l'autre par le fleuve Chrichena.

C'est à cette époque que commencent les premières concessions faites à la Compagnie Française par les Vice-Rois de Golconde ; concessions qui se sont augmentées considérablement par une succession d'événemens tous plus surprenans les uns que les autres.

L'on vient de voir comment s'étoit formée la révolution qui mit Mouzaferzingue sur le trône ; elle fut bientôt après suivie d'une seconde , qui faillit à tout déconcerter ; & qui

devint cependant la source des plus grands avantages pour la Nation Française.

En effet, après avoir réglé toutes les affaires de la Province d'Arcatte, & avoir nommé M. Dupleix Maymaratte (e) ou Nabab général, avec plein pouvoir de nommer & changer les Gouverneurs de toute la côte comme il le jugeroit à propos, Mouzaferzingue s'étoit remis en marche pour retourner à Golconde. Les Troupes Françaises qui l'accompagnoient avoient à leur tête M. de Bussi, dont les talens & la capacité se sont assez fait connoître, pour que je puisse me dispenser d'en faire l'éloge. Le nouveau prince sembloit en un mot n'avoir plus rien à désirer; & de si beaux commencemens devoient lui promettre les suites les plus flatteuses, lorsqu'un accident dont on n'avoit aucun soupçon, mit un terme fatal à sa prospérité.

Il prit querelle en route avec un de ses vaisseaux : c'étoit ce même Nabab de Canoul, dont on vient de parler comme auteur de la

(e) Il n'y a que les Rois de Golconde qui aient ce titre. Mouzaferzingue l'avoit donné à M. Dupleix, & Salabetzingue son successeur le donna par la suite à M. de Bussi généralissime des Troupes Françaises dans le Décan.

premiere révolution & meurtrier de Nazerzingue. Fier du service qu'il avoit rendu, il le faisoit acheter par une audace, qui prit à la fin le ton de la révolte, de maniere que l'on se vit obligé de le combattre. Le nouveau Vice-Roi lui-même ne put dans l'action maintenir l'impétuosité de sa colere, il s'avança dans la mêlée. Furieux il attaque son adversaire, le prévient & le tue enfin d'un coup de sabre.

Après un tel acte de vigueur qui ne pouvoit qu'affermir son autorité, ce Prince continuoit sa route rempli & satisfait du succès de sa vengeance : mais à peine avoit-il fait quelques pas avec son armée, qu'une flèche lancée par une main inconnue, vint le frapper dans l'œil, & le fit périr au milieu de son triomphe.

Cette fin tragique ayant fait vaquer une seconde fois le trône de Golconde, les Anglois dont la jalousie ne faisoit qu'accroître, en tirerent un augure favorable. Ils savoient que Nizam avoit laissé quatre fils, Gassendikan qui étoit grand visir à la cour de Delhi, Nazerzingue qui lui avoit succédé, Salabetzingue à qui le trône paroissoit actuellement dévolu,

& Nizamhally. Ils crurent, comme il étoit assez naturel de l'imaginer, que Salabetzingue ne feroit pas sur le trône, qu'il se déclareroit contre les François qui venoient de contribuer à la mort de son frere Nazerzingue; mais ils se tromperent dans cette conjecture, toute vraisemblable qu'elle paroissoit.

Il est vrai que, si leurs espérances furent renversées, la France ne le dut qu'à la politique habile de Ramadas-Pendet, le même qui ci-devant avoit si bien servi Mouzaferzingue. Cet homme, de simple Brame ou écrivain gentil, par un bonheur qui n'avoit jamais eu d'exemple chez les Princes Mahometans, avoit été fait premier ministre, en récompense du zèle qu'il avoit fait paroître dans la révolution. Persuadé qu'il ne pouvoit soutenir son élévation surprenante, qu'autant que les François conserveroient leur crédit, il n'eut pas plutôt apperçu le Vice-Roi mort, qu'il se rangea auprès de Salabetzingue, Prince d'environ vingt deux ans, & lui conseilla de se jeter dans les bras de M. de Buffi, qu'il lui représenta comme le seul homme qui fût pour lors en état de le défendre & de le maintenir sur le trône. Le Commandant François dissi-

mula adroitement la joie que devoit lui causer une pareille ouverture ; & sans montrer aucun empressement , il répondit qu'il ne pouvoit rien décider avant que d'avoir reçu de nouveaux ordres de ses supérieurs. Telle étoit l'impression du Nom François qui déjà commençoit à s'étendre dans l'Inde.

Les ordres ne tarderent pas à venir de Pondichéri : ils portoient que l'on proclameroit Salabetzingue à la tête des troupes , & qu'on lui rendroit les mêmes honneurs & les mêmes services que l'on s'étoit engagé de rendre à son prédécesseur : mais en même tems on se servit de la circonstance , pour lui demander qu'il joignît aux donations de Divi , Narzapor & Mazulipatam , celles de Nizampatnam , Serkârrou , Province dépendante de Mazulipatam dont elle n'est éloignée que de quinze lieues au Sud , & de Devracota grand Paragané ou Bourg de la même dépendance. Le jeune Prince n'eut pas de peine à y consentir , & après qu'il en eut fait expédier les nouvelles lettres patentes qui portoient confirmation des anciennes , & que la cérémonie de son installation fut finie , il se mit en route pour sa capitale , dans laquelle il arriva heureux.

reusement après une marche assez longue.

Mais à peine y étoit-il entré qu'un ennemi qu'il ne s'attendoit point à rencontrer ni à combattre, vint se présenter pour lui disputer le trône. C'étoit Gassendikan son frere aîné grand visir du Mogol, que les Anglois avoient suscité, en lui représentant qu'il étoit de son honneur & de son intérêt de venir s'emparer d'un royaume, qui lui appartenoit par le droit de sa naissance. Il s'avançoit en effet de Delhi avec une armée formidable, soutenue des Marattes qu'il avoit à sa solde, & il attendoit de jour en jour le secours qu'on lui faisoit espérer de Madras & que les Anglois se préparoient à lui envoyer. Ils avoient fait équiper des vaisseaux qui, chargés de munitions & de troupes, devoient débarquer vers Suratte pour se rendre à Golconde. Tout en un mot sembloit présager que la diversion seroit efficace: les émissaires qui inondoient le camp de Salabetzingue avoient déjà gagné une partie des Seigneurs, qui n'attendoient que la présence de Gassendikan, pour embrasser son parti & se déclarer en sa faveur.

M. de Buffi qui ne pouvoit manquer de sentir la conséquence d'une pareille révolution

pour sa patrie, n'épargna aucun effort pour en arrêter le progrès, & fut assez heureux ou assez habile pour en déconcerter tout le plan. Soit hasard, soit une suite des intrigues si communes dans ces cours, Salabetzingue ne tarda pas à se voir délivré de toutes ses craintes, par le moyen de ses femmes, qui avoient des relations & des correspondances avec celles de son frere. Il eut bientôt tout l'avantage sur son compétiteur, & au moment qu'on s'y attendoit le moins, Gassendikan fut trouvé mort dans son lit, les uns disent de poison, & les autres d'une fièvre qui l'emporta en peu de jours.

Après sa mort, ses troupes qui se voyoient sans chef se débänderent & retournerent à Delhi, à l'exception des Marattes qui, n'étant pas d'humeur de perdre le fruit de leur Campagne, pouffoient leur pointe & ne cessent de harceler l'armée du Vice-Roi. Déjà ces peuples qui sont la seule nation belliqueuse de l'Inde, & qui sont en Asie ce que les Suisses sont en Europe, en vendant comme eux leurs services aux princes qui les paient le mieux; déjà, dis-je, ces peuples par leur maniere de combattre, qui est de fuir & en

fuyant de brûler & de ravager tout le pays, commençoient à l'affamer, lorsque M. de Bussi, qui connoissoit l'importance de les avoir pour alliés, & qui ménageoit depuis long-tems des intelligences-secrettes avec leur chef nommé Bagirao, l'amena enfin au point de consentir à un traité de paix: mais en même tems il fit si bien que ce Général déclara qu'il ne vouloit traiter ni avec le Vice-Roi, ni avec aucun de ses Ministres, mais uniquement avec Mr. de Bussi, sur la bonne-foi duquel seul il pouvoit compter. Cette prétention, telle injurieuse qu'elle dût paroître au Prince & à la nation, lui ayant été accordée, les deux Généraux auxiliaires s'abouchèrent, & l'alliance fut conclue entre Salabetsingue & les Marattes, au moyen de quelques pays qui furent cédés à ces derniers & qui se trouvoient pour lors à leur bienséance. Ce traité dont M. de Bussi parut le seul auteur, & où l'un & l'autre parti trouvoit son compte, les lui gagna en effet tous les deux. Les Marattes lui jurèrent, ainsi qu'à la nation une fidélité inviolable, tandis que le Vice-Roi, ravi de se voir délivré de pareils ennemis, lui accorda, avec toute sa confian-

ce, le nouveau Serkar de Condavir, grande Province, ou Gouvernement considérable, pareil à celui de Mazulipatam, dont il n'est éloigné que d'environ dix-huit lieues, & qui fut abandonné à la Compagnie pour les frais de la guerre.

Ces opérations terminées avec autant de gloire que d'avantages réels, les troubles pacifiés & le Roi de Golconde affermi sur le trône, M. de Buffi crut devoir retourner à Mazulipatam, pour y prendre des arrangemens en conséquence : mais des événemens qui vinrent à la traversé, l'obligerent bientôt à quitter cette ville & à retourner au plus vite à son poste. Son absence jointe à la trop grande confiance de l'Officier qui commandoit à sa place venoit d'y mettre les intérêts de la France dans le plus imminent danger.

Les Anglois qui n'avoient pu réussir dans l'affaire de Gassendikan, avoient tourné leurs vues du côté de la cour de Golconde. Autant par intrigue que par argent, ils étoient venus à bout de corrompre la plupart des ministres de Salabetzingue, & entre autres le *Waquil* ou garde des sceaux, nommé Rokomdolla, qui faisoit alors les fonctions de

premier Ministre. Le Vice-Roi lui-même commençoit à adopter les fâcheuses impressions qu'on s'efforçoit de lui inspirer à l'égard des François. On lui faisoit entendre que ces derniers le ruinoient par la paie considérable qu'ils exigeoient pour la solde de leurs troupes ; que ses finances étoient épuisées ; que les Anglois au contraire offroient de lui fournir des secours bien plus considérables & cela gratuitement , aux simples conditions que l'on congédiât les uns & que l'on mît les autres à leur place. Ce projet , qui avoit quelque chose de spécieux , ne laissoit pas de gagner. Pour l'exécuter plus facilement , Rokomdolla avoit déjà trouvé les moyens d'éloigner les François d'auprès du Nabab , en persuadant à leur chef , qu'il ne pouvoit trouver qu'à Aiderabat ou Golconde , c'est-à-dire , à deux cents lieues de-là , l'argent & les munitions nécessaires pour son armée. En un mot l'accord étoit fait avec le Général de Bombai , qui devoit même partir avec ses troupes , pour se rendre à Golconde , & la partie étoit si bien liée , qu'il paroissoit que tôt ou tard les François ne pouvoient manquer d'en être les victimes.

Ces nouvelles parvinrent à M. de Buffi, par le moyen des émissaires qu'il avoit à la cour; les avis lui en venoient de tous côtés, & on ne cessoit de le presser de hâter son retour, pour rompre les mesures de ses ennemis: mais une lettre du Gouverneur de Madras, qui fut interceptée, & dans laquelle il offroit au Nabab deux mille hommes & même de l'argent, acheva de le confirmer: enfin ne pouvant douter, ni du dessein que les Anglois avoient formé de le supplanter auprès du Vice-Roi, ni de la mauvaise foi des Ministres de ce Prince dont la trahison devenoit évidente, il ne songea plus qu'aux moyens d'y remédier d'une manière efficace. Le premier fut de renouer & de publier, même avec affectation, l'union intime qui étoit entre lui & les Marattes, afin d'intimider par-là le parti de ceux qui lui étoient contraires. Le second fut de se rendre au plutôt auprès de Salabetzingue, afin de le ramener & de le contenir lui-même par sa présence.

Il partit donc en conséquence au commencement de Juin 1753. de Mazulipatam, menant avec lui un détachement qu'il conduisit à Aiderabat, capitale du Royaume de Gol-

conde, où le reste de son armée l'attendoit avec impatience. Il n'y prit que le tems qu'il lui falloit pour la mettre en état & la munir des vivres nécessaires, & aussitôt il se mit en route pour aller droit à Aurangabat, grande ville du même royaume, où le Vice-Roi étoit retenu comme prisonnier.

Le bruit de sa marche ne tarda pas longtemps à se répandre. Le bon ordre de ses troupes au nombre de huit mille hommes que la renommée se plaçoit encore à grossir, son habileté jointe à la haute réputation qu'il s'étoit acquise, ses liaisons publiques & déclarées avec les princes Maures; mais surtout son intelligence avec Bagirao & les Marattes, tout cela cauçoit une impression étonnante dans les esprits. La cabale en fut alarmée. Rokomdolla son chef craignant M. de Buffi, voulant lui cacher ses intrigues avec les Anglois, de peur de s'exposer à son ressentiment, n'omit rien de ce qu'il crut capable ou de la soutenir, ou de se disculper, du moins, d'en être l'auteur. Il employa tous les ressorts de la politique la plus fourbe & la plus rusée, soit pour arrêter en chemin M. de Buffi, soit pour lui

déguiser le fond de sa conduite : mais tous ses efforts furent inutiles, & le Commandant François se donna tant de mouvemens que , malgré les difficultés qui sembloient se multiplier sous ses pas , & la disette d'argent dans laquelle il étoit , son armée se trouva en état de continuer sa route & d'arriver enfin à sa destination.

Lorsque M. de Buffi se vit à quelque distance de la ville , il prit le parti de mettre au jour & d'entamer le projet qu'il avoit formé. L'expérience lui avoit fait connoître que l'unique moyen d'assurer à ses concitoyens la faveur du Nabab étoit de les fixer auprès de lui d'une manière irrévocable. La nécessité de les foudoyer venoit de servir de prétexte aux Anglois pour essayer de se mettre à leur place , & il voulut lever cet obstacle. Quatre provinces voisines de Mazulipatam , dont Salabetzingue ne pouvoit tirer les revenus , lui parurent un objet propre à faire remplir son dessein. Leur donation , en sauvant au Nabab la dépense & l'entretien des François qui étoient à son service , le mettoit en même tems dans le cas de leur donner dans son royaume un état fixe , afin qu'ils fussent atta-

chés à sa personne , & toujours prêts à le suivre dans ses expéditions. Il prit en conséquence la résolution d'en tenter la demande , & il lui parut d'autant plus facile de parvenir à cette acquisition , qu'il favoit parfaitement que le *Waquil-Molouk* , dont elle dépendoit , ne cherchoit qu'une occasion de se réconcilier avec lui. Il envoya donc à ce Ministre un député , pour lui notifier son arrivée , & lui faire toutes les protestations de l'estime & de la cordialité la plus entière. Ce député eut ordre en même tems de négocier auprès de lui la cession des quatre provinces , sous les motifs que je viens d'exposer. La négociation ne put être plus heureuse , le *Waquil-Molouk* témoigna ou feignit de témoigner le plus grand empressement pour cet accord. Il en accepta la proposition avec tout l'agrément possible en apparence , il en fit même la promesse , & l'exécution n'en fut différée que jusqu'à l'arrivée de M. de Bussi.

Les choses ainsi préparées , cet officier ne pensa plus qu'à donner ses ordres , pour disposer son entrée dans Aurangabat. Il la fit avec toute la pompe & l'appareil capable d'en imposer en de pareilles circonstances. Tous

les grands de la cour , les ministres & Rokomdolla lui-même vinrent au-devant de lui, & lui firent tous les honneurs imaginables. Sa marche fut lente, selon l'usage & la coutume de ces peuples. Il arriva enfin & alla descendre au palais de Salabetzingue , qui le reçut avec des démonstrations de joie & de satisfaction qu'on ne peut exprimer. Après les cérémonies usitées en pareil cas , & les présens reçus de part & d'autre, M. de Bussi prit congé du Souba , & alla reconduire le ministre régnant à son hôtel. Ce fut-là que les affaires solides se traitèrent. Celle de la cession des quatre provinces fut bientôt terminée. Rokomdolla , qui vouloit se faire un mérite de sa facilité , consentit volontiers à démembler de la Nababie d'Aiderabat , les quatre gouvernemens de Chicacol, Ragimendry, Elour & Condapelly ou Moustafanagar. Ces quatre provinces , dont la première est une Nababie ou Serkar de près de cent lieues par terre dans le nord de Mazulipatam , & les trois autres sont autant de gouvernemens qui avoient dépendu de Golconde , furent données en usufruit , pour payer les Troupes Françoises dans le Décan au service du Na-

bab ; c'est ce qu'on appelle donner en Jaguir, c'est-à-dire , que le fond appartient toujours au Souba , mais que les revenus & la régie en sont abandonnés aux particuliers qui les obtiennent. De telle façon que la concession eût lieu , elle étoit très avantageuse , en ce qu'elle assuroit aux François un état fixe & solide , d'autant plus incontestable que le Ministre qui y avoit consenti , ne fit pas difficulté de s'engager par serment à être attaché à la nation. Ses promesses furent acceptées & la réconciliation parut entière.

Mais M. de Buffi , qui sentoît parfaitement quels étoient les motifs secrets qui l'animoiént , & qui connoissoit d'ailleurs le fond de ses dispositions , jugea qu'une pareille convention ne pouvoit être durable , tant que ce Ministre resteroit en place ; il chercha donc à l'éloigner , & les moyens qui lui étoient nécessaires pour y parvenir , ne lui furent pas difficiles à rencontrer.

Rokomdolla de son côté ne pouvoit ignorer que M. de Buffi , étant instruit , comme il l'étoit , de ses menées secrètes avec les Anglois , n'étoit pas homme à oublier sitôt sa trahison , & la réconciliation qu'il en avoit

obtenue par le démembrement d'une portion considérable du royaume ne lui paroissoit rien moins que solide. M. de Buffi fomentoit sous main son inquiétude ; il affectoit en public de lui donner toutes les marques de l'estime & de la confiance la plus sincère, tandis que ses émissaires ne cessoient en particulier de faire entendre à ce Ministre, qu'il avoit tout à craindre du ressentiment de l'Officier François ; & que si on le laissoit actuellement tranquille , c'est qu'on savoit bien que l'on trouveroit tôt ou tard le moyen de le déposer. Ces rapports faisoient d'autant plus d'impression sur son esprit, que de pareils procédés étant communs, ils n'avoient rien qui dussent le surprendre. La crainte qu'il en eut lui fit prendre les devants, & il résolut de se démettre de sa charge, sans attendre qu'on vînt l'y forcer. M. de Buffi eut beau le solliciter en apparence de conserver son poste, dans lequel il l'assuroit qu'il le croyoit nécessaire, ce Ministre, timide de son naturel, ne put revenir de sa peur, & renvoya les sceaux au Souba, en le priant de nommer quelqu'un plus capable que lui à la charge de *Waquil-Molouk*. Salabetzingue renvoya l'af-

faire à M. de Buffi en le chargeant de pourvoir à cet emploi : mais quoique ce fût ce qu'il désiroit , il se fit prier en déclarant que c'étoit au Souba à choisir , dans le nombre de ses Seigneurs , celui qu'il jugeroit le plus digne de sa confiance. Il en arriva ce qu'il avoit bien prévu , on le pressa de nouveau de fixer le choix , & il le fit tomber sur Chana-vaskan , dont l'attachement pour la Nation Françoisé étoit connu ; & il le conduisit lui-même en grand cortège chez le Nabab , qui lui confia publiquement l'administration des affaires , & le revêtit de toute son autorité , en lui recommandant néanmoins de ne se conduire désormais que par les conseils de M. de Buffi , & d'agir de concert avec lui dans tout ce qui pourroit intéresser le bien de son royaume.

C'est ainsi que cet Officier parvint , avec autant de sagacité que de prudence , à établir le crédit & l'autorité du Nom François dans le Décan , & telle étoit dans cette partie de l'Inde la position où ce peuple se trouvoit , lors des hostilités qui ne se sont terminées qu'en le dépouillant entièrement de ces précieuses acquisitions. Il ne manquoit alors

qu'une chose à ces succès , & ç'auroit été que M. Dupleix eût pu en effet , selon le pouvoir qu'il en avoit reçu de Salabetzingue , & comme la justice le demandoit , maintenir Saudersaheb , ou placer quelque'autre Seigneur à son choix dans le gouvernement de la province d'Arcatte ; mais il y trouva malheureusement un obstacle insurmontable dans la révolte de Mahamet-Allikan , fils du défunt Anaverdikan , qui , après la mort de Nazerzingue , s'étoit enfui du camp & retiré à Trichenapaly pour y implorer le secours des Anglois afin de se maintenir dans le gouvernement d'Arcatte , où ces ennemis naturels de la France s'étoient déterminés à le soutenir , sans qu'il ait été possible à M. Dupleix de détourner cet orage , parce que le Nabab de Golconde étoit en ce tems trop occupé chez lui pour s'en éloigner , afin de mettre la paix dans cette province. Sans cela les Anglois qui n'auroient pu être supérieurs en force , n'auroient pas entretenu la guerre dans ce gouvernement , & l'intérêt de la Compagnie Françoisse & la gloire de sa nation auroient été dès lors portés à un point , dont il auroit été très difficile de les faire descendre.

Il résulte de tout ce que je viens de dire que les possessions obtenues dans ce tems par la Compagnie François dans le Décan, & venant de la générosité des Vice-Rois de Golconde, ne pouvoient être plus légitimement acquises, puisqu'elles provenoient d'une donation libre, qui étoit elle-même fondée sur des services importants, & que d'ailleurs, eu égard aux circonstances, on n'avoit pu refuser. Il en résulte de plus que c'étoit moins à l'ambition & à la cupidité qu'on devoit en attribuer la demande qu'en avoient faite les François, qu'à la nécessité de se mettre en état de s'opposer aux entreprises de leurs concurrens dans le commerce, dont la politique n'avoit pour mobile que l'envie d'inquiéter ou de renverser même les établissemens de leur nation dans l'Inde: mais qui, loin de parvenir à leur but s'étoient au contraire vus les dupes de leurs intrigues, & étoient devenus, pour ainsi dire, les premiers auteurs de l'accroissement & de l'élévation des François, qui ne firent alors que profiter de l'occasion de s'agrandir, sans prétendre le faire au préjudice ni contre les intérêts d'aucune puissance.

Telle fut l'origine de ces Concessions, dont la France a dû se dépouiller par la paix, & dont je vais rechercher les propriétés, l'étendue & la richesse.

CHAPITRE II.

*Propriétés, étendue & richesses des Concessions
faites aux François par les Vice-Rois de
Golconde.*

DEPUIS qu'une Compagnie Françoisse avoit fixé dans l'Inde une partie de son commerce la plus considérable, elle n'avoit jamais obtenu un terrain, ni des domaines aussi étendus, que ceux compris dans les concessions que lui avoient rapidement obtenues les troubles successifs arrivés dans le royaume de Golconde. Les possessions qu'elle a aujourd'hui à la côte de Coromandel, même en supposant dans le meilleur état Pondichery & Karical même, acquis par M. Dumas en 1739. ne forment pas la centième partie ni des revenus ni de l'utilité, que lui avoit procuré le Gouvernement de Mazulipatam, avec les autres provinces qui y étoient annexées.

Pour

Pour le faire comprendre & le prouver d'une manière sensible, il suffira d'exposer en peu de mots; premièrement la grandeur & la position de ces domaines: secondement la matière & l'étendue des revenus qui s'y percevoient par la France: troisièmement enfin la qualité & l'avantage du commerce qu'on y peut faire.

Avec ces notions, que je partagerai en autant de sections différentes, pour éviter la confusion, il sera aisé de conclure que la Compagnie Françoisse de l'Inde ne pouvoit être dans une position plus brillante, plus riche & plus supérieure à celle des autres nations, lorsque la dernière guerre commença.

SECTION I.

*De la grandeur & de la position des Domaines
cédés aux François.*

IL N'EST pas facile de marquer au juste l'étendue des différens pays accordés successivement à la Compagnie Françoisse des Indes par les Vice-Rois de Golconde. L'on peut seulement dire en général que leur union pou-

voit donner un espace de près de cent quatre-vingt lieues du Nord au Sud, & d'environ cinquante à soixante dans leur plus grande profondeur de l'Est à l'Ouest, favoir, depuis le Serkar (*f*) de Nelourservapelly qui termine le Carnatte ou la côte de Coromandel dans le Sud de Mazulipatam, jusqu'à Ganjeau ville maritime dans le Nord, au bord de laquelle est une riviere, où tous les bâtimens de la côte viennent charger & décharger leurs marchandises. C'est à cette ville que commence le Royaume de Catek, grande Nababie qui dépendoit autrefois de la Vice-Royauté de Golconde, mais dont les Marattes s'étant emparés en 1742. ont fait un Royaume gouverné par un Prince de leur nation.

Cet espace immense de pays, qui peut former à peu de chose près la longueur & la largeur du Royaume de France, & qui porte le nom de côte d'Orixa, appartenoit aux François, avec toutes les villes, tous les bourgs & villages qui s'enfoncent au loin dans les terres, si l'on en excepte quelques comptoirs qu'y

(*f*) Serkar est une généralité qui dépend d'un grand Gouvernement, & qui en a plusieurs petit sous lui.

avoient les Anglois & les Hollandois. Toutes ces riches possessions avoient fait partie du Royaume de Golconde, qui n'est lui-même qu'une dépendance des vastes Etats du Mogol, qui sont partagés en plusieurs grands Royaumes qui relient de ce Souverain & lui paient tribut.

Depuis l'invasion & les conquêtes de Thomas-Koulikan dans cet Empire, tous les Vice-Rois de ces différens royaumes ont cherché à se rendre indépendans chacun dans leur gouvernement. Celui de Golconde en particulier, en conservant encore quelques marques de soumission envers le Mogol, comme de battre monnaie à son titre & de se nommer son esclave, est parfaitement maître chez lui. Son royaume comprend toute cette partie de la Presqu'Isle de l'Inde en deçà du Gange, qu'on nomme le Décan; & il est divisé en plusieurs grandes Provinces ou départemens gouvernés par des *Fossedars*, ou intendans, qui sont comme les fermiers du Vice-Roi, obligés de lui envoyer tous les ans le produit & le revenu des terres qu'ils tiennent à ferme du Souverain. Mais par une suite de l'indépendance qui s'est établie & qui regne par-

tout dans ces contrées , ces fortes d'officiers subalternes, non moins avides que leurs maîtres, étant éloignés de la cour, parviennent insensiblement à se rendre absolus dans leurs départemens, pillent les peuples , s'approprient la plus grande partie des revenus , dont ils n'envoient au Vice-Roi que ce qu'ils veulent bien lui faire tenir.

Ce sont ces especes d'usurpations domestiques qui , jointes à la mauvaise police du royaume, sont cause que les Souverains sont presque toujours en guerre dans leur propre pays, parce qu'ils sont sans cesse obligés d'avoir recours à la force pour se faire payer. Cette situation précaire devient encore plus embarrassante, lorsque la Souveraineté a différens concurrens. C'est dans cette situation que ceux d'entre eux qui trouverent dans les François une ressource facile contre la négligence de leurs vassaux , se déterminèrent à s'en attacher la nation , en lui abandonnant les Provinces dont je viens de parler , & en cédant pour cela aux circonstances dont le premier Chapitre contient le détail.

La totalité de ces concessions, forme non seulement, comme je l'ai dit, un pays con-

fidérable : mais leur situation est encore des plus avantageuses. Il semble que la nature ait pris plaisir à les fortifier & à les mettre de toutes parts à l'abri des incursions qu'elles auroient pu essuyer. Elles sont bordées d'un côté par la mer, & de l'autre elles sont fermées par une chaîne de montagnes, qui forment une barrière inaccessible, contre laquelle toutes les forces conjurées du Décan ne feroient que d'inutiles tentatives. On se le persuadera facilement si l'on a la moindre notion de la mauvaise discipline des troupes, & du peu de connoissance que ces peuples ont, surtout dans l'art de la guerre, qu'ils paroissent incapables de posséder jamais.

Les Marattes qui se sont introduits partout, n'ont jamais osé y pénétrer, parce que, pour y arriver, il faut traverser près de cinquante lieues de bois d'épines, où l'on ne trouve que quelques sentiers propres à peine à laisser passer deux cavaliers de front. Il n'existe que trois principaux défilés ou gorges par où l'on puisse entrer dans le pays.

Le premier appelé Besouars est situé en venant de Golconde, à l'ouest de Masulipatam, sur le bord du Crichena, grand fleuve,

qui traverse toute cette côte dans la partie du midi, & qui prend sa source dans les montagnes Malabarres. Le second nommé Patrautsa-Badra-Chelum, en venant du même lieu, est environ au Nord-Ouest entre Elour & Regimendry, deux Provinces au Nord de Mazulipatam. Le troisieme enfin en tirant vers le Nord, est précisément sur le chemin qui conduit au Royaume de Catek. Il est vrai que le côté du Carnatte, dans le Sud de Mazulipatam, se trouve ouvert; mais l'on y rencontre des obstacles considérables par le concours de plusieurs grandes rivières, & entr'autres de celle de Gondigama, sur le bord de laquelle, on peut, comme je le dirai par la suite, former un établissement propre à fournir de ce côté une barrière capable seule de défendre la frontière.

Ces notions générales une fois établies, je vais donner une idée de chacune de ces concessions. Leur description suivra l'ordre & la date de leur donation, c'est-à-dire, que je les prendrai suivant le tems où elles ont été abandonnées, de manière cependant à ne m'écarter que le moins que je pourai, de l'enchaînement qu'elles peuvent avoir ensemble,

ce qui forme un objet de plusieurs pays considérables, que l'on peut diviser en sept départemens: savoir, de Mazulipatam avec ses environs, de Narzapour, de l'Isle de Divy, de Devracota, du Serkar de Nizampatnam, de Condavir & enfin des quatre Provinces du Nord, dont je vais décrire la situation & les propriétés respectives.

ARTICLE I.

Département de Mazulipatam & de ses dépendances.

IL N'EST, je crois, personne qui n'ait entendu parler, de la ville de Mazulipatam, ou qui du moins ne la connoisse de réputation. Cette ville est située par seize degrés & quelques minutes de latitude septentrionale, & étoit avant la dernière guerre le chef lieu des Etablissmens François à la côte d'Orixa, lorsque depuis la paix de 1763. cette nation n'y possède plus que la Loge qu'elle y avoit avant 1749.

La situation de cette ville l'avoit rendue autrefois l'entrepôt de tout le commerce que la partie, connue sous le nom de l'Indoustan,

faisoit avec le royaume de Bengale , la Perse , & toutes les côtes de l'Est, c'est-à-dire , toutes les côtes qui sont opposées & vis-à-vis de celles de Coromandel & d'Orixa, comme Merguy, Achem & le royaume de Siam. Son abord jadis si fameux , qui avoit été détruit par la tyrannie du Gouvernement Maure , avoit pris une nouvelle vie : & auroit pu redevenir florissant sous celui des François.

Elle est assez bien fortifiée , & se trouve même munie , en cas de siege , par une défense que la nature elle-même a formée , étant entourée d'un côté par une rivière & de la vase qu'il est difficile de franchir , & environnée de l'autre par des marais salans , sur lesquels il n'est pas possible d'asseoir une tranchée. Tout le terrain qui borne cette ville n'est qu'une lande stérile & marécageuse sur laquelle on peut à peine creuser la profondeur d'un pied sans y rencontrer l'eau : quant à la rivière qui la baigne , & qui pour cela prend le nom de rivière de Mazulipatam , elle va se rendre à quelques pas de-là dans la mer , & forme l'embouchure , où les vaisseaux se déchargent pour entrer dans la ville , dont les dedans sont assez désagréables & mal

construits. L'air y très mal sain; l'on n'y trouve ni eau, ni vivres qu'il faut aller chercher à une demi-lieue, ainsi que le bois à brûler qui se tire ordinairement de l'Isle de Divy. Quelque grands que paroissent ces inconvéniens, il est facile d'y remédier, & l'on en peut faire disparoître la plus grande partie. Ce que l'indolence ou l'incapacité des gens du pays n'a pu faire, la force de l'art & de l'industrie européenne pourroit l'exécuter, comme je le montrerai dans le résultat de cette dissertation.

Cette ville est peuplée en partie par des Gentils & en partie par des Mahométans, qui, les uns & les autres, sont occupés à différens commerces de terre & de mer. L'on y trouve un grand nombre d'ouvriers propres à toutes sortes d'ouvrages: quantité de Saokars, espece de secte du royaume de Guzaratte, dont la bonne-foi, le crédit & les richesses sont en recommandation dans le pays. Ils font la banque, & l'objet principal de leur commerce est de faire valoir leur argent, en le prêtant à intérêt aux négocians; ils entrent dans les conseils des princes, qui prennent leurs avis & auxquels ils prêtent de

l'argent dans l'occasion ; ils ont des correspondances par-tout, & c'est à eux qu'on s'adresse pour faire des remises dans les endroits où l'on veut faire passer des fonds. L'on y trouve aussi des Brames qui composent la secte la plus noble entre les Gentils , dont quelques-uns sont lettrés , & d'autres se livrent au commerce : des Gemidars ou descendants des anciens princes du pays , auxquels le Gouvernement Maure a conservé encore quelques légers apanages qu'ils tiennent à titres de fiefs mouvans de la couronne : des Patanes, dont la nation est une Secte Mahométane existante sous un roi près de la Monarchie de Dély : elle est très adonnée au négoce , & fait presque seule le commerce de soieries & les principaux armemens qu'on voit à la côte. Enfin l'on y voit des Marchands Arméniens qui n'ont commencé à s'y établir qu'après que les François eurent été en possession du gouvernement de ce pays.

Avant cette époque, les Hollandois y occupoient une Loge magnifique, qui servoit au débouché de leur commerce : mais ils l'ont abandonnée au mois de Novembre 1750. pour aller former , sur le bord de la mer , à six

lieues d'Yanaon, un autre comptoir principal, appelé Caquinara ou Jagarnat-Pouro-mi ; & ils n'ont laissé dans celui de Mazulipatam, qu'un Employé & quelques Pions, pour veiller à la garde de leurs bâtimens.

Dans ce tems les Anglois y avoient aussi un comptoir dont, lors de la dernière guerre, il ne leur restoit que le terrain & les mesures. Il y avoit près de cinquante ans qu'ils l'avoient démoli, & qu'ils en avoient pris les décombres, pour construire celui de Madépalum, dans le voisinage de Narzapour : mais la paix de 1763. a donné à cette nation toute la faveur qu'entraîne la Souveraineté.

Cette ville n'a qu'une seule & unique porte, flanquée de deux bastions en terre. Elle donne sur un large pont, qui, malgré l'éloge pompeux que Tavernier en fait dans le récit de ses voyages, n'est formé que de mauvaises planches, & peut avoir un quart de lieue de long. Il paroît avoir été construit pour la facilité des voyageurs qui, sans cela, feroient obligés de marcher dans de la vase. D'un côté & à la gauche, l'on apperçoit une quantité de marais salans, appelés communément les Salines de Mazulipatam ; de l'au-

tre côté & à la droite est la plaine ou le grand chemin qui va à Narzapour; tels sont à-peu-près les dehors de Mazulipatam qui, comme on le voit, n'ont rien de gracieux: mais en récompense tout ce qui forme ses dépendances a quelque chose de plus riant.

En effet, après être sorti de la ville, & au bout du pont dont je viens de parler, l'on trouve plusieurs Aldées ou villages unis sur une même ligne horizontale, en face de la ville, & qui sont appelés communément, les Pettes d'Ivougoudour, nom de la principale Aldée. Ces Pettes ou villages sont comme les fauxbourgs de Mazulipatam, & c'est où les principaux habitans, Saokars & autres ont leurs maisons de campagne, dans lesquelles ils demeurent habituellement, ne venant à la ville que lorsque le besoin de leurs affaires ou l'intérêt de leur commerce les y appelle. C'est dans cet endroit que les Fossedars ou gouverneurs de la province faisoient autrefois leur résidence, préférant ce séjour à celui de Mazulipatam. On doit en effet avouer que l'exposition d'Ivougoudour est très saine, l'air y est pur & le pays agréable. L'on y a construit en conséquen-

ce des bâtimens qui servent d'hôpital aux malades qu'on y transporte. En un mot, ces villages sont pour la ville de Mazulipatam de la dernière ressource, & l'utilité qu'elle en retire est évidente, puisque c'est de-là qu'elle emprunte tous ses vivres & qu'elle fait venir ses munitions & l'eau dont elle manque totalement.

A deux lieues dans l'Ouest de la même ville, l'on rencontre deux grands Paraganés ou bourgs, nommés Gondour & Adoumanar, situés sur le grand chemin qui conduit à Golconde. Je ne saurois marquer au juste leur étendue: mais l'on peut dire que les domaines qui en dépendent forment un très beau pays, que l'on est obligé d'affermir. Leur position est des plus favorables par la quantité prodigieuse de vivres & de marchandises, qui se transportent sans cesse, soit de Golconde à Mazulipatam, soit de Mazulipatam à Golconde. Cet endroit est en effet comme le passage qu'il faut nécessairement traverser pour se rendre réciproquement de l'une à l'autre de ces villes. L'avantage de cette position consiste dans le revenu considérable qui provient des différens droits que

l'on leve sur toutes les marchandises ou denrées qui passent sur le terrain.

Plus loin, mais toujours dans l'Ouest de Mazulipatam en tirant néanmoins vers le nord, c'est-à-dire, à six lieues Nord-Ouest de cette ville, se trouvent encore deux autres Paraganés, qui portent les noms de Tomedy & Pedana. Leur étendue peut former un pays d'environ dix à douze lieues de circonférence. Il est pareillement affirmé, à l'exception de quelques Salines appelées les Salines de Pendrek, dont la régie a toujours été annexée à la direction de celles de Mazulipatam.

Enfin à dix lieues dans l'Ouest de la même ville, en tirant toujours vers le Nord, se trouvent les deux Paraganés de Tondour & Bondara, qui ne sont pas moins considérables que les précédens, mais comme leur proximité de Narzapour avoit engagé à les comprendre & incorporer dans ce dernier département, je me contenterai de les nommer ici ; en faisant observer seulement que tous ces Paraganés ou bourgs sont comme autant de chefs-lieux, qui tous ont dans leur dépendance une multitude innombrable d'Al-

dées ou villages, sous lesquels sont pareillement un nombre indéterminé de Paleums ou petits hameaux qui en relevent.

Tel est en racourci le tableau des dépendances de Mazulipatam, lesquelles prises depuis la partie occidentale jusqu'à la partie septentrionale de cette ville, forment, comme on le voit, un arrondissement parfait, qui se termine, ou plutôt qui continue jusques à la province de Narzapour, qui est le second département dans lequel je vais entrer.

A R T I C L E II.

Département de Narzapour.

CE SECOND département augmenté, comme on vient de le voir, des deux Paraganés de Tondour & Bondara, est situé à quinze ou seize lieues environ dans le Nord de Mazulipatam, & les François l'ont toujours tenu en régie, à raison des terres qui sont d'un grand rapport, & dont leur gouvernement vouloit encourager la culture.

Il n'est pas facile d'apprécier au-juste l'étendue ni de fixer les limites de ce département; & la difficulté provient de l'arrange-

ment bizarre de ces provinces. Il y a en effet plusieurs Aldées ou villages d'un district qui sont enclavés dans un autre, ce qui fut dans l'origine une suite de la politique des anciens rois gentils qui, se méfiant naturellement chacun de leurs voisins, trouvoient dans le mélange de ces possessions respectives, un moyen sûr de se tenir en bride, & de se garantir mutuellement les uns des autres.

Il en est de même dans toutes les autres parties des domaines dont les Vice-Rois de Golconde avoient enrichi les François. Je ne saurois donc donner de notions fixes de l'étendue géographique de chacune en particulier. Si j'avois pu avoir communication du plan terrier que M. Dupleix en avoit fait faire, j'y aurois trouvé les éclaircissmens qui me manquent & je les aurois communiqués au lecteur.

La principale Aldée de ce Département est Nazarpour qui est le chef-lieu, situé sur le bord d'une rivière qui porte le nom du village & est un bras du grand fleuve Godavry, qui traverse toute cette côte dans la partie du Nord, & prend sa source ainsi que le Crichena dans le fond des montagnes Mal-

labarres. La riviere qu'il forme à Narzapour est très commerçante & continuellement fréquentée par une quantité de bâtimens étrangers qui y entrent ou qui en sortent avec leurs chargemens.

C'est précisément dans le voisinage de cette riviere que les Anglois avoient construit leur Loge de Madepalum que, selon ce que j'ai dit plus haut, ils avoient formée des débris de celle de Mazulipatam, & qu'ils furent par la suite obligés d'abandonner, pour avoir soutenu la révolte de Mahamet-Allican qui se maintint néanmoins dans le gouvernement de la province.

En effet le Vice-Roi de Golconde, irrité de leur conduite & de leurs mouvemens dans la province d'Arcatte, avoit donné ordre à tous les gouverneurs de province, & en particulier à celui de Ragimendry, de les chasser de la côte & de détruire leurs établissemens: mais ayant été avertis à tems, ils prirent leurs précautions, ils abandonnerent leur Loge de Madepalum, se retirèrent sur le bord de la mer dans le Nord-Est de la riviere de Narzapour, & s'emparerent d'une isle voisine nommée Baudamourilanka, qui leur parut

l'endroit le plus convenable , soit pour se mettre à l'abri de toute insulte , soit pour être à portée eux-mêmes de s'éloigner en cas qu'on eût dessein de les poursuivre : mais ils n'y furent pas exposés , parce que le gouverneur qu'ils avoient su gagner & qui les favorisoit , n'eut garde de les inquiéter dans ce nouvel établissement , & ils le conserverent jusqu'au moment où les François entrèrent en possession du gouvernement de Ragimendry , dont cette isle est une dépendance. Ils imaginèrent alors , pour s'y maintenir , de la sous-affermir d'un fameux Gemidar , qui étoit lui-même un des principaux fermiers de la Compagnie Françoisse dans cette province. Cette possession précaire a duré jusqu'à ce que la paix de 1763. en dépouillant les François de toutes leurs nouvelles acquisitions , les ait mis à l'abri de toute inquiétude.

Le territoire de ce département est très fertile ; les terres , selon le langage des Indiens , sont de la première sorte , & en général tous les pays du Nord sont d'un beaucoup meilleur produit que les autres. L'on recueille à Narzapour une quantité de très beau ris , & c'est le seul endroit où il croisse

des cocotiers, arbres très rares à la côte d'O-
 rixa, & qui ne sont connus qu'à la côte de
 Coromandel.

Telles sont les propriétés & l'étendue des
 domaines particuliers qui composent une par-
 tie du gouvernement de Mazulipatam du cô-
 té du Nord. Ceux qui y sont opposés & qui
 sont situés dans la partie du Sud, ne sont pas
 moins considérables, & je vais en commene-
 cer la description par l'Isle de Divy.

ARTICLE III.

Département de l'Isle de Divy.

CETTE Isle, comme on peut le voir sur la
 carte, est situé dans le Sud-Ouest de Mazu-
 lipatam. Elle est formée d'un côté par la
 mer & de l'autre par le fleuve Crichena qui,
 venant à se diviser en deux branches, em-
 brasse un pays d'environ vingt cinq lieues de
 circonférence sur cinq à six de diamètre, &
 va ensuite se jeter dans la mer par deux em-
 bouchures assez inégales, dont la première,
 située dans le Nord-Est de l'Isle, se nomme
 Ampfaldivi, & l'autre dans le Sud-Ouest de
 la même isle, où se trouve le véritable lig

du Crichena , est appelée communément l'embouchure de Chipler. Ce fleuve de plus se divise encore autour de l'Isle, en cinq ou six bras , qui forment autant d'entrées pour y arriver. L'un d'entre eux donne dans la riviere même de Mazulipatam , en sorte que, de cette ville, on peut aller à Divy par trois endroits ou chemins différens: premièrement par mer, en se rendant en rade pour cotoyer l'enfoncement de Mazulipatam, & entrer ensuite dans l'embouchure de Camparlagary; en second lieu par la riviere de Mazulipatam, en entrant dans le bras qui communique à la branche supérieure du Crichena; & enfin par terre , au moyen d'un gué ou sec , qui se trouve à six lieues de distance de Mazulipatam , dans le point précis de la division du Crichena, & qui se trouve découvert pendant les trois quarts de l'année, ne se remplissant qu'au tems où arrivent les inondations réglées de ce fleuve , dont je parlerai par la suite.

Cette isle étoit presque déserte, lorsque les François en prirent possession , au mois de Février 1751. Ils ne négligerent rien pour la repeupler, en y attirant des habitans, & ils

y avoient assez bien réussi, tant que les pays d'au-delà du fleuve, savoir, Devracota, Nisampatnam & Condavir, trois provinces ou gouvernemens de la dépendance de Mazulipatam, ont resté sous le Gouvernement Maure; mais depuis la fin de 1752. tems où tous ces pays ont été unis sous l'Administration Françoisse, il n'a plus été possible d'engager les peuples de ces derniers endroits, à quitter leurs habitations, pour se transporter à Divy. Ils ont mieux aimé rester dans leur pays, que de se transplanter dans une isle, dont le séjour ne leur avoit paru précieux que par un appas qui leur devenoit commun avec elle.

Au surplus l'air qu'on respire à Divy est pur & son terroir est excellent: mais la plus grande partie reste en friche par la misère ou la nonchalance du laboureur; sans cela la terre, qui est très fertile, produiroit certainement une grande quantité de ris, de millet & d'autres denrées: je ne fais même, vû sa force, si le froment, qui ne croît en aucun autre endroit qu'à Golconde, n'y réussiroit pas, supposé qu'on essayât de l'y semer. Quoi qu'il en soit, cette isle abonde

en toutes sortes de bestiaux & de pâturages. Elle a de plus cet avantage que, sur le bord des rivières, ainsi que dans les enfoncemens & le long de la mer, il croît quantité de bois à brûler, indépendamment de ceux de construction, qui sont d'une grande utilité pour la ville de Mazulipatam, qui trouve bien plus de facilité à les tirer de cette île, qu'à les faire venir du fond des terres.

Une particularité avantageuse & singulière à cette Île, c'est que l'eau y est douce pendant six mois de l'année, & se trouve salée pendant six autres. La raison de ce prétendu phénomène vient de ce que la mer reflue presque au-dessus de l'Île, & cela jusqu'au tems où le Crichena, grossi par les eaux des montagnes, s'enfle & continue son lit ou son embouchure à plus d'une lieue & demie dans la mer. Dans ce dernier tems les eaux sont naturellement douces; ce qui n'arrive pas lorsque les inondations sont écoulées: car pour lors l'embouchure du Crichena étant diminuée, la mer prend le dessus, elle entre dans son lit & rend ses eaux salées; ce qui oblige, pendant ce tems-là, d'avoir recours à des puits formés dans l'intérieur de l'Île, dont

l'eau , quoiqu'un peu fade , ne laisse pas néanmoins d'être passable.

Il est à remarquer que le nombre des habitans de cette Isle qui , au tems que les François en prirent possession, alloit à peine à trois ou quatre mille ames, se trouva ensuite monter en peu de tems à près de quinze mille, & a dû augmenter depuis considérablement , vû la fécondité naturelle à ces peuples. L'on y compte jusqu'à dix-huit Aldées ou villages, dont quatre de Tisserands.

Lorsque les François y construisirent leur établissement, ils le placerent sur le bord de l'Isle à l'opposé de Mazulipatam, assez proche de la branche inférieure du Crichena & à quatre ou cinq lieues de son embouchure. Il n'étoit pas possible de la placer plus près de la mer , à cause des terrains fangeux & pleins de ronces qui se trouvent dans cette partie. L'endroit qu'ils avoient choisi se nommoit Nagaytankan, mais ils en changerent le nom, & l'appellerent Nagay-Patnam qui, en langage du pays, signifie ville, qualité dont ils crurent devoir décorer ce village, lorsqu'il fut devenu chef-lieu & la résidence de l'Employé, qui avoit le commandement dans l'Isle.

Depuis ce tems il y a toujours eu quelques fortifications, mais de très peu de conséquence, ne consistant que dans un fort de terre en quarré, revêtu de gazon avec quatre bastions, où il se trouve quelques bâtimens en briques. Ce fort est entouré d'un fossé, d'un chemin couvert & d'un glacis qui est assez exhaussé pour le mettre à l'abri d'une inondation. La crainte de ce dernier inconvénient fera toujours cause qu'on ne pourra jamais y former de fortifications plus solides, attendu les frais considérables qui seroient nécessaires pour élever le terrain. C'est aussi pour cette raison qu'on a placé ce fort le plus loin qu'il a été possible de la riviere.

Ce que je viens de dire peut suffire, pour faire juger de quelle utilité cette Isle doit être à Mazulipatam, puisqu'en effet elle lui sert comme d'une barriere contre les invasions de l'ennemi, qui ne sauroit y faire de descente qu'avec beaucoup de peine ; parce que l'Isle est d'ailleurs unie à cette ville par des communications sans nombre, & que dans le case nfin où cette derniere seroit assiégée, la premiere lui seroit d'une grande ressource, & lui deviendrait un entrepôt pour l'eau, les

vivres, les bestiaux & les autres provisions qui lui seroient nécessaires.

ARTICLE IV.

Département de Devracota.

Plus on avance dans l'examen des dons que la Compagnie tenoit des Vice-Rois de Golconde, & plus on découvre l'excellence & l'utilité réelle des domaines qu'ils renfermoient. Le département dont il est ici question, est sans contredit, un des plus beaux qui soient sous la dépendance du gouvernement de Mazulipatam. Il est situé à six ou huit lieues dans le Sud de cette ville & couvre dans son Sud-Est l'Isle de Divy.

Devracota en étoit autrefois la capitale, mais on a cru devoir prendre ensuite pour chef-lieu Perepu, village situé sur le bord d'une rivière formée par un des bras du Crichena.

Tout ce département contient près de soixante à soixante-dix Aldées principales, indépendamment de quantité de petits hameaux qui en relevent. Je ne craindrai point d'exagérer en portant son étendue à trente ou

quarante lieues de circonférence. C'est un pays superbe & dont le rapport est très considérable.

L'on y trouve quantité de bois propres à toutes fortes d'usages, & il y croît un grand nombre d'arbres fruitiers, comme Bananiers, Manguiers, Citroniers & autres de cette espèce. En un mot, l'on ne sauroit mieux caractériser ce terrain, qu'en l'appellant le jardin de Mazulipatam, qui y trouve en effet toutes les douceurs & les commodités nécessaires à la vie. Les terres de ce pays ne sont pas plus cultivées que les autres & par les mêmes raisons dites ci-dessus : mais il a l'avantage de n'avoir pas été aussi dévasté par les guerres que celles des environs. Comme d'ailleurs le terrain est fort élevé, la nature des denrées qu'il produit n'exige pas beaucoup de foin, d'autant qu'elle est indépendante d'aucune humidité, qui lui nuirait même plus qu'elle ne lui ferait avantageuse. Cette propriété particulière rend cette Province une ressource pour ses voisins dans les tems de disette, lorsque le grain est rare, ou que la récolte y manque par trop de sécheresse.

Je bornerai-là ce que l'on peut dire sur le

département de Dévracota qui , d'un côté , communique avec l'Isle de Divy , par le moyen d'un gué ou sec dont j'ai déjà parlé ; & de l'autre , à quelques Aldées ou villages du Condavir , qui sont contigus au Serkar ou Province de Nizampatnam.

A R T I C L E V.

Département de Nizampatnam.

CETTE Province qui retient le titre de Serkar , ainsi que Mazulipatam dont elle dépend , renferme une étendue de pays d'environ vingt cinq lieues de long du Septentrion au Midi , c'est-à-dire , à commencer depuis le bord du Crichena dans le Nord où se trouve l'Isle de Divy , jusqu'à la rivière de Gondigama dans le Sud , où ce Serkar est borné , & se trouve en même tems séparé de celui de Nelour-Servapelly frontiere du Carnatte , qui termine & limite le grand Gouvernement de la Province d'Arcatte.

La capitale de ce département étoit autrefois une des plus grandes villes de ces cantons. Nizam-Molouk , Vice-Roi de Golconde qui l'avoit fait bâtir , s'étoit fait un plai-

fir de l'embellir & de lui donner son nom. On la comparoit alors à Mazulipatam, & elle ne lui cédoit en rien pour l'éclat de son commerce de terre: mais depuis elle est bien déchue de sa première splendeur. La tyrannie du Gouvernement Maure, jointe aux révoltes de plusieurs Gemidars, qui ont rendu ce pays le théâtre des guerres les plus sanglantes, ont entièrement ruiné cette Province. Nizampatnam, cette ville autrefois si recommandable, n'est plus elle-même qu'un gros bourg, dont les maisons construites en terre & couvertes de chaume, offrent un aspect assez désagréable. Elle est située à quinze lieues de Mazulipatam, sur le bord de la mer, dont elle est néanmoins séparée par une Ile de sable-mouvant d'une demi-lieue de largeur sur douze de long, qui n'est habitée que par des bêtes féroces, & qu'on nomme Pettapolly, ou Pedapouilly, ce qui signifie en langue du pays, le séjour du grand tigre, à cause que ces animaux y sont d'une grosseur monstrueuse.

Le terrain de ce département n'est pas absolument mauvais, si l'on en excepte quelques parties qui n'étant que sables, ne sont susceptibles d'aucune culture. On doit ajou-

ter qu'il renferme de belles & grandes Salines répandues tout le long de la côte, & que l'on y trouve nombre d'Aldées de Tifferands, remplies des meilleures manufactures de mouchoirs, d'où l'on tire en partie ceux improprement dits de Paliacate.

Au reste, ce district, dont l'étendue est plus longue que large, n'est gueres plus en valeur. La plupart des terres y sont en friche comme par-tout ailleurs; inconvénient général dans tous les pays qui avoient été cédés aux François. Il faut cependant avouer que ceux-ci n'en furent pas en possession, qu'ils y mirent des régisseurs qui firent prendre aux choses une nouvelle forme, qui sembloit chaque jour donner au pays une face plus riante, qui lui promettoit sans doute les plus grands avantages, si la Compagnie Française eût pu en conserver l'administration.

La division de cette province n'est pas ancienne, puisqu'elle étoit autrefois confondue, & faisoit partie de celle de Condavir, & que ce fut Nizam-El-Molouk, Vice roi de Golconde, qui l'en démembra, pour mettre fin aux contestations qui s'élevoient presque à chaque instant, au sujet des Salines, entre

les gouverneurs respectifs de Condavir & de Mazulipatam. Ce prince voulant les mettre d'accord, détacha le Serkar de Nizampatnam de celui de Condavir, & il l'attacha pour toujours à Mazulipatam, en mettant la fabrique des sels dans la régie & la dépendance de cette dernière ville.

Tels sont les quatre départemens, savoir Nizampatnam, Devracota, Divy & Narzapour qui, du tems des Maures, formoient ce qu'on appelloit alors le gouvernement de Mazulipatam, lequel peut comprendre en tout sous sa dépendance, un nombre de plus de trois cents soixante Aldées ou villages, sans y comprendre une foule de Paleums ou petits hameaux répandus çà & là dans les campagnes. Cet objet, comme on le voit, ne laissoit pas d'être considérable; cependant l'on peut dire qu'il est peu de chose, si on le compare aux autres domaines cédés par les princes de Golconde aux François, & dont je vais rendre compte.

ARTICLE VI.

Département de Condavir.

La fameuse province de Condavir peut former, elle seule, une étendue plus immense encore, que toutes les dépendances de Mazulipatam prises ensemble. Elle contient en effet dix-sept ou dix-huit Paraganés, dont il est inutile de rapporter les noms : mais sur lesquels il me suffira de dire qu'ils contiennent plus de huit cents cinquante Aldées ou villages principaux, indépendamment d'une foule de hameaux qui relevent des uns & des autres. Ce nombre de dépendances peut faire juger de l'étendue de la province, qui peut contenir environ soixante à quatre-vingts lieues de pays en circonférence.

Entre ces domaines, il en est quelques-uns dont les François, quoique Souverains du pays, n'ont jamais osé prendre possession, ni même former la demande. Ce sont les deux grands Paraganés de Veniconda & Bellamfonda, très bien situés & munis d'une forteresse considérable, dont un Gemidar puissant a trouvé le secret de retenir la jouissance,

en n'en payant qu'une ferme très modique; & plusieurs Aldées ou villages situés à quatre lieues dans le Sud de la rivière de Gondigama, dont le Raja (g) Dougol s'est emparé. Ce dernier pays est cependant d'une valeur importante; car il y a dans le domaine de ces Aldées, une étendue de terres en marais salans, qui peuvent avoir trois lieues de circonférence, & dont le produit peut aller à cent mille écus par an. Toutes ces parties jointes à quelques autres Aldées & à des Salines de la dépendance de Nizampatnam, appelées les salines de Devarampadou, dont le même Raja s'est emparé, font un objet considérable dont la Compagnie Française n'a pas cru devoir faire la réclamation, même dans sa plus grande prospérité.

Toute cette grande province tire son nom de la ville qui en étoit autrefois la capitale, située au bas des montagnes, qu'on appelle encore aujourd'hui les montagnes de Condavir. Ce nom qui est Gentil, fut changé depuis par les Maures en celui de Mouroujanagar.

La

(g) Le nom de Raja se donne à de petits Souverains qui se font maintenant malgré le Gouvernement Maure.

La province a dû être très fameuse, car l'on y trouve par-tout les traces & les vestiges d'une grandeur peu commune. Quantité de monumens antiques y sont répandus çà & là, comme pagodes, forteresses, colonnades & autres ouvrages qui subsistent, mais qui sont abandonnés; un amas de débris, des restes de châteaux ou de maisons, & entre autres une vaste enceinte de murailles, bâties en pierres de taille, qui offrent des dedans vuides & inhabités, sont autant de signes évidens d'un pays jadis très florissant, mais qui vraisemblablement a été détruit & ravagé par la fureur des guerres.

Lorsque les Maures s'en rendirent les maîtres, ils en transférèrent la capitale dans un endroit nommé Gontour, situé au centre de la province. C'est plutôt une mauvaise bourgade qu'une ville, qui n'a pour toute défense, qu'un méchant fort de terre, flanqué de six especes de tourelles, dont les courtines percées à jour & sans parrapèt, n'ont pas la moindre épaisseur, de façon qu'à peine y peut-il tenir une ou deux pieces de canon. C'est dans ce fort que résidoient les Fessedars ou gouverneurs de la province, & c'étoit

aussi l'endroit que la Compagnie Françoisé avoit choisi pour son chef-lieu, & où se tenoit l'Employé chargé d'en recevoir les fermes. Il paroît que les princes Maures choisirent cet endroit par préférence, à raison de sa sûreté, formée par l'avantage naturel de sa situation. En effet, à l'exception d'une petite plaine, Gontour est généralement environné de tous côtés par une forêt de bois d'épines dont il occupe le milieu, & qui peut avoir cinq à six lieues de profondeur. De quelque côté qu'on vienne, il faut nécessairement traverser cette forêt pour y arriver.

Le reste de la province est partie en bois, & partie en terres labourables, dont les productions sont très abondantes en toutes sortes de grains, si l'on en excepte le ris. Le grand fleuve Crichena la baigne de tous côtés, & arrose successivement trois de ses Aldées, savoir, Chentepelly, Ambrepoudy & Colour, situées à vingt lieues dans le continent, & qui renferment une partie des mines de diamans, connues dans les relations des voyageurs, sous le nom de cette dernière Aldée. Mais ce qui fait le grand mérite de cette province, c'est la quantité d'Aldées de Tisserands, où

l'on fabrique les plus belles marchandises rouges , comme mouchoirs , toiles peintes &c. dont toutes les Nations Européennes , les Mahométans , Gentils & Arméniens eux-mêmes font le commerce ; en sorte que qui est maître de cette province , peut , s'il le veut , posséder seul le droit exclusif du commerce de mouchoirs soit de Mazulipatam , soit de Paliacate , puisqu'il est vrai que , sur-tout s'il y joignoit la province de Nizampatnam , qui renferme aussi un nombre de manufactures proportionné à sa propre étendue , il seroit le maître & auroit en effet le domaine seigneurial de toutes les manufactures généralement quelconques , où se fabriquent ces sortes de marchandises. Il est en effet à remarquer que les mouchoirs , que nous appelons de Mazulipatam , ne se fabriquent ni dans cette ville ni dans ses environs , mais uniquement dans la province de Condavir ; & que ceux dits de Paliacate se font dans celle de Nizampatnam , de sorte qu'ils sont connus sous les noms des endroits principaux où les marchands les apportent & où il s'en fait le plus grand commerce.

Je ne crois pas qu'on puisse donner une

idée & plus juste & plus précise de la position de cette province & des avantages qui en résultent. C'est ici que finissent les possessions réelles que la Compagnie François tenoit des Vice-Rois de Golconde, & il ne me reste plus qu'à faire connoître les quatre provinces du Nord, qui en effet sont plus considérables que celles dont je viens de parler : mais que j'ai cru devoir placer les dernières, parce que les François n'en avoient que l'usufruit, & que le domaine souverain n'en appartenoit ni au roi de France ni à la Compagnie des Indes.

A R T I C L E VII.

Département des quatre provinces du Nord.

Ces quatre provinces, qui prennent leur nom de leur situation dans le Nord de Mazulipatam, ainsi que je l'ai dit dans la partie historique de ces recherches, avoient été données en *Jacquiers* à la Compagnie François, avec le droit de les gouverner, & d'en percevoir les revenus, pour servir au paiement des troupes qu'elle s'étoit engagée d'entretenir auprès du roi de Golconde. C'est en

effet ce qu'on appelle aux Indes , donner des terres en Jacquiens , c'est-à-dire , abandonner l'usufruit sous certaines conditions , dont la première est d'en conserver la souveraineté. Il est cependant vraisemblable que lorsque le Vice-Roi de Golconde fit la cession de ces quatre provinces, s'il ne les donna qu'en Jacquiens, ce fut pour masquer jusqu'où vouloit aller sa générosité , de peur d'effaroucher les Anglois , & les plus grands seigneurs de sa cour qui , les uns & les autres , voyoient avec une égale jalousie l'agrandissement de la Nation Françoisé dans l'Inde. Il paroît même certain qu'il existoit une convention secrète entre le Prince & M. Dupleix , par laquelle il étoit stipulé qu'après un certain tems , tout ce vaste pays passeroit sous la Domination Françoisé : mais la paix de 1763 a rendu cette transaction inutile.

Ces provinces étoient autrefois quatre grands serkars ou généralités , qui ont été démembrées de la grande Nababie d'Aiderabat ou Golconde dont elles dépendoient. On les nomme Condapelly, Elour, Ragimendry & Chicacol. Les deux dernières sont les plus considérables pour leurs productions , comme pour leur

étendue ; elles occupent en effet à elles deux plus de deux cents lieues de côte en longueur, & près de cinquante dans leur plus grande profondeur. Leur situation est facile à saisir, si l'on se rappelle celles de Mazulipatam & de Narzapour, puisque c'est derrière ces deux départemens, dans l'Ouest de chacun, en tirant néanmoins vers le Nord, que se trouvent situés les deux Serkars de Condapelly & d'Elour, après lesquels s'étendent, tant sur le bord de la mer que dans le fond des terres, les deux autres Serkars de Ragimendry & de Chicacol. Je commencerai par les deux premiers, comme les plus voisins de Mazulipatam.

D I V I S I O N I.

Province de Condapelly ou Moustafanagar.

EN partant de Mazulipatam & étant parvenu au-delà de ses dépendances occidentales, l'on rencontre à quinze ou seize lieues, dans l'Ouest-Nord-Ouest de cette ville, la petite province de Condapelly ou Moustafanagar. Elle est bordée par le fleuve Crichena, qui la sépare de Condavir. C'est à l'entrée de

cette province , & dans le point qui la divise de celle de Condavir , qu'est situé le fameux défilé de Bezouars , sur le chemin qui conduit à Golconde.

Tout ce pays est appuyé à la même chaîne de montagnes dont j'ai déjà parlé , qui commence dans le Sud de la province de Condavir , continue dans celle de Condapelly & l'embrasse conjointement avec celles d'Elour , de Ragimendry & de Chicacol , jusqu'aux frontieres du royaume de Catek.

Ses productions sont de toutes sortes de grains , & autres denrées dont le débit est considérable. L'on y voit aussi plusieurs Al-dées de Tifferands , mais en petit nombre. Ce qui en fait le plus grand avantage , c'est le domaine seigneurial des mines de diamans , placées dans le lit même du Crichena , d'où l'on tire les plus beaux de ceux qu'on nomme communément les diamans de Golconde. Ces mines auroient dû être assez fécondes dans tous les tems , si les troubles qui ont tant agité ces opulentes contrées ne les avoient souvent fait abandonner entièrement ; outre que les Maures n'ont jamais été en état d'en tirer grand parti , faute d'ouvriers intelligens &

d'instrumens propres à leur exploitation. Il n'est pas douteux qu'un trésor pareil ne doive faire un objet d'importance pour une Nation Européenne qui voudroit ou qui pourroit le mettre à profit.

D I V I S I O N II.

Province d'Elour.

LA province d'Elour est située derrière & à quinze lieues dans l'Ouest de Narzapour. C'est dans cette généralité que commencent les manufactures de toiles en tout genre, dont les Nations Européennes font principalement le commerce. Elle est aussi très abondante en ris & en toutes sortes de grains, tout ce pays, jusqu'à Yanaon, dans la province de Ragimendry, étant généralement coupé de rivières, & rempli de canaux qui l'arrosent & par-là le rendent très fertile. Tout le tems que les François ont eu l'usufruit de cette province, elle a été, ainsi que les trois autres, affermée, en totalité ou en partie, à différens particuliers, sur lesquels le Commandant de Mazulipatam, & sous lui celui de Ragimendry, conservoient l'inspection générale.

D I V I S I O N III.

Province de Ragimendry.

LA province de Ragimendry est éloignée d'environ quarante cinq lieues de Mazulipatam, & est située à quinze lieues dans le Nord de la province d'Elour. Sa capitale qui n'est qu'une grande ville mal bâtie & défendue par un fort assez méprisable, est assise à quinze ou seize lieues du bord de la mer, sur le rivage du grand fleuve Godavry, qui traverse toute cette province & va se décharger dans la mer par plusieurs embouchures, dont la principale & la plus grande est celle d'Yanaon formée par la rivière du même nom.

De toutes les productions de cette province, une des plus intéressantes sans contredit est celle des belles & grandes forêts de bois de Tek. Elles sont situées dans le fond des terres & d'une étendue immense. Le bois qui les couvre est précieux, non seulement par sa beauté, mais encore par l'avantage qu'il a d'être le seul propre à la construction des vaisseaux. Il seroit difficile de concevoir combien le produit seul de la vente de ces bois seroit avantageux à une compagnie, telle

qu'elle fût. D'ailleurs on pourroit y trouver une ressource presque inépuisable pour la marine de la Nation Européenne qui en auroit la propriété, pourvu que l'éloignement ne fût pas un obstacle, ou qu'il lui fût possible de trouver sur les lieux un endroit propre à la construction des vaisseaux; car dans ce cas il paroîtroit aisé d'y envoyer des constructeurs, d'y établir des chantiers; & quant aux ouvriers, l'on n'en manqueroit pas, parce que les noirs ont une facilité surprenante, pourvu qu'ils soient conduits.

Cet objet, tel important qu'il soit, n'a pas paru mériter l'attention des François, tant qu'ils ont été possesseurs de cette province; & ils n'ont envisagé que le commerce des toiles, peut-être avec raison, parce que l'on peut dire que c'est dans la province de Ragimendry, que se trouvent les plus nombreuses ainsi que les meilleures fabriques en ce genre. En effet depuis la capitale d'Elour dans le Sud, jusqu'à celle de Chicacol dans le Nord, tous les pays qui se trouvent situés dans le milieu, forment avec Ragimendry une espece de triangle allongé, qui contient une foule d'Al-dées de Tifferands, remplies de manufactures.

des toiles les plus fines & les mieux conditionnées de toute l'Inde. Ce quartier est essentiel par la quantité & la nature des marchandises dont les François, les Anglois & les Hollandois font, régulièrement parlant, le principal objet de leur commerce.

D I V I S I O N IV.

Province de Chicacol.

CETTE dernière province est située à trente ou quarante lieues de Ragimendry, & à près de quatre-vingts ou cent lieues de Mazulipatam; & l'on en peut dire tout ce qui a été dit des trois précédentes. Elle est également fertile; & l'on y voit de même un bon nombre d'Aldées de Tifferands, dont les manufactures à la vérité sont inférieures. Les toiles qui s'y fabriquent sont en effet d'une nature plus grossière & moins estimée; ce ne sont que des grosses Betilles, Salampouris, Doreas, toiles peintes & autres de cette nature.

Chicacol sa capitale n'est qu'à trois ou quatre lieues de distance de la mer; elle est placée sur le bord de la rivière de Mafouskoubauder, dont l'embouchure, qui ci-devant

avoit le même nom , mais qui depuis a eu celui de Dupleix-bauder , est continuellement fréquentée par les bâtimens qui viennent de la côte. L'entrée en est assez passable , pourvu néanmoins que les vaisseaux qui y abordent ne soient pas considérables.

C'est de cette province que dépend le grand Paragané , nommé Ganjeau , voisin du Bala-cor , après lequel finit la chaîne de montagnes dont j'ai parlé , & qui forme dans cet endroit un dernier défilé , qui est aussi facile à garder que les autres. C'est là que se terminent les confins des quatre provinces & les limites de ces fameuses possessions que la Compagnie Françoisse avoit obtenues sur la côte d'Orixa , & l'on peut dire que non seulement elles auroient été complètes , mais que même elles auroient conduit la France à se fonder dans les Indes un empire peut-être inébranlable , si les Hollandois & sur-tout les Anglois ne s'y fussent point établis. Les uns & les autres y ont en effet plusieurs comptoirs , qu'ils n'ont cessé d'augmenter considérablement , jusqu'à ce que ces derniers se soient enfin rendus dominans dans ces territoires , en dépouillant les François de tous les droits que

leurs services rendus au Vice-Roi de Golconde, leur y avoient acquis.

Pour ne rien laisser à désirer au lecteur, je crois devoir lui donner une courte description des établissemens, que ces deux nations rivales de la France avoient dans ces domaines.

D I V I S I O N V.

Etablissemens ANGLOIS & HOLLANDOIS.

10. LES Etablissemens Hollandois se réduisent à trois, Palacol, Caquinare & Bibli-patam.

Palacol est peu de chose, & est à deux lieues dans les terres au-dessus de Narzapor.

Caquinare est plus considérable, c'est le comptoir principal de la nation, attendu sa position favorable pour le commerce, ne se trouvant qu'à six lieues dans le Nord de la rivière d'Yanaon, dans les dépendances de Ragimendry.

Bibli-patam est situé dans la province de Chicacol, à quatre ou cinq lieues dans le Nord de Visagapatam, l'un des comptoirs qui appartiennent aux Anglois.

2°. Les Etabliffemens de ces derniers font beaucoup plus nombreux : on en compte jufqu'à huit, favoir, l'Aldée de Madepalum, l'Ifle de Baudamourilanka, le comptoir d'Ingiron, l'Ifle d'Elakaltipa, celle de Nellepelly, celle de Coranguy avec fes dépendances, Oupara & le comptoir de Visagapatam. Tous ces comptoirs font de fuite fur la côte, plus ou moins éloignés, & d'une étendue différente les uns des autres.

J'ai parlé de l'Aldée de Madepalum, dans l'article de Narzapour. La loge en eft affez belle : mais les Anglois ne l'habitent point par les raifons que j'en ai données.

L'Ifle de Baudamourilanka, où ils s'étoient repliés, eft fur le bord de la mer, formée par des divifions du fleuve Godavry, & qui peut avoir une lieue & demie de long & prefque autant de large. Les Anglois l'ont fous-af fermée, ainfi que je l'ai déjà dit, conjointement avec une Aldée voisine, nommée Come-reguy - patnam, qui eft belle & bien fituée.

Quant au comptoir d'Ingiron ou autrement dit Cambrepalum, du nom de l'Aldée où il eft bâti, il eft fitué à une lieue au-deffus de l'ancien comptoir d'Yanaon, moins proche

cependant de la riviere, & sur le chemin qui conduit à Ragimendry. Les Anglois en ont acheté le terrain, & en ont fait ensuite une maison de plaisance qui ne sert presque plus à d'autre usage.

Il en est de même de l'Isle d'Elakatilpa, au-dessous d'Yanaon & à l'embouchure de la riviere. C'est une Isle déserte dont ils se sont emparés, & qui ne leur est cependant d'aucune utilité, étant presque toujours noyée par les débordemens: mais ils ont imaginé de s'y établir & d'y imposer une espece de droit de péage, qu'ils levent sur tous les vaisseaux du pays qui passent à leur vue, & qu'ils ont assujettis à leur payer ces droits.

On remarquera que cette Isle, celle de Baudamourilanka & les suivantes sont de la dépendance de Ragimendry.

L'Isle de Nelepelly est bien d'une autre conséquence. De simple blanchisserie qu'elle étoit ci-devant, elle est devenue, depuis environ vingt ans, un des principaux Etablissements des Anglois, qui s'y sont fortifiés. C'est une Isle formée par plusieurs bras de la riviere d'Yanaon. Sur l'un de ces bras appelé la riviere de Nelepelly, & à l'opposite de l'an-

cien comptoir qu'y avoient les François, se trouve placé celui des Anglois. Quoiqu'éloigné de la mer, il ne laisse pas d'y aboutir par une communication qu'ils ont établie entre l'Isle de Nelepelly & la suivante.

Coranguy est une Isle située sur le bord de la mer & formée des divisions multipliées du fleuve Godavry. Cette isle avec ses dépendances étoit dans la possession des Anglois, même dans le tems que les François avoient la régie de la province, au moyen d'une sous-ferme qu'ils tenoient d'un des fermiers de la province de Ragimendry. Le tout forme une étendue de pays excellent en rapport, & très avantageusement placé pour le commerce.

Pour ce qui est d'Oupara, il ne vaut pas la peine d'en parler, il ne consiste en effet que dans une simple maison, placée dans l'Aldée de ce nom, où les Anglois se contentent de tenir un agent pour le commerce.

Enfin le dernier comptoir que les Anglois aient à la côte est celui de Visagapatam, qui est assez connu, puisqu'il est le troisieme en titre après Madras & Gondelour. Il est précisément dans le ressort de la province de Chicacol. Sa situation est très avantageuse, &

& il est aussi bien fortifié qu'il peut l'être.

Il est à remarquer qu'entre tous ces établissemens, l'Aldée de Madepalum, & les comptoirs d'Ingeron & de Visagapatam sont les seuls, à proprement parler, sur lesquels les Anglois avoient acquis une apparence de droit, les autres ne leur ayant jamais appartenu que sous l'ombre d'une usurpation ou d'une sousferme qui ne pourroient faire pour eux, un titre de propriété légitime, si la paix de 1763. ne leur avoit donné un crédit capable de légitimer dans ces contrées, tout ce qu'ils auront pu ou voudront y entreprendre.

D I V I S I O N VI.

*Avantages particuliers aux quatre provinces
du Nord.*

JE finirai cette Section en faisant connoître une dernière propriété propre aux concessions que les François tenoient des Vice-Rois de Golconde, & qui mettra au grand jour l'avantage inestimable dont elles étoient.

Cet avantage est celui d'avoir un terrain arrosé dans toute son étendue par deux fleuves très grands qui, prenant leur source

dans le fond des montagnes, se divisent également en plusieurs branches, & parcourent successivement toutes ces provinces, & vont ensuite se jeter dans la mer, par diverses embouchures. Il n'est pas possible de les compter, tant elles sont en nombre le long de cette côte: je me contenterai donc de dire que les plus considérables sont celles de Chiplere, d'Ampsaldivy, de Camparlagary pour le fleuve Crichena; & celles de Narzapour, Coranguy, Baudamourilanka, Yanaon, Golepalam, Morimoulla & Calipatnam pour le Godavry.

Ces deux fleuves sont donc le Crichena, fameux par les mines de diamans qu'il renferme dans son sein; & le Godavry, connu sous le nom de Gange, très révééré dans la Gentilité. Mais une de leurs propriétés, qui est la plus avantageuse, c'est de se grossir en effet tous les ans, & de se déborder régulièrement à l'exemple du Nil, & cela par des inondations périodiques, qui commencent au mois de Juin & finissent vers le mois de Septembre.

Ces inondations ont cela de singulier qu'elles sont momentanées & par intervalles; en sorte que les eaux qui viennent tout-à-coup inonder la campagne, n'y séjournent au plus que

deux ou trois jours; elles disparoissent ensuite, soit par la facilité de leur écoulement dans le voisinage de la mer, soit par la sécheresse de la terre qui les a bientôt épuisées : quoi qu'il en soit, ces mêmes débordemens reviennent au bout de huit jours, plus ou moins forts, & recommencent leur mouillage à plusieurs reprises jusqu'au tems où ils cessent tout-à-fait. Il n'est pas concevable combien ces inondations sont utiles, parce que l'espece de limon & de vase, qu'elles laissent sur les terres, sert non seulement à les engraisser, mais encore à faciliter leur labour. L'on diroit que la nature elle-même ait voulu dédommager ces contrées arides. La chaleur extrême qui y regne s'y trouve compensée par la quantité de rivières éparfes çà & là, & dont on compte jusqu'à onze de suite qu'il faut traverser, seulement depuis Mazulipatam jusqu'à Yanaon. Elles baignent la terre, l'arrosent & l'inondent presque en même tems, & dans la même proportion que les deux fleuves dont elles tirent leur origine.

Cet avantage est tel que, malgré la différence du climat, l'on seroit presque tenté de se persuader que les terres les plus fertiles de l'Eu-

rope n'ont rien qui égale ou qui surpasse la bonté de celles de ces provinces de l'Inde, soit par la nature & la fécondité du sol, soit par la richesse & l'abondance des denrées qu'elles produisent.

Cela posé, il est facile d'appercevoir avec quel regret les François ont dû abandonner ces possessions, qui présentent déjà par ce seul endroit une perspective des plus satisfaisantes. Qu'on se rappelle en effet la situation de Mazulipatam, placée sur le bord de la mer, & placée de maniere que peu s'en faut qu'elle n'occupe le milieu de tous les domaines que je viens de décrire. Elle appuie sa droite au fleuve Crichena, qui parcourt toute l'étendue des terres situées au midi; elle étend sa gauche sur le Godavry, qui arrose pareillement toutes les contrées du Nord. D'un côté ce sont toutes les manufactures de mouchoirs, dont le débit est immense; de l'autre, ce sont toutes les fabriques de toiles, dont le commerce est si fort de recherche. En un mot, elle découvre de toutes parts soit des vaisseaux qui entrent dans son port & qui sont chargés de toutes sortes de marchandises, soit des terrains immenses, & des campagnes couvertes de tou-

tes fortes de productions les plus abondantes. Ce tableau naturel doit faire penser que ces domaines doivent rapporter des revenus qui y répondent au-moins , & c'est ce que je me propose de faire voir dans la seconde Section, qui n'est pas moins intéressante que la première ; mais à laquelle je ne donnerai que le moins d'étendue qu'il me sera possible.

S E C T I O N II.

Des revenus & du produit de ces Domaines.

Ç'AUROIT été peu pour la Compagnie Française des Indes , de posséder en propre une étendue considérable de pays , si toutes ces possessions n'avoient été pour elle d'aucun rapport ; quelque facilité qu'elle eût eu d'y faire un plus grand commerce , le bénéfice s'en seroit trouvé absorbé par les frais qu'auroit nécessairement entraînés la régie & le gouvernement stérile de ces domaines : mais c'est ce qu'on ne peut pas dire des riches concessions dont je parle. Ce qu'on en a déjà vu par les détails précédens , peut suffire , pour faire connoître une partie au-moins des avantages en ce genre qu'elles étoient capables de produire ;

& je ne finirois point , si je voulois développer en entier toutes les inductions satisfaisantes qu'elles offrent à cet égard. Je me bornerai seulement à donner une idée du montant des revenus qu'elles jettoient chaque année dans les coffres de la Compagnie Françoise ; & pour cet effet je les distinguerai en trois sortes , & cela relativement à la nature des fonds dont elle les tiroit.

Premièrement la Compagnie avoit dans l'Inde un espace immense de terrain , plus ou moins cultivé , qu'il n'étoit pas facile d'évaluer. Secondement , elle possédoit elle seule la propriété des marais salans les plus vastes & les meilleurs qui fussent dans toute la côte. Troisièmement enfin , outre le droit de monnoie , elle étoit en possession d'en percevoir & d'en lever beaucoup d'autres dans l'étendue de ces domaines ; & voilà ce qui constituoit le fond de ses revenus. Ils étoient aussi clairs que faciles à recueillir. Ils consistoient dans la culture & la récolte des terres , dans la fabrique & la vente des sels , dans le produit & le montant des droits qu'elle prélevoit indifféremment sur toutes sortes de sujets & en toutes sortes de manieres : or tous ces articles , cal-

culés seulement sur le pied où ils subsistoient quand les François commencerent à être troublés dans leur jouissance, présentent un objet de près de dix millions de livres tournois, de revenu fixe & annuel, qui ne coûtoit en quelque façon à la Compagnie que la peine d'ouvrir ses coffres pour la recevoir, & qui auroit pu augmenter d'un tiers & même du double, à proportion des soins que l'on auroit pris pour l'étendre & en améliorer le principe. Les preuves de ce que j'avance sont faciles à déduire.

Avant que d'entrer dans le détail de ce qui regarde le produit des terres, il me paroît à propos de faire faire à mes lecteurs deux observations qui, en donnant une idée de la manière dont les droits sur les terres s'imposent & se prélevent dans l'Inde, démontreront avec quelle certitude le Souverain peut compter sur leur produit.

La première c'est que les revenus qui proviennent de la culture & de la récolte des terres, se perçoivent dans l'Inde d'une manière toute différente de celle qui est usitée en Europe. Ici l'on recueille les grains en nature, & l'on est obligé de les garder, ou d'attendre

qu'on s'en soit défait pour en avoir le prix : dans l'Inde, c'est tout le contraire, parce que toutes les terres, dans l'empire du Mogol appartiennent de droit au Souverain, nul particulier ne possédant des bien-fonds. Les laboureurs, espece de secte ou tribu qui ne sort jamais de son état, sont obligés de travailler les terres à moitié profit; en sorte que, lorsque le tems de la récolte arrive; l'on partage d'ordinaire toute la masse des grains en deux portions égales, dont une appartient au prince ou à celui qui le représente, & l'autre reste au laboureur; avec cette différence que ce dernier, pour pouvoir enlever la portion qui lui revient, est obligé de payer argent comptant le prix de celle qui appartient au prince; & voici comment cela se pratique.

Des officiers nommés Dechapaudias, sont chargés de veiller à la sûreté des grains; ce sont des Brame ou écrivains, qui ont le soin, dans le tems, d'en faire la juste estimation. Elle se fait à deux reprises: la première lorsque les grains sont sur terre, & la seconde lorsqu'ils sont coupés & ramassés en meule, & c'est alors que se fait le partage qui est bientôt décidé.

Si le laboureur a l'argent devant soi pour payer le montant de la moitié qui revient au souverain, suivant l'estimation qui en a été faite, ce qui arrive presque toujours, parce que les marchands se pressent de contracter avec les laboureurs, avant même que les grains soient abattus; alors il a la liberté d'enlever tous les grains qu'il vend ensuite pour son compte; bien entendu cependant que le prince, ou celui qui le représente, est toujours en droit de prendre sur sa moitié la quantité de grains qu'il juge nécessaire pour sa consommation.

Si au contraire le laboureur ne se trouve pas en état de payer au prince la portion qui lui revient, on lui abandonne le tiers de la récolte, pour lui donner le moyen de faire des fonds, & on lui assigne trois termes d'un mois chacun, au bout desquels il a grand soin de rapporter le prix des grains qu'il a pris en nature; car s'il manquoit de le faire, tout le grain qui lui revient seroit confisqué au profit du prince & vendu à l'encan sur la place. Lorsqu'il a satisfait pour la première portion, il enlève le second tiers, & ainsi de suite jusqu'à ce qu'il ait totalement rempli ses engagements envers le prince. C'est de cette manière que le labou-

reur est chargé tout seul de travailler , d'ensemencer les terres , & de trouver jusqu'au débit & à la défaite des grains. Le souverain reçoit toujours la moitié du prix de toutes les productions en ce genre , sans qu'il soit tenu au moindre embarras , ni à la moindre dépense , si ce n'est celle qu'il est obligé de faire pour l'entretien des commissaires qu'il établit , soit pour veiller à la sûreté de la récolte , soit pour contraindre le laboureur & le forcer à acquitter ses dettes. Il est donc évident que la Compagnie Françoisse , qui avoit succédé aux titres du Souverain dans cette partie , ne pouvoit rien avoir de plus clair , de plus net & de plus certain , que cette espece de revenus qu'elle tiroit de ses domaines.

La seconde observation qui se présente pour donner de nouvelles lumieres sur l'étendue particuliere de ces revenus , c'est que la Compagnie Françoisse a possédé ces terrains pendant si peu de tems , qu'il lui a été impossible d'en reconnoître au juste la valeur intrinseque. Une foule de Gemidars & autres petits princes , devant les sang-sues & les tyrans du peuple , des Brame , des écrivains , des inspecteurs qui conservoient encore une partie de leurs droits ;

toutes ces sortes de gens ne cessoient de menacer & d'intimider les laboureurs qui, dans la crainte de retomber une seconde fois sous leur joug, se trouvoient forcés, malgré eux, de tromper leurs nouveaux maîtres. Ils s'accordoient avec les écrivains ou interpretes, pour déguiser la vérité lorsqu'on les interrogeoit sur le produit de leurs terres, que souvent ils ne portoient pas à moitié. Quelle diminution ne devoit-il pas résulter de cette manœuvre? Ajoutez à cela que, lorsque les François obtinrent ces domaines, la plus grande partie des Campagnes étoit dépeuplée par la tyrannie & les vexations des Princes Maures. Il n'est pas concevable en effet à quel excès de misere le laboureur se trouvoit réduit sous le Gouvernement Maure. Les Dechapaudias ou écrivains s'entendoient avec les Fossedars pour le piller. Le tems en effet de l'estimation étoit-il arrivé, les écrivains en dressoient une qui alloit quelquefois au double de la récolte, & par ce moyen la portion du prince l'absorbant en entier, le laboureur se trouvoit souvent dans l'impossibilité de rien recueillir : s'il se plaignoit, on le maltraitoit encore, & sous prétexte qu'il

avoit diverti une partie des grains, on le menaçoit d'être mis en prison; ainsi foulé, persécuté, mourant de faim & sans aucun recours pour obtenir justice, il désertoit & ne paroissoit plus. Telle étoit la situation de ces provinces lorsqu'elles passèrent sous la Domination Françoisse qui, dans l'embarras d'en faire valoir les terres, faute de régisseurs, se vit obligée de les affermer en tout ou en partie. L'on avoit beau prendre toutes les mesures, toutes les informations nécessaires, l'on étoit forcé de s'en rapporter à la bonne foi des fermiers qui se présentoient; & qui, mettant à profit l'ignorance où l'on se trouvoit du prix naturel de ces fermes, n'offroient souvent pas le quart de leur valeur. Qu'on juge après cela, combien les revenus de cette nature devoient être éloignés du tau où ils auroient pu être portés. Je ne crains point d'avancer que, dans le tems que la Compagnie Françoisse entra en possession de ces contrées, à peine en étoit-il un quart qui fût en rapport; & à peine retiroit-elle le tiers du revenu des terres qui étoient cultivées: d'où l'on peut facilement comprendre quelle devoit être en effet la nature & l'é-

tendue de cette sorte de revenu, puisque malgré tous ces inconvéniens elle ne laissoit pas encore d'être considérable.

Il est constant que, sans parler du Serkar de Condavir ni des quatre provinces du Nord qui étoient affermées, l'ancien gouvernement seul de Mazulipatam, rapportoit en grains plus de sept à huit cents mille francs, lorsque les années étoient abondantes. Une preuve encore plus évidente de ce que j'avance, c'est que, dans les dernières années de l'Administration Françoisse, la province de Nizampatnam, quoique la plus petite & la plus mauvaise de ce gouvernement, & malgré que plus des trois quarts des terres y fussent en friche, rapporta pendant plusieurs années de suite soixante mille roupies, ce qui à raison de deux livres huit sous tournois par roupie, faisoit cent quarante quatre mille francs. On peut en dire autant par proportion des autres départemens. L'Isle de Divy, par exemple, rapportoit au moins cent mille roupies ou deux cents quarante mille francs par an, & cependant ce n'étoit-là que la huitième partie de ce qu'elle auroit pu produire. L'on y voyoit en effet de vastes plaines, propres à tenir une armée

de cent mille hommes, qui restoient sans culture, faite de laboureurs. L'on peut juger du reste par ces deux exemples que j'ai choisis. D'un autre côté, il est aisé de sentir les augmentations qui ont dû résulter du changement d'administration, dont les effets sensibles se manifestoient chaque année. Qu'auroit-ce donc été; si le pays avoit été repeuplé, & que l'équité & la douceur du Gouvernement François eussent eu le tems d'y rétablir la tranquillité & d'y rappeler l'abondance?

Quoi qu'il en fût, ce n'étoit pas la seule espèce de revenus dont la Compagnie Française jouissoit dans cette partie de l'Inde: elle avoit encore, dans l'étendue de ses domaines, un trésor, dont le fond est aussi riche & les productions aussi abondantes. Il consiste dans de belles & grandes salines dont le rapport est arbitraire & peut augmenter tant qu'on veut. C'est un tribut annuel de la mer, il ne faut que des bras pour le retenir.

De toutes les Salines qui sont le long de la mer, celles de Mazulipatam & de la province de Nizampatnam qui en est voisine, sont les meilleures par la nature du sol, dont le fond est de glaise, & où l'on ne trouve pas le moins

dre fable. L'on y fabrique une quantité de sel inconcevable, & cette denrée en général si utile & en particulier nécessaire aux Indiens, se travaille de la maniere la plus simple & la moins dispendieuse.

On choisit pour cet effet un champ convenable assez proche de la mer : on le partage en autant de bassins quarrés, revêtus d'un rebord, pour empêcher l'eau de s'écouler ; l'on creuse ensuite, de distance en distance, des puits aux environs, où l'eau qui filtre à travers les terres, ne tarde pas à s'insinuer. Des canaux, faits avec des troncs de palmier, servent à conduire cette eau des puits dans les bassins : mais avant que de l'y introduire, les Parias, classe vile du peuple qui sert les laboureurs, & qui dans l'intervalle que leur laisse le travail de la Campagne, court à cette occupation avec empressement, des Parias, dis-je, ont soin de presser la terre dans l'enceinte des bassins, & de la fouler aux pieds pour la rendre plus compacte ; après quoi on lâche les écluses, & les bassins se remplissent : mais bientôt après se trouvant desséchés par l'ardeur brûlante du soleil, il reste au fond une espece d'enduit, ou de croute cristalline, que l'on ra-

masse avec le râteau, & voilà du sel tout formé. L'on recommence la même opération à plusieurs reprises, & toujours avec le même succès. Tous les bords des bassins se couvrent successivement d'une quantité de sel que l'on recueille & que l'on entasse ensuite dans un endroit destiné à le recevoir; jusqu'au tems où les marchands viennent pour l'acheter. L'on n'a pas à craindre qu'il y reste; car c'est une nature de marchandise, dont la défaite est d'autant plus sûre que le débit en est plus facile.

En effet, outre les vaisseaux qui viennent s'en charger & la portent ensuite dans le Gan-ge & dans le royaume de Bengale qui manque de cette denrée, tout l'empire du Mogol ne se fournit presque que dans les seules salines de Mazulipatam. Des caravanes de Lambadis, espèce de marchands du pays qui font ce commerce, arrivent successivement, avec des bandes de trente à quarante mille bœufs, depuis le mois de Janvier jusqu'à celui de Septembre, & paient en argent comptant tout ce qu'ils prennent. L'on est souvent embarrassé de les satisfaire, & à peine donnent-ils le tems au sel de s'achever qu'ils l'enlèvent: quelquefois même ils en viennent aux mains pour se le disputer:

puter : c'est à qui s'en fournira d'avantage ; d'où il arrive souvent qu'une partie de ces caravanes s'en retourne à vuide, le nombre des acheteurs surpassant toujours la quantité de la marchandise.

L'on voit par ce détail qu'il n'est rien de plus facile que d'augmenter cette espece de revenu , en donnant plus d'étendue au fond qui le produit, lequel n'a besoin pour cela que d'un accroissement d'ouvriers attachés à le travailler.

Si l'on veut savoir maintenant à peu près la quantité de sel qui se fabrique dans ces domaines, on peut le trouver d'une maniere très aisée , en combinant le produit de la vente qui s'en fait chaque année.

La vente du sel de Mazulipatam rend près de cent mille roupies , ou deux cents quarante mille francs par an ; or à mettre le Candil, mesure du pays qui contient environ dix milliers de sel, à cent francs, il s'en suit , par un calcul très simple que l'on fabrique par an deux mille quatre cents Candils , ou ce qui est le même , vingt-quatre mille milliers de sel, dans les seules salines de Mazulipatam ; & si l'on y ajoute celles de Ni-

zampatnam qui en procurent presque autant, & celles de Pandarty qui en donnent peut-être d'avantage, on aura soixante douze mille milliers de sel ou sept mille deux cents Candils; & par conséquent, en mettant le Candil à cent francs, comme je l'ai apprécié ci-dessus, on aura une somme de sept cents vingt mille livres tournois, que la Compagnie Françoisse a dû retirer de ces salines pendant qu'elle en a joui. Elle avoit de plus une juste espérance d'en augmenter le produit, car l'on peut dire que c'est une vraie mine d'argent, dont le fond est intarissable, & qui s'accroît, même en quelque sorte, à force d'y puiser; il ne faut que l'expérience pour s'en convaincre.

Les François ayant succédé à toute l'autorité du Souverain dans ces contrées, ils étoient en possession d'y percevoir & d'y jouir, en cette qualité, de tous les droits qui en dépendent, ce qui leur formoit une espèce de revenus encore plus certains que les autres.

Ces droits sont de plusieurs sortes; 1°. le droit de la monnoie, droit seigneurial sur la fabrication des especes qui ont cours dans le pays: 2°. le droit de douane qui se paie sur

l'entrée & la sortie par mer : 3°. le droit appelé *sahir*, espece de droit de péage ou de transit établi dans les lieux d'un passage fréquenté : 4°. enfin le droit de Moutafara, sorte de capitation imposée, non seulement sur les personnes, mais sur les immeubles, comme maisons, boutiques, métiers &c.

1°. Celui de la monnoie n'a jamais été d'un grand rapport aux François, si l'on excepte ce qui provenoit des *Dabous*, espece de monnoie de cuivre très nécessaire au peuple, & surtout aux Tisserands, dont la fabrication pouvoit offrir un bénéfice d'environ quarante à cinquante pour cent.

2°. La Douane étoit plus considérable, parce qu'elle est toujours relative à la quantité de marchandises ou de vaisseaux qui entrent ou qui sortent de Mazulipatam. Plus sa rade sera fréquentée ; plus le revenu qui sort de cette espece de droit, croîtra à proportion. Outre la douane de Mazulipatam, il y en a une autre établie à Narzapour. Les Européens & les Maures paient à toutes les deux 3 pour cent & les Gentils 5 pour cent. Il y en a une troisième à Montepelly, village du

Condavir, situé au bas de la Province de Nizampatnam sur le bord de la mer. C'est là que les marchands de mouchoirs de Paliacatte chargent une partie des marchandises de ce nom. Les François ont toujours évalué le revenu annuel de ces Douanes, savoir la première à 40 mille roupies, ou 96 mille livres: la seconde à 3 mille roupies ou sept mille deux cents livres & la dernière à environ 4 mille roupies ou neuf à dix mille livres tournois.

3. Le droit de *fahir* ou de transit se perçoit dans ces pays sur toutes sortes d'effets & foumet toutes sortes de personnes. Rien n'en est excepté: hommes, bestiaux, denrées & marchandises, tout paie le passage d'une rivière, d'un canton, d'une ville & quelquefois même d'un village. Tous ces paiemens sont arbitraires & relatifs à la multitude plus ou moins grande d'effets ou de personnes qui passent par ces endroits: aussi s'en trouve-t-il dont le produit en ce genre se monte à des sommes considérables. Le Paragané de Gondour, par exemple, où passe le grand chemin de Golconde, par la raison de cette situation

avantageuse, est ordinairement affermé plus de quarante mille roupies ou près de cent mille francs.

4°. Pour le droit de *Moutafara*, il me paroît inutile d'en parler, parce qu'il est facile d'en concevoir la nature & l'étendue. Il me suffira d'ajouter qu'il entre communément, avec le *sahir* dans les baux que l'on passe lorsqu'on afferme les terres. C'est pourquoi il seroit difficile de fixer au juste jusqu'où pouvoit aller le montant de ces fortes de droits en faveur de la Compagnie Françoisse, attendu qu'une partie de ses domaines étoit affermée & que l'autre se régissoit ; cependant pour la satisfaction du lecteur, je vais les parcourir séparément & fixer dans chaque département, soit qu'il soit en régie ou affermé, la valeur que les François lui donnoient suivant son étendue.

Mazulipatam produit en droits de Douane 96 mille francs, 240 mille en salines, & pour les autres droits 24 mille.

Les Pettes d'Inongoudour étoient affermées tant pour leur récolte que pour les droits de transit à la somme de 20 mille roupies ou 48 mille francs.

Les Paraganés de Goudour & Acloumanar étoient également affermé, mais sur le pied de 50 mille roupies ou 120 mille livres tournois.

Les Paraganés de Tomedy & Pedana produisoient des revenus en terres, qui pouvoient aller à 24 mille roupies ou 60 mille francs.

Le département de Narzapour, y compris les deux Paraganés de Tondour & Boudara qui étoient sous la même régie, donnoit des revenus en terres, douane & ferme de Cocotiers. Cette régie fournissoit par année plus de 120 milles roupies, & ce revenu peut s'évaluer à 260 ou 280 mille livres tournois.

Le département de Devracota étoit pareillement en régie, & rapportoit, à peu de chose près, cent mille roupies ou 240 mille francs.

L'Isle de Divy, dont les revenus en terres s'augmentoient chaque année, sous le Gouvernement François, en quatre ans de tems étoient montés de 20 mille roupies ou 48 mille francs à 100 mille roupies ou 240 mille francs, qu'une plus longue possession auroit sans doute accru de nouveau.

Le *ferkar* de Nizampatnam, dont les revenus sont en terres & en salines, étoit en régie qui donnoit des premières environ 60 mille roupies ou 144 mille livres, & des dernières 50 mille roupies ou 120 mille francs.

La province de Condavir a toujours été affermée tant que les François en ont joui, faute de sujets suffisans pour pouvoir la régir dans toute son étendue. Les dix-huit Paraganes qu'elle contient étoient tenus par différens particuliers, qui en payoient plus ou moins selon la grandeur du terrain qu'ils tenoient à ferme : mais le tout formoit un objet de 200 mille pagodes d'or à trois figures ou 850 mille roupies, qui équivalent à deux millions quarante mille francs.

Quant aux quatre provinces du Nord, tant que les François en ont eu l'usufruit, ils n'ont pu parvenir à les mettre en ordre. Tout ce qu'ils ont pu faire dans le tems, a été de les affermer à la hâte, en les laissant même à plusieurs *Gemidars* qui les possédoient auparavant, & pour le même prix qu'ils en avoient ci-devant donné. La ferme générale de ce terrain immense pouvoit monter à près de vingt cinq lacs de roupies, ce qui équivaloit

à environ 6 millions de livres tournois.

Tel étoit à peu près le montant des revenus que la Compagnie Françoisé recevoit tous les ans des domaines que lui avoient cédés les Vice-Rois de Golconde. Pour en faire voir plus clairement le produit effectif, je vais ajouter ici un tableau additionné, où chaque Département paroîtra avec son revenu, rapproché de si près de sa juste valeur que si, même aujourd'hui, il se trouvoit quelque différence, elle ne pourroit être considérable.

T A B L E A U.

DÉPARTEMENS		Revenus	
		Roupies	Livres
<i>Mazulipatam</i>	Régie	150,000	360,000
<i>Inongoudour</i>	ferme	20,000	48,000
<i>Goudour, Acloumanar</i>	do.	50,000	120,000
<i>Tomedy, Pedana</i>	do.	25,000	60,000
<i>Narzapour</i>	Régie	120,000	288,000
<i>Devracota</i>	do.	100,000	240,000
<i>Divy</i>	do.	100,000	240,000
<i>Nizampatnam</i>	do.	110,000	260,000
<i>Condavir</i>	ferme	850,000	2,040,000
<i>Provinces du Nord</i>	do.	2,500,000	6,000,000
Total		4,025,000	9,656,000

Il est donc évident que la France retiroit annuellement de ces domaines près de dix millions de livres tournois, ce qui ne formoit qu'à peine la moitié des revenus que sa Compagnie en auroit pu exiger, & qu'elle en auroit sans doute retirés, si elle avoit pu affermir son autorité dans le pays, de façon à en acquérir une connoissance suffisante, pour la régir par elle-même. Une pareille perspective doit faire sentir l'excellence & l'utilité des acquisitions que la France avoit faites dans les Indes par la bravoure & la politique des deux plus grands hommes qu'elle y ait eus, ainsi que la perte immense que cette couronne y a essuyée, par l'abandon de ces possessions; cependant pour en convaincre de plus en plus mon lecteur, j'ajouterai un mot sur la qualité & l'avantage du commerce qu'elle y pouvoit faire, objet que naturellement elle devoit avoir le plus à cœur, & qui ne pouvoit se présenter sous un point de vue plus favorable.

SECTION III.

Qualités & Avantages du Commerce.

Tout le monde fait sur quels fondemens s'appuie d'ordinaire l'avantage général du commerce. Le crédit en fait la base, la tranquillité en est le soutien, & les fonds considérables qui en font le nerf en déterminent l'étendue. Pour qu'un commerce puisse être également facile, solide & florissant, il est nécessaire qu'il soit, pour ainsi dire, préparé par une certaine réputation qui l'accrédite, conduit par des opérations tranquilles qui l'assurent, nourri enfin par des bénéfices qui l'augmentent: or tout cela se trouvoit uni en faveur du commerce que la Compagnie Française pouvoit faire dans les Indes au moyen des domaines immenses qu'elle y avoit acquis & dont la paix l'a dépouillée. Elle se trouvoit montée à un degré de supériorité bien éloignée de sa constitution primitive, & son commerce, soit actif, soit passif, y trouvoit des routes & des appuis bien différens.

En effet la même révolution qui s'étoit opérée dans le gouvernement au sujet du trône de

Golconde, avoit influé non seulement sur les possessions des François, mais même sur l'idée qu'on s'étoit formée d'eux dans l'Inde. Les prodiges de valeur & de capacité qu'ils avoient fait paroître en cette occasion, leur avoient gagné la plus haute considération auprès des Mogols, qui ne craignent d'ordinaire que ce qu'ils estiment, & auprès de la généralité de ce peuple, dont le naturel est d'être fier & arrogant dans la prospérité, mais timide & foible dans l'adversité.

Avant les troubles de Golconde, l'opinion qu'on avoit des François faisoit tenir à leur égard une conduite bien opposée, à celle qu'ils suivit. On les regardoit tout au plus comme de simples marchands, dont l'unique ambition, les talens & le pouvoir se réduisoient à des opérations de commerce. Resserrés dans des bornes très étroites, & ne pouvant même y vaquer librement à leurs affaires, sans l'aveu des princes du pays, ils devoient en acheter la permission par des présens considérables, qui souvent ne suffisoient pas encore à l'avidité des Fossedars. Cette obligation de payer pour avoir la liberté du commerce les soumettoit à beaucoup d'autres contributions également ar-

bitraires, & qui augmentoient d'autant l'achat des marchandises. Tout ce qui appartenoit à leur Compagnie, comme ouvriers, marchands, écrivains & autres, tout se ressentoit de ces vexations particulières qui retomboient toujours sur son compte, & qui l'engageoient à des dédommagemens considérables. Il ne seroit pas possible d'exprimer à combien de contre-tems, d'insultes & d'avanies, cette Compagnie étoit d'ailleurs exposée. En 1746. elle se vit obligée d'abandonner son comptoir d'Yanaon, pour se sauver dans une isle voisine: l'année suivante elle s'y maintint en payant 25 mille roupies de contributions, mais en 1750. ce comptoir fut pillé, ravagé & enfin détruit.

Le plus petit Raja ou Gemidar se prévaloit à chaque instant de cette sujettion involontaire; & l'on étoit à peine venu à bout de satisfaire à une demande, qu'on étoit exposé à une nouvelle. Un simple Pion, venoit de la part du dernier Seigneur Maure, & exigeoit, disoit-il, une somme dont son maître avoit besoin, qu'il falloit trouver, parce que faute de la délivrer, il menaçoit ou d'empêcher le commerce, ou de mettre tout à feu & à sang.

En un mot, il n'étoit point de manières de

rançonner que les Maures ne missent en pratique, soit pour donner le passage aux marchandises, soit pour en permettre seulement l'acquisition; il n'étoit pas rare de les voir en arrêter sur les lieux ou en route, par mauvaise humeur, ou simplement pour faire sentir leur supériorité: tant la vanité naturelle à ce peuple lui faisoit trouver de satisfaction à troubler le commerce des François, à en gêner les opérations & même à en intercepter les bénéfices. En un mot, ce n'étoit qu'à force d'habileté & de souplesse & sur-tout avec beaucoup d'argent, qu'on parvenoit à faire les chargemens pour les vaisseaux d'Europe, & il arrivoit souvent que cette contrainte & ces dépenses mettoient dans l'impossibilité absolue de les rendre complets.

L'on en peut juger par le nombre de marchandises que donnoient autrefois les deux comptoirs que la Compagnie Françoisse avoit à la côte d'Orixa. Celui d'Yanaon, par exemple, n'avoit jamais fourni qu'une seule fois huit cents balles de toiles, & il n'expédioit d'ordinaire que trois ou quatre cents balles. Celui de Mazulipatam en donnoit encore moins; & le plus haut où les fournitures euf-

sent monté, étoit à quatre-vingt ou cent balles de mouchoirs. L'on conçoit assez qu'un cercle de commerce si étroit n'étoit pas capable de dédommager des frais énormes qu'il exigeoit, & que la nécessité seule d'avoir des marchandises de cette sorte pouvoit faire passer par-dessus les inconvéniens, & qu'enfin sans les marchandises de la Chine, de Bengale & d'autres lieux, cette branche particulière de commerce seroit devenue plus à charge qu'utile à la France, le bénéfice ne pouvant supporter ni balancer les avances.

Quoi qu'il en soit, telle étoit, il y a environ vingt-cinq ans, la position de la Compagnie Françoisse dans cette partie de l'Inde : mais quelle différence n'y éprouva-t-elle point, dès qu'elle eût obtenu le domaine des riches contrées dont j'ai fait ici la description ? Ce fut à qui s'empresseroit de lui offrir les débouchés les plus favorables. Maîtresse du pays, elle étoit en état d'y donner la loi. Tous les peuples qui l'habitoient, sans en excepter les plus grands Seigneurs, reconnoissoient & respectoient sa domination : acoutumés depuis longtems à la dépendance, ils n'avoient fait que changer de joug en changeant de maî-

tres , & ils se félicitoient même du nouveau fort qu'ils éprouvoient.

L'on n'avoit rien à craindre de leur part ni oppositions, ni insultes. Les Marchands ou les facteurs , se voyant libres dans leurs opérations, s'empressoient d'autant mieux de contracter avec la Compagnie de France, qu'indépendamment de la sûreté qu'ils y trouvoient, ils en espéroient encore une protection particulière pour la tranquillité de leurs biens & de leur famille. Les fournitures étoient très aisées, on pouvoit en exiger tant qu'on vouloit, & les manufactures étoient également nombreuses & fournies.

En effet sous la Domination Françoisse, l'on comptoit, dans les provinces de Nizampatnam & de Condavir, au-moins quinze cents métiers ouvrans, sans ceux où l'on fabriquoit des mouchoirs plus communs, qui n'entrent point dans les assortimens. Chaque métier, selon la supputation qu'on en a faite, pouvant fabriquer trois pieces de mouchoirs par mois, c'est-à-dire trente six par an, il en résulte que quinze cents métiers en donneront cinquante mille pieces, & par conséquent, à raison de cent pieces pour la balle, on aura 540 balles de

mouchoirs au lieu de 80. ou cent qu'on faisoit auparavant. L'on en peut dire autant des marchandises de toiles, dont les provinces d'Elour, Ragimendry & Chicacol fourmillent, au lieu de 5 à 600 balles qu'on en tiroit à peine avant que les François y dominaissent, on en a fait sous leur gouvernement plus de deux mille, ainsi ils étoient dans le cas de choisir; & leur Compagnie auroit pu s'en attribuer le commerce exclusif. Elle en avoit le droit, & il ne s'agissoit que d'en trouver les moyens; ou si elle y avoit renoncé, ce n'auroit pu être que par une condescendance nécessaire qu'elle en auroit rendu les autres nations participantes.

C'étoit-là certainement des avantages bien réels, qui se trouvoient décidés en faveur du Commerce de la Compagnie Françoisse, une augmentation de marchandises & une facilité de les acquérir, qui résultoient de la possession domaniale de ces contrées; mais il me reste à en exposer un qui n'étoit pas moindre, quoiqu'il ne pût paroître d'abord aussi sensible; & il consistoit en ce que le produit considérable de ces domaines l'exemptoit de l'obligation ruineuse des avances qu'elle étoit antérieurement

ment dans le cas de faire ; obligation qui , en augmentant pour elle le prix des marchandises , diminuait à proportion ses bénéfices.

C'est un principe assez reconnu en fait de commerce ; qu'il faut déduire , sur le bénéfice des marchandises , tous les faux frais ainsi que les dépenses qu'occasionne leur achat : or l'on fait que la Compagnie de France étoit originai-
 rement obligée d'envoyer tous les ans , dans les Indes , des sommes immenses pour l'entretien de son commerce & de tout ce qui y avoit rapport : quelle diminution par conséquent sur le bénéfice qu'elle auroit dû naturellement y faire ? Mais lorsqu'elle eut acquis la souveraineté de tant de vastes provinces , les choses changèrent de face ; les revenus considérables qu'elle avoit à percevoir dans l'Inde de ses propres domaines , pouvant suppléer d'eux-mêmes à ces envois , elle pouvoit en employer une grande partie à faire des marchandises pour la cargaison de ses vaisseaux. Selon l'état que j'ai produit dans la Section précédente , on a dû voir qu'ils étoient plus que suffisans pour satisfaire à tous les engagemens de la Compagnie dans cette partie de l'Inde. Elle pouvoit même en quelque sorte les faire refluer

sur les autres établissemens , accroître leur commerce , en lui épargnant du moins la nécessité d'y faire passer des fonds considérables.

Indépendamment de cet accroissement de bénéfice que la Compagnie Françoisse avoit acquis au moyen de ces revenus, l'on peut dire qu'il en résultoit aussi une augmentation de profits pour l'Etat. Il n'est en effet personne qui ignore que l'exportation de l'espece est , en général, ce qu'il y a de plus nuisible pour un royaume ; & c'est de-là sans doute que l'on a dit que le Commerce de l'Asie ruinoit l'Europe. Que l'on calcule en effet toutes les marchandises que l'on n'a cessé d'en tirer, depuis l'établissement de ce commerce , autant d'argent qui est parti pour ne plus revenir : donc par une raison contraire , si les mêmes marchandises , ou du moins la plus grande partie d'entre elles continuoient à venir de ce pays en France , sans qu'il fût nécessaire à ce royaume d'y porter de l'argent pour les avoir , il en devroit résulter une augmentation de ce même argent dans l'Etat , qui y produisant un redoublement de circulation , y donneroit un accroissement de richesses , en y attirant par la suite celles de l'étranger. Ces

observations sont du ressort du ministère, mais il me suffit de les avoir indiquées, pour faire sentir combien il étoit avantageux en général au commerce de la France, que la Compagnie eût dans l'Inde un fond assuré, au moyen duquel ses établissemens étoient en état, ou de se soutenir par eux-mêmes lorsqu'elle n'auroit pu lui faire des envois, ou de lui préparer de riches cargaisons, capables de la dédommager de toute interruption de commerce, ou enfin de lui faire expédier des quantités de marchandises, sans qu'elles lui coutassent aucun déboursé, & sur lesquelles elle fût néanmoins dans le cas de faire un profit immense.

Tels étoient les avantages pour le commerce actif: mais quel point de vue favorable ces importantes concessions n'offroient-elles pas à la Compagnie Françoisse pour son commerce passif.

Je ne parle point de la facilité qu'elles lui donnoient pour le débit des marchandises d'Europe recherchées aux Indes, parce que l'on sent que l'espece d'alliance, qui régnoit entre les François & les princes du pays, lui assuroient une préférence décidée sur toutes les nations rivales: mais je me borne à l'éten-

due que la jouissance de la seule ville de Mazulipatam pouvoit donner à son commerce.

La France n'a jamais fait le commerce des Indes, sans être persuadé qu'il lui falloit nécessairement un point d'appui pour l'embarquement & le débarquement de ses vaisseaux. Convaincu de cette nécessité, je ne crains point d'être accusé de prévention, en disant que celui de Mazulipatam est préférable, du moins par bien des endroits, & que si la France en avoit su conserver la souveraineté, elle l'auroit certainement tôt ou tard préféré à celui de Pondichery même. On fait qu'à ce dernier endroit la mer gagne continuellement, que son rivage n'est qu'un sable mouvant, dont on voit sensiblement la diminution. L'eau est presque sous les murs de la ville qui, par succession de tems, pourra bien se trouver dans la mer. Il en est de même de la ville & du port de Madrais qui appartient aux Anglois, & la progression y est encore plus sensible. La rade de Mazulipatam est beaucoup meilleure, la mer n'y brise pas tant, & elle est garantie par des lits de glaise qui bordent son rivage, & qui y forment comme une digue sur laquelle la mer ne sauroit mor-

dre. Les vaisseaux y sont en sûreté dans les tems où les vents du Sud règnent sur la côte. La pointe de Divy qui s'avance dans la mer, & qui forme l'enfoncement de Mazulipatam offre un asile dans lequel on peut séjourner durant toute cette mousson. La ville d'ailleurs de Mazulipatam est la seule de toute la côte qui ait, en quelque manière, un port facile, d'où l'on peut aller en mer sans le secours des Chelingués, sorte de bateaux plats, dont on se sert à Pondichéri, à cause des brisans, qui ne peuvent supporter des bâtimens qui ont une quille; & il n'y a qu'une espèce de matelots, nommés Marquois qui sachent manœuvrer & gouverner ces Chelingués, qui ne font d'aucune utilité à Mazulipatam, parce que l'embouchure de la rivière s'étend jusqu'à la rade & au-delà des brisans.

Cette ville est de plus, ainsi que je l'ai dit ci-devant, comme le centre & le point de réunion de toute l'Inde, parce qu'elle est la seule qui soit dans le milieu de l'empire du Mogol, sur le bord de la mer. Les marchandises généralement quelconques qui entrent dans ces riches contrées ou en sortent, abou-

tissent à ce point de réunion plus volontiers que par tout ailleurs.

Il est vrai que la tyrannie du Gouvernement Maure en avoit éloigné pendant un tems, mais la France n'avoit pas été dans le cas d'y arborer ses étendarts que cet obstacle s'étoit évanoui. Les vaisseaux d'Achem, de Merguy, de Siam, de Bengale, du Pegon & de Perse en avoient bientôt repris la route, y abordoient sans cesse & y paroissoient même en plus grand nombre, depuis que les nouveaux Souverains y avoient rétabli la liberté de commerce. Quel jour cela ne donnoit-il pas par conséquent pour la consommation des effets d'Europe, comme, cordages, goudron, agrets & apparaux? mais surtout quelle facilité pour la communication réciproque des divers établissemens de la Compagnie Françoisse? L'on ne craint point de le dire: sans la ville & le port de Mazulipatam, toutes les autres parties des riches concessions qu'elle tenoit des Vice-Rois de Golconde, lui seroient devenues en quelque façon inutiles, si je ne dis pas à charge, pour les arrangemens de son commerce. Il lui auroit été en effet impossible

de trouver dans toute la côte une affiette convenable , soit pour faire passer à ses colonies les provisions qu'elle leur envoyoit, soit pour en tirer elle-même les diverses marchandises qu'elles lui fournissoient.

Qu'on ne m'objecte point que les Anglois & Hollandois ont toujours trouvé, même sans le secours de cette ville, les moyens de satisfaire à ces différens buts: car cette objection perdra toute sa force, dès qu'on sera instruit que la Compagnie d'Angleterre, n'envoie jamais dans cette côte aucun vaisseau d'Europe; & que ce sont les chefs des comptoirs qui y chargent pour leur compte, de petits bâtimens qu'ils expédient pour Madras, & dont la Compagnie Angloise leur paie le fret: elle n'a pas d'ailleurs à leur envoyer des provisions en aussi grand nombre ni d'un si grand volume. Il en est à-peu-près de même des Hollandois, qui chargent pareillement les marchandises qu'ils envoient à Negapatam, leur principal comptoir, sur de petits bâtimens nommés Bots. Il en étoit tout autrement des François qui, en perdant Mazulipatam, ont perdu le vrai point d'appui de leur Commerce.

L'importance du domaine direct de cette

ville paroît encore par le privilege exclusif qui y est attaché pour la fabrication des Dabous, qu'il n'est pas possible de lui ôter.

Les Dabous sont une espece de monnoie de cuivre très necessaire au peuple & spécialement aux tisserans, de façon que sa rareté ou son abondance influe d'une maniere sensible non-seulement sur tout le commerce en général, mais encore sur la population du pays.

Pour le comprendre, il est bon de savoir qu'on ne voit dans l'Inde d'autre cuivre que celui qu'on en transporte de l'Europe. Les Hollandois faisoient seuls ce Commerce qui leur valoit considérablement. Lorsqu'ils se sont retirés de Mazulipatam, après que les François en eurent obtenu la souveraineté, ils ont emporté avec eux tous les Dabous qu'ils ont pu se procurer. Ce n'étoit pas sans dessein : leur point de vue en cela étoit de diminuer & même de ruiner, s'ils pouvoient, le Commerce de la nation dominante en dépeuplant ses colonies. Ils savoit que cette monnoie est absolument nécessaire au peuple, qui n'en a point d'autre pour se procurer les besoins de la vie; qu'elle est également essentielle dans le Commerce, où elle sert à fixer

le poids des marchandises de toute espece ; d'où ils concluoient que la rareté de cette monnoie devoit occasionner deux inconvéniens. Le premier étoit de dégouter le peuple, les ouvriers & autres artisans qui, outre la privation qu'ils éprouveroient de cette monnoie nécessaire, feroient encore exposés à une perte réelle sur leur argent ; parce qu'obligés de changer leurs roupies pour des Dabous, ils trouveroient au moins un quart de perte, ce qui arriva en effet. Au lieu de 48 Dabous qu'on donnoit pour une roupie, la rareté des premiers fit qu'on n'en donnoit plus que 36 dans les commencemens du Gouvernement François. Ce déchet joint aux autres dérangemens qu'il occasionnoit, engageoit ces gens à abandonner les manufactures & à passer chez l'étranger, qui ne manquoit pas de l'attirer par des offres considérables. Le second inconvénient qui étoit encore plus frappant, c'étoit le rehaussement du prix des marchandises. L'on vient de voir que la roupie, qui ci-devant valoit 48 Dabous, étoit tombée à 36 ; d'où il résultoit une perte de 25 pour cent sur l'espece seule, du moins pour les particuliers ; or comme les marchands qui contractoient

avec la Compagnie de France & les tisserans eux-mêmes, & qui ne recevoient en paiement que des roupies d'une valeur imaginaire, se croyoient en droit de se dédommager ou sur le prix ou sur la qualité des marchandises, & au lieu de quinze roupies, par exemple, ils en faisoient payer vingt, ou s'ils laissoient l'ouvrage au même prix, ils se retranchoient sur l'altération de la matiere. C'étoit donc la Compagnie seule qui en souffroit. Elle en sentit la conséquence, & envoya des parties de cuivre pour la fabrication de cette monnoie, & comprit qu'elle ne pouvoit être assez prodigue de ces sortes d'envois. Bientôt la circulation se rétablit, l'abondance éclata, les manufactures se repeuplerent, les villes & les campagnes se regarnirent d'habitans, le commerce reprit son aïfance, & tout promettoit à la Compagnie Françoisse un empire solide & florissant dans l'Inde, lorsqu'une guerre également malheureuse dans toutes les parties du monde, a forcé la France de souscrire à une renonciation formelle de tout ce qu'elle avoit acquis dans ces riches contrées depuis l'année 1749.

Conclusion, & opinion de l'auteur sur la paix.

Les seuls sacrifices ne pouvoient être arrachés qu'à la nécessité ; & lorsque la France en gémissoit, il paroissoit naturel que l'Angleterre dût en témoigner une joie proportionnée à l'immensité des pertes de ses ennemis. En détruisant jusqu'à l'ombre de l'autorité Francoise dans les Indes, les Anglois devenoient les arbitres & les juges des Nababs & des peuples : aussi voit-on leur Roi, par un article particulier du traité de 1763. décider arbitrairement & despotiquement qu'elles seront par la suite les limites des états du Soubab de Bengale. Cependant les préliminaires de ce traité ne furent pas signés, que les deux parties parurent également mécontentes de leurs négociateurs respectifs.

Les premiers reprocherent au ministère de Versailles d'avoir abandonné à l'Angleterre non-seulement l'empire immense du Canada, & toutes les possessions qu'ils avoient dans les Indes ; & les seconds ne cessèrent de s'élever avec fureur contre le ministère de Londres, pour n'avoir pas persisté à continuer la guerre, ou du moins à ne se pas maintenir par la

paix en possession de toutes leurs conquêtes.

Pour ouvrir mon sentiment avec franchise sur une matiere aussi longtems contestée, j'avouerai que les uns & les autres m'ont toujours paru peu fondés dans leurs plaintes. Le souvenir du passé doit suffire, pour justifier absolument les négociateurs des deux côtés.

Les François ne doivent en effet jamais oublier, qu'un mois après que *M. le duc de Nivernois* fut arrivé à Londres le 11 Septembre 1762, cet Ambassadeur se trouva les mains si vuides, qu'il n'avoit pas un pouce de terrain à proposer au ministere Anglois, en échange des restitutions que l'intérêt de sa nation exigeoit qu'il demandât. La marine François étoit détruite, elle avoit perdu toutes ses colonies, & son seul espoir étoit fondé ou sur les efforts de l'Espagne, ou sur les progrès de l'armée qu'elle entretenoit en Allemagne.

Malgré les talens des deux généraux qui commandoient cette derniere, elle fut surprise, enveloppée & obligée d'évacuer avec précipitation les deux Hesses & toute la Westphalie; tandis que pour comble de malheur sa seconde espérance fut renversée, par la fâcheuse nouvelle de la prise de la Havanne

qui arriva à Londres le 22 Septembre 1762. Perte immense dans la situation des affaires! Le Cabinet de Versailles l'avoit réellement redoutée: mais enfin il étoit devenu tranquille à ce sujet, par les assurances réitérées que le ministère Espagnol ne cessoit de lui donner, que cette place étoit certainement dans une position à devenir imprenable, outre que la saison seule la garantissoit de toute insulte, du moins pour cette année-là. Quoi qu'il en fût de toutes ces flatteuses espérances, la France vit donc bientôt, d'une part, son armée d'Allemagne forcée de cacher ses pertes & sa honte dans le Rhin, & de l'autre les pavillons Anglois flotans sur les murs de la Havane. Cette dernière perte, qui ébranloit le pivot de la grandeur Espagnole dans le nouveau monde, rendoit la paix aussi nécessaire à la cour de Madrid, qu'elle pouvoit l'être à celle de Versailles, dont les malheurs paroissent être portés au dernier période.

Dans ces circonstances, *M. le Duc de Nivernois*, par ordre du ministère François, n'a cependant cédé aux Anglois que ce qu'ils avoient déjà pris, & ce qu'on n'auroit pu leur ôter du - moins de longtems, & en cela il ne

fit qu'obéir à la nécessité qu'imposoient le tems & les circonstances. Si l'on eût fait la paix en 1761. ou si l'on eût laissé le commandement de l'armée au Maréchal Duc de Broglie, la France auroit certainement obtenu la restitution de ses domaines dans les Indes, ou du moins celle du Canada, parce qu'alors elle avoit à donner en échange tout ce que ce Maréchal avoit conquis en Allemagne, & qui tenoit tant à cœur au Roi d'Angleterre, qu'il n'auroit rien épargné pour en regagner la jouissance: mais l'exil subit quoique médité de ce grand homme fut le coup le plus fatal qui pouvoit être porté au bonheur de la France, à la gloire du ministère de M. le Duc de Choiseul, & à celle des armes du Roi.

Ceux à qui ce ministre confia ensuite le commandement des armées, eurent beau faire, ils ne purent maîtriser la fortune. L'éloignement du héros de la France sembloit avoir fait envoler la victoire. Les désastres qui se succéderent sans relâche, depuis cette époque malheureuse, ne faisoient qu'augmenter la nécessité de parvenir à la paix. Les négociateurs François incapables d'en dicter les conditions, étoient bornés à rendre celles qu'on

leur faisoit les moins onéreuses qu'il seroit possible, & c'est à quoi on peut dire qu'ils ont travaillé avec succès. Ils ont abandonné, je l'avoue, à l'Angleterre les vastes déserts du Canada, mais ils ont eu le bonheur de faire restituer à leur nation toutes ses Colonies à sucre, mille fois plus précieuses que les sapins, les peaux, les neiges & les sauvages du Canada.

Les Anglois, d'un autre côté, se sont plaints, avec une égale injustice, des conditions de la dernière paix; surtout depuis que quelques écrivains, conduits par l'esprit d'opposition, se sont avisés de vouloir découvrir un vuide réel dans les avantages que leurs ministres se vantoient d'en avoir retiré. Il est probable que ces derniers n'ont pu se déguiser ces inconvéniens, s'ils ont existé: mais forcés d'obéir à une nation, qui est dans l'usage de soumettre son roi-même à ses caprices, ils se sont crus sans doute obligés de faire taire leurs propres lumières pour se conformer au cri général du peuple. Celui-ci, froid sur le sort des colonies à sucre qui ne les importunoient pas par leurs clameurs, ne demandoit que la tranquillité du continent de l'Amérique

Septentrionale, dont les habitans ne cessoient de l'étourdir par leurs plaintes multipliées. Ces ministres qui, comme je l'ai dit, peuvent en Angleterre éclairer la nation, sans être certains de la convaincre, & qui, s'ils manquent ce dernier succès, doivent se plier à sa volonté pour se soustraire aux effets de sa haine, tournerent toutes leurs demandes du côté chéri par le peuple. En conséquence les cours de Versailles & de Madrid céderent à celle de Londres tout ce qu'elles avoient possédé depuis la Riviere Saint-Laurent, jusqu'au fleuve Mississipi; la France abandonna de plus la Grenade & Tabago, & consentit que les Anglois gardassent les isles réputées neutres de Saint-Vincent & de la Dominique, pourvu qu'elle pût de son côté s'approprier Sainte-Lucie. A ces conditions le vainqueur restitua aux deux couronnes alliées toutes les autres conquêtes, qu'il avoit fait sur elles en Amérique.

Telle que fût l'ambition de l'Angleterre, elle ne pouvoit pas se flatter de tout retenir; & les plus grands politiques n'ont pu s'empêcher d'admirer la sagesse du conseil de George III. qui n'a témoigné autant de mo-
déra-

dération dans ses prétentions, que pour mieux faire éclater la justice de son roi, & ne point exciter, par une ambition sans bornes, la jalousie de toutes les puissances de l'Europe.

Si l'Angleterre eût voulu continuer la guerre, elle ne pouvoit le faire qu'en s'épuisant elle-même totalement. Elle ne pouvoit se déguiser que les moyens de la France absorbés dictoient seuls sa soumission, & qu'il étoit dangereux, par un refus opiniâtre, ou par une avidité ridicule, de la forcer à s'apercevoir que les ressources qu'elle n'avoit pas encore entamées, lui permettoit de prolonger une guerre, que l'Anglois ne voyoit plus moyen de soutenir. Elle crut en conséquence qu'elle devoit profiter de l'aveuglement de son ennemi, & en tirer tout le parti qui convenoit à son propre peuple, sans jeter son adversaire dans un désespoir qui, dans tous les tems, a été favorisé de la victoire, au détriment d'un vainqueur insatiable ou aveuglé par ses propres avantages.

On fera donc forcé de convenir avec moi, que, si l'Angleterre commença la dernière guerre avec injustice, elle la termina avec autant d'équité que de gloire; & que cette

pacification a mérité l'approbation des esprits les plus réfléchis.

Je ne m'arrêterai pas à réfuter ici la foule de brochures qui ont paru contre la paix, & dans lesquels les pacificateurs ont été traités avec toute la liberté ou plutôt toute l'indignité que l'esprit de parti inspire. Parmi ces écrits, il s'en est trouvé quelques-uns de solides composés par des citoyens instruits & zélés : mais pour un homme sage, qui a répandu quelque lumière sur cette négociation, il s'est trouvé des écrivains sans nombre qui, soit par mécontentement des gens en place, soit pour flatter le goût de la nation ou pour des raisons personnelles, se sont plu à émouvoir les esprits en répandant les insinuations les plus fausses & les plus scandaleuses contre la probité & le désintéressement des ministres Anglois qui négocierent la paix.

Tel fut en 1769 & 1770 l'écrit d'un Docteur, nommé Musgrave, aussi recommandable par sa famille que par une réputation jusques-là bien établie. Il profita habilement de la circonstance où il s'agissoit de l'élection d'un nouveau parlement, pour faire imprimer & distribuer une remontrance insidieuse,

adressée aux électeurs de la province de Devon; & tendante à leur persuader, ce qu'ils croyoient déjà assez généralement, que la cour de France avoit distribué de grosses sommes d'argent, à S. A. R. Madame la Princesse de Galles, au comte Butte, au Duc de Bedford, aux Lords Hallifax & Egremont Secrétaires d'état & au Comte de Viry, Envoyé Extraordinaire de Sardaigne à Londres, dans le dessein de les rendre favorables à la conclusion de la paix; & présumant sans doute qu'ayant été injustement poursuivi en Angleterre par un Ambassadeur aussi orgueilleux qu'ignorant, aussi avare que cruel, la vengeance me porteroit à donner, du moins par mon silence, quelque crédit à ses allégations téméraires, il ne craignit pas de me compliquer gratuitement dans cette affaire.

Cette remontrance, semblable à un incendie poussé par un vent violent, embrasa avec rapidité tous les esprits, contre les personnages distingués qui avoient travaillé à ce grand ouvrage. La haine que cela réveilla contre la cour S. James & contre la paix alla si loin que, pour y mettre un terme, le parlement de 1770 se vit forcé d'en prendre une

connoissance particuliere. On fait que ce Docteur n'ayant pu prouver, dans la Chambre des Communes, aucun des points qu'il avoit avancés dans sa remontrance, ni réfuter solidement la réponse que je me portai volontiers à lui faire, l'orateur le renvoya, après l'avoir sévèrement reprimandé, comme perturbateur du repos public, & comme un docteur en démence, qui avoit abusé de son esprit pour tourner la tête de ses compatriotes.

Comme ce Docteur & ses partisans ont pris plaisir à me maltraiter pendant six mois dans les papiers publics de Londres à l'occasion de la réponse que j'avois faite à leurs fausses insinuations, parce qu'elle n'étoit nullement du gout de la faction qui les faisoit agir; & comme sur une matiere de cette importance, une personne, qui a été revêtue du caractère honorable sous lequel j'ai paru en Angleterre, & qui a été dans le cas de travailler à cette paix sous un ministre digne d'un ouvrage qui exigeoit tant de talens, ne peut trouver trop d'occasions de se venger d'un soupçon aussi odieux, que celui que prétendoit jeter sur moi cet enthousiaste déréglé, je crois devoir transmettre ici à la dernière postérité la ré-

ponse que je lui fis alors dans les papiers publics: la voici.

„ MONSIEUR.

„ Vous me permettrez de croire que vous
 „ ne m'avez jamais plus connu, que je n'ai
 „ l'honneur de vous connoître: & si dans votre
 „ remontrance du 12 Août 1769 vous n'aviez
 „ pas abusé de mon nom, je ne me serois
 „ pas forcé d'entrer en correspondance
 „ avec vous.

„ Vous prétendez que, *dans l'été de 1764.*
 „ *on fit des ouvertures, en mon nom, à différens*
 „ *membres du parlement, portantes que j'étois*
 „ *prêt à accuser trois personnes, dont deux*
 „ *étoient pairs & membres du conseil privé, d'a-*
 „ *voir vendu la paix à la France, & vous pour-*
 „ *roissiez fonder là-dessus la démonstration*
 „ *de l'accusation, que vous dites en avoir*
 „ *portée vous-même à Milord Hallifax.*

„ Je vous déclare en conséquence ici, Monsieur,
 „ que je n'ai jamais fait ni fait faire
 „ aucune ouverture pareille, ni dans l'hiver
 „ ni dans l'été de 1764 ni dans aucun autre
 „ tems; car je suis d'une part trop fidele au

„ ministere que j'ai rempli , & de l'autre
 „ trop zélateur de la vérité.

„ J'avoue que vous ne dites pas que ce soit
 „ moi qui aie fait ces propositions : mais seu-
 „ lement qu'elles ont été faites en mon nom ,
 „ spécialement à M. le chevalier George Yon-
 „ ge & à M. Fitz-Herbert , membres du
 „ Parlement. Je vous assure ne connoître ni
 „ l'un ni l'autre de ces Messieurs , & n'avoir
 „ jamais autorisé qui que ce soit à faire , en
 „ mon nom , de pareilles ouvertures , que
 „ mon horreur seule pour la calomnie me fait
 „ détester.

„ Je vous interpelle , Monsieur le Doc-
 „ teur , de déclarer au public le nom du té-
 „ méraire qui s'est servi du mien pour faire
 „ ces ouvertures odieuses. Ces Messieurs ,
 „ que vous avez dénoncés comme vos té-
 „ moins , ne peuvent vous refuser de venger
 „ leur véracité & la vôtre.

„ Quoique je ne puisse m'empêcher de
 „ louer votre droiture qui cite ses auteurs ,
 „ cependant il me paroît de la dernière im-
 „ prudence , dans une affaire d'une pareille
 „ gravité , de vous fonder sur un rapport ,

„ pour nommer publiquement un homme de
 „ mon caractère , sans l'avoir consulté auparavant.

„ Si vous vous étiez souvenu du démenti
 „ public que j'ai donné dans le S. James
 „ Chronicle du 25 Octobre 1766. N^o. 881. à
 „ un avertissement du même papier N^o. 875
 „ & qui portoit en substance ce que vous
 „ alléguez dans votre dernière remontrance,
 „ vous m'auriez épargné la peine de vous ré-
 „ pondre aujourd'hui. Qu'en va-t-il arri-
 „ ver ? le public aura lu avidement votre
 „ écrit , aura ajouté foi à son contenu par le-
 „ quel vous en appelez à mon témoignage :
 „ mais il changera de sentiment , quand vo-
 „ tre intérêt , mon honneur & la vérité m'o-
 „ bligent à nier ce que vous y avancez à
 „ mon sujet.

„ Il en est de même de ce que vous pré-
 „ tendez que vers le 17 Mai 1765. *M. Fitz-*
 „ *Herbert* vous auroit dit savoir qu'on m'avoit
 „ fait des propositions de vendre , pour une som-
 „ me d'argent , les papiers qui étoient dans mes
 „ mains.

„ Je me suis toujours flatté de l'estime &
 „ de l'amitié des Anglois avec lesquels j'ai

„ vécu : qui d'eux, dans ces sentimens, au-
 „ roit osé me témoigner assez de mépris pour
 „ me faire une pareille proposition ? L'injure
 „ m'en auroit été d'autant plus sensible, que
 „ le caractère de la personne auroit été plus
 „ respectable.

„ Je ne vous suivrai, Monsieur, ni dans
 „ les démarches que vous avez cru devoir
 „ faire, ni dans les raisonnemens dont vous
 „ vous servez pour les appuyer. Ceux-ci
 „ montrent l'orateur, & celles-là, si elles
 „ sont fondées, prouvent le patriote.

„ Mais je vous atteste ici, sur ma parole
 „ d'honneur & à la face du public, que je ne
 „ puis vous être d'aucune utilité, que je ne
 „ suis jamais entré en marché pour la vente
 „ de mes papiers, & que je n'ai jamais, ni
 „ par moi-même, ni par aucun agent auto-
 „ risé de ma part, proposé de faire voir que
 „ la Paix avoit été vendue à la France.

„ Si le Lord Hallifax & l'Orateur, auxquels
 „ vous dites vous être adressé pour m'appeller
 „ en témoignage sur la validité de votre accu-
 „ sation, m'avoient fait citer, ils auroient con-
 „ nu, par mes réponses, que je pense que
 „ l'Angleterre a plutôt donné de l'argent à

„ la France, que la France n'a donné de l'or
 „ à l'Angleterre, pour conclure la dernière
 „ paix; & que le bonheur que j'ai eu de con-
 „ courir au salutaire ouvrage de cette paix,
 „ m'a inspiré les sentimens de la plus juste
 „ vénération pour les commissaires Anglois,
 „ qui y ont été employés; & ceux de la plus
 „ vive estime & de la plus sincère admira-
 „ tion pour feu M. le Comte de Viry qui,
 „ par son attachement au bien des deux na-
 „ tions belligérantes, & graces à son zèle in-
 „ fatigable, a eu la gloire d'amener cette
 „ paix, nécessaire aux deux premiers peu-
 „ ples de l'Europe, à une heureuse conclusion.
 „ Jugez maintenant, Monsieur, avec quel-
 „ le solidité vous pouvez vous fonder sur
 „ moi, pour rendre votre accusation éviden-
 „ te. Je suis trop connu en Angleterre,
 „ pour avoir eu besoin de cette réponse, si
 „ la franchise de votre lettre ne m'avoit paru
 „ mériter, que je vous empêchasse de faire
 „ des démarches ultérieures, qui ne pour-
 „ roient tourner qu'à votre préjudice, puis-
 „ qu'elles ne seroient fondées que sur de faux
 „ rapports de mes actions. Pour vous met-
 „ tre à même d'être en réalité aussi prudent,

„ que vous voulez paroître patriote, je signe
 „ cette lettre & vous y donne mon adresse,
 „ afin que, pour soutenir votre véracité,
 „ vous me présentiez les moyens de convain-
 „ cre publiquement les calomniateurs, qui
 „ ont osé se servir de mon nom, d'une ma-
 „ niere plus contraire encore à la vérité des
 „ faits, qu'à la dignité avec laquelle j'ai tou-
 „ jours soutenu mon caractère, au milieu de
 „ la persécution même de mes ennemis. J'ai
 „ l'honneur d'être votre très humble Ser-
 „ viteur.”

LE CHEV: D'EON.

Londres 4 Sept. 1769.

Petty France Westminster.

Le public impartial & éclairé peut maintenant juger si ma conduite en cette occasion m'a justement mérité l'approbation du Roi d'Angleterre & de sa cour, & les applaudissemens de la mienne & des gens honnêtes & vertueux, qui seuls font l'ambition de l'homme qui peu inquiet de la fureur de ses ennemis est satisfait dès qu'il peut se respecter lui-même.

FIN DU TOME DOUZIEME.

T A B L E

D E S

M A T I E R E S,

C O N T E N U E S

Dans le XII. Volume.

DÉTAIL GÉNÉRAL de toutes les parties des FINANCES du royaume de France, avec des OBSERVATIONS politiques & intéressantes tant sur la multiplicité des impôts que sur l'administration & la régie des Finances de ce royaume.

AVIS PRÉLIMINAIRE. Page 1

CHAPITRE I. Idée succinte de l'origine des principaux droits imposés sur les François. 2

CHAP. II. Des fermes générales & royales unies. 5

ARTICLE I. Droits qui composent la ferme générale. 6

ART. II. Distribution de la régie des fermes générales. 10

ART. III. Droits qui forment les fermes & domaines. 13

ART. IV. Droits des fermes des Aides. 16

ART. V. Droits particuliers aux pays de Gros. 17

ART. VI. Droits particuliers aux pays de huitième. 18

ART. VII. Autres droits particuliers. ibid.

ART. VIII. Droits sur les boissons suivant les lieux. 19

ART. IX. Droits sur différentes marchandises. 20

ART. X. Observations sur la régie des droits d'Aides. 21

ART. XI. Ferme de la marque de l'or & de l'argent. 23

ART. XII. Ferme de la marque des Fers. ibid.

ART. XIII. Suifs de la ville de Paris. 24

ART. XIV. <i>Inspecteurs des Boucheries dans les généralités de Mez, Dauphiné & Roussillon.</i>	Page 25
ART. XV. <i>Bierres de Paris.</i>	<i>ibid.</i>
ART. XVI. <i>Bureau de correspondance des eaux de vie.</i>	26
CHAP. III. <i>Autres fermes séparées des fermes générales.</i>	27
ARTICLE I. <i>Ferme générale des postes & relais.</i>	<i>ibid.</i>
ART. II. <i>Bourse des marchés de Sceaux & de Poissy.</i>	28
ART. III. <i>Droits sur les cartes à jouer.</i>	29
ART. IV. <i>Droits rétablis aux entrées de Paris.</i>	30
ART. V. <i>Charges & offices.</i>	31
ART. VI. <i>Etapas ou vivres des troupes de terre.</i>	32
ART. VII. <i>Vivres de la marine.</i>	33
ART. VIII. <i>Poudres & salpêtre.</i>	<i>ibid.</i>
CHAP. IV. <i>Parties détachées des Finances.</i>	34
ARTICLE I. <i>Parties casuelles.</i>	<i>ibid.</i>
ART. II. <i>Caisse des amortissemens.</i>	<i>ibid.</i>
ART. III. <i>Paiement des rentes sur le Roi.</i>	35
CHAP. V. <i>Arrangement & produit des Finances.</i>	<i>ibid.</i>
CHAP. VI. <i>Etat des dépenses ordinaires du Roi de France, assignées sur ses revenus ordinaires.</i>	38
ARTICLE I. <i>Dépenses de la Cour.</i>	<i>ibid.</i>
ART. II. <i>Dépenses militaires.</i>	40
ART. III. <i>Pensions royales.</i>	41
ART. IV. <i>Dépenses du ministère intérieur.</i>	<i>ibid.</i>
ART. V. <i>Cours souveraines & royales.</i>	<i>ibid.</i>
ART. VI. <i>Officiers en charge & comptables.</i>	42
ART. VII. <i>Ouvrages publics.</i>	<i>ibid.</i>
ART. VIII. <i>Dépenses diverses.</i>	<i>ibid.</i>
ART. IX. <i>Rentes & Intérêts.</i>	43
ART. X. <i>Affaires étrangères.</i>	44
ART. XI. <i>Récapitulation des dépenses ordinaires.</i>	<i>ibid.</i>

CHAP. VII. Revenus royaux dont on a disposé pour un tems limité.	45
ARTICLE I. <i>Vingtieme-denier.</i>	<i>ibid.</i>
ART. II. <i>Postes, relais & marque des cuirs.</i>	48
ART. III. <i>Poudres & salpêtre.</i>	<i>ibid.</i>
ART. IV. <i>Seconds deux sous pour livre.</i>	49
ART. V. <i>Récapitulation.</i>	<i>ibid.</i>
CHAP. VIII. Revenus royaux aliénés pour toujours.	50
<i>Autres aliénations ou diminution des revenus du Roi de France.</i>	54
CHAP. IX. Affaires Extraordinaires.	58
ARTICLE I. <i>En 1756.</i>	<i>ibid.</i>
ART. II. <i>En 1757.</i>	63
ART. III. <i>En 1758.</i>	66
ART. IV. <i>En 1759.</i>	69
ART. V. <i>En 1760.</i>	73
ART. VI. <i>En 1761.</i>	77
ART. VII. <i>En 1762.</i>	81
ART. VIII. <i>Récapitulation des affaires extraordinaires.</i>	85
CHAP. X. Etat de plusieurs autres taxes, qui ne sont pas royales : mais qui, se levant annuellement en France, pourroient le devenir & accroître d'autant les revenus du Souverain.	86
ARTICLE I. <i>Droits d'Annates payés à la cour de Rome &c.</i>	<i>ibid.</i>
CHAP. XI. Récapitulation de tous les revenus royaux, & des recettes qui se font annuellement dans le royaume de France.	89
CHAP. XII. Affaires particulieres.	90
ARTICLE I. <i>Deuxieme moitié des octrois.</i>	<i>ibid.</i>
ART. II. <i>Terme des droits, impôts, billets & formule pour la province de Bretagne.</i>	92
ART. III. <i>Appanage de M. le Duc d'Orléans.</i>	93
CHAP. XIII. Conclusion.	95
MÉMOIRES INSTRUCTIF sur ce qu'on appelle en France le DOMAINE D'OCCIDENT.	105

DÉTAIL GÉNÉRAL ET ABRÉGÉ de l'hôtel royal des INVALIDES à Paris.	Page 1
CHAPITRE I. Revenus de l'hôtel royal des Invalides.	2
ARTICLE I. Revenus en bien-fonds.	ibid.
ART. II. Revenus provenans de la retenue sur tout le militaire, excepté la marine & les galeres.	3
CHAP. II. Dépenses de l'hôtel royal des Invalides.	5
ARTICLE I. Régie des biens-fonds & entre- tien de l'hôtel.	ibid.
ART. II. Gouvernement séculier.	6
ART. III. Officiers de plume.	ibid.
ART. IV. Gouvernement ecclésiastique.	8
ART. V. Domestiques & serviteurs.	ibid.
ART. VI. Officiers des troupes de l'hôtel.	9
ART. VII. Dépenses des tables.	ibid.
ART. VIII. Linge de corps & de tables.	11
ART. IX. Frais d'habillement.	12
ART. X. Dépenses diverses.	14
ART. XI. Récapitulation des dépenses.	15
BALANCE.	ibid.
DES MARÉCHAUSSEES DE FRANCE.	16
Observations.	34
Récapitulation de la solde de ce corps.	39
ÉTAT GÉNÉRAL ET ABRÉGÉ des TROUPES DE TERRE que la France a sur pied dans la pré- sente année 1772.	41
CHAPITRE I. Des Officiers généraux.	ibid.
CHAP. II. Troupes de la maison du roi.	ibid.
ARTICLE I. Infanterie.	ibid.
ART. II. Cavalerie.	42
ART. III. Dragons.	43
ART. IV. Récapitulation.	44
CHAP. III. Troupes de campagne.	ibid.
ARTICLE I. Infanterie.	ibid.
ART. II. Cavalerie.	49
ART. III. Dragons.	50
ART. IV. Récapitulation.	ibid.

CHAP. IV. Troupes de garnisons.	<i>ibid.</i>
ARTICLE I. <i>Milices.</i>	<i>ibid.</i>
ART. II. <i>Invalides.</i>	52
ART. III. <i>Troupes nationales non à la solde du roi.</i>	<i>ibid.</i>
ART. IV. <i>Troupes pour l'intérieur & la police.</i>	53
ART. V. <i>Gardes des gouverneurs généraux des provinces.</i>	54
ART. VI. <i>Récapitulation des troupes de garnisons.</i>	<i>ibid.</i>
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE des TROUPES DE FRANCE.	55
RECHERCHES HISTORIQUES <i>sur les Trois Evêchés METZ, TOUL & VERDUN.</i>	56
AVERTISSEMENT.	56
CHAPITRE I. Détails sur l'origine de la Généralité & en particulier de la ville de Metz.	<i>ibid.</i>
CHAP. II. Gouvernement ecclésiastique.	72
CHAP. III. Gouvernement civil.	76
CHAP. IV. Gouvernement militaire.	88
CHAP. V. Des Finances.	91
CHAP. VI. Du Commerce.	92
CHAP. VII. De la Population.	95
CHAP. VIII. Etablissement de la Gabelle.	99
CHAP. IX. Des huiles & savons.	103
CHAP. X. Maniere de procéder à l'affiette & à la répartition des impôts.	107
CHAP. XI. Observations sur les exempts, les privilégiés & sur la translation de domicile.	118
CHAP. XII. Détails abrégés sur les principales villes.	121
ARTICLE I. <i>Bureau de Metz.</i>	<i>ibid.</i>
ART. II. <i>Bureau de Toul.</i>	124
ART. III. <i>Bureau de Sedan.</i>	126
ART. IV. <i>Bureau de Vic.</i>	130
ART. V. <i>Bureau de Thionville.</i>	131
ART. VI. <i>Bureau de Verdun.</i>	135
ART. VII. <i>Récapitulation du produit des</i>	

Trois - Evêchés.	137
SITUATION AVANTAGEUSE de la FRANCE dans l'Inde Orientale avant la dernière guerre ; ou DESCRIPTION de MAZULIPATAM & de ses dépendances , ainsi que des autres pro- vinces , que la France tenoit , à cette épo- que , par concession des Vice-Rois de Gol- conde.	138
CHAPITRE I. Origine de ces Concessions.	141
CHAP. II. Propriétés , étendue & richesses de ces concessions.	176
SECTION I. De la grandeur & de la posi- tion de ces domaines.	177
ARTICLE I. Département de Mazulipatam.	183
ART. II. Département de Narzapour.	191
ART. III. Département de l'isle de Divy.	195
ART. IV. Département de Devracota.	201
ART. V. Département de Nizampatnam.	203
ART. VI. Département de Condavir.	207
ART. VII. Département des quatre provin- ces du Nord.	212
DIVISION I. Province de Condapelly ou Moustasanagar.	214
DIVIS. II. Provinces d'Elour.	216
DIVIS. III. Province de Ragimendry.	217
DIVIS. IV. Province de Chicacol.	219
DIVIS. V. Etablissmens des Anglois & Hollandois.	221
DIVIS. VI. Avantages particuliers à ces provinces.	225
SECTION II. Des revenus & du produit de ces domaines.	229
Terres.	231
Sel.	238
Autres droits.	242
SECTION. III. Qualités & avantages du commerce.	250
Conclusion & opinion de l'auteur sur la paix.	267



Cleaned & Oiled

211





